LA

GUERRE DU CAUCASE

LE PRINCE WORONZOFF ET LE PROPHÈTE SHAMYL.

I. *Der Caucasus und das Land der Kosaken* (*Le Caucase et le Pays des Cosaques*), von Moritz Wagner; 2 vol. Leipzig, 1848. — II. *Die Vœlker des Caucasus und ihre Freiheits-kaempfe gegen die Russen* (*les Peuples du Caucase et leurs Guerres nationales contre les Russes*), von Friedrich Bodenstedt; 1 vol. Francfort, 1849. — III. *Die Poetische Ukraine*, von F. Bodenstedt; 1 vol. Stuttgart. — IV. *Tausend und ein Tag im Orient* (*Mille et Un Jours en Orient*), von F. Bodenstedt; 2 vol. Berlin, 1851.—V. *Reise nach Colchis* (*Voyage en Colchide*), von Moritz Wagner; 1 vol. Leipzig, 1852.

« Toute la plage a retenti,... ils souffrent de tes douleurs, tous ces mortels qui habitent le sol sacré de l'Asie, et les vierges de Colchide, intrépides soldats, et le peuple scythe, qui occupe les bords du marais Méotide, et cette fleur de l'Arabie, ces héros dont le Caucase abrite les remparts, bataillons frémissans et tout hérissés de lances. » Il y a plus de deux mille ans que les chœurs d'Eschyle peignaient ainsi les peuples du Caucase, et il semble que rien ne soit changé. Aujourd'hui encore, comme au temps de Prométhée, la fleur de l'Arabie s'abrite sous les remparts des montagnes sauvages, et les ravins cachent un peuple de héros. Un autre trait qui avait frappé Eschyle, et qui a conservé pour nous toute sa force, c'est le caractère fabuleux de ce pays. Le Caucase, aux yeux du vieux poète, ce sont *les confins du monde,* c'est *le désert inaccessible;* si nous ne répétons plus ces paroles, tous les voyageurs qui visitent les gorges du Kasbeck, tous les savans qui essaient de pénétrer les secrets de ces peuples, vivantes images des antiques migrations des races, s'écrient

encore avec la *jeune fille aux cornes de génisse :* « Où suis-je? chez quel peuple? Quel est ce captif que j'aperçois enchaîné à ces rocs? » Ces rocs, où le titan vaincu continuait de braver Jupiter et prophétisait sa ruine, ces gorges et ces défilés formidables, où le prophète Shamyl tient la puissance russe en échec, sont demeurés la plus mystérieuse contrée de la vieille Europe.

Il est peu de questions aussi compliquées que les questions du Caucase; des intérêts de toute sorte se croisent pour l'Européen autour de ces forteresses naturelles qui séparent les steppes de l'Occident des plaines les plus fortunées de l'Asie. Ce sont d'abord les plus curieux problèmes de l'histoire des races humaines. A quelle souche appartiennent ces peuplades innombrables? A quelle famille de langues faut-il rapporter ces idiomes qui changent de tribus à tribus? Parmi ces peuples si différens de type et de langage, en est-il qui remontent, comme on l'affirme, aux premiers jours du monde? en est-il d'autres qui aient fait partie des invasions barbares des IVe et Ve siècles, et qui, depuis Attila, soient restés dans les belles vallées du Térek, au pied de ces grands monts, où des luttes séculaires les ont repoussés aujourd'hui? Tous ces points ont provoqué les plus courageuses explorations. Il y a en Danemark depuis la fin du dernier siècle, surtout depuis les travaux de ce Frédéric Suhm à qui Herder exprimait en de si nobles termes la reconnaissance du monde savant, toute une vaste expédition qui poursuit partout la trace des barbares, et jamais, on doit le dire, les origines orientales et scandinaves de notre moderne Europe n'ont été étudiées avec une plus féconde ardeur. Tout cela n'est rien cependant à côté de l'intérêt que présentent les explorations du Caucase. Si les conjectures des savans ne sont pas de vaines chimères, ce ne sont pas des traces douteuses et des vestiges à demi effacés, ce sont les barbares eux-mêmes, ce sont les héritiers encore vivans de l'arrière-garde d'Attila, que la montagne abrite depuis quinze cents ans dans ses vastes refuges, depuis la Mer-Noire jusqu'à la mer Caspienne. C'est là ce que Saint-Martin et Sylvestre de Sacy, Klaproth et Dubois de Poméreux, l'Anglais Stanislas Bell, l'Allemand Eichwald, le Russe Potocki, le Polonais Bronewsky, l'Arménien d'Ohsson et bien d'autres encore ont cherché dans l'isthme caucasien et dans les contrées qui s'y rattachent. Le grand ethnographe du Caucase, Guldenstaedt, leur avait frayé la voie dès le milieu du siècle dernier, et depuis lors toutes les difficultés de l'entreprise n'ont fait qu'aiguillonner l'ardeur et la curiosité de la science.

Ce n'est pas tout : cette contrée, qui offre de si riches problèmes aux érudits, attire aussi l'attention de l'Europe par l'émouvant spectacle de ses destinées présentes. Dans sa route vers l'orient, la Rus-

sie a rencontré les populations du Caucase. En vain par l'habileté persévérante de sa diplomatie a-t-elle soumis à son pouvoir les contrées que domine le versant asiatique, cette ligne de montagnes hérissées de guerriers intrépides est un continuel obstacle à ses desseins. Maîtresse de la Géorgie et de l'Imérétie, établie à Tiflis et à Koutaïs, la Russie ne possédera complétement ces riches vallées que le jour où les défilés du Caucase ne cacheront plus d'implacables ennemis toujours prêts à décimer ses troupes ou à brûler ses forts. Voilà le but qu'elle est forcée d'atteindre, et elle y marche avec cette patience obstinée qui signale les armées aussi bien que la diplomatie des tsars. Il n'y a pas d'humiliation ni de défaite qui puisse décourager sa constance. Les terribles barbares du Caucase ont résisté pendant des siècles aux Tatares, aux Turcs et aux Persans; depuis cinquante ans, la Russie les assiége, et c'est seulement dans ces dernières années, s'il faut en croire les témoignages les plus nombreux et les plus sûrs, qu'elle a obtenu des résultats peu apparens, achetés par des pertes cruelles. Bien plus, l'ardeur des Caucasiens a grandi avec la lutte; dans leurs guerres avec les Persans et les Turcs, ce n'étaient que des hordes sauvages; aujourd'hui, face à face avec la puissance moscovite, on dirait qu'un peuple nouveau s'est formé, un peuple uni désormais par de fortes passions nationales, exalté par l'enthousiasme religieux et commandé par des prophètes! Cependant la Russie avance toujours, et son opiniâtreté est indomptable. On a très bien dit que l'armée russe dans le Caucase avait trois ennemis à combattre, le climat, la montagne et le Tcherkesse; ceux qui tombent sous les coups de ce triple ennemi sont remplacés immédiatement avec une précision sinistre : chaque jour le bataillon décimé se complète, chaque jour la forteresse ébranlée répare ses brèches de la veille. Le chef illustre qui commande les opérations du Caucase, le vieux prince Michel Woronzoff, est avant tout un administrateur du premier ordre; c'est lui qui enlace les montagnards dans un réseau d'opérations lentes, mais certaines; c'est lui qui resserre d'année en année le théâtre où se déploie désormais avec plus d'éclat que de résultats solides l'héroïque enthousiasme de Shamyl.

Or tout cela se passe dans l'ombre et dans le mystère. Comment voir clair au sein de ces ténèbres? comment pénétrer dans ce tortueux labyrinthe? Les énigmes proposées à la science par le sphinx du Caucase ne sont pas plus obscures que l'histoire des luttes dont le Daghestan est le foyer. Un spirituel voyageur assure que les Tcherkesses et les Ossètes s'amusent singulièrement des efforts que font les philologues allemands pour expliquer leurs langues : on n'éprouve pas des difficultés moins graves, lorsqu'on veut se faire une juste idée de la situation des Russes et de la résistance des Caucasiens.

Ce n'est pas aux bulletins de la Russie qu'il faut demander des renseignemens complets; quant aux intrépides chefs du Daghestan, s'ils ont essayé de faire quelques emprunts à la civilisation, ils n'ont pas encore de documens officiels, et de rares proclamations revêtues du sceau de Shamyl sont les seuls renseignemens directs qui nous viennent du Caucase. On ne peut donc que s'adresser aux voyageurs et confronter les témoignages.

On a lu ici même de remarquables récits qui ont fait exactement connaître des détails fort curieux de cette pathétique histoire. L'Allemagne surtout est notre intermédiaire auprès de l'Europe orientale; les plus complets tableaux que nous ayons sur la situation générale du Caucase, sur l'armée russe et les cavaliers de Shamyl, sur les Cosaques de la plaine et les Tcherkesses de la montagne, ce sont deux écrivains allemands qui viennent de les tracer. Le premier, M. Maurice Wagner, est un naturaliste aventureux. Esprit grave, observateur spirituel, il sait voir avec impartialité les pays où le pousse son ardeur scientifique. Il a recherché de préférence les pays de montagnes, et ceux-là particulièrement où un dramatique intérêt rehausse l'intérêt de la science; avant de voir le Caucase, il avait accompagné nos officiers dans leurs visites aux Kabyles. Que de réflexions ingénieuses se présenteront naturellement à un observateur préparé de la sorte! Que de piquantes analogies il aura à signaler! que de contrastes aussi entre ces gorges de l'Atlas qu'ont parcourues au pas de charge nos intrépides colonnes et ces montagnes où vient se heurter pesamment la valeur taciturne du soldat russe! L'autre voyageur à qui nous demanderons nos renseignemens est M. Frédéric Bodenstedt. M. Bodenstedt est un cœur généreux et une imagination brillante; ce qu'il cherchait d'abord dans le Caucase, c'étaient les problèmes ethnographiques et les séductions de la poésie : or peu à peu il s'est donné tout entier à cette partie de ses prédilections. Il était parti en touriste; il lui a semblé bientôt qu'il revenait à son foyer natal. M. Bodenstedt est véritablement le poète du Caucase; dans tout ce qu'il écrit, prose ou vers, nouvelles ou récits de voyage, études d'histoire ou strophes enthousiastes, on voit toujours briller, comme des diamans, les cimes neigeuses qu'ont chantées Pouchkine et Lermontoff; il connaît les Cosaques de l'Ukraine, il a vu les Lesghes de Shamyl; il a demeuré longtemps dans la capitale de la Géorgie, et ses meilleurs camarades littéraires, ce ne sont pas des écrivains de l'Allemagne, ce ne sont pas les collaborateurs de la *Gazette d'Augsbourg,* à qui il a fourni souvent de si curieux travaux : ce sont les chanteurs circassiens et les théologiens de Tiflis, c'est l'aimable poète Mirza-Schaffy et le savant Abbas-Kouli-Khan. Voilà, ce me semble, des compagnons de voyage comme on n'en trouve pas tous les jours.

M. Wagner est exact et sérieux; M. Bodenstedt est à la fois très érudit et très spirituellement passionné. M. Wagner est assez sympathique à la Russie; M. Bodenstedt la hait. Nous avons donc entre les mains les informations les plus variées; nos guides sont instruits, brillans, ingénieux, et nous pouvons les contrôler l'un par l'autre.

I.

La longue ligne du Caucase s'étend, comme on sait, entre les deux mers qui séparent l'Europe de l'Asie. Inclinée d'un côté vers les côtes orientales de la Mer-Noire, elle se dirige au sud-ouest vers la mer Caspienne jusqu'à cette curieuse presqu'île d'Apschéron, contrée toute volcanique où vivent aujourd'hui encore, fidèles au culte du feu, les derniers disciples de Zoroastre. Au sud, ses contreforts se relient à la grande chaîne de l'Ararat; au nord, les lignes secondaires qui s'y rattachent vont se perdre dans les steppes de la Russie méridionale. Lorsque du milieu de ces steppes on jette les yeux vers le sud, la première ligne qu'on aperçoit est celle du Beschtau, formée de cinq montagnes, lesquelles, s'élevant toujours comme de gigantesques gradins, vont s'adosser à l'Elbrus ou Elborus, le plus haut des sommets du Caucase. C'est cette montagne, appelée en persan Kaf-Dagh, qui a donné son nom à la chaîne tout entière; ses cimes, couvertes de neiges éternelles, sont le siége des traditions fabuleuses et des légendes cosmogoniques : les Caucasiens ont surnommé l'Elbrus le grand padischa des esprits. Au nord-ouest de l'Elbrus, le long des côtes de la Mer-Noire, les plus hautes cimes sont le Pelaw-Tepesch et l'Oschten dans le pays des Abschases, l'Idokapas et le Schapsach dans le pays des Adighés. Suivez la direction contraire, marchez vers le sud en inclinant à l'est, vous arrivez au pays des sauvages Ossètes, auxquels Klaproth a consacré un des premiers de si précieuses études, et vous verrez grandir les lignes formidables du Kasbek. Si l'Elbrus est le plus haut sommet du Caucase, le Kasbek en est le centre. C'est là qu'est la grande communication de la Russie avec la Géorgie; c'est là, sur les flancs de la montagne, au milieu des neiges et des abîmes, que passe la route militaire complétement possédée aujourd'hui par les Russes, et qui, du nord au sud-est, traverse le Caucase tout entier. Entre le Kasbek et la mer Caspienne, les cimes les plus remarquables sont le Barbela dans le Daghestan, le Shah-Dagh dans la province de Kouba, le Baba-Dagh entre les villes de Shirvan et de Bakou, et enfin, tout au bord de la mer Caspienne, le Besch-Pannaki-Dagh.

De nombreux cours d'eau descendent de ces montagnes. C'est d'abord le Térek adoré de l'enfant du Caucase, le Térek qui arrose

les vallées les plus splendides et sur les rives duquel habitent, comme des apparitions merveilleuses, les plus poétiques légendes de ces barbares. Un Russe me contait dernièrement une histoire bien connue à Saint-Pétersbourg, et qui confirme tout ce que MM. Bodenstedt et Wagner disent de la poésie du Térek. Un jeune Tcherkesse, enlevé par des Cosaques, servait dans l'armée russe; beau, vif, intelligent, il était parvenu à un grade supérieur, et le tsar n'avait pas de serviteur plus dévoué. Chargé un jour d'une mission dans le Caucase, dès qu'il a revu le Térek, il ne s'appartient plus. Vainement l'honneur militaire, l'orgueil des épaulettes, le sentiment de la discipline le font-ils hésiter; il écrit au tsar que la voix du fleuve l'a appelé, et que ses pieds désormais sont liés au sol natal. Sa lettre, assure-t-on, naïve, touchante, passionnée, exprimait admirablement les combats d'une âme sincère et les séductions irrésistibles du beau fleuve circassien. Le Térek prend sa source au pied du Kasbek, se dirige vers le nord, puis à l'ouest, sépare la grande et la petite Kabarda, tourne brusquement à l'est, arrose le pays des Tchétchens ou Tschetschenzes, et après de longs tours et détours va se jeter enfin par plusieurs bras dans la mer Caspienne. C'est surtout depuis sa source jusqu'à la Kabarda que le Térek, se précipitant à travers les rochers, parcourt les plus sauvages et les plus belles parties du Caucase. Le Kouban est moins pittoresque, mais son cours est plus étendu. Sorti des marais qui baignent la base septentrionale de l'Elbrus, il se dirige vers Wladikawkas, et traversant la ville des Cosaques, Jekaderinodar, se divise en deux bras, dont l'un va se jeter dans la mer d'Azow et l'autre dans la Mer-Noire. Il faut nommer aussi un des principaux affluens du Térek, le Malka. C'est le long du Térek, du Kouban et du Malka que s'étendent les trois routes militaires du Caucase et cette ligne terrible de forts, de stations de Cosaques, de postes avancés, rompue plus d'une fois par Khasi-Mollah et Shamyl, mais reformée aussitôt par la constance tranquille du soldat russe et l'énergique ardeur du Cosaque.

La plus importante de ces routes est celle qui traverse le Caucase et assure à la Russie des communications certaines avec ses riches possessions asiatiques, la Géorgie et la Colchide. Elle se dirige de Jekaderinograd, en remontant le cours du Térek, jusqu'à Wladikawkas; là elle s'enfonce dans les montagnes, sépare le pays des Ingusches et celui des Ossètes, longe cette partie du Térek où les eaux du fleuve roulent au milieu des rocs et des abîmes, atteint l'étroit passage auquel les anciens donnaient le nom de Portes Caspiennes et qui s'appelle aujourd'hui Dariel (de *Der-i-Allah*, la porte de Dieu), descend en droite ligne au petit village de Kasbek, situé au pied de la montagne de ce nom, s'avance ensuite le long de l'Ara-

gua, et, traversant maintes bourgades sur les pentes méridionales du Caucase, entre dans la Géorgie et va aboutir à Tiflis. L'autre route, tracée à l'extrémité opposée de la chaîne, va d'Astrakhan à Kilsjar, parcourt le territoire des Kumik ou Koumouiks, longe quelque temps la mer Caspienne et s'arrête à la ville de Bakou. Ces deux routes, qui se déploient parallèlement, celle-ci dans la région orientale, celle-là dans la région occidentale du Caucase, sont reliées entre elles par un chemin couvert de forts qui s'étend de Jekaderinograd à Kilsjar. Ces deux villes forment ainsi le point central des communications de l'armée russe.

On voit par ce tableau que la chaîne du Caucase se divise en deux régions très distinctes, séparées par le défilé du Dariel. Les montagnes qui s'élèvent entre le Dariel et la Mer-Noire sont habitées par de nombreuses peuplades : les unes à peine connues, comme les Ubiches, hordes sauvages victorieusement retranchées derrière leurs abîmes; les autres réduites en ce moment à l'inaction, mais toutes prêtes à se soulever le premier jour où les exigences d'une autre guerre affaibliraient la ligne de forts qui les tient en respect; d'autres enfin, plus rapprochées de la plaine et accoutumées à des relations pacifiques avec la Russie. Ces peuplades, dont les plus importantes sont les Ubiches, les Ossètes, les Adighés, les Kabardiens et les Abschases, sont le plus souvent désignées sous le nom général de Tcherkesses ou Circassiens, quoique les Ubiches et les Ossètes parlent une langue toute différente et que les seuls Adighés soient proprement des Tcherkesses. — L'autre partie du Caucase, celle que baignent la mer Caspienne et le cours inférieur du Térek, est habitée par des peuplades plus nombreuses encore et plus sauvages. C'est là que sont les Ingusches, les Lesghes, les Kistes, les Kumiks et surtout les Tchétchens, sous le nom desquels on confond souvent ces races diverses, dont les langues et les traditions religieuses attestent néanmoins des origines absolument contraires. Si le mot Tcherkesse sert à désigner les Caucasiens du versant de la Mer-Noire, — les Tchétchens, pour ceux qui veulent simplifier ces questions semées de détails sans fin, représentent les Caucasiens de la mer Caspienne. Or la situation de ces deux peuples ne se ressemble en aucune manière; il n'y a entre eux ni affinité de race, ni ressemblance d'idiome, ni alliance pour une cause commune. On parle toujours des Tcherkesses du Caucase; on croit que ce sont là les belliqueuses populations qui luttent aujourd'hui contre les Russes. En Russie même, cette méprise est populaire, et il est bien peu de personnes pour qui le sultan Shamyl ne soit pas le sultan des Tcherkesses. Shamyl a visité une fois les Tcherkesses, mais il n'était à leurs yeux qu'un hôte illustre. C'est le Daghestan qui est le théâtre de son action; ce

sont les Tchétchens et les Lesghes qui ont salué en lui le successeur de Mahomet. Si l'on veut se rendre compte de ces obscures questions du Caucase, il faut d'abord connaître le terrain où se déploient ces luttes nationales, et éviter toute confusion entre les Tcherkesses et les Tchétchens. Chez les Tcherkesses, la guerre est finie depuis longues années; chez les Tchétchens, voilà plus de vingt ans que Khasi-Mollah et Shamyl déciment l'armée de la Russie. Les Tcherkesses ont peu de relations avec les hordes voisines : race chevaleresque et aristocratique, ils ont presque toujours combattu seuls, sans demander d'appui aux bandes féroces des Abschases et des Ubiches; — au contraire les Tchétchens, exaltés par le fanatisme et conduits par des chefs de génie, ont noué des liens entre les différentes races du Caucase oriental, et les hommes que Shamyl conduit au combat forment désormais une nation dont il est tout ensemble le sultan et le prophète. M. Maurice Wagner n'a vu que les Tcherkesses; plus savant et plus complet, M. Bodenstedt nous introduit aussi chez les Tchétchens. Partons de la Mer-Noire en compagnie de M. Maurice Wagner, et complétons avec M. Bodenstedt ses dramatiques récits.

Le voyage de M. Wagner l'a conduit des bords de la Mer-Noire jusque dans cette gracieuse ville de Tiflis, le plus riant séjour du monde pour se reposer des fatigues du Caucase. Il a suivi le cours du Kouban et du Térek, il a traversé le passage du Dariel, et il a pu comparer les fertiles plaines de l'Imérétie et de la Géorgie aux rudes pays qu'il venait de parcourir. C'est de Kertch, en Crimée, que M. Wagner se dirigea vers le Caucase. Des bateaux à vapeur sillonnent la Mer-Noire et portent le voyageur sur les côtes orientales, au milieu même du pays des Tcherkesses. Toutes ces côtes sont à moitié soumises. Les Russes y possèdent dix-sept forteresses occupées par les Cosaques de la Mer-Noire, et destinées surtout à empêcher les communications entre les Caucasiens et la Turquie. Gardez-vous cependant de vous mettre en route la nuit; attendez que la matinée soit déjà assez avancée; attendez que les Cosaques, d'une forteresse à l'autre, aient balayé la route. Bien que la lutte régulière ait depuis longtemps cessé, le postillon cosaque qui conduit les voyageurs à travers les steppes du Kouban ne part jamais avant neuf heures du matin, et il faut qu'avant le coucher du soleil il ait atteint la station où il passera la nuit.

Le voyage est étrange au milieu de ces steppes lugubres; étrange surtout est ce peuple du Kouban. Les Cosaques du Kouban ou de la Mer-Noire (on les appelle aussi les Tchernomorzes) sont, avec les Cosaques de la ligne, la plus belliqueuse et la plus libre de toutes ces races barbares que la Russie a enrôlées sous ses drapeaux. Occupés longtemps à de terribles luttes contre les Tcherkesses, obligés

aujourd'hui encore de les surveiller à toute heure, ils ont conservé l'impétueuse intrépidité de leurs ancêtres, tandis que les Cosaques du Don s'amollissent dans le repos. Redoutés du Tcherkesse, ils le sont presque autant du Moscovite. Si le mot Cosaque, au dire de quelques philosophes, signifie cavalier libre, les Tchernomorzes méritent parfaitement le nom dont ils sont fiers. C'est une formule très usitée chez eux : *Ja nä soldat, ja Kasak* (je ne suis pas soldat, je suis Cosaque). La Russie, qui a complétement discipliné les Cosaques du Don, est forcée de garder des ménagemens de toute sorte avec les Cosaques de la Mer-Noire. Comment les dompter en effet? La liberté leur offre mille refuges. Si les chefs exigeaient d'eux plus d'obéissance qu'ils n'en veulent accorder, si le joug de la discipline pesait trop lourdement à leur orgueil, ils n'auraient qu'à monter dans leurs bateaux; les vagues de la Mer-Noire, avec lesquelles ils ont lutté si souvent, les conduiraient aux côtes d'Anatolie. Audelà du Kouban, la grande et la petite Kabarda s'ouvrent à eux, steppes immenses où des Circassiens soumis, il est vrai, mais toujours hostiles au Moscovite, accueilleraient dans leurs rangs un frère nomade. Il leur resterait enfin, comme extrême ressource, la montagne même et l'amitié du Tcherkesse. Ces ennemis en apparence si implacables, faudrait-il beaucoup d'efforts pour les réconcilier? La Russie sait bien que non, et elle laisse au Cosaque tchernomorze toute l'indépendance dont il a besoin.

Au reste, les séductions de la vie civilisée feront plus pour enchaîner le Cosaque à la Russie que toutes les rigueurs de la discipline. S'il faut en croire M. Wagner, la vieille race des Cosaques de la Mer-Noire est en train de disparaître. C'est toujours une cavalerie légère d'une admirable audace, ce sont toujours ces tirailleurs intrépides que le duc de Raguse a vantés dans son *Esprit des institutions militaires;* ce n'est plus le fils d'Attila dont parle le poète des *Iambes,*

Le Hun, le Hun stupide à la peau sale et rance.

M. Wagner a rencontré à Fanagoria un officier dont la famille offre un remarquable exemple des transformations accomplies depuis un demi-siècle dans les rangs des Cosaques. Le père de cet officier était un chef célèbre, Wassily Iguroff, ignorant, fanatique, terrible dans la bataille et passionné pour les ducats d'or qu'il accumulait au fond de sa hutte. Lors des guerres de Napoléon, son grand âge l'avait dispensé du service; mais en 1812, quand il sut que les Français entraient en Russie, quand il vit le tsar appeler tous ses peuples à la défense de la foi orthodoxe, il partit entouré de ses enfans. Le petit-fils de Wassily, en racontant à M. Wagner les hauts faits du vieux Cosaque, semblait agité par mille réflexions soucieuses. Lorsqu'il eut

fini de peindre cette sombre et sauvage physionomie, il tomba dans une méditation profonde : le passé s'était relevé devant lui, et il le comparait avec tristesse aux choses présentes. « Mon grand-père était libre, disait-il à M. Wagner; il n'avait pas de grade, pas de croix, il combattait à sa guise; moi, je suis major, et deux croix brillent à ma poitrine. Jamais du moins je n'oublierai mon grand-père Wassily... Ce qu'il y a de plus triste pour les hommes de notre âge, ajouta-t-il avec un soupir, c'est de voir l'indifférence de nos enfans pour l'héroïque histoire de leurs aïeux. » Ces paroles s'adressaient comme un reproche à son fils, lieutenant de Cosaques, qui effectivement avait paru écouter avec un profond ennui cette iliade paternelle. La conversation changea bientôt après, et le fils du major, arrivé récemment de Saint-Pétersbourg, se mit à parler des modes nouvelles, des théâtres, des actrices françaises, des danses de Mlle Taglioni. Le grand-père Wassily, le major et le lieutenant représentaient trois phases bien distinctes de l'histoire des Cosaques : dans le fond, le vieux héros barbare, puis le Cosaque déjà discipliné, portant des croix, investi d'un grade, et cependant tourné avec un pieux respect vers un âge de liberté sauvage qui ne peut plus revenir, et enfin le Cosaque civilisé, jeune, brillant, dédaigneux du passé, un Cosaque ami des arts, et qui applaudit nos comédiens français de Saint-Pétersbourg!

La politique de la Russie vis-à-vis des Cosaques a toujours été de briser leur unité nationale. Dispersés sur des points éloignés, les Cosaques du Don ne connaissent plus les Cosaques de l'Ukraine. Sur la frontière même, ceux qui défendent la ligne du Caucase sont cantonnés depuis longtemps dans des forts, dans des *aouls* (1), dans de petites villes de quatre à cinq mille âmes. Ils n'ont plus de liens les uns avec les autres. L'hetman des Cosaques du Don est le fils aîné du tsar, l'héritier présomptif de la couronne, le grand-duc Alexandre-Nicolaewitch. Ce fait n'indique pas seulement, comme on pourrait le penser, l'importance qu'on attache à la soumission des régimens cosaques, il montre surtout combien les Cosaques du Don sont déjà façonnés à la discipline moscovite. Un jour viendra sans doute où un prince de la famille impériale pourra être hetman des Cosaques du Kouban; aujourd'hui il s'exposerait encore à des marques d'insubordination ou à des hardiesses de langage qu'il serait forcé de subir. L'hetman des Cosaques du Kouban est un homme de leur race, un Cosaque de la famille des Zaporogues, le lieutenant-général Sawadofsky. Sa résidence est à Jekaderinodar, ville cosaque de cinq mille âmes. La garnison n'a pas plus de huit cents cavaliers cosaques et cent cinquante hommes d'infanterie de ligne qui sont très souvent

(1) C'est le nom des villages du Caucase, chez les Cosaques comme chez les Tcherkesses.

renouvelés; les huit cents Cosaques, au contraire, sont presque tous mariés, ce qui ne les empêche pas d'être en selle au premier signal et de courir sus aux Tcherkesses. La ville est affreuse comme toutes les villes cosaques. La plupart des maisons, petites, étroites, sales, sont construites en terre; ce sont moins des maisons que des étables et des étables mal tenues, où bêtes et gens habitent ensemble au milieu d'un fumier qui infecte la ville. Heureusement les rues sont larges, et il y a çà et là de jolis jardins plantés d'acacias pour récréer la vue. On trouve aussi des maisons de bois, entre autres celle de l'hetman, qui attestent un certain goût d'architecture. Ce n'est plus tout à fait le genre des villes barbares dont parle Montesquieu, de ces villes de Crimée « faites pour renfermer le butin, les bestiaux et les fruits de la campagne. » Tout empreintes qu'elles sont d'une physionomie sauvage, les villes cosaques du Caucase portent déjà la trace des nouvelles mœurs. M. Wagner assure qu'il a trouvé la civilisation parisienne à Jekaderinodar : on y joue au whist, on boit du vin de Champagne sorti des caves de Reims, et les jeunes filles dansent nos quadrilles et nos valses avec une grâce française.

Les Cosaques tchernomorzes, que M. Wagner a visités le long des rives du Kouban, sont établis là depuis soixante-dix années. Ce sont les fils de ces Zaporogues qu'un ukase de Catherine II transporta vers la Mer-Noire en 1783. Au moment de l'émigration, ils étaient environ soixante mille; depuis lors, la peste de 1796, l'insalubrité du climat et les balles des Tcherkesses ont terriblement réduit ce nombre. Il s'en faut bien aujourd'hui que l'importance de la population soit en rapport avec l'étendue de la contrée. Les Cosaques mettent sur pied dix régimens composés chacun de mille hommes. Après trois ans de service, le soldat accroche sa lance dans la cabane et reprend la faux et la charrue; d'autres le remplacent pendant le même nombre d'années, et quand son tour est revenu, il quitte de nouveau la charrue pour la lance. Bien supérieurs aux Cosaques du Don et de l'Ukraine, les Tchernomorzes sont loin de valoir ceux de leurs frères qu'on appelle spécialement les Cosaques de la ligne. Ceux-là sont les plus belliqueux et les plus intrépides de tous. Limitrophes des Cosaques du Kouban, ils habitent les steppes comprises entre le Kouban et le Térek, au pied de ces montagnes du Daghestan où est concentrée désormais toute la guerre du Caucase. Il semble que les Cosaques en général mêlent à la fierté naturelle du cavalier nomade je ne sais quelle disposition à la mollesse. C'est la paix qui a énervé les Cosaques de l'Ukraine et du Don. Les Cosaques du Kouban et de la ligne, bien des symptômes l'attestent, ne garderaient pas longtemps leurs fières allures, si la guerre ne les tenait en éveil. Barbares aisément muselés, on dirait qu'ils ont été donnés à la Russie comme un mer-

veilleux instrument pour combattre d'autres barbares. La guerre du Caucase serait-elle possible sans eux? Et cependant on n'a pas à craindre que l'exaltation guerrière ne produise chez eux un esprit d'indépendance et de révolte : l'individu est fier, la masse est docile et maniable. Ces Cosaques si hautains, on les sépare de leurs frères, on les transporte loin de leur pays natal, et ils ne soupçonnent même pas qu'ils pourraient être une nation redoutée. La civilisation est là qui les prend dans ses piéges.

Parmi les barbares auxquels la Russie oppose la cavalerie cosaque, les Tcherkesses occupent le premier rang. Toutefois on est trop porté à croire que les Tcherkesses sont les seuls gardiens de ces forteresses imprenables où vient se briser l'élan du Tchernomorze. Les Tcherkesses sont réduits aujourd'hui à une sorte d'inaction; le jour où ils seraient complétement soumis, et ce jour est encore bien éloigné, on trouverait derrière eux les plus féroces hordes du Caucase. Suivez M. Wagner de Jekaderinodar jusqu'au Dariel, vous traversez le pays des Cosaques : au-dessus d'eux, sur la droite, au pied et sur les flancs de la montagne, voici les Tcherkesses et les nombreuses tribus qui sont comme les branches de ce tronc puissant; mais portez vos yeux plus haut, pénétrez plus loin par la pensée, voyez ces sommets désolés et ces gorges profondes, c'est là que vivent des peuples dont l'origine se rattache aux plus antiques migrations de la race humaine.

D'abord ce sont les Ubiches, dont le pays est aussi inconnu que le centre du continent africain. La grande carte du Caucase, dressée par l'état-major de l'armée russe, ne nous présente ici qu'un immense espace vide. Deux Européens seulement ont pu donner quelques renseignemens sur les Ubiches, le voyageur anglais Stanislas Bell et un officier russe, M. le baron de Turnau. Il y a quelques années, M. Bell, sur un navire qui lui appartenait, avait abordé aux côtes de la Mer-Noire, dans la direction du pays des Ubiches; il osa pénétrer chez eux, en ayant soin pourtant de ne jamais s'éloigner des côtes. Les Tcherkesses, avec leur imagination avide, avaient considéré M. Bell comme un diplomate anglais, et le bruit s'était répandu que l'arrivée de son navire présageait l'envoi d'une flotte qui aiderait les Circassiens à briser pour toujours la domination moscovite. Ce bruit, porté aussi chez les Ubiches, avait protégé M. Bell; on le reçut d'abord avec de grandes marques d'honneur. Il ne tarda pas cependant à s'apercevoir que les Ubiches étaient moins confians que les Tcherkesses : l'ambassadeur était prisonnier chez ses amis. Il essaya maintes fois de s'enfuir avec des Turcs venus pour acheter des esclaves, et n'y réussit enfin qu'à grand'peine. On comprend que M. Bell ait retiré peu de fruit d'une telle expédition. M. le baron de Turnau fut moins heureux encore. Le tsar, depuis quelques années, a essayé d'organiser des explora-

tions dans ces contrées mystérieuses, et d'y faire recueillir le plus de renseignemens possible sur la population et le climat. D'intrépides officiers, sachant la langue des Tcherkesses, prenaient le costume du pays et se lançaient hardiment au milieu des sanglantes aventures. Déjà plus d'un était parti et n'était pas revenu. M. de Turnau ne se laissa pas décourager. Il fit ses préparatifs avec autant d'adresse que de résolution. Il apprit d'abord la langue des Ubiches, il donna à son teint une couleur brune et olivâtre, il tailla sa barbe à la façon des Tcherkesses, il s'exerça à porter leur costume et à manier leurs armes. Un homme du pays, gagné à prix d'or, devait lui servir de guide. Tout réussit pendant quelques semaines : M. de Turnau avait déjà visité plusieurs tribus, lorsqu'un chef plus soupçonneux que les autres arracha au guide son secret et jeta dans un cachot l'audacieux envoyé du tsar. Les Ubiches sont cupides; ils demandèrent tout un bonnet circassien rempli de roubles pour la rançon de l'officier. Le gouvernement russe pensa qu'il était imprudent d'accoutumer les Caucasiens à battre ainsi monnaie, et que d'ailleurs M. de Turnau pourrait utiliser sa captivité dans l'intérêt de sa mission; il serait toujours temps de le racheter plus tard. Victime de ces calculs si cruellement égoïstes, le pauvre officier était menacé de mourir dans un souterrain humide, lorsqu'un jour, après de longs mois de souffrance, abattu, amaigri, désespéré, il fut sauvé tout à coup par un incident inattendu. Le chef qui retenait M. de Turnau avait insulté un de ses serviteurs. Celui-ci, pour se venger, résolut d'enlever à son maître l'esclave précieusement gardé comme une mine d'or. Il lui ouvrit pendant la nuit les portes du souterrain, et tous deux partirent au galop sur les meilleurs chevaux du chef. Ces sortes d'histoires, à ce qu'on assure, ne sont pas rares chez les Tcherkesses. Il y a un touchant poème de Pouchkine, *le Prisonnier du Caucase,* où le Moscovite est délivré par la jeune Circassienne qui l'aime, comme Chactas par Atala. Chez les Ubiches, les drames sont moins poétiques. De tous les étrangers qui ont visité ces sauvages, M. Stanislas Bell et M. le baron de Turnau sont les seuls qui aient échappé à la mort.

Les Ossètes sont plus connus que les Ubiches; malgré leur férocité brutale, ils sont moins portés à la guerre, et la Russie, grâce à certains ménagemens, n'a point à redouter leurs attaques. Les voyageurs peuvent aussi visiter le pays des Ossètes, en prenant, bien entendu, d'indispensables précautions. On vantait beaucoup trop autrefois l'hospitalité de cette peuplade. L'étranger n'a rien à craindre tant qu'il habite sous le toit de son hôte; mais, dès qu'il a quitté le seuil, il redevient une proie, et l'hôte lui-même l'égorgerait sans pitié à quelques pas de cette demeure où il vient de lui faire fête. Au reste, une faible escorte de gens du pays est une sauvegarde suf-

fisante. Bien des savans ont donc pu étudier de près cette tribu étrange dont l'idiome offre les plus curieux problèmes aux investigations philologiques. Les Tcherkesses appellent le Caucase *la montagne des langues;* de toutes ces langues d'origines si diverses, une des plus intéressantes est la langue des Ossètes, qui semble appartenir à la famille indo-germanique et se rattacher au sanscrit. Les Ossètes ont-ils reçu par la Perse quelques vestiges de cette vieille langue zende retrouvée par la prodigieuse sagacité d'Eugène Burnouf? ou bien est-ce par le nord qu'ils tiennent à la grande souche commune, et faut-il voir dans les Ossètes un débris des migrations germaines? C'est sur ce point que s'exerce l'aventureuse curiosité des philologues. Le savant Jules Klaproth, qui a visité les Ossètes, a consacré d'intéressans travaux à leur langue, et plus récemment M. le docteur Rosen, auteur d'une grammaire ossète et de plusieurs mémoires très estimés sur ces difficiles problèmes, a complété et rectifié en maints endroits le vocabulaire dressé par son devancier. Quant aux voyageurs qui ont donné sur l'état présent de ce pays les renseignemens les plus curieux, il faut citer au premier rang, outre Klaproth et M. le docteur Rosen, M. Kohl, M. Koch, professeur à l'université d'Iéna, et enfin M. Bodenstedt. M. Koch est un admirateur enthousiaste des Ossètes; M. Bodenstedt a l'avantage d'avoir comparé entre elles un grand nombre des populations caucasiennes, et son enthousiasme intelligent ne se prodigue pas au hasard. « Jamais je n'ai pu comprendre, écrit M. Bodenstedt, l'espèce de supériorité qu'on a prétendu attribuer aux Ossètes. J'ai habité leurs *aouls,* j'ai parcouru une grande partie de leur territoire, j'ai lu tous les ouvrages que voyageurs et savans ont publiés sur eux, et je me suis convaincu que, si les Ossètes se distinguent des autres populations du Caucase, c'est toujours à leur désavantage. Ils n'ont ni le sentiment poétique des Kabardiens, ni la loyauté chevaleresque des Adighés, ni le religieux patriotisme des compagnons de Shamyl. » M. Bodenstedt a raison : les brillantes peintures de M. Koch ne sont pas l'image de la réalité. Ce qui a attiré l'attention sur les Ossètes, ce sont les problèmes historiques dont quelques élémens se trouvaient réunis chez eux. En même temps que l'étude de leur langue emportait l'imagination au fond des premiers âges du monde, on voyait aussi dans leurs croyances religieuses les traces encore vivantes des plus anciennes transformations du genre humain. La religion des Ossètes est un mélange de paganisme oriental, d'islamisme et de christianisme. Introduit dans l'Ossétie par les missionnaires russes, le christianisme est la religion officielle du pays; mais ce christianisme n'a fait supprimer ni les pratiques musulmanes ni le culte des divinités primitives. Les Ossètes sacrifient aux idoles en

même temps qu'ils invoquent l'archange Michel et le prophète Élie, sans savoir d'ailleurs ce que ces deux noms représentent. M. Bodenstedt décrit certaines églises ossètes, expressif symbole de cette confusion. Construites sur les ruines des anciens autels, elles portent la double empreinte musulmane et chrétienne; derrière les images des saints et les arabesques du Koran, on aperçoit encore les grossières statues des dieux païens.

Les Abschases, les Kabardiens et les Adighés, trois branches principales de la famille tcherkesse, ont obtenu de vives sympathies qui paraissent mieux justifiées. Déjà, au XVIIIe siècle, le comte Potocki et le savant naturaliste Pallas, qui visitait le Caucase avec une mission du gouvernement russe, s'extasiaient sur cette généreuse race de chevaliers. Le célèbre M. David Urquhardt, dont l'opinion est plus suspecte en tout ce qui concerne la Russie, devait être un admirateur passionné de ces peuples du Caucase, qu'il appelle les protecteurs de l'empire anglais dans les Indes; on ne s'étonnera pas qu'il attribue au Tcherkesse le courage du montagnard, la distinction du *gentleman* et la candide simplicité de l'enfant. Ces exagérations plaisantes ont été assez aigrement contredites par un autre Anglais, M. Longworth, dont on a un curieux livre sur la Circassie : *A Year among the Circassians*. Il y a beaucoup à rabattre de l'enthousiasme de M. Urquhardt et des critiques amères de M. Longworth. M. Bodenstedt et M. Wagner me paraissent tracer une peinture plus fidèle de la réalité, lorsqu'ils sympathisent avec les Tcherkesses sans en faire le type idéal du genre humain. Quoiqu'il y ait certes bien des ombres au tableau, un peuple exalté par de fortes passions nationales et entretenu dans la simplicité du monde primitif doit présenter de nobles traits à un observateur impartial. Je ne parle pas seulement des cœurs généreux et poétiques comme M. Bodenstedt, M. Wagner est presque toujours du même avis, et les officiers russes eux-mêmes ressentent une sincère admiration pour les brillans cavaliers de la Kabarda et du pays des Abschases.

Les Adighés surtout, — les vrais Tcherkesses, — sont incontestablement la plus noble race du Caucase. Ils mêlent quelque chose de chevaleresque à la férocité naturelle du barbare. Leur constitution, aristocratique et libre comme celle des premiers Germains, entretient chez eux un certain sentiment de la règle qui ne nuit pas à la fierté. On sait combien le type de leur visage est beau. Leur religion, assez semblable à celle des Abschases, est un mélange de christianisme, d'islamisme et de paganisme, mélange moins grossier pourtant que chez les Ossètes; en Ossétie, c'est le christianisme qui domine, c'est l'islamisme chez les Adighés. Dans ses curieuses recherches sur tous ces peuples, M. Bodenstedt s'est convaincu que le

christianisme, introduit au ve siècle chez les Tcherkesses, s'y était maintenu jusqu'au xviiie siècle. Alors parut un homme, un chef intrépide et exalté, Scheick-Mansour, qui joua dans le Caucase à la fin du dernier siècle le même rôle qu'a repris aujourd'hui le prophète Shamyl. C'est en 1785 qu'il est pour la première fois question de Scheick-Mansour dans les traditions du Caucase. D'où venait ce fougueux prédicateur de l'islamisme? C'était, à en croire les Russes, un émissaire de la Turquie; payé par elle et investi de souverains pouvoirs, il avait mission de détruire chez les montagnards un christianisme mal affermi, et de les préparer ainsi à des luttes plus sérieuses contre les Russes. L'histoire très réelle de Scheick-Mansour est devenue un thème de légendes fabuleuses, et il est bien difficile de connaître aujourd'hui la vérité sur l'audacieux aventurier. Ce qu'il y a de certain, c'est que son nom est vénéré des Tcherkesses. Les poètes ont consacré son souvenir dans leurs vers, et transmis aux générations la gloire religieuse et guerrière du prophète. « Je chante, — dit un ami de M. Bodenstedt, le poète et théologien Kouli-Khan, — je chante Scheick-Mansour, le héros fort, le grand semeur du champ de la croyance. Sans tache dans la vie de chaque jour et terrible au milieu de la bataille, il a ouvert le chemin de la vérité à tous les peuples du Caucase, aux Tcherkesses et aux Kabardiens, comme aux Lesghes et aux Tchétchens. Sa langue répand les germes sacrés, ses yeux dissipent la nuit de l'erreur, son épée étincelante déroule les œuvres de la foi. De pays en pays, il s'avance en triomphe, fécondant le champ de l'islam avec le sang impur du Moscovite. Des bords de la mer Caspienne jusqu'au pays des Adighés, c'est lui qui fait flotter l'étendard de Mahomet! » Après six ans de guerres et de victoires, Scheick-Mansour tomba aux mains des Russes lors de la prise de la forteresse d'Anapa, en 1791, et mourut misérablement au fond d'un cachot dans l'île Szolowetzkoy. Les princes et les nobles de la nation des Adighés sont convertis depuis soixante ans à la religion de Scheick-Mansour; quant aux paysans, ils gardent encore, au milieu de leurs croyances nouvelles, certains dieux du paganisme primitif et maintes traditions chrétiennes horriblement défigurées.

Les Tcherkesses, en comprenant sous ce nom les Kabardiens, les Abschases et les Adighés, forment une population de six cent mille âmes. C'est du moins le chiffre indiqué par les statistiques russes. MM. Longworth et Bell portent ce chiffre à un million. Si les Tcherkesses étaient réunis sous un seul chef, il leur serait facile de rassembler sur un point une armée de vingt mille hommes, et dans l'organisation actuelle de la ligne du Kouban, il n'est pas une garnison qui pût leur résister. Heureusement pour les Russes, les Tcherkesses forment comme une république fédérative. Chaque tribu a sa con-

stitution féodale, ses princes, ses nobles, ses paysans, et s'inquiète assez peu de ce que fait la tribu voisine. M. Kupffer, président d'une commission scientifique qui accompagna le général Émanuel lors de l'expédition de 1829, écrit dans son rapport ces expressives paroles : « La terreur nous saisit à la pensée du péril qui menacerait la Russie méridionale, si les Tcherkesses étaient jamais réunis sous le commandement d'un seul maître. » Le jour où cette république féodale abandonnerait ses vieilles franchises à un dictateur fanatique comme Scheick-Mansour ou comme Shamyl, le jour où toute la ligne du Caucase serait en feu, où le cri de guerre du Daghestan serait répété par l'écho de Circassie, où les Tcherkesses d'un côté, et les Tchétchens de l'autre, presseraient l'armée russe dans le défilé du Dariel, — cette guerre déjà si sérieuse, quoique circonscrite aujourd'hui, prendrait des proportions bien autrement redoutables.

Il n'y a point d'hostilités, en ce moment, entre ces peuples et la Russie, mais le Tcherkesse est l'implacable ennemi du Cosaque, et si l'armée de la Mer-Noire tient les montagnards en respect, c'est à la condition de veiller nuit et jour. Sans cesse des villes et des forteresses on voit sortir des bandes de cavaliers qui vont balayer les routes. Ce ne sont pas seulement les gorges et les défilés qu'il faut explorer d'un œil perçant; il n'y a pas un buisson, pas une touffe d'herbe, pas un pli de terrain qui ne puisse cacher un Tcherkesse, accroupi ou ventre à terre, le fusil en joue, le doigt sur la détente, tout prêt à envoyer au loin une balle qui ne manquera pas son but et sûr d'une retraite voisine où on le cherchera en vain. Malgré cette fausse paix qui ne permet pas une heure de trêve, les Tcherkesses sont admis dans les villes et sur les marchés de la Russie. Le prince Woronzoff n'a pas sur ce point les idées des généraux qui l'ont précédé dans le Caucase. Le général Sass, par exemple, dont les razzias ont laissé de si terribles souvenirs, ne connaissait d'autre procédé que l'extermination. On s'efforce aujourd'hui d'attirer le peuple des montagnes aux travaux de la paix, on voudrait les accoutumer aux transactions, faciliter l'échange de leurs produits, leur procurer enfin des avantages qui ouvriraient leurs cœurs à des sentimens d'amitié. Ce généreux système a soulevé parmi les officiers russes les objections les plus graves. La plupart de ces Circassiens qui fréquentent les marchés de Jekaderinodar, de Georgiesk, de Stawropol, de Wladikawkas, on assure que ce sont des espions. Depuis qu'on leur a donné un libre accès au milieu des Cosaques, ils savent de la façon la plus précise tout ce qu'ils ont besoin de savoir : la force de tel ou tel point, l'importance de la garnison, le côté vulnérable de la place, le chemin, la brèche, l'heure propice, rien ne leur échappe, et quand une invasion subite a lieu, elle frappe à coup sûr. Quoi qu'il

en soit, c'est un curieux spectacle de voir sur un marché russe les Cosaques auprès des Tcherkesses. On dirait des hommes de même race, mais les uns ont gardé toute leur fierté native, tandis que les autres la perdent de jour en jour. Le Cosaque est déjà un homme des villes; le Tcherkesse, à l'œil d'aigle, est le roi de la montagne.

Ces allures naïvement superbes qui distinguent le Tcherkesse, il les porte encore, assure-t-on, dans ces escadrons circassiens que le tsar a formés à Saint-Pétersbourg. A travers les rues de la capitale, au milieu de la foule qui admire son costume oriental et sa longue *schaschka* étincelante, le Tcherkesse enrôlé sous le drapeau du tsar marche aussi fièrement que s'il foulait le libre sol du Caucase. « Quand vous voyez dans les rues de Saint-Pétersbourg la foule s'écarter avec respect, dit un spirituel voyageur, soyez sûr qu'il y a là un officier des gardes ou un soldat tcherkesse. » Ce doit être bien autre chose encore sur les marchés de leurs adversaires, à quelques werstes de leurs montagnes. Il est impossible de ne pas être frappé de la supériorité de ces races barbares sur les peuples déjà soumis. M. Wagner, malgré les sympathies que la Russie lui inspire, est entraîné à des comparaisons peu flatteuses pour les soldats du prince Woronzoff. C'est surtout aux revues qu'il est intéressant d'examiner le Tcherkesse. Ses yeux ne perdent pas un mouvement du mousquet du Cosaque. On dirait qu'il en veut deviner les moindres perfectionnemens; la longueur du canon, la dimension du calibre, le jeu de la batterie, il voit tout, et il compare dans sa pensée l'arme de l'ennemi avec la sienne. Quand la parade commence, il ne se lasse pas de suivre ces masses énormes s'ébranlant à la voix d'un seul chef. Grave et impassible, il est manifeste cependant qu'il est captivé au plus haut point par ce spectacle extraordinaire. Quel est le résultat de ces méditations? Est-ce le vague soupçon d'un art supérieur qui l'étonne? est-ce un suprême dédain pour cette façon de régler l'impétueuse liberté de l'homme de guerre? Assurément il serait malaisé de le dire; mais celui qui observe à la fois et ce soldat russe si bien discipliné et cet enfant de la montagne perdu dans ses profondes rêveries ne peut s'empêcher de ressentir une sympathie ardente pour le libre cavalier circassien. Du côté de l'armée russe, si l'art est plus grand, l'homme ne vaut-il pas moins? Ici, point d'art, point de science, point de ces manœuvres compliquées où triomphe la géométrie militaire, mais comme toutes les forces de l'homme s'épanouissent au grand air de la liberté! Le seul aspect de ces Tcherkesses transporte l'imagination dans les temps héroïques. « A voir tant de noblesse unie à tant d'audace, je me représente ainsi, dit M. Wagner, un Cid Campéador, un Franz de Sikkingen, un chevalier Bayard! »

Une chose nuirait à cet air de chevalerie que tant de voyageurs ont admiré chez les Circassiens : ils sont féroces et implacables. On cite pourtant plus d'un trait qui atteste chez eux des sentimens de douceur et une certaine gratitude. C'est un chirurgien militaire qui racontait le fait suivant à M. Wagner. Un jour, après une sanglante mêlée, au moment où les Russes, demeurés maîtres du champ de bataille, séparaient les blessés et les morts, on trouva sur un monceau de cadavres un vieux Tcherkesse encore vivant qu'un Cosaque déjà tenait couché en joue. Le chirurgien le sauve et l'emmène avec lui. C'était un mollah, vénéré pour sa vieillesse, sa bravoure et sa piété; on le nommait Arti-Mollah. Soigné par la femme de celui à qui il doit la vie, il se rétablit peu à peu. Cependant il était toujours faible; l'âge et les blessures lui laissaient à peine la liberté de se mouvoir, et quand il sortait de la maison de son bienfaiteur, les Cosaques, ne le considérant pas comme un prisonnier ordinaire, ne le surveillaient que de loin. Un matin, on le vit se traîner au bord du Kouban, où il avait coutume de se réchauffer au soleil; là, il pria quelque temps, puis tout à coup, s'élançant dans le fleuve et nageant d'un bras vigoureux, il aborda promptement à l'autre rive et disparut dans la montagne. Il y avait cinq ans que le chirurgien n'avait entendu parler d'Arti-Mollah, quand un jeune Tcherkesse vint le trouver à l'hôpital et le supplia de se rendre dans son *aoul* pour soigner son grand-père. Le chirurgien avait souvent de ces visites-là, et plus d'une fois, en effet, il était allé guérir des Tcherkesses dans leurs villages; on l'y recevait toujours avec une hospitalité empressée; ses malades le payaient avec du miel, du vin, des fruits, des provisions de toute sorte, jamais avec de l'argent : les Tcherkesses, comme les Cosaques, aiment à entasser les ducats et les roubles. Le chirurgien, trop occupé ce jour-là, refuse d'aller où on l'appelle. Le jeune Tcherkesse insiste; il supplie, il conjure, et, voyant que ses prières sont vaines, il tire de sa poche une poignée de roubles qu'il fait briller comme un irrésistible appât aux yeux du Russe. Cette étrange insistance, ces argumens inaccoutumés, piquent la curiosité du chirurgien. Il fait seller son cheval, et, accompagné d'un soldat cosaque, il part avec le jeune homme.

La route était longue; déjà le Cosaque s'inquiétait, et le chirurgien lui-même, malgré l'air de sincérité qui l'avait ému chez le jeune Circassien, commençait à lui adresser des reproches : « Prends mon pistolet, lui dit le jeune homme en lui tendant ses armes, et au premier signe de la trahison que tu redoutes, tue-moi. » Ils arrivent enfin. Introduit dans la maison du prétendu malade, le chirurgien aperçoit sur un banc, auprès d'un feu de charbon, un vieillard qui se lève à sa vue, et, mettant ses deux mains sur son cœur d'une

façon solennelle, semble remercier le ciel d'avoir exaucé ses vœux. C'était Arti-Mollah. Le chirurgien sut bientôt que le camp retranché où il habitait serait attaqué et pillé le lendemain par les Tcherkesses. Arti-Mollah avait voulu l'arracher à une mort inévitable, et il avait employé cette ruse pour l'attirer chez lui. Volontairement ou non, hôte ou prisonnier, le chirurgien fut obligé de rester chez le vieux Tcherkesse pendant que ses amis et ses compagnons d'armes allaient être surpris avant le lever du jour. C'était là une singulière façon de pratiquer la reconnaissance; du reste, on eut pour lui tous les égards possibles : femmes et enfans le comblaient de soins et d'amitiés comme pour le distraire des pénibles pensées que cette révélation avait dû faire naître dans son âme. Le lendemain, au milieu de la nuit, on vit revenir les cavaliers vainqueurs. Ils poussaient des *hourras* formidables et rapportaient un riche butin, des fusils, des sabres, des bestiaux et bon nombre de prisonniers. Le Cosaque du chirurgien devint pâle comme la mort quand il aperçut sa femme et son enfant parmi ces malheureux. Son maître s'adressa à Arti-Mollah et offrit de payer leur rançon; mais l'inflexible Tcherkesse ne voulait pas; que devait-il en effet à ce Cosaque? Il fallut bien des instances et une rançon considérable pour le fléchir. Le chirurgien dut rester deux jours encore chez son hôte, et tous les amis du mollah vinrent lui rendre visite; parmi eux se trouvaient quelques-uns des plus célèbres chefs de Circassie, Sélim, Guz-Beg, Mansour-Beg et Dschimbulat, qu'on appelait le Lion du Caucase. Il partit enfin, reconduit par toute la famille avec un cérémonial solennel, et emmenant un magnifique cheval, présent d'Arti-Mollah. « Depuis lors, disait le narrateur à M. Wagner, je n'ai plus eu de nouvelles de mon vieil ami. Je sais qu'il vit encore, mais il s'est enfoncé plus avant dans la montagne depuis que son *aoul*, visité souvent par le général Sass, a pris rang parmi les tribus neutres. Il prêche toujours la guerre et la haine des Russes. Plusieurs fois je lui ai envoyé des messages afin de négocier avec lui des échanges de prisonniers. Il ne m'a jamais répondu. Sans doute le vieux Tcherkesse se considère comme délié envers moi de tout devoir de reconnaissance. Je lui ai sauvé la vie, il m'a arraché à une mort certaine : nous sommes quittes. Il ne voit plus en moi désormais que le Russe, l'ennemi, l'impur infidèle, et non l'homme qui l'a sauvé, le médecin qui l'a soigné, l'ami qui avait ressenti pour lui une véritable tendresse. »

Nous touchons aux frontières du pays des Tcherkesses; franchissons le défilé du Dariel et entrons en Asie; quel contraste! Voici les plus riches vallées succédant aux steppes lugubres. Voici la Mingrélie et l'Imérétie, dont le nom ancien, la Colchide, rappelle tant de poétiques souvenirs et de migrations fabuleuses. Voici la Géorgie,

convertie au christianisme dès le temps de Constantin le Grand, la Géorgie qui, pendant le moyen âge, surtout sous les glorieux règnes de David III et de la reine Thamar, était devenue un des plus puissans empires de l'Asie occidentale, et qui, depuis lors, envahie par Gengis-Khan au XIIIe siècle, ravagée par Tamerlan au XIVe, n'a échappé au joug des Turcs et aux cruautés des Perses que pour trouver un refuge, au prix de son indépendance, sous la domination moscovite. Quelles traditions aussi chez la race arménienne! elle possédait jadis l'Ararat, le bassin de l'Aras et tout le pays qu'arrosent le Tigre et l'Euphrate, heureuses vallées où les plus antiques traditions du genre humain placent naïvement le paradis terrestre. M. Wagner et M. Bodenstedt ont consacré deux ouvrages spéciaux à ces splendides provinces; le *Voyage en Colchide,* de M. Wagner, est un brillant appendice à son *Voyage dans le Caucase,* et quant à M. Bodenstedt, les plus gracieuses pages qu'il ait écrites sont un tableau familier de la Géorgie. Sous le titre de *Mille et un jours en Orient,* M. Bodenstedt nous raconte d'une plume charmante son séjour à Tiflis. Que de figures spirituellement dessinées passent et repassent sous nos yeux! Je recommande le sage de Gjandsha, Mirza-Schaffy, le poète et le sage, — le premier des sages, comme il l'explique lui-même à M. Bodenstedt en lui apprenant l'arménien. A côté de Mirza-Schaffy, il y a aussi le sage de Bagdad, Mirza-Yussuf, il y a surtout le théologien Kouli-Khan, et les entretiens du voyageur avec tous ces curieux personnages nous initient d'une façon ingénieuse à tous les secrets de la société géorgienne. Ces peintures humoristiques ne semblent-elles pas parfaitement appropriées à ce pays où les traditions chrétiennes et l'esprit oriental composent un si aimable et si singulier mélange? On passerait volontiers de longues heures à écouter M. Bodenstedt discuter avec le sage de Gjandsha; mais, tandis qu'on s'abandonne à ces loisirs, l'écho du Caucase nous apporte les cris de guerre qui retentissent du Dariel jusqu'à la mer Caspienne. Tiflis n'est qu'une halte dans notre voyage. Il est temps de quitter cette Colchide si brillamment décrite par M. Wagner, cette Géorgie qui a inspiré à M. Bodenstedt de si spirituels tableaux de genre. Shamyl, le second prophète d'Allah, entraîne à la guerre sainte les cavaliers du Daghestan; toute la Tchétchénia est en feu : c'est là qu'il faut suivre nos deux guides.

II.

Il y a longtemps que la lutte est ouverte entre les peuples du Daghestan et les conquérans moscovites; pour en retrouver les premières traces, il faut remonter au fond du moyen âge. M. Wagner

débrouille cette confuse histoire avec beaucoup de précision et de netteté. Cette lutte, qui devait être si longue et causer de si cruelles humiliations à l'armée russe, s'annonça d'abord heureusement. Au xe siècle, le grand-duc Swatoslaff s'empare d'une partie de l'ancien royaume du Bosphore; au xvie, le grand-duc Wassiljewitch envahit la région orientale du Caucase et établit des postes militaires le long de la mer Caspienne. C'est vers le même temps que les Russes entrent en relations avec les royaumes transcaucasiens. La Géorgie avait été ravagée déjà plus d'une fois par les Mongols et les Tatares; menacé de tous côtés par les puissances musulmanes, le roi Alexandre se résolut, en 1594, à prêter le serment de vasselage aux souverains moscovites. La Géorgie voulait se donner un protecteur; mais pendant un siècle et demi, occupé qu'il était à d'autres guerres plus urgentes, le protecteur si impatiemment attendu ne vint pas, et quand il put enfin répondre à l'appel suppliant des chrétiens de Tiflis, ce ne fut plus un protecteur, ce fut un maître.

A la fin du xviiie siècle, le roi de Géorgie, Héraclius, menacé par les Perses et les Turcs, est obligé de se livrer aux tsars; il signe un traité par lequel les rois de Géorgie, avant de monter sur le trône, s'engagent à faire confirmer leur pouvoir par la Russie. Pendant que les Russes s'avançaient ainsi au cœur de ces belles provinces, ils faisaient de médiocres progrès dans le Daghestan. Les pères de ces hommes qui combattent aujourd'hui sous les drapeaux de Shamyl avaient repoussé Gengis-Khan et Tamerlan; Pierre le Grand, vainqueur de Charles XII, se fit battre vers 1730 par le Shamyl de ce temps-là. C'était un chef musulman nommé Schamchal, qui prêchait aussi la guerre sainte, et qui, s'il fallait en croire les récits manifestement exagérés de Klaproth, aurait réuni une armée de quatre-vingt mille hommes. Ce que Schamchal avait fait au commencement du xviiie siècle, Scheick-Mansour le fit vers 1789; il réveilla par ses prédications fougueuses le fanatisme musulman, il détruisit le christianisme dans le Caucase partout où les prêtres arméniens l'avaient porté, et sema les germes de cette exaltation patriotique et religieuse qui aujourd'hui encore, après plus de cinquante ans, oppose un si terrible obstacle aux desseins de la Russie. Cependant les Russes s'établissaient de plus en plus dans les royaumes situés au sud du Caucase; une invasion des Perses, qui prirent et pillèrent Tiflis à la fin du dernier siècle, leur fournit une occasion de mettre la main sur cette riche proie, et l'année 1800 un ukase du tsar Paul incorpora la Géorgie à l'empire, « pour imposer un terme, disait le tsar, à l'anarchie qui désole ces contrées. »

Avec la conquête de la Géorgie commence la guerre régulière des Russes et des Tchétchens. Ce n'étaient jusque-là que des luttes

partielles, des expéditions spéciales tour à tour abandonnées et reprises; depuis que Tiflis est une ville russe, les tsars sont obligés de faire le blocus du Caucase. Le premier général qui ait organisé cette guerre obstinément poursuivie depuis un demi-siècle a laissé de nobles souvenirs. Le général Zizianoff, gouverneur de la Géorgie et du Caucase, était un homme aussi intelligent qu'intrépide. Au lieu de déposséder la dynastie régnante, il laissa à ces faibles souverains une ombre d'autorité, et accoutuma peu à peu les Géorgiens à changer de maîtres, sans blesser chez eux le sentiment national. Zizianoff, assassiné, en 1806, par des émissaires de la Perse, est aujourd'hui encore, de Koutaïs à Tiflis, l'objet d'une vénération profonde. Le plus habile de ses successeurs est incontestablement le célèbre général Yermoloff. Quand on interroge un Russe sur les illustrations militaires de son pays, le nom de Yermoloff est le premier. D'autres ont commandé des expéditions plus importantes et gagné plus de batailles; qu'importe? Les plus heureux faits d'armes sont loin de valoir l'action continue d'une grande âme; le sentiment public l'a bien compris. Par la dignité de toute sa personne, par la juste idée qu'il inspirait de son habileté et de sa puissance, Yermoloff a toujours paru supérieur aux plus brillans capitaines de la Russie. C'était surtout l'homme qui convenait à la guerre du Caucase. Conquérant et civilisateur, il exerçait sur les Tcherkesses une irrésistible séduction. Sa douceur soutenue par la force, sa générosité chevaleresque, son ardeur vraiment humaine à transformer les vaincus, avaient obtenu de merveilleux résultats. Pendant tout le temps qu'il a gouverné le Caucase, les Tcherkesses ont respecté les Russes. Une insurrection ayant éclaté dans le Daghestan, sous la conduite d'Amulad-Beg, il la dompta presque aussitôt; Amulad-Beg fut pris et rendu à la liberté. C'est Yermoloff qui a établi dans la Géorgie des colonies allemandes, afin d'initier les Orientaux aux secrets de la culture européenne. Les chefs du Daghestan étaient en relations avec lui; ils venaient le voir dans sa résidence de Tiflis, et ces hardis montagnards, qui se jetaient sans pâlir au-devant des canons russes, tremblaient devant Yermoloff, comme les plus fiers animaux du désert tremblent devant le regard du lion. Cette majesté imposante qu'il possédait naturellement lui permettait de relâcher sans péril les liens de l'étiquette; Yermoloff avait pour les simples soldats ces familiarités cordiales qui semblent le secret de nos officiers. Aucun général n'a su comme lui enthousiasmer le soldat russe et apprivoiser les Caucasiens.

L'administration du général Yermoloff est la période brillante de l'histoire de la Russie dans ses rapports avec les peuples du Caucase. Mis subitement à la retraite en 1826 par une de ces disgrâces si fré-

quentes dans les cours despotiques, le vieux lion du Caucase vit encore, et depuis vingt-sept ans qu'il a quitté le théâtre de sa gloire, il a pu suivre d'un œil attristé bien des fautes commises et bien des tentatives mal conçues. Ses deux successeurs immédiats ont été le comte Paskewitch et bientôt après le baron de Rosen. Le comte Paskewitch ne fit que passer dans le Caucase, et, s'il faut en croire des hommes bien informés, il est fort heureux pour sa gloire militaire qu'il n'ait pas eu le temps de faire les expéditions qu'il projetait. Son système, conçu avec une présomption inouïe et sans le moindre souci des conditions d'une telle guerre, l'eût exposé à d'infaillibles échecs. Quand le baron Rosen prit le commandement, tout le Daghestan était soulevé. Un successeur de Scheick-Mansour, un ardent prédicateur de la guerre sainte (son nom était Khasi-Mollah ou Khasi-Mohammed) venait de réunir une armée de Lesghes et de Tchétchens à la tête de laquelle il ravageait tout le pays russe.

Il faut se donner ici le spectacle des ressources que contient encore l'islamisme, surtout chez ces nations traquées de toutes parts, dont la destinée est de lutter sans relâche ou de périr. Ce n'est pas seulement un fanatisme grossier qui inspire les tribus du Daghestan; il y a chez ces barbares des écoles théologiques dont l'audace et la subtilité tiennent du prodige. Le sentiment national et le sentiment religieux unis dans une âme solitaire doivent produire sans peine une sorte d'exaltation mystique; depuis une trentaine d'années, il y a des mystiques de ce genre-là chez les Lesghes et les Tchétchens. Les doctrines des philosophes et des théologiens musulmans n'étaient pas inconnues aux ulémas du Caucase; le *sufisme* particulièrement, cette théorie de l'extase au moyen de laquelle certains sages arabes prétendaient entrer en communication avec Dieu, le sufisme avait pénétré çà et là dans ces contrées belliqueuses, et y était venu en aide aux ardeurs du patriotisme. A force de se plonger dans ces enivrantes rêveries, les ulémas du Daghestan en ont formé tout un système, espèce de religion nouvelle ou plutôt perfectionnement naturel de l'islamisme, forme supérieure de la loi de Mahomet, qui met d'accord les vieilles sectes d'Omar et d'Ali en les faisant disparaître toutes deux, et qui est aujourd'hui la base de l'état constitué par Shamyl.

Le premier qui ait formulé dans le Caucase la théorie musulmane de l'extase était un certain Hadis-Ismaïl, qui, vers 1823, révéla ses secrets à Mollah-Mohammed, lequel les transmit à ce Khasi-Mollah dont nous parlions tout à l'heure, et lui mit aux mains le glaive embrasé d'Allah. D'après l'enseignement d'Hadis-Ismaïl, les anciennes interprétations du Koran n'avaient plus de sens; Khasi-Mollah était lui-même la loi et la parole d'en haut; il conversait avec Dieu, et les

croyans devaient être toujours prêts à lui sacrifier leur vie. Ces croyans, c'étaient surtout les *murides* ou *murschides,* prêtres guerriers, intrépides lévites, gardiens suprêmes des révélations de l'extase. On comprend quelle dut être l'action de ce renouvellement de l'islamisme sur des peuples qui nourrissaient des haines séculaires contre les Moscovites, et qui n'attendaient qu'un signal pour se lever. Ce fut d'abord un enthousiasme tout religieux; le petit village de Jarach, résidence de Mollah-Mohammed, était visité par des milliers de pèlerins qui venaient s'initier à la doctrine de Hadis-Ismaïl; puis, quand l'heure propice eut sonné, la guerre sainte éclata. Dès le commencement, en mai 1830, la forteresse de Tarki faillit tomber au pouvoir de Khasi-Mollah; c'est à grand'peine et au prix de pertes cruelles qu'elle fut délivrée par le général Kahanoff. Les Tchétchens furent plus heureux à Kilsjar; ils se rendirent maîtres des faubourgs le 1er novembre 1831 et emportèrent un butin considérable. La Russie comprit qu'elle avait affaire à des ennemis qui venaient de doubler leurs forces. Dès que les affaires de Pologne furent terminées, on se hâta de renforcer l'armée du Daghestan; alors le baron de Rosen prit l'offensive, et porta le fer et la flamme dans ces petits villages des montagnes qui sont comme des nids d'aigles. Il y eut là de terribles engagemens. A Durwek, à Tschumkessen, à Hermantschuk, à Himry, villages tchétchens situés sur des rochers, on se battait de part et d'autre avec un acharnement furieux. A Hermantschuk, lorsque l'infanterie russe eut emporté le village à la baïonnette, un des principaux murides, Muley-Abdurrahman, se jeta avec quelques hommes dans une maison fortifiée, et là, chantant les versets du Koran au milieu des balles et des bombes, ils combattirent en désespérés; on n'en vint à bout qu'en brûlant la maison. Au moment où les murailles s'abîmaient sur lui et les siens, Muley-Abdurrahman chantait encore. A Himry, en octobre 1832, Khasi-Mollah mourut sur la brèche, de la mort des héros et des prophètes. Couvert de blessures, inondé de sang, tout prêt à rendre son âme vaillante au dieu des armées, il s'était jeté à genoux, et, invoquant Allah, il excitait de la voix ceux que ne pouvait plus enflammer son héroïque exemple. Ce combat d'Himry fut effroyable; les Tchétchens étaient cernés de toutes parts; les murides de Khasi-Mollah se firent tuer jusqu'au dernier.

Parmi les hommes qui étaient tombés à côté de Khasi-Mollah, il y avait un jeune muride nommé Shamyl. Frappé de deux balles et percé d'un coup de baïonnette, il gisait, privé de connaissance, au milieu des cadavres de ses compagnons : on le crut mort; comment s'est-il relevé? par quel miracle de ruse et de hardiesse a-t-il échappé aux vainqueurs? nul ne le sait; mais quelques mois après la catastrophe

d'Himry, Shamyl était le premier des murides auprès du nouvel iman Hamsad-Beg. Le règne de celui-ci ne fut pas long. Occupé à relever les forces des Tchétchens, Hamsad-Beg travaillait à dominer par l'ascendant religieux les autres populations du Daghesthan afin de les lier à sa cause, lorsque des rivalités intérieures, suscitées par la diplomatie russe, amenèrent tragiquement sa mort : il fut assassiné dans une mosquée en 1834. C'est à la mort d'Hamsad-Beg que commence la dernière, la plus dramatique période des guerres du Daghestan, celle qui dure encore, et qui, dans la prévision d'une rupture de la paix générale, excite aujourd'hui plus que jamais l'intérêt et la curiosité de l'Europe. Shamyl était un des plus fervens soutiens de la nouvelle secte religieuse; disciple chéri du maître, il était tombé dans ses bras sur la brèche sanglante d'Himry; nul mieux que lui ne pouvait recueillir l'héritage d'Hamsad-Beg et relever le drapeau de Khasi-Mollah.

Shamyl avait trente-sept ans quand il devint le chef des Tchétchens. Il est né en 1797, dans ce petit village d'Himry où il avait failli trouver la mort auprès de son maître. Il s'était signalé dans sa jeunesse par une gravité précoce, une fierté ardente et une indomptable volonté. Il voulait être le premier en toutes choses; faible de corps, il s'exerçait à endurer les plus cruelles fatigues, et quand un de ses camarades l'emportait sur lui dans les jeux et les combats de la jeunesse, il s'enfermait pendant plusieurs jours comme un vaincu qui pleure sa honte. Son esprit grandissait aussi ardemment que son corps. Il avait un précepteur nommé Dschelal-Eddin, qui joue un rôle important dans son histoire. Dschelal-Eddin, le seul homme auquel il se soit jamais soumis, lui fit lire avec soin le Koran et les philosophes arabes. Affilié à l'école des sufis, il développait chez son élève l'enthousiasme religieux, et le préparait aux grandes choses. Cette forte éducation a porté ses fruits; le jour où Shamyl a succédé à Hamsad-Beg, toutes les rivalités ont cessé, tous les fronts se sont inclinés devant le front du maître. Shamyl est bien le digne chef de la secte ardente qui l'a proclamé prophète; il est persuadé que ses actes et ses paroles sont le produit immédiat d'une inspiration d'en haut. De là cette exaltation, non pas fébrile, mais majestueuse et calme, qui lui donne un impérieux ascendant sur ses peuples. Il a des éclairs dans les yeux et des fleurs sur les lèvres, dit un des poètes du Daghestan. Il est de taille moyenne; ses cheveux sont blonds; ses yeux, couverts de sourcils noirs et épais, sont pleins de feu; sa barbe a blanchi de bonne heure, mais tout dans sa personne annonce une juvénile énergie. Malgré l'activité ardente qu'il déploie, il est d'une sobriété de cénobite. Il mange peu, ne boit que de l'eau, et dort à peine quelques heures. M. Bodenstedt affirme qu'il a trois femmes;

il n'en aurait qu'une selon M. Wagner. Tous ces détails ont été donnés par des prisonniers revenus du Daghestan. La résidence de Shamyl a été longtemps la petite forteresse d'Akulcho; je dirai tout à l'heure à la suite de quelles luttes sanglantes il a été obligé de chercher un autre asile. Il s'y était fait construire par des prisonniers russes une maison européenne à deux étages. C'est là qu'il régnait dans les premières années, pauvre, sans trésor, n'ayant rien pour solder ses troupes, nourri souvent par elles, mais aussi puissant par l'enthousiasme religieux que s'il eût possédé des millions. Les murides qui l'entourent sont prêts à se faire tuer sur un signe de sa main. Jamais chef dans le Daghestan n'a exercé une autorité comparable à la sienne. Scheick-Mansour lui-même, qui avait soulevé tout le Caucase, Scheick-Mansour, le héros fort, le grand semeur du champ de la foi, n'était qu'un guerrier illustre et respecté. Shamyl est tout à la fois le sultan et le prophète des Tchétchens. « Mahomet est le premier prophète d'Allah! Shamyl est le second prophète! » Tel est depuis 1834 le cri de guerre du Daghestan.

Le plus redoutable adversaire qu'ait rencontré Shamyl est le général Grabbe. Le général Golowin, qui avait succédé au baron de Rosen dans le commandement du Caucase, était fort opposé au système de guerre offensive; le général Grabbe au contraire, chargé des opérations militaires du Daghestan, brûlait d'aller chercher dans ses forteresses cet ennemi dont il voyait grandir l'influence et l'audace. Il écrivait sans cesse à Saint-Pétersbourg que son chef, résidant à Tiflis, ne pouvait connaître exactement les nécessités de la situation, et il demandait comme une grâce qu'il lui fût permis de faire une expédition dans les montagnes. Il voulait surtout attaquer cette forteresse d'Akulcho, où Shamyl avait établi le siége de son pouvoir. La forteresse prise, les Tchétchens, dispersés ou découragés, ne tarderaient pas à se soumettre. Il espérait d'ailleurs que ce terrible Shamyl tomberait mort ou vif entre ses mains, comme Khasi-Mollah sept ans plus tôt sur les remparts d'Himry. La permission fut accordée; c'était au printemps de 1839. La colonne du général Grabbe se mit aussitôt en route. Akulcho était à soixante werstes (environ quinze lieues) des postes les plus avancés. Après quelques jours d'une marche pénible dans les gorges, on arriva au pied du rocher où s'élevait la demeure de Shamyl. Pas un coup de fusil n'avait été tiré pendant la route; les Tchétchens réunis à Akulcho attendaient l'ennemi de pied ferme. Les Russes avaient cru que les canons et les obus auraient facilement raison des assiégés. La forteresse en effet fut bientôt démantelée; mais les Tchétchens n'avaient presque pas souffert. A l'abri dans les souterrains et les caves, ils en sortaient pour tirer à coup sûr. Malheur au soldat qui se montrait derrière les

retranchemens! une balle, lancée par un Freyschütz invisible, l'étendait sur la place. Le premier assaut coûta cher à la colonne du général Grabbe : sur quinze cents hommes qui tentèrent l'escalade, il n'en revint pas cent cinquante. Le général Grabbe ne se découragea pas. Un second et un troisième assaut, moins meurtriers que le premier, assurèrent aux Russes la possession de deux points importans. On se mit alors à miner le rocher. Étonnés de l'immobilité apparente de l'ennemi et effrayés du bruit de la sape, les assiégés étaient sortis de leurs retraites afin de découvrir ce qu'on préparait contre eux; les Russes profitèrent de l'occasion, et un quatrième assaut, énergiquement dirigé, donna la forteresse au général Grabbe. C'est le 22 août 1839 qu'eut lieu la prise d'Akulcho; le siége durait depuis près de quatre mois. Exaspérés par cette longue résistance, les Russes ne firent point de quartier. Après le massacre, on chercha partout, mais en vain, le cadavre de Shamyl. Il y avait dans les flancs de la montagne des cavernes où s'étaient retirés un certain nombre de Tchétchens; c'est de là que le hardi prophète et les siens s'apprêtaient encore à frapper de mort plus d'un infidèle. Qu'allait-il devenir cependant? Impossible de fuir ou de résister longtemps, toutes les issues étaient au pouvoir de l'ennemi. Les murides qui l'accompagnaient n'hésitèrent pas à sacrifier leur vie pour sauver le chef de la foi. Avec quelques solives trouvées dans la caverne, ils construisent une sorte de radeau, le jettent dans le fleuve Koysou, qui coule au pied du rocher, et s'élancent eux-mêmes du haut de la caverne sur l'embarcation flottante. A ce coup hardi, les Russes ne doutent pas que Shamyl ne soit là. L'ordre est donné de poursuivre le radeau; l'infanterie le suit sur les deux rives, et les Cosaques lancent leurs chevaux à la nage pour s'emparer du prophète. Or, tandis que toute l'attention des Russes était tournée de ce côté, un homme s'élançait dans le Koysou, et, traversant le fleuve à la nage, disparaissait dans les montagnes. Les Tchétchens du radeau avaient tous péri en se défendant, mais Shamyl était sauvé. Qu'on se représente l'apparition du prophète au milieu des populations qui venaient d'apprendre la ruine d'Akulcho! On le croyait enseveli sous les ruines, et tout à coup il ressuscitait d'entre les morts. N'était-il pas manifestement l'envoyé de Dieu? L'autorité de Shamyl n'a jamais été plus grande que depuis cette héroïque défaite.

Après la prise d'Akulcho, Shamyl résolut de prêcher la guerre sainte aux Tcherkesses. Il avait échoué en 1836 auprès des Awares, importante peuplade du Daghestan complétement soumise à la Russie; il espéra que les Caucasiens de la Mer-Noire se joindraient aux Caucasiens de la mer Caspienne, car tous ceux-là, les seuls Awares exceptés, étaient enrôlés sous sa bannière et formaient presque une

nation. Si les Tcherkesses pouvaient recommencer la lutte en même temps que les Tchétchens, quel coup terrible porté à la puissance russe! Shamyl visita les Ubiches et les Adighés; il fut reçu par eux avec honneur, mais il obtint de médiocres résultats. La haine de la Russie a beau être un lien puissant entre les populations des deux parties du Caucase, il y a des rivalités séculaires qui les séparent. La différence des idiomes est aussi un obstacle à cette communauté d'efforts que voulait provoquer l'ardent chef des Tchétchens. Shamyl, obligé de prêcher la guerre sainte en turc, fut compris seulement des chefs et des mollahs. Il revint de la Circassie, n'emportant que de vagues promesses et l'assurance d'une aversion irréconciliable pour la Russie. Il avait choisi pour résidence la forteresse Dargo, une place moins forte qu'Akulcho, mais située aussi dans une position presque imprenable. Le général Grabbe voulut l'y poursuivre encore. Les troupes expéditionnaires partirent de Girselaul au mois de mai 1842. Shamyl donna l'ordre aux Tchétchens de ne pas tirer un coup de fusil pendant que la colonne serait en marche; on la laissa s'engager dans les sombres forêts et les défilés tortueux qui avoisinent Dargo, puis elle fut cernée de toutes parts et à moitié anéantie. Ce désastre des Russes à Dargo est un des plus terribles échecs qu'ils aient subis dans le Caucase. On attendait à Girselaul le retour de la colonne, et déjà l'on avait fait maints préparatifs pour fêter les vainqueurs; ce fut un lamentable spectacle quand on vit arriver ces troupes où tant de rangs étaient vides. Le prince Tchernicheff, ministre de la guerre, en mission alors dans le Caucase, était précisément à Girselaul; il put voir ce lugubre tableau, il put entendre les cris des femmes et des enfans, les plaintes des officiers, les murmures des soldats. Des entreprises comme celle-là veulent être justifiées par le succès : quelques semaines après, le général Grabbe perdait son commandement.

Pendant que Shamyl grandissait ainsi dans le Daghestan, les Tcherkesses de la Mer-Noire, excités par le bruit lointain de ses triomphes, tentaient aussi quelques attaques contre les Russes. Déjà, avant le voyage de Shamyl en Circassie, vers 1836, quelques soulèvemens avaient eu lieu. Les Tcherkesses, qui n'avaient plus affaire au brillant et intrépide général Sass, le Lamoricière du Caucase, rompirent plus d'une fois la ligne de défense confiée à la garde des Cosaques. Le général Sass, enlevé subitement à ses fonctions comme Yermoloff, avait eu pour successeur le général Wiljaminoff, qui prétendait effrayer les Tcherkesses par des proclamations retentissantes et des gasconnades en style poétique. M. Wagner en cite une des plus curieuses, datée de 1837. « La Russie, écrivait le général, a conquis la France. Elle a mis à mort les fils de ce pays et emmené ses filles en

captivité. Quant à l'Angleterre, comment pourrait-elle venir au secours des Tcherkesses? C'est de la Russie qu'elle reçoit son pain de tous les jours. En un mot, il n'y a que deux puissances : Dieu dans le ciel et le tsar sur la terre, et si la voûte des cieux s'écroulait, la Russie serait assez forte pour la soutenir sur ses millions de baïonnettes. » Les Tcherkesses, dit M. Wagner, s'amusaient beaucoup de ces prétentieuses niaiseries, et les attaques nocturnes se renouvelaient sur plus d'un point. En 1840, quatre forteresses de la ligne tombèrent au pouvoir des Tcherkesses, qui se contentèrent de les piller. En 1843, après la victoire de Shamyl à Dargo, il y eut encore quelques prises d'armes; mais deux ou trois succès énergiquement remportés par les Russes réduisirent bientôt leurs adversaires à ce rôle d'hostilité passive que nous avons décrit.

La défaite du général Grabbe à Dargo ne fut pas seulement l'occasion de sa disgrâce, elle amena aussi la destitution du gouverneur général; le système d'occupation défensive prévalait à Saint-Pétersbourg. Le général Golowin fut remplacé par le général Neidhardt, officier allemand plus distingué par son habileté administrative que par ses talens militaires, et le commandement actif, enlevé au général Grabbe, fut donné au général Gurko. On devait, d'après les instructions du ministre de la guerre, se fortifier sur tous les points occupés, et renoncer pour longtemps aux expéditions aventureuses : quelques années de paix étaient nécessaires pour relever le moral de l'armée. L'audace de Shamyl en décida autrement. La fin de l'année 1843 est une des plus sanglantes périodes de l'histoire du Caucase. Le prophète envahit au mois de septembre le pays des Awares, dont les chefs, nous l'avons vu, sont les alliés du tsar. Il assiége la garnison russe, détourne l'eau qui l'alimentait, et la force de se rendre jusqu'au dernier homme. Un bataillon envoyé au secours est massacré tout entier. Alors le général Kluke de Klugenau s'élance au-devant de Shamyl dans l'Awarie avec des forces considérables. Shamyl le bat, le poursuit, l'oblige de se jeter dans la forteresse de Chunsak, et semble près d'emporter la place, quand le général Dolgoroucki, arrivant avec des troupes supérieures en nombre, délivre la garnison après plusieurs combats où la victoire, longtemps indécise, est chèrement achetée. Shamyl retourne sur ses pas; il ravage l'Awarie, emmène tous les habitans de gré ou de force, se réservant de convertir par ses prédications guerrières ceux qui étaient encore attachés à la Russie, et quelques semaines après, revenant à la tête d'une armée composée de Tchétchens, d'Awares, de Lesghes, de Kumikes, populations sans liens de race ou de langage, mais exaltées par un même fanatisme, il va mettre le siége devant la forteresse de Wnézapnaia ou Vnézapné. Les généraux Kluke et Dolgoroucki, qui com-

mandaient la place, la défendirent énergiquement; mais Shamyl ne se retira pas sans avoir fait subir de cruelles pertes à ses ennemis. Telle fut la fin de l'année 1843. Un administrateur habile ne suffisait pas à une guerre de cette nature; ce qu'il fallait, c'était à la fois la vigilance minutieuse du général Neidhardt et l'activité ardente d'un Sass ou d'un Grabbe. Au commencement de 1844, la lente circonspection du général Neidhardt compromit un succès préparé avec adresse. On avait enfermé Shamyl dans un défilé; à force de prendre ses précautions, Neidhardt envoya un jour trop tard l'ordre de commencer l'attaque, et Shamyl eut le temps de s'échapper. Ce fut la condamnation du général; remplacé peu de temps après par le comte (aujourd'hui prince) Michel Woronzoff, il alla mourir de douleur à Moscou.

Voilà neuf ans que le prince Woronzoff et le prophète Shamyl sont en présence; depuis cette époque, l'héroïque audace de Shamyl n'a pas faibli, mais la conquête russe, il faut le reconnaître, se développe de jour en jour avec une régularité magistrale. Depuis vingt ans, dit très bien M. Wagner, on avait envoyé à Tiflis des hommes éminens à divers titres; on n'avait pas encore trouvé le vrai gouverneur du Caucase. Aucun des généraux russes, depuis Yermoloff, n'avait paru embrasser toute l'étendue de sa tâche. Paskewitch, connu par ses campagnes contre les Perses et les Turcs, méritait sa réputation d'administrateur irréfléchi. Rosen, au contraire, ne se distinguait que comme un négociateur adroit. Golowin avait la dignité et le calme diplomatique qui plaisent aux Orientaux, mais ses facultés étaient médiocres. Neidhardt était l'homme le plus consciencieux et le plus intègre; pourquoi cette circonspection, cette vigilance de toutes les heures n'étaient-elles pas jointes à une activité ardente? Ce *pédant Allemand*, dont la scrupuleuse probité gênait plus d'un fonctionnaire, ce *pédant Allemand*, disaient-ils, ne fera jamais rien qui vaille dans une telle guerre, et l'extrême prudence du général, on le vit bien en 1844, justifiait ces murmures. A qui allait passer le commandement? Les uns disaient que le vieux Yermoloff, quoique affaibli par l'âge, serait rappelé sur le théâtre de ses triomphes; les autres pensaient que le ministre de la guerre, le prince Tchernicheff, prendrait pendant quelques années la direction des affaires du Caucase. Personne ne songeait au comte Woronzoff, gouverneur général de la Nouvelle-Russie, qui passait pour être fort mal en cour. C'était une opinion accréditée en Crimée que le général avait autour de lui, dans son état-major, dans son palais, à sa table, des espions chargés de rapporter au tsar toutes ses paroles, et qu'on n'attendait qu'un prétexte pour destituer un homme dont l'indépendance avait excité d'implacables inimitiés. La nomination du comte au gouvernement du Caucase fit tomber tous ces

bruits. Jamais depuis Potemkin, le favori de Catherine II, un sujet russe n'a été investi de pouvoirs aussi étendus que les siens. Le comte Woronzoff a reçu du tsar une autorité dictatoriale, et il commande toutes les provinces conquises entre le Pruth et l'Aras; il a conservé en effet, bien que gouverneur du Caucase, son gouvernement de la Nouvelle-Russie et celui de la Bessarabie. Le comte Woronzoff a droit de vie et de mort sur les indigènes; il peut nommer et destituer à volonté tous les fonctionnaires jusqu'au sixième grade; il peut distribuer les récompenses et les décorations à l'armée sans les faire confirmer par le tsar; il peut enfin livrer aux tribunaux les fonctionnaires et officiers de tout grade. Le tsar, comme on voit, a abandonné à son représentant la plus grande partie de ses priviléges autocratiques. Une telle faveur est sans exemple; le maréchal Paskewitch lui-même, quand il gouvernait la Pologne, n'avait pas une autorité comparable à celle du prince Woronzoff.

Les services rendus par le prince dans la Nouvelle-Russie justifient cette confiance extraordinaire. Un Français illustre, le duc de Richelieu, avait déjà transformé ces provinces et prêté à une civilisation naissante l'appui d'une volonté forte et d'une intelligence supérieure; le prince Woronzoff a continué et agrandi en Crimée l'œuvre du duc de Richelieu. Il n'était plus jeune lorsqu'il fut envoyé dans le Caucase, mais son activité ne s'était point ralentie. On dit même que ses admirateurs rêvent pour lui des fonctions plus importantes que celles de gouverneur du Caucase. Un Russe de Crimée le disait un jour à M. Wagner : — « c'est à Constantinople qu'est la vraie place du prince Michel Woronzoff. Il aime et connaît admirablement l'esprit des peuples orientaux. Nul ne serait plus propre que lui à réconcilier l'Occident et l'Orient, le christianisme et l'islam. » Le prince Woronzoff, il faut l'espérer, n'aura jamais l'occasion d'exercer ses talens sur les rives du Bosphore. M. Wagner, tout favorable qu'il est à la Russie, n'hésite pas à ajouter : « La Russie n'a pas encore *digéré* les conquêtes de Catherine; tant que la Pologne et le Caucase ne seront pas devenues des provinces toutes russes, aucun tsar ne songera à s'emparer d'une proie dont la conservation seule lui coûterait plus de sang que n'en ont coûté tous les agrandissemens de l'empire. » On nous pardonnera d'être moins facilement satisfaits : nous pensons que la transformation complète de la Pologne et du Caucase, si difficile que soit une pareille tâche, ne serait pas le début d'une période nouvelle où la Russie règnerait sur le Bosphore : il y a d'autres obstacles que ceux-là à des projets qui menacent l'Europe entière. Toutefois cette digression de M. Wagner a son prix, et les ambitieuses espérances des amis du prince Woronzoff sont un avertissement qu'il convenait de signaler.

Les immenses pouvoirs du prince Woronzoff lui ont surtout été donnés pour mettre un terme, s'il est possible, à l'épouvantable corruption des fonctionnaires de tous ordres. Déjà, à plusieurs reprises, on avait fait justice de bien des abus; c'est ainsi que, sous l'administration du baron de Rosen, son gendre, le général prince Dadian, apostrophé par le tsar au milieu d'une revue, fut dégradé publiquement et condamné à quitter son brillant uniforme pour endosser la casaque du simple soldat. Les désordres, la concussion, le pillage des caisses publiques, étaient presque passés à l'état de choses régulières. Le général Neidhardt, le plus intègre des généraux qui ont précédé le prince Woronzoff, était taxé de pédantisme parce qu'il voulait tout voir de près; mais le général Neidhardt était mal secondé. Armé de la souveraine autorité des tsars, le prince Woronzoff a procédé à son œuvre avec une résolution inflexible. L'étable d'Augias est aujourd'hui nettoyée en partie. Des centaines d'officiers ont été dégradés, et quelques-uns de ceux-là occupaient les positions les plus hautes; presque tous les fonctionnaires civils, préfets, sous-gouverneurs, administrateurs de districts, qui pillaient à la fois le trésor public et les malheureux indigènes, ont été traînés devant les juges sur les bancs des voleurs. Autant le prince se montre impitoyable pour les Russes prévaricateurs, autant il est bienveillant à l'égard des indigènes. La plupart des Adighés lui sont dévoués; il envoie des présens aux chefs, il leur donne même des secours en argent, et leur fournit, par maintes concessions habiles, le moyen de bien vendre leurs denrées sur les marchés moscovites. Il n'est pas rare de voir des chefs autrefois redoutés visiter le prince dans son palais de Tiflis et assister à ses fêtes. Quant aux Tchétchens, il a compris que ce serait une duperie de vouloir nouer des relations amicales avec eux; tant que Shamyl sera vivant, il ne faut pas s'attendre à voir cesser la guerre sainte.

A l'époque où le prince Woronzoff vint prendre le commandement du Caucase, Shamyl n'était plus le chef que nous avons vu succéder à Hamsad-Beg. Son autorité était immense. Les Awares, les Kistes, les Kumikes, d'autres peuplades encore, subjugués par l'éloquence entraînante du prophète, avaient oublié leurs vieilles haines pour s'associer aux Lesghes et aux Tchétchens. Naguère il ne gouvernait qu'un petit nombre de tribus; c'était maintenant un peuple tout entier. Pour arriver à ce grand résultat, que d'efforts il lui avait fallu, quelle habileté, quel génie politique! Shamyl n'est pas seulement un homme de guerre, c'est un législateur. Soumettre les princes des tribus, fonder une monarchie théocratique au milieu d'une barbarie féodale, réconcilier des peuplades hostiles, leur donner à toutes une seule croyance, constituer une armée régulière chez

des races de cavaliers indépendans, établir des institutions durables, créer enfin et organiser une nation, telle a été l'œuvre de Shamyl. Par sa doctrine religieuse, il a concilié les sectes d'Omar et d'Ali; par ses victoires, il a ébloui les montagnards des différentes races et dompté l'orgueil de leurs princes. Les tribus une fois associées à la même guerre religieuse, il les a réunies sous une même loi civile; les anciennes divisions de territoire ont disparu. Le pays que possède Shamyl est réparti en vingt provinces, et chacune de ces provinces est administrée par un gouverneur ou naïb. Ces naïbs n'ont pas tous un égal pouvoir : il en est quatre seulement, les amis les plus dévoués du prophète, qui ont un droit de souveraineté sur leurs sujets; les autres sont tenus de soumettre leurs décisions au contrôle du chef suprême. L'organisation de l'armée, chef-d'œuvre de précision ingénieuse, est admirablement combinée pour entretenir à la fois l'unité de la discipline et l'ardeur militaire. Chaque naïb fournit trois cents cavaliers à l'état, et voici de quelle manière le recrutement est réglé : il faut un cavalier pour dix familles; or la famille à laquelle appartient le soldat est dispensée de toute contribution tant que le soldat est vivant; l'équipement et l'entretien sont à la charge des neuf autres. Ces cavaliers doivent être toujours armés, toujours équipés, même la nuit, et prêts à monter en selle au premier signal. En 1843, la cavalerie de Shamyl s'élevait à cinq mille hommes.

Telle est l'armée permanente du Daghestan; mais à côté de celle-là il y a la milice, composée de la population ordinaire. Tous les habitans des *aouls*, de quinze ans à cinquante, s'exercent sans relâche à monter à cheval et à manier les armes; ils sont organisés pour défendre leurs villages en cas d'attaque, et au besoin pour suivre le prophète dans les expéditions lointaines. Chacun des cavaliers de la troupe régulière est le chef des dix familles qu'il représente. La garde particulière de Shamyl est de mille hommes; chacun d'eux reçoit trois florins par mois et une part déterminée dans tout ce qui est pris sur l'ennemi. Tous les *aouls* du Daghestan se disputent l'honneur de fournir quelques soldats à ce corps d'élite. Shamyl, qui sait le prestige du faste sur les imaginations orientales, ne quitte jamais sa demeure sans une escorte de cinq cents cavaliers. Le revenu de Shamyl n'était d'abord que le butin, dont le cinquième, d'après l'usage antique, appartenait au chef, et le reste était partagé entre les soldats. Depuis, des impôts ont été établis; la dîme de la récolte grossit tous les ans le trésor public. Les terres données autrefois aux mosquées pour le seul avantage des prêtres et des derviches ont été attribuées à l'état; les prêtres reçoivent en échange un traitement régulier. Quant aux derviches, ceux qui pouvaient porter les armes ont été incorporés dans la milice; les autres ont été chassés

du Daghestan. Shamyl a établi aussi des postes afin de transmettre rapidement les nouvelles; chaque village doit tenir toujours des chevaux prêts à partir, et des courriers munis d'un passeport revêtu du sceau du naïb parcourent ainsi de longues distances avec une célérité merveilleuse. Les récompenses accordées au courage sont des ordres et des décorations; elles consistent surtout en médailles d'argent ornées d'inscriptions poétiquement expressives. Les punitions infligées au lâche, au traître, au voleur, au meurtrier, sont consignées dans un code qui est l'œuvre du prophète. La peine de mort y figure sous trois formes différentes, selon le degré d'infamie que le juge a prétendu attacher au crime. Pour s'assurer l'obéissance dont il a besoin, Shamyl laisse croire à son peuple qu'il a des entretiens avec Allah. Ces visions ont lieu une fois par an; il s'y prépare par de longues retraites, par des jeûnes et des prières. Pendant ce temps-là, sa maison est gardée avec soin, et nul n'y peut pénétrer. Enfin la retraite est finie, le ciel s'est révélé à son prophète, et Shamyl, appelant autour de lui les prêtres et les naïbs, leur communique les volontés d'Allah!

On connaît maintenant les deux hommes que la guerre du Caucase met aux prises depuis bientôt dix ans. Le prince Woronzoff et le prophète Shamyl sont dignes de lutter ensemble. Investis tous deux d'une dictature extraordinaire, ils combattent tous deux pour une cause qui les passionne. Le prince Woronzoff se considère comme un des pionniers de la civilisation; Shamyl est le sauveur de la foi de ses pères et le rempart de la patrie menacée. De grands faits d'armes ont signalé cette période nouvelle. La première pensée du prince Woronzoff fut d'effacer dans le sang des Tchétchens l'humiliation infligée au général Grabbe; il fallait que la forteresse de Dargo fût détruite, et tel a été en effet le résultat de la brillante expédition de 1845. Après cet acte de vigueur, le prince Woronzoff, étudiant la tactique de son ennemi, résolut d'approprier l'attaque aux conditions de la lutte. Il n'y avait eu jusque-là que deux systèmes : la guerre défensive et les expéditions aventureuses. Une attitude simplement défensive, tout en refoulant les Caucasiens dans leurs montagnes, leur permettait de s'unir entre eux et de développer les institutions de Shamyl; les expéditions, on l'avait déjà vu, n'offraient que des chances bien incertaines; le soldat russe ne sait pas se battre sur ces pentes hérissées que gravissent si gaiement nos bataillons. L'important, c'était d'abord de détruire cette unité nationale qu'on avait eu l'imprudence de laisser croître; il fallait briser ces liens, il fallait aussi diviser l'armée de Shamyl, arriver subitement sur des points éloignés, et obliger les cavaliers tchétchens à se porter de plusieurs côtés à la fois.

Après la victoire de Dargo, le comte Woronzoff, élevé à la dignité de prince, eut une longue conférence à Sévastopol avec l'empereur

Nicolas; il exposa son système et demanda surtout qu'il fût pratiqué avec persévérance. Vouloir soumettre le Caucase par une seule et décisive expédition, c'était, disait-il, une chimérique entreprise à laquelle toutes les forces de la Russie ne suffiraient pas; on ne devait songer qu'à épuiser l'ennemi, et ce dessein exigeait, comme dit la fable, *patience et longueur de temps.* Le plan du prince Woronzoff, approuvé par le tsar, fut aussitôt et résolument suivi. Les colonnes mobiles qui avaient obtenu de si glorieux résultats en Algérie sous le maréchal Bugeaud commencèrent à sillonner le Caucase. Si le soldat russe, ferme à son poste, mais dépourvu d'élan, eût pu comprendre cette guerre comme notre brillante armée d'Afrique, le succès de ces colonnes eût été certainement plus rapide; il a été toutefois assez grand pour provoquer de la part de Shamyl une résistance désespérée. Ainsi en 1846, pendant que les colonnes préparaient de nouvelles expéditions, le prophète, appelant aux armes non-seulement ses troupes régulières, mais tous les cavaliers des *aouls,* abandonna le théâtre de la guerre, traversa deux lignes de forts, sans compter deux grands fleuves, qui rendaient son retour plus difficile, et envahit la Kabarda. Les Kabardiens sont des Tcherkesses et appartiennent par conséquent à la partie occidentale du Caucase; ce sont les Circassiens de la plaine, comme les Adighés sont les Circassiens de la montagne. Exposés de toutes parts aux armes russes, ils sont soumis depuis longtemps, et il est évident que Shamyl, en commençant par eux, voulait porter la terreur chez les tribus indécises. Jamais chef du Daghestan n'avait montré une plus téméraire audace. Shamyl avait, assure-t-on, vingt mille cavaliers sous ses ordres; c'était beaucoup sans doute, et il s'en faut bien qu'avant 1846 il ait pu mettre sur pied une troupe aussi nombreuse; sa cavalerie cependant pouvait être cernée en rase campagne par l'armée russe et anéantie d'un seul coup. Sa témérité lui réussit; il pilla les Kabardiens, brûla les moissons, enleva des centaines de captifs, et, ramenant sa troupe grossie d'une multitude de recrues qu'effrayaient ses violences, il traversa comme un coup de foudre les lignes russes épouvantées.

Shamyl, en quittant la Kabarda, avait annoncé qu'il reviendrait bientôt; mais on ne frappe pas deux fois de pareils coups. Depuis six ans, l'infatigable persévérance du prince Woronzoff enferme les Tchétchens dans un cercle de fer. Shamyl pourrait-il aujourd'hui, comme en 1846, rassembler vingt mille cavaliers? La chose est peu probable. Le prophète est toujours le chef vénéré dont la parole crée des héros, il a toujours, malgré l'âge qui s'avance, la jeunesse de l'enthousiasme et la virilité des résolutions; mais le théâtre de son activité s'est singulièrement rétréci. Que ce théâtre doive se rétrécir de jour en jour, comme le proclament les Russes, il est

permis d'en douter. Le cercle impitoyable que le prince Woronzoff trace autour de la Tchétchenia ne dépassera pas certaines limites, et Shamyl est protégé par des forteresses naturelles qui longtemps encore abriteront ses enfans. Il lui arrivera plus d'une fois de rompre les lignes russes, de détruire des forts, de recruter violemment des soldats chez les tribus soumises, comme il l'a fait au mois de juin 1850 malgré le général Dolgoroucki. Je crois même que, dans cette situation nouvelle, les annales du Daghestan auront plus de journées victorieuses à enregistrer; le territoire du prophète, moins étendu désormais, est à l'abri d'une surprise, et Shamyl est le maître de choisir l'heure et le lieu pour frapper. Ce qui paraît certain, c'est qu'il doit renoncer à la grande guerre, dont le rêve a été l'espoir et l'inspiration de toute sa vie. Prêtre visionnaire, prophète enthousiaste, législateur et guerrier, il semblait appelé par ses facultés puissantes à devenir le souverain du Caucase. C'était à lui de renouveler en l'agrandissant le rôle de Scheick-Mansour, et de faire régner une seule foi, un seul amour, une seule haine, des bords de la Mer-Noire jusqu'à la mer Caspienne. Une telle espérance ne lui est plus permise. Les bruits de guerre qui des rives du Bosphore retentissent aujourd'hui jusqu'à son camp ont-ils rendu ses chances meilleures? Ils ont du moins donné un nouvel élan à son audace. Il y a quelques mois à peine, Shamyl a fait essuyer aux Russes une des plus sanglantes défaites qu'ils aient subies depuis le commencement de la lutte : il leur a enlevé un matériel d'artillerie considérable et a reconquis, — je tiens ce fait d'un officier de l'armée du Caucase, — environ huit lieues de terrain. Si les Turcs portent vigoureusement la guerre en Géorgie, on ne peut nier que les Tchétchens n'aient un rôle important à remplir. Ce ne sera toutefois qu'un rôle de détail, et à moins qu'on n'en vienne aux dernières extrémités, les audacieux projets de Shamyl ne se réaliseront pas. La mission qui lui reste est assez belle : héroïque représentant d'une nation destinée à périr, il lui a donné de telles ressources, qu'elle peut encore vivre de longs jours. Gardien des portes de l'Asie, il arrête l'ambition moscovite, et tient en échec avec une poignée de braves l'empire immense qui prétend faire trembler l'Europe.

Il est difficile d'étudier ces guerres du Caucase sans être agité de mille sentimens contraires. Si l'on se place au point de vue de la vérité abstraite, on est bien obligé de désirer le triomphe de la Russie, ou tout au moins de le prévoir comme une chose qui satisfait la pensée. N'est-ce pas la Russie qui représente la lutte de la civilisation contre la barbarie, la lutte du christianisme contre la religion de Mahomet? Quelque intérêt qui s'attache à des héros comme Shamyl et ses compagnons d'armes, l'inflexible loi de l'histoire nous montre ici des races condamnées à disparaître au sein d'une race supérieure.

Ce même principe qui justifie nos conquêtes africaines, nous ne pouvons sans une injustice flagrante en refuser l'application à la Russie. Nous qui avons vaincu et pris le Shamyl de l'Atlas, nous ne pouvons souhaiter le triomphe définitif de l'Abd-el-Kader du Caucase. Ces objections que se fait notre esprit ont toute leur force, encore une fois, si nous ne quittons pas le domaine des abstractions; mais jetez les yeux sur la réalité, voyez quel est l'ennemi de Shamyl, voyez quel but poursuit cet ennemi et quels seraient les résultats de sa victoire. Un poète l'a dit :

Il est beau d'envahir une terre nouvelle;
Il est beau de soumettre un pays indompté,
Lorsqu'au milieu des rangs marche l'humanité,
Et quand tout cavalier au pommeau de sa selle
Porte avec soi la liberté.

Ce n'est pas là précisément ce que les Cosaques de la ligne portent au pommeau de leurs selles. Est-ce l'humanité du moins qui marche dans les rangs de l'armée russe? N'est-ce pas plutôt l'ambition, cette même ambition astucieuse et ardente qui arrête en ce moment le travail de la civilisation européenne? Cette seule réflexion suffit; les sympathies inspirées par le vaillant Shamyl n'ont plus besoin d'excuse.

Une autre idée a frappé un des écrivains à qui nous avons emprunté quelques-uns des traits de ce tableau. En voyant tous ces peuples barbares, Cosaques et Tcherkesses, les uns complétement soumis, les autres attirés par la civilisation et qui déjà fournissent des escadrons au tsar, M. Wagner a porté ses yeux encore plus loin; il a vu ce qui se passe en Sibérie; il a vu les sauvages de la Tatarie et de la Mongolie enrégimentés par les mêmes hommes qui ont assoupli les Cosaques et qui commencent à discipliner certaines tribus tcherkesses; il a embrassé ainsi d'un même coup d'œil le travail souterrain de la Russie dans les solitudes de l'Asie septentrionale comme dans les steppes du Caucase, et il s'écrie avec une singulière épouvante :

« Cet immense empire d'où sont sorties les plus grandes catastrophes qu'ait subies la société européenne a-t-il réellement achevé sa tâche, et la civilisation n'est-elle plus exposée de ce côté à l'un de ces effroyables ouragans qui bouleversent le monde de fond en comble? Que les prophètes d'Orient ou d'Occident nous l'apprennent; mes yeux ne savent pas lire dans l'avenir. Je dis seulement que ce Cosaque si utile et si industrieux remplit l'office de l'éléphant apprivoisé qu'on exerce à prendre et à apprivoiser les éléphans sauvages. Et déjà en effet, au fond de la Sibérie, des centaines de hordes belliqueuses, à demi muselées par des mains habiles, s'accoutument chaque jour à comprendre et à suivre les ordres retentissans partis des bords de la Néwa. Elles sont inscrites, ces hordes, sur les registres de l'armée, comme des recrues bonnes au service. Quelques milliers d'instructeurs venus de

contrées du Don ne se lassent pas de leur enseigner la manœuvre, et ils ont établi pour cela des stations jusqu'aux frontières de la Chine. Là, de tous côtés, on travaille depuis dix ans à dresser des cavaliers et à former des escadrons. Ce sont, on l'assure, de très pittoresques régimens, et un curieux touriste d'Europe ne perdrait pas sa peine en allant rendre visite à ces centaures velus. Patience pourtant! Tous ces exercices dans ces plaines d'où venaient les Mongols, c'est peut-être pour donner un jour à l'Occident le spectacle d'une magnifique parade et faire défiler devant l'Europe deux ou trois cent mille de ces bêtes fauves. Ah! comme le vent de Sibérie sifflait ce soir sur la steppe et poussait vers l'Occident de noirs escadrons de nuages! Un instant je crus voir, au milieu des ombres du crépuscule, ces barbares que l'Asie précipitera encore sur l'Europe énervée. Je crus entendre les Mongols enrégimentés pousser leur cri d'autrefois, l'épouvantable *halla* de Gengis-Khan, lorsqu'il partait pour ravager le monde à la tête des démons de la steppe. Il me semblait aussi que les tombeaux mongols s'ouvraient et que les spectres des ancêtres, se dressant du fond de leurs fosses, faisaient des saluts d'encouragement à leurs arrière-neveux. Effrayé de ces fantômes qu'évoquait mon esprit, j'abrégeai ma promenade, et je revins sous le toit de mon Cosaque. La tempête ne sifflait plus, je n'entendais plus la mélodie cosaque et mongole de *hourras* et de *hallas;* seulement le vent murmurait comme un avertissement lugubre, et me remettait en mémoire ces expressives paroles d'un écrivain slave, que je prie le lecteur de lire deux fois : — Nous autres Slaves, nous devons un sérieux avis à nos frères d'Occident. L'Occident oublie trop les contrées septentrionales de l'Europe et de l'Asie, ce berceau des peuples nés pour le carnage et pour la destruction. Qu'on ne croie pas que ces peuples aient disparu de la terre. Ils sont toujours là, comme une nuée chargée d'orages, n'attendant qu'un signe du ciel pour se ruer sur l'Europe. Non, ne croyez pas que l'esprit d'un Attila, d'un Gengis-Khan, d'un Tamerlan, d'un Suwarow, de tous ces terribles fléaux du genre humain, soit mort dans ces contrées. Ces contrées, ces hommes, et l'esprit qui les poussait, tout cela existe encore, tout cela existe pour tenir en éveil la civilisation chrétienne, pour l'avertir qu'il n'est pas encore temps de changer le fer des épées en socs de charrue et les casernes en hospices. »

Cette page, écrite en 1848 par un homme qui ne nourrit aucun sentiment de haine contre la Russie et qui ne pouvait prévoir la crise actuelle; cette page, qui éclate comme un cri d'effroi involontaire au milieu des savantes recherches d'un esprit sans passion, méritait d'être citée tout entière. Si les faits qu'elle contient sont exacts, il est bon que ce renseignement soit connu. Je l'ai citée surtout parce qu'elle indique très vivement un des aspects de la puissance russe. La Russie sait quel est l'immense prestige de l'inconnu, et elle est habile à s'envelopper de ténèbres. Le mystère, voilà un des secrets de sa force. Où en est sa fortune? Quel est l'état de ses finances? Quelle est l'importance de son armée? Personne ne le sait d'une façon précise, et tout cela est adroitement calculé pour laisser s'accroître à la faveur de l'ombre l'idée d'une puissance extraordinaire. Les

peuples s'accoutument à cette idée, et les imaginations travaillent. De grands événemens historiques sont venus en aide à cette politique des tsars. Un jour Napoléon, maître de l'Europe, veut frapper la Russie; il y entre, et malgré ses victoires il est forcé de battre en retraite au milieu d'effroyables désastres : nouveau symptôme qui trouble l'esprit des peuples et propage cette vague croyance à je ne sais quelle force irrésistible. Eh bien! ce prestige des choses cachées, ce mystère si soigneusement entretenu, quelques précautions que l'on prenne, il y a un point où il s'arrête. Nous avons apprécié sans passion le rôle de la Russie dans la guerre du Caucase, nous avons signalé la valeur des soldats et le mérite de plusieurs généraux; nous continuerons de parler avec franchise. Or voici plus de vingt-cinq ans que la Russie, sous les yeux de l'Europe entière, est tenue en échec par quelques milliers de Caucasiens. On ne sait pas exactement tout ce qui se passe au Caucase; il y a pourtant un fait certain, un fait que toutes les précautions des bulletins officiels ne sauraient atténuer : la Russie avance sans doute, mais elle avance lentement, péniblement; elle paie d'un sang précieux chaque pouce de terrain qu'elle envahit, et elle n'est jamais sûre le lendemain de sa conquête de la veille. C'est que cette mystérieuse destinée dont se prévaut la Russie, Shamyl l'ignore et ne s'en inquiète pas : confiant dans son droit, défendu par la forte nature qui l'abrite, il va droit aux Russes et il livre bataille. Il y a là une leçon qui ne doit pas être perdue. Certes, on ne peut le nier, la Russie pèse d'un grand poids dans la balance des intérêts européens; mais s'il arrivait que cette valeur fût exagérée par je ne sais quelle exaltation des esprits, les périls imaginaires seraient bien pires que les dangers réels. Accoutumons-nous à voir les choses telles que la vérité nous les montre. Il y a cent ans à peine, la diplomatie traitait le pays de Pierre le Grand et de Catherine avec trop de dédain; aujourd'hui on paraît tenté de lui accorder une importance qui détruirait l'équilibre des états. Entre ce dédain qui laissait grandir l'empire des tsars et ces vaines anxiétés qui en doubleraient l'action morale, il y a place pour une vigilance clairvoyante et active. Le jour où l'Europe sera résolue à faire son devoir sans faiblesse comme sans bravade, le jour où elle voudra savoir ce qui est et se rendre compte des choses possibles, le jour enfin où la Russie sera pour elle une grande et sérieuse puissance à coup sûr, mais non pas ce prestigieux adversaire dont les imaginations s'alarment, ce jour-là, — qu'elle soit obligée ou non à tirer l'épée du fourreau, — elle ne croira plus que la liberté du monde soit menacée, et elle ne verra plus se dresser sans cesse à l'horizon les fantômes qui troublent son repos.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LE

MARÉCHAL BUGEAUD

ET LA

COLONISATION DE L'ALGÉRIE

SOUVENIRS ET RÉCITS DE LA VIE COLONIALE EN AFRIQUE.

Il y a plus d'un an déjà que l'Algérie reconnaissante élevait une statue à l'homme dont les travaux ont rempli le double champ de la vieille devise *ense et aratro*, et qui avait adopté cette devise comme cadre ou comme résumé de ses travaux. Le maréchal Bugeaud s'est partagé également entre cette double tâche de la conquête par l'épée et par la charrue; mais l'histoire ou du moins la chronique lui a, ce semble, été inégale. Le pinceau et la plume ont rivalisé d'ardeur à suivre la marche de nos colonnes et le sillon de l'épée, lit funèbre de tant de morts glorieux. Dans cette *Revue* même, que de pages animées ont redit les épisodes brillans, les faits héroïques, les courses sans fin devant lesquelles semblaient reculer sans cesse des horizons sans bornes, et les bivouacs du soir sous le dais mouvant dont les couronnait la fumée tiède encore du combat! Mais la conquête, dans le sens où l'avait comprise le maréchal Bugeaud, s'était fait aussi une autre armée, armée qui a ouvert aussi son sillon et qui l'a aussi comblé de ses morts, qui a également ses fatigues, ses privations et ses rudes labeurs, ses jours néfastes et ses triomphes, ses grandes luttes et ses héros, ses drames lugubres et sa gloire. Comme le soldat, le colon de l'Algérie a *combattu un bon combat*. Seulement le soldat a cet avantage, qu'il s'appelle légion et qu'il a pour ennemis des hommes : il combat sous les yeux de tous, excité par les regards de tous, contre un ennemi qu'il sait où frapper; l'honneur qu'il s'acquiert devient le patrimoine d'une grande famille intéressée à n'en rien laisser perdre, et les ennemis eux-mêmes raconteront sa gloire. Le colon est seul, aux prises non avec des hommes semblables à lui, mais avec toutes les forces de la nature, d'une nature sauvage,

ingrate et malfaisante jusqu'à ce qu'elle ait été domptée. L'ennemi qui doit venir, il ne le connaît même pas, sinon lorsque déjà il en a reçu le coup. Sera-ce la maladie, la sécheresse, les intempéries, les sauterelles, les bêtes féroces, l'épizootie ou la misère, toujours plus hâtive que la récolte? Derrière le soldat, il y a le gouvernement tout entier qui veille à ce que rien ne lui manque, soit en santé, soit en maladie. Derrière le colon, il n'y a personne. Si des crises extraordinaires ont obligé la colonie tout entière à se tourner vers l'administration comme vers une seconde providence, et l'administration à sortir de sa nature pour se faire nourrice de peuples, les peuples ont accusé leur nourrice de leur donner du pain quand ils avaient soif, de l'eau quand ils avaient faim, — et il n'en pouvait guère être autrement. Une administration n'a pas pour mission d'être la providence individuelle des familles, elle n'est pourvue de rien de ce qu'il faudrait pour cela, et avec toute la bonne volonté du monde, ce qu'elle s'efforcera de faire en ce sens laissera toujours beaucoup à désirer. En Algérie, pendant un temps, les colons en étaient venus à la compter au nombre de leurs fléaux, et peut-être la mettaient-ils au premier rang. Ces plaintes, poussées par des hommes aigris, attestaient en même temps de vives souffrances chez ceux qui les formulaient de cette manière — et l'impuissance naturelle de l'administration, bien plus que son incurie ou son mauvais vouloir. Absorbée par nécessité dans un rôle qui n'était pas le sien, celui de donner aux colons ce qu'elle ne leur devait pas, elle le leur donnait mal d'abord, et ensuite elle leur donnait plus mal encore ce qu'elle leur devait.

Le maréchal Bugeaud n'était cependant pas suspect d'indifférence pour la colonisation : elle était fille de sa pensée et de sa ferme volonté; elle se liait nécessairement dans son esprit à son plan de conquête, autre idée que nul autre avant lui n'avait osé concevoir ou su faire prévaloir. Cette idée au reste ne lui vint pas à lui-même de premier jet, ou du moins il fit plier une fois ses idées devant ses instructions, car ce fut lui qui, en attachant son nom au traité de la Tafna, accepta la mission de fonder l'empire d'Abd-el-Kader. C'était nous résigner à faire en Algérie la même figure qu'y avaient faite et que font encore au Maroc les Espagnols, éternellement bloqués dans leurs trois places de Ceuta, Melilla et Alhucemas. Hommes d'état et guerrier se fermaient les yeux, sans doute pour ne pas voir cette vérité plus évidente que le jour, et l'illusion dura peu. Une fois rappelé sur ce théâtre par la guerre qu'y avaient rallumée ceux-là même qui avaient le plus d'intérêt à la paix, le général Bugeaud n'y voulut reparaître qu'avec ses idées propres, qui étaient aussi des idées justes.

Il les avait naturellement justes et grandes quand ses préjugés ou ses passions leur laissaient le champ libre. Rien n'égalait la vivacité perçante de son coup d'œil, la netteté de son jugement, l'ingénieuse et originale lucidité de sa parole. Il savait beaucoup sans peut-être avoir beaucoup lu, mais il avait fait un choix excellent et il avait bien lu, avec l'œil d'un maître. Nulle matière ne lui était d'ailleurs absolument étrangère; il savait son temps comme il savait l'antiquité. Seulement cette dernière avait formé son esprit, l'autre ne l'avait que distrait. Aussi curieux que son compatriote Montaigne, il n'avait point passé devant les bruyantes écoles qui se sont tant multipliées et culbutées de nos jours, sans y jeter son regard par la fenêtre ou sans écouter

un moment aux portes. Ce bruit de nouveautés plus ou moins neuves, plus ou moins hardies, ne le choquait point d'ailleurs *à priori*. Il y avait dans son humeur primesautière et parfois fantasque un courant de témérité aventureuse et paradoxale qui se laissait attirer volontiers vers les singularités du dehors, sauf à rentrer aussitôt dans son propre lit. Je l'ai vu, pour l'anniversaire de la naissance de Fourier, assister à un grand banquet phalanstérien, où il se chargea de porter le toast traditionnel à l'abolition des armées destructives et à leur transformation en armées industrielles et productives. Cette pensée, analogue aux siennes par certains côtés, leur répugnait souverainement et invinciblement par d'autres; il l'avait à cœur cependant, et plus tard il la traduisit en actes où elle apparut plus transformée que les armées qu'elle devait abolir.

Avec une nature incontestablement supérieure, mais inégale, le maréchal Bugeaud était pétri de contrastes, et il les aimait. Il n'était jamais plus militaire qu'avec les gens ou dans les affaires qui ne l'étaient pas; il ramenait tout alors au type de la caserne. Dans un groupe d'officiers, il aimait à rappeler son titre de député et à discuter les travaux des chambres; partout et avec tous, il mettait une coquetterie particulière à faire apparaître le paysan consommé sous l'habit du maréchal de France. Il était volontiers haut et cassant avec les pouvoirs ou avec les gens qui par position ou renommée lui portaient ombrage, bonhomme avec les petites gens, rustique et de rude écorce avec tout le monde. Malgré tout, une grande simplicité de mœurs et une certaine magie d'intelligence lui conciliaient de prime abord l'affection des gens qui l'approchaient; mais chez tous ceux qui ne lui étaient pas enchaînés par les liens de la discipline, il supposait plutôt l'hostilité, parce qu'il ne pouvait plus supposer ni exiger l'obéissance. Il voyait volontiers un adversaire dans tout ce qui ne lui était pas un subordonné. Singulière méprise du besoin impérieux de dominer dans les âmes! Par cette disposition inquiète et ombrageuse, il étouffait sa domination partout où elle ne demandait qu'à s'implanter d'elle-même. Il n'aimait qu'une chose peut-être à l'égal de la guerre, c'était la discussion; mais il avait une antipathie égale à cet amour, c'était l'horreur d'être discuté. De là son aversion préventive pour ceux qui ne se sont pas interdit la faculté de raisonner et sa prédilection pour ceux qui ne savent qu'obéir.

Le maréchal avait de bonnes raisons d'ailleurs pour aimer à discuter tout haut ses propres idées, surtout devant un auditoire respectueux et soumis. La fermeté incisive de son bon sens, la sérénité lumineuse de son jugement, la sûreté de son coup d'œil et la merveilleuse simplicité des aperçus par lesquels il s'ouvrait au cœur des questions des jours inattendus pour les présenter en deux mots pittoresques réduites à leurs points essentiels, ces qualités, si nettes et si limpides chez lui lorsque aucune passion ne les venait troubler, lui donnaient au plus haut point la puissance de subjuguer les esprits et d'y imprimer ses pensées. Aussi a-t-il fait école en Algérie. Personne au reste avant lui n'avait compris cette guerre. Il aimait à l'expliquer, même devant les simples soldats, et il n'en laissait guère échapper l'occasion. Les troupiers lui portaient une affection respectueuse et pourtant familière. Rien n'était plus mérité. Nul capitaine, et c'est là la marque du véritable homme de

guerre, n'a poussé plus loin la sollicitude pour ses troupes, l'art de leur ménager les marches et les repos, de choisir leurs haltes et le soin d'assurer leur subsistance. Il y mettait même une sorte d'ostentation qui semblait dépasser la mesure nécessaire; mais chez un chef cet excès peut bien n'en être pas un, et il ne faut pas se hâter de l'attribuer à un zèle bruyant ou à une affectation de vaine popularité. Ce qu'il fait au-delà du besoin de la chose même, il le fait pour l'exemple et pour prévenir le relâchement chez les subordonnés. On raconte qu'un soir, au bivouac, il faisait déballer et ouvrir devant lui les caisses de biscuit, les visitant une à une, ni plus ni moins qu'un capitaine de compagnie. Le duc de Nemours, qui avait été envoyé en détachement, rejoint en ce moment la colonne et s'approche du maréchal pour lui rendre compte de sa mission. Ce dernier n'interrompt point son inspection minutieuse, et le prince lui rappelant qu'il avait un compte à lui rendre : « Eh! mon cher, s'écrie le maréchal, nous verrons cela tout à l'heure; vous voyez bien que je suis occupé. »

Avec ce système, le maréchal demandait beaucoup à ses soldats et en obtenait beaucoup. Ses colonnes ont passé des saisons entières en campagne sans rentrer dans leurs garnisons. Il leur faisait faire souvent jusqu'à quinze lieues par jour et davantage sans les excéder ni les rebuter. Un autre maréchal, son devancier, avait trouvé le moyen d'exterminer les siennes en les maintenant vingt heures sous les armes sans avancer de plus d'une lieue.

Les prodiges que le maréchal Bugeaud avait obtenus de ses soldats le conduisirent à une idée fausse dans la forme absolue qu'il lui donna, et fâcheuse par les applications qu'il fut entraîné à en faire. Cette idée est qu'une armée porte en elle tous les élémens d'une société, et qu'elle peut se suffire à elle-même. Ce qui est vrai dans cette pensée, c'est qu'une armée contient en effet des hommes provenant de toutes les professions ou industries, et que, dans des cas de nécessité exceptionnelle, elle peut transitoirement, à l'aide de ces hommes, pourvoir à quelques-uns de ses besoins les plus pressés, sans le secours des populations civiles. De là à être le type complet d'une société il y a loin. Ce qui le prouve, c'est que les sociétés se sont constituées uniformément en deux groupes : l'un militaire, chargé exclusivement de protéger et de défendre; l'autre civil, chargé de tout le travail nécessaire à la subsistance ou à l'aisance commune. Si l'armée était un type complet de société, les sociétés se seraient naturellement constituées en armées, puisque après tout l'état de défense était pour elles une nécessité de premier ordre et permanente. Le point de perfection de cette idée, qui a été essayée en effet, n'a point dépassé l'organisation des gardes nationales; mais ce n'est point là ce que le maréchal entendait par une armée. Il ne voulait point, comme certains rêveurs de 1789, que le tout absorbât la partie, il voulait que la partie contînt le tout. De là ce régime militaire imposé partout aux villes naissantes, non comme provisoire et inévitable en attendant mieux, mais comme excellent en soi; de là ces magistratures civiles confiées à des officiers devenus maires et juges de paix; de là ce plan de colonisation par villages composés de militaires non encore libérés du service, conservant leur organisation, leurs chefs, ne possédant rien individuellement que leur solde, et allant à la manœuvre de la charrue comme à l'école de bataillon, sur le commandement

du lieutenant ou du capitaine; de là enfin ces mariages par voie de recrutement pratiqué sur les orphelines des hospices de la mère-patrie. La critique a enchéri sans doute sur les circonstances de ces mariages; mais il faut convenir aussi que le fonds était riche et prêtait.

Un pareil système, conçu de cette façon absolue et appliqué en tout avec cette rigueur de discipline, allait tout droit à mettre partout les forces propres de l'organisme militaire aux prises avec la force des choses. Dire comment cette erreur du maréchal Bugeaud a pu servir la colonisation et comment elle lui a nui, comment elle l'a arrêtée pour longtemps peut-être; montrer les bonnes intentions ou les bienfaits de l'homme et les vices du système, c'est ce que feront suffisamment, sans même que nous le cherchions, les récits, les épisodes, les tableaux de colonisation africaine qui vont passer sous nos yeux. La soumission de la Kabylie, formellement décidée et entreprise, a ravivé en nous le souvenir de l'homme fort qui l'avait conçue, commencée, et à qui l'on ne permit pas de l'achever. Or, avec l'idée du maréchal Bugeaud, dont la pensée et l'œuvre militaire achèvent de s'accomplir en ce moment et trouveront assez d'historiens, nous avons senti revivre aussi dans notre mémoire cette autre partie de l'œuvre qu'il avait également commencée, et qui n'a pas encore été racontée. Peut-être cette tâche revient-elle naturellement à un homme qui, sans être colon lui-même, a pendant près de trois ans partagé la vie du colon, suivi ses travaux, étudié ses besoins, couché sous son toit, constaté ses maux, éprouvé ses fatigues, aspiré le venin de ses terres et failli deux fois succomber aux atteintes de ses plus redoutables maladies : toutes choses par lesquelles sa pensée s'est liée à ce pays de toutes les forces d'une affection grandie peut-être au prisme des souvenirs.

I.

Avant le maréchal Bugeaud, la colonisation ne consistait guère qu'en *villages-étapes*, bâtis autour des camps ou des postes militaires que l'on avait établis le long des routes pour protéger les communications entre le chef-lieu et les quelques villes de l'intérieur où nous tenions garnison. Quelques-uns de ces camps avaient aussi pour objet de couvrir les avenues d'Alger ou de garder les débouchés de l'Atlas dans la plaine. La population civile qu'on y attira par des concessions de terres et de matériaux de construction y vécut d'abord des petits commerces qu'entretenait la présence ou le passage continuel des troupes, et de l'entreprise des transports qu'elle effectuait pour le compte de l'administration militaire avec des bestiaux qui, le plus souvent, lui avaient été donnés par cette même administration. Ainsi se sont formés, dès les premières années de l'occupation, les villages de Vieux-Kouba, de Bir-Khadem, de Deli-Ibrahim, de Douéra, de Boufarik et du Fondouk. Aux portes d'Alger, les villages de Mustapha, Hussein-Dey, Birmandreis, El-Biar, Saint-Eugène, s'étaient formés en partie sous l'influence des mêmes causes, en partie par l'agglomération des maraîchers qui approvisionnaient chaque matin les marchés de la ville, ou par la multiplication des maisons de campagne provenant des Maures ou bâties par les premiers spéculateurs. La spéculation avait bien aussi acheté toutes les terres que les Maures avaient voulu vendre dans

le Sahel ou dans la plaine, et les Maures, persuadés que les chrétiens seraient promptement rejetés au-delà des mers, poussaient de leur mieux à la spéculation en vendant à vil prix tout ce qu'ils possédaient et ce qu'ils ne possédaient pas, souvent même ce qui n'existait pas. Beaucoup d'Européens se trouvèrent ainsi avoir dans la plaine des fermes qu'ils n'avaient pas vues, qu'ils ne devaient pas voir de longtemps, et dont les plus heureusement situées étaient celles qu'on pouvait aller reconnaître sous la protection d'un escadron. Ces fermes sont celles qui plus tard furent ravagées à deux reprises par Abd-el-Kader, qui en brûla ce qu'il put. Voilà à quoi, pendant dix ou douze ans, se réduisait ce que l'on appelait déjà néanmoins la *colonisation en Algérie*.

De 1842 à 1846, tout changea de face. Il est à remarquer que cette période est précisément celle du soulèvement général de l'Algérie et de la guerre acharnée engagée par Abd-el-Kader, puis rallumée par le célèbre aventurier connu sous le nom de Bou-Maza. Ce fut dans cet intervalle de luttes si actives que le maréchal Bugeaud, presque toujours en campagne, voulut fonder la colonisation, appela des colons de France, leur distribua ce sol pour lequel on se battait encore, leur bâtit des maisons, leur perça des routes, et fit plus en effet en trois années de guerre générale qu'il n'a été fait depuis lui en six ans de paix.

En 1846, la colonie commençait à prendre de la force et à se sentir assurée de l'avenir. On entrait dans une phase nouvelle, et le gouvernement lui-même le sentait. Il fit quelques réformes administratives, multiplia les *directions*, ce qui était affaiblir l'administration civile plutôt que la renforcer. Les colons, de leur côté, publiaient force brochures, et accréditaient des délégués auprès du gouvernement : ils réclamaient un système de garanties et d'institutions civiles. Tout ce bruit et les péripéties de la lutte non encore abandonnée par Abd-el-Kader attiraient fortement l'attention sur l'Algérie. Vers la fin d'octobre 1846, quatre membres de la chambre des députés arrivaient à Alger, mus par le désir d'étudier sur place les problèmes que donnaient à résoudre le fait accompli de la conquête et le fait ébauché de la colonisation. Une curiosité de même nature, mais concentrée sur un objet spécial, m'y avait fait arriver trois jours avant eux. Deux de ces députés m'étaient connus, l'un par des liaisons d'enfance que j'avais eues dans sa famille, l'autre par des relations de monde et de littérature. Ce dernier, M. de T..., voulut bien m'exprimer le plaisir que lui faisait éprouver la surprise d'une semblable rencontre hors d'Europe et dans ce vieux nid de pirates. — Malheureusement, ajouta-t-il, il faudra tout aussitôt nous quitter. Le maréchal veut nous faire voir l'intérieur du pays. J'aurais eu beaucoup de choses à voir auparavant; mais le jour du départ est fixé, les ordres donnés sur tout le trajet d'Alger à Oran. C'est un bien curieux voyage, n'est-ce pas, et une occasion unique de le faire? Mais j'y pense, puisque vous êtes venu dans ce pays pour y faire des études, peut-être vous serait-il agréable d'y ajouter aussi ce complément. Si la proposition vous plaît, je demanderai l'agrément du maréchal ainsi que l'autorisation de vous présenter.

J'acceptai avec d'autant plus de reconnaissance, que la proposition était des plus séduisantes, et que j'avais déjà une commission à remplir près du maréchal au nom d'un général qu'il aimait beaucoup et qui m'honorait d'une

affection presque paternelle, le brave général Négrier. Au jour dit, trois voitures nous emportèrent jusqu'à Blida. Nous ne nous arrêtâmes pas aux villages qui se trouvaient sur la route. Le but du maréchal, dans ce voyage, était de faire ressortir les avantages que son système d'administration et de colonisation militaires avait sur toute espèce d'institutions civiles. Or nous ne devions rencontrer l'administration que dans les territoires dits militaires, et la colonisation qu'au village de Beni-Mered, entre Boufarik et Blida. Jusqu'à Beni-Mered, nous ne mîmes donc pied à terre qu'à Boufarik pour jeter un coup d'œil sur les chevaux du haras pendant qu'on relayait. Boufarik méritait bien cependant d'être visité pour lui-même. Ce charmant village, conquis sur l'infection et sur la mort, n'a été longtemps qu'un champ d'hécatombes humaines. Situé, comme son nom semble l'indiquer (1), dans l'axe même de la plaine, c'est-à-dire au point où elle se sépare en deux plans inclinés, dont l'un remonte vers le pied de l'Atlas, et l'autre vers les collines du Sahel, Boufarik est le rendez-vous de toutes les eaux qui viennent de l'un ou de l'autre côté par écoulement ou par infiltration. Ces eaux, avant qu'on leur eût percé des canaux, détrempaient le terrain, croupissaient et pourrissaient sur un sol éternellement fangeux. La position de Boufarik faisait de ce point néanmoins un lieu d'étape et la clé des communications de Blida avec le Sahel. Malgré toutes les conditions qu'il réunissait pour être un lieu extrêmement malsain, il se peupla lorsqu'on y eut établi un camp, et aujourd'hui ce village, sans égal dans l'Algérie, tout rempli de frais ombrages et d'eaux murmurantes, percé de larges rues qui, sous leurs dais de verdure, sembleraient être plutôt les allées d'un parc, est comme le miracle d'une transformation féerique et le plus encourageant exemple de ce que la puissance de l'homme peut arracher à cette nature d'Afrique si féconde et si revêche.

La fondation du village de Boufarik remonte à 1836 ou 1837. La date précise est déjà recouverte d'un voile difficile à percer. La population primitive a disparu tout entière. Les gens qui habitent aujourd'hui le pays ne peuvent donner de renseignemens positifs ou en donnent de contradictoires. Les cartons du commissariat civil ne contiennent aucun document administratif antérieur à 1840. L'autorité militaire qui commandait le camp ne s'occupait du village que pour y maintenir la police; elle donnait ou retirait arbitrairement les lots de terres ou de maisons sans garder trace de ce qu'elle avait fait. Les colons recevaient leurs concessions comme un soldat reçoit un billet de logement; ils les gardaient ou les quittaient sans que personne s'occupât d'eux. Les garnisons du camp se succédaient à chaque instant, et les chefs aussi. Point de traditions, point de registres, pas même pour l'état civil. Ce fut encore le maréchal Bugeaud qui songea à tirer Boufarik de ce chaos, en y plaçant, sous l'autorité trop mobile des chefs militaires du camp, une autorité civile permanente. Tout alors se fixa et commença à prendre une forme régulière. Le territoire, partagé en cent soixante concessions, fut distribué authentiquement entre autant de familles qui reçurent des titres de posses-

(1) *Bou-Farik*, le diviseur, le sépareur; mais, après tout, il se peut que ce nom, pris dans un sens purement mystique, ait été celui d'un vénérable marabout qui l'aura transmis au lieu qu'il avait habité.

sion. Il y eut des registres ouverts pour les mutations, registres difficiles à tenir d'ailleurs, car cette première génération de colons se composait surtout de chercheurs d'aventures plus nomades encore que les Arabes. Rien ne les pouvait fixer, pas même ce droit de propriété par lequel on avait espéré les allécher. Que leur importait une propriété nue, qui ne leur avait rien coûté à acquérir, et qui leur aurait coûté beaucoup de temps et de peine à convertir en chose utile à son maître? C'était pour eux comme un pis-aller dont ils se croyaient assez sûrs de pouvoir toujours retrouver l'équivalent quelque part. La mort ou l'épouvante achevait d'ailleurs d'enlever ou de disperser ceux qui auraient eu des intentions plus casanières. En sept ou huit ans, le personnel des concessions a été renouvelé au moins trois ou quatre fois. Quelques-uns de ceux que la terreur avait chassés au temps des grandes mortalités ont reparu plus tard, et ont pu redevenir concessionnaires à titre nouveau.

Les magnifiques plantations qui entourent ou sillonnent Boufarik datent de l'établissement du commissariat civil; elles ont coûté cher, ainsi que les premiers travaux de défrichement ou de desséchement. C'est alors qu'on a vu les populations, déjà maladives, fondre et disparaître comme les neiges de l'Atlas au soleil de juin. Chaque année, la mort emportait plus de victimes qu'elle ne laissait de survivans. En 1843, les choses en vinrent à cet excès que, sur 1,100 âmes de population fixe ou flottante, 800 succombèrent. La population flottante se composait d'ouvriers à gages employés aux travaux de construction, de culture ou de desséchement. On remarqua que le fléau sévit surtout contre cette classe, et on l'attribua soit à des habitudes de vie moins réglée, soit à l'usage assez général de coucher en plein air, à ciel ouvert ou sous un simple écran de roseaux étalés sur quelques bâtons. Boufarik devint la terreur de ceux qui avaient seulement à le traverser. On n'y passait que le cœur serré, comme sur un champ de carnage. Le camp fut évacué, et l'on ne prononçait plus le nom de ce lieu sinistre que pour y ajouter l'idée de nécropole. Des couches nouvelles de colons survenaient néanmoins pour remplacer les couches enfouies, et grâce à leur constance, ce lieu maudit est aujourd'hui un délicieux jardin. Les plantations multipliées à profusion, les canaux et rigoles de desséchement, les cultures continuées pendant plusieurs années, ont fait évanouir toutes les causes d'insalubrité, et la mortalité n'y est pas plus grande désormais qu'en France.

Le territoire de Boufarik est trop resserré pour sa population. Chaque concession avait été divisée en trois lots, dont un de ville et deux de campagne, ces derniers de quatre hectares chacun. Il y a 292 lots de ville, et le reste du territoire n'a pu fournir qu'à 160 concessions de huit hectares chacune, en deux lots séparés. Quelques colons à peine ont reçu les deux lots de terre qu'on leur avait promis. La plupart n'en ont qu'un, un plus grand nombre encore n'a que le lot de ville, et pourtant, parmi ces derniers, beaucoup étaient des agriculteurs, non des ouvriers d'art ou des commerçans, et ils n'ont dépensé leurs ressources à bâtir sur leur lot de ville que dans l'attente des terres qu'on s'était engagé à leur livrer. Il eût été facile d'arrondir le territoire de Boufarik et de satisfaire aux engagemens pris en distribuant aux colons la terre de Sidi-Abed, qui aujourd'hui a reçu une autre destination. On ne saurait blâmer le gouvernement de la sollicitude qu'il a montrée pour

l'établissement d'orphelins dirigé par le père Brumauld; mais il est à regretter qu'on n'ait pas cherché à récompenser les éminens services rendus par le révérend père et à le mettre à même d'en rendre de plus grands encore, sans nuire aux intérêts d'une population qui, elle aussi, a bien mérité, et sans manquer à des engagemens sur la foi desquels elle avait travaillé jusqu'ici. La superficie totale du territoire de Boufarik, ville et campagne, est de 1,409 hectares. L'adjonction de Sidi-Abed y en eût ajouté 500.

De Boufarik à Beni-Mered, il y a deux petites lieues. C'était là que nous devions rencontrer le système de colonisation du maréchal, celui que ses brochures et ses discours essayaient de faire prévaloir devant les chambres et devant le pays. Il faut dire à son honneur que si, sur ce chapitre, il était absolu et tranchant dans ses idées, il était on ne peut plus tolérant dans la pratique. Pour ce qui touchait aux systèmes de colonisation, il semblait, comme gouverneur général, n'en avoir épousé aucun. Il avait ouvert la lice à tout le monde, et ne s'était réservé que le droit de concourir. Ainsi, outre les systèmes du général Bedeau et surtout du général Lamoricière, qui s'était fait chef d'école dans sa province, il y avait dans la province même d'Alger, et sous les regards immédiats du maréchal, le système du comte Eugène Guyot, directeur de l'intérieur et de la colonisation. Ce système, qui a produit la grande majorité des villages, consistait à admettre les colons riches ou pauvres, à leur livrer sur place, pour une somme de 6 à 800 francs ou souvent à titre gratuit, les matériaux de construction d'une maison que chacun élevait à sa guise sur le lot qui lui était concédé. On leur prêtait en outre, autant qu'on le pouvait, des bœufs pris dans les parcs de l'administration militaire, des moutons de même origine, dont la laine et le croît restaient au colon, tenu seulement de représenter, lorsqu'il en était requis, un même nombre de têtes et un poids de viande sur pied égal à celui que les parcs lui avaient fourni. Diverses subventions en nature pour les semailles ou pour la subsistance du colon et quelques défrichemens opérés par l'administration complétaient les moyens d'assistance que le gouvernement mettait à la disposition du colon. Tous ces villages étaient protégés par un fossé d'enceinte et son revêtement, qui leur permettaient de se défendre contre une brusque irruption d'Arabes.

Un autre système était celui du colonel Marengo, qui livrait la maison bâtie et un certain nombre d'hectares défrichés. Ce nouveau mode s'adressait à des colons présumés plus riches. Ils trouvaient, en arrivant, le village tout construit et n'avaient qu'à s'installer, en payant 1,500 francs ou 3,000 francs, selon qu'ils prenaient une maison par moitié ou en entier. Toutes les maisons, bâties uniformément sur un égal espace de terrain, étaient en effet doubles, c'est-à-dire disposées de manière à pouvoir contenir deux ménages. Les maisons étaient rigoureusement alignées et espacées. L'intervalle qui les séparait devait servir de jardin, et chaque jardin se trouvait, comme la maison, coupé en deux parties égales, suivant l'axe qui partageait la façade. Cette uniformité géométrique rappelait peut-être un peu trop les habitudes militaires et donnait aux villages un aspect où manquait l'expression de la vie et de la spontanéité. Il y en eut trois bâtis sur ces données : Saint-Ferdinand, Sainte-Amélie, et, sur le trajet de l'un à l'autre, un hameau nommé le Mara-

bout d'Aumale. On réussit peu à remplir la partie du programme qui consistait à recruter des colons d'une catégorie un peu aisée. Quelques-uns payèrent en effet leur maison ou leur moitié de maison; ce fut le très petit nombre : tout le reste donna quelque à-compte et demanda du temps. La plupart ont sans doute renoncé aujourd'hui à achever le paiement, et le gouvernement à le recouvrer. Ils ont d'ailleurs reçu les mêmes secours que les colons du premier système. Le plan du colonel Marengo reposait tout entier sur une idée d'économie : il s'agissait de créer une colonisation qui, pouvant voler de ses propres ailes, ne coûtât rien à l'état. Les élémens ont manqué, et d'ailleurs, dans la population agricole jouissant d'une petite aisance, il eût été difficile de trouver assez de familles disposées à se *coupler* deux par deux dans ces incommodes petites maisons à deux compartimens symétriques. Trop de choses y étaient forcément en commun pour ne pas froisser les instincts de gens qui ont au plus haut point le goût et déjà quelque habitude de la propriété. Comme dernier expédient d'économie, le colonel Marengo avait supprimé dans ses villages le fossé et le revêtement d'enceinte. Il avait remplacé ce moyen de défense par des meurtrières percées dans les quatre faces des maisons, ce qui leur permettait de se défendre mutuellement en balayant, par une fusillade nourrie, la rue ou les jardins envahis : moyen très simple, auquel on aurait pu songer plus tôt, car il était suffisamment efficace contre des agresseurs arabes.

Il y eut aussi des entrepreneurs de pêche qui proposèrent de fonder des villages à la fois agricoles et maritimes, moyennant des concessions qui leur furent accordées, à Aïn-Benian, à Sidi-Ferruch et à Notre-Dame de Fouka. Les villages furent bâtis, si l'on peut appeler villages deux files de baraques blanches, composées d'une seule chambre, dans lesquelles j'ai vu pousser le palmier nain. A Sidi-Ferruch, on pêcha en effet, et la pêche put se soutenir pendant quelques années, grâce à l'énergie d'un homme doué d'un rare courage; mais on ne cultiva guère, et la pêche elle-même finit par succomber. A Aïn-Benian et à Notre-Dame de Fouka, il n'y eut ni pêche ni culture, et les vents et la pluie ou même les palmiers nains auraient fini par jeter à terre les baraques d'Aïn-Benian, si des charbonniers n'étaient venus en dernier lieu s'y installer pour exploiter les broussailles des environs.

Le maréchal ouvrait donc le champ libre à tous ces systèmes. Tout en parlant avec un sourire des *colons gants-jaunes* du système Lamoricière, il admit aussi les grandes concessions pour les colons à capitaux; toutefois son idée à lui, sa conviction profonde était que l'élément de colonisation le plus sérieux, le plus à portée, le plus facile à recruter, était dans l'armée. Il y avait beaucoup de vrai au fond de cette idée. L'armée fournissait en abondance des hommes jeunes encore, rompus aux fatigues, acclimatés, ayant pris goût au pays et élevés dans les travaux des champs; mais ces soldats ne sont généralement soldats que parce qu'ils n'ont pu trouver dans leur famille les 600 fr. nécessaires pour se faire assurer à la caisse des remplacemens : où prendraient-ils de quoi pourvoir aux premières et aux plus immédiates nécessités de leur installation dans la vie de colons? Là était le problème que le maréchal avait à résoudre. Il voulait à la fois récompenser l'armée, assurer à la colonisation un élément vivace, fort, et pour ainsi dire intarissable, enfin ménager autant

que possible les deniers de l'état. Il imagina pour cela de prendre dans l'armée d'Afrique des hommes ayant encore trois ans de service à faire, et par conséquent à la charge de l'état pendant ces trois années. Il les triait de manière à ce que les hommes d'un même village fussent un détachement du même régiment, conservant son numéro, ses chefs, l'esprit et les habitudes du corps, en un mot tout ce qui devait maintenir les hommes sous l'empire de leurs devoirs comme partie active de l'armée. L'emploi de leur temps seul était changé. Ce détachement formé, on lui assignait pour cantonnement le territoire du village qu'il avait à bâtir. Les magasins de l'état lui fournissaient les matériaux qu'il ne trouvait pas sur place, ou qu'il ne pouvait pas fabriquer lui-même. Ses petits ustensiles de soldat devenaient le premier mobilier de sa maison, que l'on complétait par une table et quelques chaises. Quant à son couchage, il y avait droit comme soldat, et les magasins de l'état le lui fournissaient encore. Le génie militaire lui construisait ses instrumens de labourage, et les parcs de l'intendance pourvoyaient au cheptel. Instrumens, bestiaux, terres, produits, tout était possédé en commun jusqu'à l'expiration des trois années. A ce terme, on liquidait la communauté; l'actif et le passif étaient répartis par portions égales sur la tête de chaque homme. L'état prélevait le remboursement de toutes ses avances, et chacun restait pour sa quote-part maître du surplus. Le soldat était redevenu citoyen et se trouvait propriétaire. Le sort lui désignait son lot.

On voit dans ce court exposé comment, en partant d'une idée juste, le maréchal a été conduit, par les difficultés d'application, à des combinaisons où l'utopie fait invasion par plus d'un côté. Trois villages furent formés sous l'empire de ce régime : Beni-Mered, dans la plaine; Maëlma, sur les dernières crêtes du Sahel et non loin du Mazafran; Aïn-Fouka, de l'autre côté du Mazafran, entre la mer et Koléah. De ces trois villages, le mieux situé et le plus prospère était Beni-Mered; aussi était-il le seul que le maréchal citât, le seul qu'il donnât comme le type réalisé de sa pensée, celui dont il se montrait réellement fier. Et pourtant ce fils aîné de ses affections, ce fruit accompli de ses théories n'était qu'une protestation vivante contre ces mêmes théories. L'histoire de Beni-Mered avait mis en relief ce qu'il y avait de faux et de forcé dans la condition de ces hommes, qui étaient encore soldats par leur solde, mais qui ne l'étaient réellement plus par leur position; ce qu'il y avait d'inconséquent surtout à appeler des gens à la propriété, à les mettre dans des conditions qui stimulaient sans cesse en eux cet instinct, pour les faire débuter par un long stage dans le régime de la communauté. Ces inconvéniens ne tardèrent pas à se manifester. A mesure que l'objet même de la propriété se formait et prenait du corps et de la valeur par le travail des soldats, les traditions de la caserne s'éteignaient, l'esprit militaire s'effaçait, pour faire place aux instincts de propriété, qui s'éveillaient d'autant plus que s'approchait davantage le moment où l'on pourrait mettre la main sur ces richesses que l'on créait chaque jour sans avoir le droit d'y toucher. — Ah! si j'avais ma part! de l'argent je ferais ceci, des terres cela, je mettrais à profit telle occasion qui ne se représentera plus, et je doublerais aujourd'hui mon avoir! — Un concert de malédictions s'élevait chaque jour contre cet odieux régime de communauté. Elles arrivèrent jusqu'au maréchal, qui se refusait

à les comprendre. Ce régime de communauté et la force d'unité qui résultait du maintien de l'organisation militaire étaient à ses yeux ce qui faisait le mérite du système au point de vue de l'intérêt des colons. Conçu dans le for de la bienveillance profonde et vraiment paternelle qu'il portait à ses soldats, ce système ne lui paraissait pouvoir être que souverainement bienfaisant. Les plaintes cependant s'accumulèrent tellement, le dégoût et le découragement les suivirent de si près, que le maréchal crut devoir intervenir lui-même. Il passa à Beni-Mered, rassembla les colons et leur dit :

— Eh bien! vous voulez donc la dissolution de la communauté?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Et pourquoi la voulez-vous?

Il se mit alors à écouter leurs griefs, leur prêtant l'oreille avec ce calme patient et ce regard à la fois attentif et préoccupé de sa propre pensée qui produisait des jeux de physionomie curieux à observer dans une nature si impérieuse et si impétueuse. Après avoir tout entendu et tout réfuté en passant, il s'anima en reprenant une fois de plus la thèse des avantages inhérens au régime provisoire de la communauté : l'économie qui en résultait pour eux, le petit capital que cela leur amassait insensiblement pour le jour de la liquidation, et qu'ils dissiperaient sans même s'en apercevoir, s'ils le percevaient goutte à goutte; le besoin qu'ils avaient de s'unir en faisceau pour vaincre les premières difficultés de leur installation sur une terre nue; le peu de titres qu'ils auraient à l'appui d'un gouvernement dont ils auraient secoué la tutelle et méconnu les avis. Puis, après tous ces développemens, il revint à sa question :

— Vous m'avez bien entendu? Vous avez réfléchi?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Voulez-vous toujours la liquidation de la communauté?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Allez! vous êtes des ingrats! Pour vous punir, je vous la donne.

La communauté n'avait cependant guère plus que six mois de durée normale, et elle avait encore beaucoup de choses à faire, car elle n'avait même pas achevé de bâtir toutes les maisons; mais l'impatience était à son comble. Quelques jours plus tard, en effet, la dissolution fut effectuée par l'intendance en présence du conseil d'administration de la compagnie. Chaque soldat reçut quatre hectares défrichés, une maison ou 800 francs de matériaux, deux têtes de gros bétail et dix de bêtes à laine. La communauté avait reçu pour 7,000 francs de bestiaux; au moment du partage, elle en possédait pour 17,976 francs, et l'on en avait déjà antérieurement vendu pour une dizaine de mille francs qui avaient été le premier noyau du fonds commun. On vendit pour le partage, et à l'enchère, les instrumens aratoires, dont le produit fut également versé à la masse commune. Le décompte fait, chaque soldat eut à percevoir pour sa part 436 francs 55 centimes. L'intendance avait prélevé 2,350 francs pour le remboursement des effets de couchage, 845 francs pour les instrumens aratoires, et repris en nature les bestiaux qu'elle avait fournis. L'état semblait donc ne rester grevé d'aucune dépense extraordinaire, et là était le côté spécieux de cette combinaison économique; mais en réalité l'état avait eu à sa charge, sous le titre de soldats, pendant deux ans

et demi, soixante-sept concessionnaires qui, soldats de nom seulement, travaillaient pour eux et non pour lui. En outre, une somme d'environ 200,000 francs est réellement restée à la charge du trésor soit pour la construction de dix maisons, d'un fossé et d'un bout de mur d'enceinte qui furent mis en état par le génie militaire avant l'arrivée des colons, soit pour d'autres dépenses et faux frais. Malgré la magie des apparences, l'avantage de l'économie pour l'état se réduit donc dans ce système aux mêmes proportions que les avantages de la communauté pour les colons.

Le maréchal n'en conservait pas moins toute sa verdeur d'illusions deux ans après cette épreuve concluante. Aussi le cortége mit-il pied à terre en arrivant à Beni-Mered. Ce village, d'un aspect moins riant et moins frais que Boufarik, s'annonce bien néanmoins, et pouvait à beaucoup de titres justifier l'orgueil de son fondateur. A l'intérieur, tout respire l'aisance; les colons ont grandement fait prospérer leurs affaires depuis qu'on leur en a laissé le soin. A l'époque de cette visite, il y avait dans le village, et appartenant à divers colons, 49 chariots, environ 70 paires de bœufs, une vingtaine de chevaux et mulets, 300 moutons ou chèvres, 2,000 porcs, etc. Tout concourait à produire cette prospérité, terres magnifiques, eaux abondantes, route fréquentée, et enfin l'avantage inappréciable, dont avaient joui les colons pendant trois années, de n'avoir pas à prélever leur subsistance sur les produits de leur travail, et d'avoir toujours sous la main ce qui leur était nécessaire pour produire.

La colonne élevée à la mémoire de Blandan et de ses compagnons, dans l'axe même de la route droite qui va de Boufarik à Blida, donne de loin au village de Beni-Mered un certain aspect monumental. Un vaste bassin de fontaine entoure le pied de la colonne taillée en forme d'obélisque et revêtue d'une inscription qui en rappelle l'objet. Les maisons sont là aussi des maisons d'uniforme et à deux compartimens, ayant chacun son entrée dans une salle basse. Cette uniformité n'a rien d'égayant; elle est seulement rompue par les maisons de 26 colons civils qui ont été ajoutés en 1844 aux 67 colons militaires, et qui ont bâti comme ils l'ont voulu dans un coin séparé. Le maréchal montra tout en détail à ses hôtes, leur expliqua le mécanisme de son système, glissa un mot sur l'aveuglement des colons qui l'avaient méconnu, et sembla en appeler aux colons futurs, mieux éclairés par l'expérience.

A Blida, où nous devions coucher, nous laissâmes nos voitures pour ne plus les reprendre. Nous quittions le territoire civil pour entrer dans ce qu'on appelait le territoire mixte, mais qui était déjà le véritable pays arabe, pays sans routes, sans villages, sans ponts. Nous allions longer le territoire de ces fameux Hadjoutes, autrefois la terreur d'Alger, aujourd'hui réduits à rien, escalader ce formidable col de Mouzaïa où tant de sang français a coulé dans les premières années. Nous allions, avec une faible escorte, mettre un maréchal de France gouverneur général à la merci de populations frémissantes encore des convulsions qui n'avaient pas alors cessé d'agiter les extrémités reculées du pays. C'était exposer à de rudes tentations les fidélités douteuses. Ce petit grain de danger, presque chimérique d'ailleurs, ne déplaisait évidemment pas au maréchal; il aimait du moins à en voir l'idée lointaine miroiter dans les imaginations et à montrer avec quelle sécurité il pouvait braver les

hasards d'un voyage de cent cinquante lieues à travers les débris d'une insurrection qui achevait à peine de sentir le poids de sa main. Il éprouvait une jouissance contenue, mais visible, à donner la mesure de ses succès et de son ascendant, en jouant négligemment avec la crinière du lion récemment dompté. Nous le pûmes voir surtout à une rencontre que nous fîmes dans le col de Mouzaïa, coupe-gorge gigantesque qui, en tout pays et en tout temps, semblerait un rendez-vous donné par la nature à tous les entrepreneurs de mauvais coups. Les deux seules créatures humaines que nous y aperçûmes furent deux Français qui s'en revenaient à pied, seuls et sans armes, de Médéa à Blida. Le maréchal ordonna qu'on les fît approcher, s'arrêta et les interrogea, comme s'il eût voulu les intimider et les réprimander :

— D'où venez-vous? Où allez-vous?

— Nous venons de Médéa et nous allons à Blida.

— Comment cela? seuls? Et vous ne vous trouvez pas imprudens?

— Non, monsieur le maréchal.

— Vous savez bien cependant que des hommes isolés ne doivent pas s'aventurer ainsi; on vous en répète l'avis sous toutes les formes. Pourquoi n'avez-vous pas attendu un convoi?

— Nous étions pressés, monsieur le maréchal.

— Eh bien! allez donc, et prenez garde qu'il ne vous arrive malheur.

Toute preuve de la sécurité des routes, surtout à cette époque si rapprochée de la guerre, était un triomphe pour le maréchal et une joie d'ailleurs bien légitime. Il avait rendu les tribus responsables des crimes que les coupeurs de routes pourraient commettre sur leur territoire; il leur avait fait établir de loin en loin, le long des chemins, une ligne de postes chargés d'éclairer les environs pendant le jour et d'interdire le passage pendant la nuit aux voyageurs isolés. Les deux hommes que nous venions de rencontrer lui avaient adressé sans le vouloir et sans le savoir la flatterie qui pût le toucher le plus dans le fait même de cette imprudence dont il feignait de les tancer. Quatre députés pourraient donc rendre témoignage à la France du respect que le gouvernement inspirait déjà aux indigènes et de la confiance que les Européens avaient dans sa force. Cet incident fournit à la conversation pendant une partie de la route.

A Médéa, nous entrions en plein gouvernement militaire. L'excellence d'un système d'administration gratuite, de justice gratuite, était encore une thèse du maréchal. Cette thèse était formellement contredite par le vœu des populations, qui ne trouvaient pas qu'un commandant de place armé de tous les pouvoirs, administratif, judiciaire et exécutif, fût le meilleur des maires ou des sous-préfets parce qu'il ne percevait point d'émolumens à ce titre, ni le meilleur des juges parce qu'il jugeait sans frais. Tant de pouvoirs accumulés avaient en effet quelque chose de formidable, même entre les mains de l'homme le plus sage. La moindre erreur administrative du maire pouvait amener un débat devant le juge, qui alors jugeait par un côté dans sa propre cause, et qui tout aussitôt, comme chef de la force publique, se chargeait lui-même de l'exécution de son jugement : les fonctions d'huissier étaient en effet remplies par des gendarmes, et celles de greffier par un sergent. Avec quelle facilité, dans des circonstances pareilles, la justice elle-même de-

vait être prise pour la force mise au service de l'arbitraire! Et quel n'était pas le mérite des officiers qui, dans ce cumul redoutable de fonctions, savaient se défendre de tout arbitraire et de tout mouvement précipité! Ici encore le maréchal tentait la nature humaine et voulait la forcer. Il s'étonnait qu'on réclamât, il s'en irritait même. Il y voyait un esprit d'hostilité contre l'armée, esprit qui n'a jamais existé, je pense, et en Algérie moins qu'ailleurs. A Médéa, il était tout rempli de ces idées. Au dessert, il porta un toast à l'armée. Les développemens qu'il lui donna étaient gros de taquineries et presque de colères. Il parla des services de l'armée comme si quelqu'un les avait contestés. Il vanta sa discipline, sa résignation, son courage, vus avec ingratitude par les uns, avec indifférence par les autres. Il jeta çà et là des rapprochemens malveillans, des allusions aux colons, aux chambres, au gouvernement. Personne ne fut épargné. Avec beaucoup de tact et de finesse, M. de T... sut dans sa réponse éviter tout ce qui eût pu donner à un simple toast le caractère d'une polémique : il reprit l'éloge de l'armée, mais il sépara ce que le maréchal avait confondu, écarta les allusions, et après avoir jeté dans la péroraison quelques traits heureux, qui enlevèrent le maréchal lui-même, il finit en proposant un toast à l'union du civil et de l'armée. Le maréchal, très froncé au commencement de ce petit discours, s'était déridé peu à peu en l'écoutant, et après le toast porté, il dit en s'y associant de bon cœur : « S'il en est ainsi, je n'ai plus rien à dire. » Ces mots révélaient tout, car où le maréchal avait-il pris qu'il *n'en fût pas ainsi?*

II.

A partir de Médéa, nous disions adieu aux régions fréquentées, au rayon d'Alger. Plus d'étapes européennes, plus de camps, plus de villages, plus de villes pour la couchée, si ce n'est à des distances que l'on ne peut franchir en un jour. Nous allions cette fois coucher sous la tente, en pleine broussaille; aussi, quoique notre bivouac fût marqué chez le fidèle Bou-Alem, *bach-agha* du Djendel, deux compagnies d'infanterie furent commandées pour le service du camp. Le maréchal se donna et procura à ses hôtes le plaisir d'en passer la revue. Ces deux magnifiques compagnies de grenadiers et de voltigeurs étaient rayonnantes et ne paraissaient nullement préoccupées de la petite journée de quinze lieues qu'elles allaient avoir à faire par un affreux pays de montagnes. Après la revue, nous allâmes visiter les jardins créés par nos soldats soit pour leur approvisionnement de légumes, soit pour l'agrément des officiers. Dans toutes les garnisons de l'intérieur, l'armée s'est donné de ces jardins, qui souvent sont l'unique ornement de la ville. Il est vrai de dire qu'en Afrique, partout où l'armée a posé le pied, elle y a laissé un bienfait. Ce sont ces mérites très réels qui fournissaient au maréchal un argument pour sa théorie; aussi ne laissait-il échapper aucune occasion de montrer toutes ces créations militaires en témoignage de l'aptitude universelle de l'armée. Nous visitâmes donc aussi la caserne de Médéa et d'autres constructions élevées par les soldats. Le temps nous manqua pour aller visiter un vieil aqueduc, reste d'une construction romaine et qui s'aperçoit de très

loin, Médéa étant située sur un plateau fort élevé. Cette ville, dépeuplée et à demi détruite par Abd-el-Kader, a été à peu près achevée par les Français, qui l'ont reconstruite presque en entier.

Nos courses faites, nous rentrâmes pour le déjeuner. Nous étions au moment de quitter la table, lorsqu'un officier vint demander au maréchal ses ordres au sujet des deux compagnies d'escorte.

— Comment! s'écria le maréchal tout étonné; elles ne sont donc pas encore parties?

— Non, monsieur le maréchal.

— Mais c'est impossible! A quoi songe-t-on? Qu'on les fasse partir tout de suite.

— Monsieur le maréchal, les hommes n'ont pas mangé la soupe, et ils sont en train de la faire.

— En vérité, c'est inexcusable! Quelle heure est-il?

— Il va être dix heures, monsieur le maréchal.

— Dix heures! Ils devraient être maintenant à la halte! Est-ce raisonnable? Allons! qu'on se hâte de leur faire manger la soupe, et qu'ils partent aussitôt après!

Nous montâmes nous-mêmes immédiatement à cheval. Le maréchal ne parlait que de ses soldats, de leur journée de quinze lieues et de la marche forcée qu'ils auraient à faire pour rattraper le temps perdu. Nous n'avions pas marché une heure, qu'à chaque instant il se retournait pour les chercher dans l'espace que nous avions laissé derrière nous; mais rien ne paraissait. La structure montagneuse du pays nous dérobait parfois tout le chemin que nous avions suivi; parfois aussi un point culminant nous le rendait en panorama jusqu'à Médéa, qui déjà n'était plus qu'une petite masse blanche. Sur tous ces points, le maréchal arrêtait la marche et regardait. Nous faisions comme lui, et tous les yeux interrogeaient le vaste contour que nous avions parcouru. Enfin, vers une heure, à un détour du Gontaz, quelqu'un crut apercevoir dans le lointain une petite masse semée de points brillant au soleil : « Les voilà! » On se retourne, on regarde, on se montre mutuellement du doigt le point indiqué, on s'assure que c'est bien en effet de la troupe en marche, on distingue même la teinte rouge des pantalons.

— Enfin! dit le maréchal. Pauvres gens!

Et nous reprenons nous-mêmes notre marche jusqu'à une source où l'on mit un instant pied à terre pour donner aux chevaux le temps de souffler.

Deux heures après, nos fantassins nous avaient rattrapés et passaient devant nous, gais, alertes, et comme tout triomphans de nous laisser en arrière. Ils avaient déjà fait quelque chose comme sept lieues tout d'une traite, et certes il n'y paraissait pas. Les deux capitaines s'approchèrent du maréchal.

— Eh bien! comment vont vos hommes?

— Très bien, monsieur le maréchal.

— Ils ne sont pas trop fatigués?

— Pas le moins du monde, monsieur le maréchal.

— Pauvres gens! Il vous reste encore bien du chemin à faire. Vous allez bientôt leur faire manger la soupe?

— Pas encore, monsieur le maréchal; il n'est que trois heures.

— Il ne leur manque rien?

— Non, monsieur le maréchal.

— C'est bien. Allons, ménagez-les. Ils ont une rude journée à faire. Pauvres gens! En vérité, c'est une extravagance!

Ils disparurent bientôt en avant et se perdirent dans les lointains comme ils avaient fait en arrière. Vers cinq heures, nous débouchâmes dans une espèce de vallon où nous les retrouvâmes tout à coup autour de leurs feux et de leurs marmites déjà vidées pour la plupart. Quelques-uns grignotaient pour dessert et en se promenant le morceau de pain qui leur restait après la viande mangée. L'œil du maréchal entrait en quelque sorte dans tous ces groupes et y saisissait tout au passage avec une satisfaction marquée.

— Eh bien! dit-il encore aux deux officiers, ont-ils bien mangé? sont-ils un peu reposés?

— Oui, monsieur le maréchal.

— Laissez-les reposer encore, leur étape n'est pas finie; mais déjà il se fait tard...

Nous arrivâmes à notre bivouac et au pied de la maison de Bou-Alem un peu avant le déclin du jour. Cette maison, tout récemment bâtie, était la seule que nous dussions rencontrer entre Médéa et Miliana. Jugée d'après nos idées européennes, elle n'indiquait nullement la puissance et le rang du chef qui y réside; mais en pareil lieu, et comparée à la tente de poil de chameau, elle est un Louvre et un Versailles. C'est un parallélogramme composé de trois ailes étroites qui enferment une petite cour dont le quatrième côté est fermé par un mur où se trouve la porte d'entrée. Pas de jardin autour, pas un arbre pour lui donner un peu d'isolement ou d'ombrage; cette petite boite de pierre jetée sur la croupe d'un mamelon, au beau milieu d'une broussaille, semblait n'être qu'un joujou oublié là la veille par quelque enfant. On a beaucoup excité les indigènes et surtout les chefs à se construire des maisons; on leur en a même bâti en assez grand nombre. C'est un intérêt de propriété qu'on a voulu leur créer pour corriger leurs instincts nomades et pour avoir au besoin par où les prendre. Ils ont fait ou se sont laissé faire; mais jusqu'à présent ils ne paraissent guère avoir compris la maison, et ils se bornent à camper sous la pierre, au lieu de camper sous la tente. C'est là, il est vrai, sous une forme inoffensive et douce, attaquer les mœurs d'un peuple dans ce qu'elles ont de plus intime. Il y faut du temps.

Bou-Alem nous fit les honneurs de sa maison comme si elle n'eût pas été une maison musulmane. Toutes les portes en furent ouvertes. Les femmes avaient été sans doute confinées dans une pièce à part ou sous quelque tente; mais le reste nous fut livré ou montré par le maître. Sa chambre à coucher devint notre salle à manger. Le maréchal, un peu fatigué de notre longue traite, s'assit ou s'étendit sur la large estrade matelassée qui servait de lit. Tant qu'on put distinguer à quelque distance, il demandait de moment en moment si l'on voyait paraître nos deux compagnies d'infanterie. Quelque officier de la suite sortait à chaque instant pour s'en assurer. On mit des Arabes en vedette. La nuit était venue, et le maréchal s'impatientait de plus en plus contre la méprise qui avait retardé le départ des deux compagnies. Le chemin, très difficile en plein jour, devenait en effet presque dangereux la nuit. Comme il coupait à angle droit tout le système de contre-forts que

le versant méridional de l'Atlas projette dans la vallée du Chelif, il était profondément sillonné par les ravins qui servent de lit aux torrens que la montagne envoie dans la vallée. Ce sont des montées et des descentes perpétuelles sur des pentes presque à pic, à travers des rocs qui affleurent ou des terres glaises rendues très glissantes lorsqu'elles ont été détrempées par le passage d'un certain nombre d'hommes ou d'animaux dans le lit du ruisseau. Ces circonstances ont au moins pour effet de rendre la marche extrêmement pénible et difficile, surtout pendant la nuit. Le maréchal était sur des charbons ardens

Bientôt nous vîmes arriver la *dhiffa*, c'est-à-dire le kouskous, les gâteaux au miel, toutes les friandises arabes, et une procession de moutons embrochés tout entiers sur de longs pieux qu'une file d'hommes portaient à peu près dans l'attitude du soldat qui a l'arme au bras. Ces moutons avaient l'air de sortir d'un abattoir incendié. Le maréchal mangea peu, et plus la nuit s'avançait, plus son inquiétude et son agitation augmentaient. Enfin on vint lui annoncer l'approche de l'escorte. Peu après, les deux capitaines se présentèrent eux-mêmes. Il les invita à se mettre à table ainsi que les autres officiers des deux compagnies. Il leur renouvela toutes les questions qu'il leur avait faites aux premières rencontres; puis il sortit, et nous le suivîmes, pour aller donner un coup d'œil au bivouac de nos fantassins. Le camp était déjà dessiné et installé, les tentes dressées. Les hommes chantaient ou se nettoyaient, et se livraient à d'autres petits soins de ménage et de toilette.

Ces tentes, inventées en Afrique, n'ont pas trois pieds de haut le long de l'arête qui en marque le sommet. Elles se composent tout uniment du sac de campement qu'on donnait originairement aux hommes pour s'envelopper pendant la nuit. Ce sac, qui ne couvrait que les parties inférieures jusqu'aux épaules, permettait à l'homme d'absorber par la tête et par les voies respiratoires toutes les influences malignes du serein, de la rosée et des autres émanations terrestres. Or ces émanations nocturnes ont été reconnues comme le véhicule le plus énergique de l'infection qui a fait tant de victimes. Un employé de l'administration militaire imagina d'ouvrir ce sac en deux, d'y coudre quelques anneaux ou quelques cordons, et, au moyen d'un long bâton couché sur deux autres plus courts et qui servent de montans, il construisit une tente, ou plutôt une espèce de toit en toile. Dans la pratique, plusieurs hommes s'unissent ensemble pour avoir une tente plus grande et mieux fermée. Les sacs qui ne servent pas à former la tente proprement dite servent de courtines pour en clore les deux extrémités. Quatre hommes couchés en travers reposent ainsi sous un abri aussi parfait que puisse l'avoir un soldat en campagne. Le maréchal ne tarissait pas sur le bienfait de cette invention. Il regrettait de n'en pouvoir nommer l'auteur, dont le nom lui avait échappé; « mais je le ferai rechercher, disait-il: c'est un homme que je dois faire récompenser. » Je ne sais s'il aura eu le loisir de tenir cet engagement qu'il prenait avec lui-même.

Cette invention, des plus simples, est en effet des plus méritoires en ce sens que, remplissant les conditions de la tente, elle n'en a pas les inconvéniens. Cette tente nouvelle est légère et portative. Elle n'augmente pas ce train de bagages, ces *impedimenta*, comme disait le maréchal après les anciens,

qu'une armée doit traîner après elle, — considération très importante dans un pays sans routes, sans ponts, où il fallait néanmoins tout porter avec soi et lutter d'agilité avec un peuple qui a son clocher et sa patrie sur la selle de son cheval. L'effort de génie du maréchal Bugeaud a été surtout d'alléger son armée. Il a rejeté bien loin les gros canons, les gros caissons, tous les gros charrois du maréchal Valée. Il n'avait point de carrés à enfoncer, ni de redoutes à enlever; une simple artillerie de montagne portée à dos de mulets devait suffire pour les grands jours. Avec son extrême bon sens, il a également rejeté le système de quelques généraux de cavalerie qui, à ce même point de vue du besoin d'alléger l'armée, voulaient que la guerre fût une guerre de cavalerie exclusivement, et reléguaient l'infanterie à la garde des places et des magasins. Le maréchal leur démontrait fort bien, d'abord que ce n'était point une guerre de cavalerie seulement, mais ensuite et surtout qu'une cavalerie obligée, comme on l'était presque toujours en Afrique, de porter avec elle son orge et sa paille serait plus lourde que l'infanterie même, parce qu'elle aurait plus d'*impedimenta;* qu'obligée aussi de garder elle-même ses bagages et ses ambulances, elle cesserait de pouvoir agir comme cavalerie, sans devenir apte aux services de l'infanterie. Quant à lui, il se représentait le rôle de l'infanterie dans cette guerre comme celui d'une forteresse mobile qui fait voyager avec elle ses magasins, et qui au besoin peut envoyer une partie de sa garnison faire des sorties sur l'ennemi. Dans ce système, l'infanterie, rendue aussi légère que possible, gardait d'abord le convoi, rendu lui-même très mobile par la substitution des bêtes de somme aux charrois. Du sein de cette forteresse, la cavalerie pouvait à volonté s'élancer, faire des pointes de dix, quinze, vingt lieues même suivant les circonstances, et se faire appuyer au besoin par une partie de l'infanterie qui, laissant le sac au convoi, n'emportait que ses armes et ses cartouches. A l'infanterie revenait d'ailleurs une partie essentielle des opérations de cette guerre, comme de découvrir et de vider les silos, raser les gourbis, quand il y en avait, détruire les oliviers, les figuiers et les autres plantations ou récoltes, toutes choses pour lesquelles le cheval est un compagnon inutile et gênant. Tout cela fait, on retournait au convoi, qui lui-même avait continué sa marche, et l'on se rejoignait à moitié chemin.

Par cette heureuse combinaison de moyens, chaque corps était en tout temps apte à rendre le maximum de services possible. La cavalerie était toujours et tout entière disponible et mobile. L'infanterie n'avait qu'à jeter son sac, qui venait lui-même la retrouver, pour devenir la plus légère des infanteries. Celle d'Afrique en marche était d'ailleurs extraordinairement chargée. Pour avoir le moins de convois et par conséquent le moins de mulets possible à conduire et à garder, on mettait sur le dos des hommes tout ce qu'on y pouvait mettre. Un fantassin portait d'abord son sac à vêtemens, allégé, il est vrai, de tous ceux dont on présumait qu'il pourrait se passer pendant l'expédition, son sac de campement ou tente, et sa couverture de laine, ses rations de vivres pour cinq jours, pain, riz, café, etc., soixante cartouches, les bidons, marmites et autres ustensiles pour la cuisine ou la provision d'eau, quelquefois même le bois nécessaire pour faire la soupe, enfin son fusil d'une main, et de l'autre les longs bâtons qui servent à dresser

la tente. Ces longs bâtons dans les rangs offrent même un spectacle assez étrange à des yeux qui n'ont pu voir de troupes qu'en Europe. Vu de derrière dans cet équipage, le soldat disparaît complétement. On n'aperçoit plus en quelque sorte qu'un ballot qui marche. Aussi les Arabes, assez enclins à dédaigner le fantassin, appelaient le nôtre à l'origine *âskeur djemel* (fantassin-chameau). Quoi qu'il en soit, c'est dans cet attirail que notre infanterie a poursuivi sans la laisser respirer la cavalerie d'Abd-el-Kader, a éreinté, cerné et acculé un ennemi qui semblait avoir des ailes, a exterminé ses tribus nomades, bien plus encore par la fatigue et l'épuisement que par le fer et le feu. Mais on a vu par quels moyens le maréchal était parvenu à faire, quand il le voulait, de cette infanterie si lourdement chargée, une troupe plus légère devant l'ennemi qu'à la parade. C'est de ces objets qu'il nous entretenait en cheminant dans la vallée du Chelif. « J'ai rendu, disait-il, l'armée française bien agile, et je crois avoir presque atteint, sous ce point de vue, le dernier terme où l'on puisse aspirer. Peut-être cependant y a-t-il encore quelque chose à faire... Je ne sais, il se pourrait que de l'infanterie montée, des mulets..... un mulet pourrait porter deux hommes..... » Il n'achevait pas. On voyait qu'il cherchait le moyen de conserver son infanterie fraîche, ou de pouvoir la faire marcher tout en la reposant, lorsqu'elle serait fatiguée; mais cela nécessitait des mulets de main et par conséquent allongeait les convois : voilà pourquoi sans doute ce qu'il laissait percer de ce projet restait à l'état inachevé de monologue avec sa propre pensée. On comprend combien, dans cette préoccupation constante, il devait priser l'invention du garde-magasin qui avait trouvé le moyen de fournir un logement de campagne aux soldats, sans même ajouter un mulet aux convois. « Cette invention, disait-il, a été le salut de l'armée. Elle nous a permis de tenir la campagne pendant des mois entiers sans voir nos colonnes fondre dans les ambulances. Aucun homme n'a rendu un plus grand service à son pays, à l'humanité. »

Du Djendel, nous devions aller coucher à Miliana. Nous n'avions donc plus besoin de notre infanterie pour la garde de notre camp cette seconde nuit. Nos deux compagnies retournèrent à Médéa, non sans mille recommandations du maréchal au commandant du détachement. — Ne vous pressez pas; faites-les bien reposer. Aujourd'hui vous avez le temps. — Nous-mêmes, à l'aube du jour, nous montâmes à cheval après leur avoir fait nos adieux et en jetant un dernier regard sur la maison si dépaysée de Bou-Alem, sur le misérable *douar* qu'elle dominait et sur nos tentes qu'on repliait.

Nous prîmes notre route vers la vallée que nous ne devions plus quitter jusqu'à Orléansville. Nous descendions tranquillement de mamelon en mamelon et d'ondulation en ondulation, à la lueur d'un jour encore incertain, lorsque tout à coup nous nous aperçûmes que nous avions une escorte d'un nouveau genre. Nous avions bien entrevu, dans la pénombre et en avant de nous, deux ou trois groupes de cavaliers bédouins qui semblaient nous servir de guides; mais ces cinq ou six hommes, qui peut-être étaient là comme curieux ou s'en allaient au marché voisin, ne nous avaient nullement donné à soupçonner le régal qui nous attendait. Voilà qu'au premier rayon de soleil, un ouragan de *bernous* se précipite sur nous au grand galop de cent

cinquante chevaux et vient nous décharger ses fusils dans les jambes. C'était le *goum* de Bou-Alem qui nous donnait ou plutôt qui se donnait la *fantasia*. Les Arabes ont pour cet exercice un goût furieux et désordonné, et je crois que leurs chevaux le partagent. Autrement, comment ces pauvres bêtes y tiendraient-elles? Les maîtres ne les ménagent pas, tant s'en faut. Dès la première volte, il n'y avait pas un de ces nobles animaux qui n'eût les flancs ruisselans de sang et la bouche remplie d'une écume ensanglantée. Se mettre au galop pour aller prendre du champ à quelque cent mètres, revenir à toute bride et s'arrêter court sous le nez de nos chevaux aussitôt le coup de fusil tiré, puis recommencer immédiatement, c'est là ce qu'ils firent durant toute la journée, et chaque cheval dut avoir couru au moins ses cinquante ou soixante lieues avant le soir. Le maréchal avait encouragé d'abord ces divertissemens par ses *sahha! sahha!* qui étaient la politesse obligée. Bientôt il en fut étourdi, et il commença à dire : Assez! assez! Mais comment faire entendre cela à des Arabes? Ils redoublaient au contraire, et des ordres formels, transmis régulièrement, ne les continrent qu'à moitié vers la fin du jour.

Tous les officiers de la garnison de Miliana s'étaient réunis en cavalcade pour venir au-devant du maréchal. Le général Levasseur était à leur tête. Ils nous rencontrèrent dans la plaine à deux ou trois lieues environ de Miliana. Bien longtemps avant d'y arriver, nous apercevions cette ville comme un petit point blanc à mi-côte du Zakkar, qui est un terrible pic de l'Atlas. Après une halte faite au camp du Marabout, situé au pied de la montée, nous commençâmes notre ascension en suivant cette fois une véritable route ouverte par nos soldats. Miliana est aujourd'hui une petite ville de construction presque entièrement française. La plupart des rues et des maisons mauresques ont disparu. Située comme elle est, et surplombée par le Zakkar, qui, à partir du mur d'enceinte, s'élève droit en pain de sucre au-dessus de toutes les autres montagnes de cette chaîne, on se demande comment une pluie de printemps ne suffit pas pour faire couler la ville dans la plaine. Au débotté, nous allâmes visiter un magnifique hôpital construit par l'armée et qui vaut à lui seul autant que toute la ville, puis nous revînmes dîner chez le général Levasseur. Malheureusement *les civils* troublèrent la fête. Ils formèrent une députation qui vint présenter au maréchal les hommages de la population et lui faire connaître ses besoins. Parmi ces besoins se trouvait celui d'un commissaire civil pour l'administration municipale et d'un juge de paix pour l'administration de la justice. C'était blesser Achille au talon. Quatre députés étaient là qui entendaient ce vœu officiellement formulé, en dépit de toutes les théories du maréchal, et qui en pouvaient rendre témoignage à la France. Le maréchal accueillit les envoyés à peu près comme il avait reçu les colons de Beni-Mered demandant la dissolution de la communauté, avec cette différence cependant qu'il ne leur accorda pas, en forme de punition, l'objet de leur demande. Il leur exposa sa théorie des avantages d'une administration gratuite et expéditive, d'une justice gratuite et fondée sur le bon sens, sinon sur la connaissance des lois; il leur reprocha leur ingratitude envers les officiers qui se dévouaient à une tâche pénible et étrangère à leur carrière, sans avoir rien à y gagner; puis il les congédia avec assez d'humeur.

Le lendemain de bonne heure nous reprîmes notre course. Nous redescen-

dîmes dans la vallée, non par la route, mais à vol d'oiseau et par une série de mamelons dans les gorges desquels le maréchal nous fit voir le lieu d'une embuscade qu'il avait tendue à 15,000 Kabyles au mois de mai 1842. Il avait masqué le gros de sa colonne par les plis du terrain, envoyant seulement le général Changarnier au-devant des Kabyles pour les agacer et les amener à ses fins. Le général Changarnier, qui avait avec lui le duc de Nemours, avait ordre de ne point tenir contre les Kabyles, mais de feindre une retraite, de manière à les attirer jusqu'à l'entrée d'un ravin tortueux qui allait déboucher dans la plaine. L'infanterie du maréchal, soigneusement cachée, couronnait des deux côtés les hauteurs du ravin; sa cavalerie tout entière était massée au débouché dans la vallée. Les Kabyles, une fois entrés dans cette souricière qui se serait refermée sur eux, eussent été fusillés d'en haut, à droite, à gauche et en arrière, et poussés ainsi jusqu'en bas, où la cavalerie les eût achevés. Pas un n'eût échappé. Le coup manqua, à ce que nous dit le maréchal, parce que le général Changarnier, au lieu d'exécuter strictement ses ordres, voulut à lui tout seul avoir raison des Kabyles, et les chargea avec une vigueur très intempestive. Il en tua une ou deux centaines, mais le reste échappa, et la journée fut manquée; l'insurrection du Dahra conserva le gros noyau de ses forces pour l'avenir. Le maréchal, qui ne les retrouva que trop en 1845, avait encore sur le cœur cette journée du 8 mai 1842. La vue du terrain si admirablement disposé ravivait amèrement ses regrets.

Nous passâmes le Chelif sur un pont en pierre, ouvrage des Turcs, le premier que nous rencontrions, et le seul, à ma connaissance, qu'ils eussent dans la province après celui de l'Arrach, tout près d'Alger, au pied de la Maison-Carrée. Notre bivouac était marqué à l'Oued-Rouina. Un détachement d'infanterie de Miliana nous y avait précédés, et cette fois nous nous gardâmes sévèrement. Nous étions au milieu d'un pays très dur à soumettre et à grand'peine pacifié. En face de nous, de l'autre côté du Chelif, nous avions les montagnes des Braz, indomptable et puissante tribu kabyle; derrière nous, l'énorme pâté montagneux de l'Ouarensenis, si fameux dans cette guerre, et dont les dernières racines venaient, sous forme de collines plus ou moins abruptes, se mirer dans le Chelif. Nos avant-postes furent établis à mi-côte sur ces collines, et pendant une partie de la soirée nous pûmes, à travers les hautes broussailles qui les cachaient, distinguer leurs feux, qu'on eût presque pris pour des étoiles.

Ce fut dans ce pays perdu, au milieu des bois de lentisques, de chênes verts et d'oliviers, que nous fîmes le lendemain une rencontre pareille à celle du col de Mouzaïa : deux ouvriers français qui s'en allaient tout seuls, à pied et sans même un bâton, d'Orléansville à Miliana, petit voyage d'agrément où, pendant deux jours et demi de marche, on n'a pour abri que le ciel, pour protection que le ciel et pour subsistance que ce que l'on emporte, ou des racines et des asperges sauvages! Ce soir-là, nous bivouaquâmes sur l'Oued-Fodda, autre nom fameux dans cette guerre, et qui semblerait viser à un autre genre de célébrité (1). Nous n'étions plus qu'à six ou sept lieues d'Orléansville.

(1) *Oued-Fodda*, rivière ou ruisseau d'argent. Nous n'y vîmes même pas d'eau.

Averti de notre arrivée, le colonel Saint-Arnaud, qui commandait la subdivision, vint au-devant du maréchal au milieu d'un brillant entourage d'officiers. Nous avions déjeuné avant de partir, et il n'y avait guère plus d'une heure que nous avions quitté notre bivouac, lorsque dans cette vaste plaine nous commençâmes à distinguer la petite cavalcade à deux ou trois lieues en avant de nous. C'était faire plaisir au maréchal que de commencer à nous faire les honneurs d'Orléansville par nous montrer le beau jardin et la pépinière que la garnison a créés et entretient à un petit quart de lieue de la ville, du côté de Miliana. Le colonel Saint-Arnaud nous y mena donc d'abord; mais nous savions déjà ce qu'on pouvait attendre en ce sens des soins de l'armée, et combien elle avait été ingénieuse à se procurer les facilités ou les agrémens de la vie. Outre son jardin, Orléansville avait aussi une ferme militaire, une véritable exploitation agricole. Cette ferme est située de l'autre côté du Chelif, qu'on traverse sur un pont de bois *à l'américaine*, construit également par l'armée. Des chevaux de rechange nous attendaient dans la ville, et on ne nous laissa que le temps de passer d'un étrier à l'autre pour nous faire faire cette nouvelle excursion.

Le maréchal cependant était souffrant, et la demande de la députation de Miliana lui avait laissé de l'humeur. Il en avait souvent parlé pendant la route. Au dîner, il y revint. Il ne comprenait rien à cette manie. — Que veulent-ils? Sont-ils fous? Ils ont besoin de nous à chaque instant; ils ne peuvent rien faire sans nous; en tout, pour tout, ils ont recours à nous, et les voilà qui veulent se séparer de nous! Où trouveront-ils dans l'autorité civile les ressources et l'assistance que leur fournit constamment l'autorité militaire? Voyons, colonel Saint-Arnaud, puisque nous en sommes là, dites-nous ce que vous avez fait ici pour la population civile.

Le colonel Saint-Arnaud, dont la modestie était mise en jeu, s'en tira par des saillies qui ne répondaient pas précisément aux intentions du maréchal. Il vanta la superbe organisation qu'il avait donnée à la milice, la rigueur disciplinaire qu'il y maintenait, la beauté vraiment militaire qu'il avait donnée à cec orps, et dont on allait juger à l'instant, si le maréchal en témoignait le désir. — Mais aussi, ajouta-t-il, à la moindre négligence, je les mets dans le silo la tête la première. Voilà ce que j'ai fait pour eux.

On ne pouvait pas tenir à une pareille conclusion, et le maréchal pas plus que les autres, quoiqu'il n'y trouvât pas son compte : il y eut un rire universel; chacun en riant étudiait cependant le rire de son voisin. Un commandant du génie, chef du service dans la subdivision d'Orléansville, rajusta les choses en disant : « Messieurs, le colonel Saint-Arnaud n'a pas voulu se rendre justice à lui-même; mais il m'appartient de dire ce qui a été fait ici par ses ordres en faveur de la colonie. » Il raconta alors comment beaucoup de colons n'avaient pu bâtir leurs maisons qu'à l'aide du travail des soldats et des matériaux militaires, dont l'avance leur était faite par le génie; que les fonds mis par le budget à la disposition du génie pour ses travaux de tout genre avaient souvent servi à venir en aide aux colons, qui, à la vérité, les avaient fidèlement remboursés; qu'à défaut de ces fonds, le colonel Saint-Arnaud les avait souvent assistés de sa bourse, et qu'en ce moment plusieurs étaient encore ses débiteurs; que les transports de marchandises ou de matériaux

appartenant aux colons étaient constamment facilités par les convois du train des équipages militaires, etc. — Eh bien! vous le voyez, dit le maréchal, que gagneront-ils à passer de la tutelle paternelle de l'autorité militaire sous celle de l'autorité civile? Sera-ce l'autorité civile qui leur prêtera ses bras pour bâtir leurs maisons, ou ses équipages pour y faire voyager leurs marchandises? Où prendrait-elle cette abondance et cette variété de ressources que l'organisation de l'armée lui permet de mettre sans frais à la disposition des colons? Que les faiseurs de théories qui les excitent à réclamer des garanties, des institutions civiles, viennent donc ici leur garantir d'abord la première de toutes les nécessités, celle de pouvoir subsister et s'établir dans le pays!

A cela on pouvait répondre : — Il est très vrai que l'armée peut faire pour les colons ce que ne pourrait pas l'autorité civile; mais est-il donc absolument indispensable que, pour leur prêter une assistance dont ils lui rendent d'ailleurs l'équivalent sous mille formes, elle soit investie du droit de les administrer et de les juger? S'il n'y a avantage réel ni pour les colons ni pour l'armée au maintien d'un état de choses contre lequel ils protestent, est-ce donc uniquement à titre de sujets que l'armée persisterait à les retenir sous sa juridiction, et la France non militaire doit-elle ici se ranger dans la catégorie des vaincus? Ce n'est pas ainsi que les Romains, nos maîtres en colonisation, et qui en ont laissé de si beaux vestiges en Algérie, entendaient la condition du citoyen romain transporté dans la colonie. La loi de Rome tout entière l'y suivait et l'y protégeait comme à Rome même, et le proconsul n'avait pas le droit de lui imposer d'autres juges ni d'autres sanctions que ceux de cette loi. *Civis Romanus ego sum!* On ne voit pas que cela ait nui à l'essor des colonies romaines. Le maréchal, qui était plein de cette étude et de ces souvenirs, aurait pu en faire l'application à la question présente. A Orléansville, tout les lui rappelait, jusqu'au nom arabe de ce site repeuplé par nous (1). La ville française est en effet bâtie au-dessus d'une ancienne ville romaine qui s'est ensevelie dans sa propre poussière. Le sol ancien se retrouve aujourd'hui sous les fondations de la ville nouvelle, et forme le fond des caves. On a mis à découvert de précieux vestiges de l'antiquité, entre autres une grande mosaïque de l'époque chrétienne et parfaitement conservée. On a dégagé entièrement la mosaïque; par malheur, les travaux en sont restés là. Rien ne la protége, et à l'époque où nous l'avons vue, l'excavation qu'on avait pratiquée pour la mettre à découvert était un cloaque où s'abritaient toutes sortes d'immondices.

Pendant le dîner, on nous annonça l'arrivée du commandant Féray, gendre du maréchal, qu'un bateau à vapeur avait transporté d'Alger à Ténès, et qui de Ténès était venu nous rejoindre à Orléansville en compagnie du lieutenant-colonel Canrobert, commandant supérieur du cercle de Ténès. M. de T..., avant de partir d'Alger, s'était réservé près du maréchal la liberté de ne pas l'accompagner jusqu'au bout. Les études qu'il avait à faire sur la colonisation des environs d'Alger, les rendez-vous qu'il avait aussi pris dans la province de Constantine et la prochaine rentrée des chambres, à laquelle il voulait être présent, lui faisaient une loi de ne point dépasser Orléansville. Le bateau à

(1) *El-Asnam*, les colonnes, les statues, ou, d'une manière plus générique, les sculptures.

vapeur qui avait amené le commandant Féray était celui même qui suivait de loin le maréchal dans ses expéditions, et qui se tenait sur les côtes à portée de ses ordres. Le maréchal le mit à la disposition de M. de T... et de deux autres députés qui se joignirent à lui. Quant à moi, j'avais promis à M. de T... de ne le point quitter, quoi qu'il fît, et malgré ses instances pour que je ne me privasse point du reste du voyage, je m'obstinai à rester le fidèle compagnon de sa fortune. La simple curiosité de voir du pays et de manger la *dhiffa* du grand chef Sidi-Laribi ne pouvait plus d'ailleurs lutter en moi contre l'abasourdissement et la fatigue de cette vie à cheval. Notre départ fut donc résolu.

A Orléansville, il y avait plus qu'un jardin et plus qu'une ferme; il y avait une chose d'extrême civilisation, un théâtre monté par le colonel Saint-Arnaud et construit en bois par le génie. Des sous-officiers y remplissaient l'emploi de jeunes premiers, les amoureuses étaient jouées par des femmes quasi-militaires de la population civile. La représentation qu'on nous y donna me fournit une occasion personnelle de constater comment d'échelon en échelon et de délégation en délégation l'omnipotence militaire finissait par devenir une poussière d'autorité extrêmement incommode pour ceux qui y étaient exposés. Pendant l'entr'acte, j'étais descendu prendre l'air au pied du monument. Un sergent en bonnet de police vint à passer par-là. Le sergent, qui devait être un personnage d'importance, peut-être le greffier du ressort, m'avait à peine aperçu, qu'il m'apostropha de sa voix la plus rude et dans les termes les plus militaires. — Allez-vous-en, me dit-il, et au plus vite, ou sinon je vous mets dedans. — Ceci me parut un peu fort, et pour me trouver en territoire mixte, je ne me croyais pas encore en puissance de sergent. — Eh! qui donc êtes-vous, lui dis-je à mon tour, pour traiter ainsi les gens? Êtes-vous seulement factionnaire? Non, puisque vous êtes sergent. Êtes-vous chef de poste? Non, puisque vous n'êtes pas en tenue de service. Passez donc votre chemin, et ne poussez pas la plaisanterie trop loin, ou sinon ce serait vous qui seriez mis dedans. — Le sergent se rappela alors que le maréchal était entré ce jour-là même dans la ville, entouré de quelques figures semblables à la mienne, et il se retira en balbutiant des excuses. Nous rîmes beaucoup le soir, M. de T... et moi, de cette petite aventure. Nous avions déjà commenté plus d'une fois ces divisions en territoires civil, mixte et arabe. — Je sais maintenant, lui-dis-je, ce que c'est qu'un territoire mixte : c'est un territoire mêlé de sergens.

Le lendemain, après avoir fait nos adieux au maréchal et à nos compagnons de voyage, nous prîmes le chemin de Ténès sous la conduite du lieutenant-colonel Canrobert. Ce voyage, affreux d'ailleurs, avait ceci d'intéressant, que nous allions traverser le principal foyer de l'insurrection du Dahra l'année précédente, et en compagnie de l'homme qui, avec le colonel Saint-Arnaud, avait eu sur les bras le gros de cette guerre. Le lieutenant-colonel Canrobert, aujourd'hui général de division, est un homme de moyenne taille, vigoureux, tout militaire et de la bonne race. Sa parole est sobre et peu bruyante, ses manières simples, son geste et sa contenance posés, mais pleins de décision. Comme chef militaire ou comme homme, son abord prévient et inspire tout d'abord la confiance.

Le Dahra (1) est une longue chaîne de montagnes qui s'étend entre la vallée du Chelif, depuis les environs de Mostaghanem jusqu'à Ténès, d'où elle se relie, par Cherchel, avec l'autre chaîne qui entoure le bassin de la Metidja. Nous avions à traverser le Dahra dans une partie qui n'est pas la plus élevée, mais qui n'est pas la moins tourmentée. On comprend en passant par là combien devait être dure cette guerre que nos soldats y ont eu à soutenir contre la race énergique et sauvage des Kabyles (2). Il y a cinquante kilomètres de Ténès à Orléansville; qui croirait qu'au beau milieu de ce vaste guêpier, un Français a eu l'audace d'établir une ferme où il a tenu bon pendant toute l'insurrection, sans en vouloir sortir lui-même et sans qu'un Kabyle y ait pu entrer? L'énergie de cet homme a été une ressource précieuse pour les détachemens qui tenaient la campagne entre Ténès et Orléansville, et qui trouvaient à la ferme des Trois-Palmiers des rafraîchissemens et un lieu de sûreté.

Cette ferme était située sur le territoire d'un des chefs les plus féroces du Dahra, le fameux Kobzili, dont le *douar* était à une portée de fusil de la ferme au moment de notre passage. C'était chez lui que le colonel Canrobert avait décidé que nous déjeunerions. Nous ne fîmes donc qu'une courte halte à la ferme; mais, peu enthousiaste de la cuisine arabe, j'y fis provision de saucisson et de quelques bouteilles de vin. Avant tout, et comme nous arrivions chez Kobzili sous les auspices du colonel, j'avais demandé à ce dernier si le vin et la viande de porc ne seraient pas un scandale qui violerait les lois de l'hospitalité. — Faites, faites, me dit le colonel; nous n'avons pas à ménager cet animal-là. — Il paraît en effet qu'à part l'hostilité déclarée dont on l'avait bien guéri, le mauvais vouloir de Kobzili à notre égard était tel que nous n'avions rien à perdre dans ses bonnes grâces. Il n'y avait qu'une politique à suivre avec lui, celle de le contenir par la terreur.

Nous arrivâmes donc à son *douar* ou plutôt à sa *dachra*, car il logeait dans le *gourbi* et non sous la tente, sans que rien fût disposé pour nous recevoir, quoique nous eussions été annoncés. Personne ne venait à nous. Les quelques figures que nous voyions passer d'un *gourbi* à l'autre semblaient ne pas s'apercevoir que nous fussions là. On fut en quelque sorte obligé de mettre en réquisition les premiers qu'on put attraper. Le colonel leur demanda où était Kobzili, et comment il se faisait qu'il ne se présentât pas. On répondit qu'il était parti à cheval le matin pour je ne sais quel marabout où les autres chefs de ce cercle devaient aller saluer le maréchal au passage. Ce zèle parut trop beau au colonel, qui connaissait l'homme et qui n'en crut rien. — Vous allez dire à Kobzili que je lui ordonne de se présenter sur-le-champ, et que, s'il ne le fait pas, ce sera moi qui me chargerai de le déterrer. En attendant, préparez-nous la *dhiffa*.

Nous avions, pour appuyer cette menace, une escorte d'une douzaine de chasseurs d'Afrique, superbe cavalerie d'ailleurs, et dont le prestige grandis-

(1) *Dahr*, *Dahra*, signifie *dos* en arabe.

(2) Les Français, en arrivant en Afrique, ont adopté, pour beaucoup de noms inconnus, l'orthographe des voyageurs ou géographes anglais, très rationnelle chez ceux-ci, très impropre dans notre langue pour reproduire les mêmes noms. C'est ainsi, par exemple, que nous avons écrit *Sidi-Ferruch* pour *Sidi-Ferredj*, et *Kabyle* pour *Kabaïle*.

sait singulièrement dans la circonstance. L'ordre du colonel dut être plusieurs fois répété. On feignit d'envoyer des émissaires de divers côtés; mais le déjeuner était servi, et nous étions en train de déchiqueter quelques poules étiques noyées dans des écuelles remplies de je ne sais quelle graisse indéfinissable, lorsque Kobzili parut. Il était en *temak* ou bottes arabes de maroquin rouge, comme un homme qui descend de cheval. Il baisa la main du colonel, fit tous les *salamaleks*, raconta qu'il s'était mis en voyage pour aller saluer le maréchal, mais qu'ayant appris en route l'arrivée du colonel dans son *douar*, il s'était empressé de tourner bride pour venir le recevoir. Le colonel lui répondit : C'est bien; mais qu'une autre fois je ne t'y prenne plus.

Kobzili était un petit homme trapu, aux épaules larges comme une porte cochère. On racontait de lui des histoires atroces, mais non plus que sa figure. Sa bouche contournée semblait une énorme balafre qui lui traversait une joue pour aller rejoindre la tempe. On disait qu'un accès de colère lui avait laissé cet ornement. Ses petits yeux jaunes et inquiets semblaient être ceux d'un jaguar qui épie sa proie. Dans un autre accès de colère, il aurait, à ce qu'il paraît, éventré une de ses femmes à coups de yataghan. Tout tremblait autour de lui, et l'on comprend facilement en effet ce que de pareilles passions, servies par une structure athlétique, devaient imprimer de terreur chez ceux qui avaient à en essuyer les orages. Il n'y avait pas d'atrocités qu'il n'eût commises pendant la guerre. Nous le regardâmes avec le genre de curiosité que peut inspirer une bête féroce réduite à l'impuissance de dévorer ses spectateurs.

Une chose bien remarquable avant d'arriver à Ténès est la gorge de l'Oued-Allalah. C'est une crevasse étroite, surplombée par des roches qui s'élèvent presque toujours verticalement à plusieurs centaines de mètres de haut. On fait quatre kilomètres dans cette ornière de titans. Peu de spectacles au monde ont une plus sévère et plus redoutable majesté. A l'entrée de cette gorge sont des mines de cuivre dont on nous montra des échantillons. L'autre extrémité s'évase un peu avant de déboucher dans la mer. Dans cet évasement, formant un petit vallon encaissé, sont quelques jardins et la toute petite ville mauresque du vieux Ténès. La ville française, plus élevée, est construite sur la falaise, et touche à la mer.

Le bateau à vapeur nous y attendait; mais le colonel Canrobert nous retint à dîner. Notre amphitryon et le commandant du *Caméléon* nous pressaient d'aller à Oran avant de retourner à Alger. Le commandant, allié du maréchal, y mit surtout les plus aimables instances : ses ordres étaient de mettre son bateau à la disposition de MM. les députés, et, quant à lui, il serait heureux de les mener partout où ils voudraient, n'ayant besoin de se trouver à Oran que pour l'époque où le maréchal y arriverait. Deux des trois députés n'avaient aucune objection; ils s'en remirent à M. de T..., retenu par le peu de temps qui lui restait pour tout ce qu'il avait à faire et par des raisons de famille qui exigeaient son retour à Alger pour le lendemain. On lui promit de lever cette dernière difficulté en envoyant la nuit même une caravelle qui serait le lendemain matin à Alger, et préviendrait les inquiétudes que l'ajournement de son retour pourrait faire naître. Cette offre levait la seule difficulté qui pût rester, et notre départ fut décidé. Une heure après, nous

nous séparions du colonel Canrobert, emportant la plus vive estime pour sa personne et le regret de la brièveté du voyage que nous avions eu à faire avec lui. Les roues fouettèrent l'eau, et nous voguâmes vers Oran.

Nous y fûmes reçus par le général Lamoricière, qui nous fit encore monter à cheval pour parcourir les environs, dont la plus grande curiosité était alors un village nègre, frère aîné des villages français qui n'y existent peut-être pas encore. Oran est bâti, comme Alger, sur une pente extrêmement abrupte. Rien d'aride et de nu comme l'immense plaine qui se déroule à partir du sommet. A droite, en tournant le dos à la mer, cette plaine est dominée par un pic élevé où l'on aperçoit un vieux fort espagnol qui faisait partie des défenses d'Oran; à gauche, à l'horizon, la montagne des Lions; en avant, rien. Il y avait cependant par-ci par-là quelques velléités de culture européenne. Nous allions à la recherche d'un champ labouré, comme s'il se fût agi d'une Amérique. M. Azéma de Montgravier, chef du bureau arabe d'Oran, mettait le plus aimable empressement à nous guider dans ce voyage de découvertes. M. de T... recherchait avidement l'entretien des officiers des bureaux arabes, hommes d'ailleurs fort distingués pour la plupart. Durant tout le voyage, il n'avait point quitté M. le commandant Durrieu, alors chef du bureau arabe de Médéa, ou M. de Salignac-Fénelon, chez qui nous avions logé à Miliana, où il remplissait les mêmes fonctions, et qui se joignit également à nous jusqu'à Orléansville.

Toute l'attention du général Lamoricière était alors tournée vers la frontière du Maroc, encore agitée par la présence d'Abd-el-Kader. On négociait en outre avec l'émir la remise des quelques prisonniers français qui n'avaient point été massacrés. Le dîner fut animé par l'arrivée d'un jeune officier de marine, agent actif de cette négociation, et qui, par une mer affreuse, s'était jeté dans une caravelle pour venir annoncer au chef de la division d'Oran que le colonel Courby de Cognord et ses compagnons venaient d'être remis au gouverneur espagnol de Melilla, près duquel ils attendaient qu'un bateau à vapeur les vînt chercher. Ce jeune officier, qui venait de passer plusieurs nuits sans dormir, portait encore en lui l'animation fiévreuse avec laquelle il s'était dévoué à cette pieuse tâche. Sa mission officielle remplie près du général, il eut à satisfaire l'avide curiosité des convives, qui ne se lassaient point d'écouter ou de provoquer ses récits sur l'état des prisonniers, sur le camp d'Abd-el-Kader, sur les voyages répétés que les vicissitudes des négociations lui avaient fait faire, nuit et jour, pendant plusieurs jours de suite, de Melilla à ce camp. Les prisonniers durent au concours très empressé du gouverneur de Melilla, au courage et à la brûlante activité du jeune officier de marine, M. Durand, de ne pas voir s'éloigner encore le jour de leur délivrance.

Nous partîmes d'Oran par le bateau de service ordinaire, ce qui nous donna occasion de faire escale sur les points intermédiaires de la côte pour y prendre et y remettre les voyageurs ou les correspondances. A Mostaghanem, nous trouvâmes la garnison sous les armes pour l'arrivée du maréchal, qui y était attendu. Le commandant du bateau à vapeur ayant mis obligeamment une heure ou deux à notre disposition, nous profitâmes des chevaux de troupe qui nous furent offerts pour parcourir la ville et ses alentours; mais bientôt

le canon ayant annoncé l'approche du maréchal, nous nous hâtâmes de redescendre à bord pour éviter la rencontre. La mer était grosse et le temps devenait de plus en plus mauvais. Il l'était déjà la nuit de notre départ de Ténès. Aussi, en repassant devant cette ville, M. de T... apprit que la caravelle n'avait pas pu prendre la mer pour porter sa lettre à Alger, ce qui le jeta dans une inquiétude et une agitation violentes. Heureusement la prolongation de son absence n'avait point été interprétée dans le sens sinistre qu'il appréhendait, et il était en effet plus naturel de l'attribuer aux hasards imprévus d'un voyage d'exploration comme celui-là. Un accident ou un malheur arrivé à la compagnie du maréchal eût été immédiatement connu à Alger par le télégraphe, et le lendemain par les estafettes des bureaux arabes. Dès le lendemain de notre arrivée à Alger, nous nous remîmes tous deux en campagne sur des chevaux de troupe, ce qui nous valut l'escorte de deux chasseurs pour les garder et d'un brigadier pour commander les hommes.

III.

On connaît les trois principaux systèmes qui ont été essayés pour la colonisation rurale de la province d'Alger. Des renseignemens historiques précis sur quelques villages pris comme type, un choix de tableaux ou d'anecdotes empruntés à la vie des colons pendant une observation de trois années, suffiront pour compléter cette chronique de *la conquête par la charrue*, au point où les choses en sont aujourd'hui.

Nous sortîmes d'Alger un peu au hasard, et guidés seulement par une carte de la colonisation que j'emportais avec moi. Quelques indications fournies à M. de T... nous mirent d'abord à la recherche d'une ou deux fermes situées dans la direction de Cheragas; nous débutâmes par ce village.

Cheragas a été fondé en 1842 (18 octobre), comme la plupart des autres villages : 1842, c'est la grande année de la guerre et la grande année de la colonisation; tous les plans et projets furent faits dès cette année, toutes les fondations décrétées ou préparées. Quelques-unes seulement éprouvèrent un retard d'exécution qui les ajourna à l'année suivante ou à l'année 1844. La population de Cheragas se composait originairement d'une colonie de Provençaux venus de Grasse. Sur cinquante concessions, le gouvernement ne s'en était réservé que quatorze pour des colons d'autre origine. De ces quatorze concessionnaires, il n'en resta bientôt plus que deux : on fut heureux de recourir encore à la ville de Grasse pour combler les vides. Plus tard, un agrandissement de territoire ayant permis de porter le nombre des concessions à soixante-six, puis à soixante-dix-sept, la ville de Grasse fournit de nouveau douze familles. Le village est donc presque en entier formé de gens qui ont une communauté d'origine, d'idées, d'affections et d'habitudes; c'est là un grand élément de force, et cette circonstance n'a pas médiocrement servi à donner immédiatement au village de Cheragas un caractère de cohésion, de stabilité, qui a porté des fruits rapides.

Ces colons arrivaient pourtant dans les mêmes conditions à peu près que ceux des autres villages. A part deux ou trois qui apportaient de petites avances, les autres avaient à peine sur eux quelque argent de poche. C'est avec cela

qu'ils furent déposés au milieu de la broussaille, où, pour toute installation, ils trouvèrent deux ou trois grandes baraques de bois, en forme d'A, que l'administration avait préparées pour les recevoir. Des matériaux de construction, bois, chaux, pierre, leur étaient en outre avancés jusqu'à concurrence d'une somme de 600 francs; mais, la plupart d'entre eux ne sachant pas employer ces matériaux, l'administration leur vint en aide, en leur livrant tout construits des cadres de maisons en bois qu'ils n'eurent qu'à remplir. Ils se façonnèrent ainsi des habitations auxquelles ils ne surent pas donner une grande solidité, et que le premier hiver endommagea fortement. L'administration en vint donc au parti, généralement adopté depuis, de porter à 800 fr. la valeur de ses avances en matériaux, et de faire construire les maisons par des entrepreneurs. Dans d'autres villages, l'avance des 800 francs de matériaux suffit, mais sur cette somme il n'y avait de matériaux que pour une valeur effective de 600 francs. Le surplus payait le transport, que les colons n'étaient pas libres d'effectuer eux-mêmes, l'administration ayant traité avec des entrepreneurs. Ce système, s'il avait l'avantage de la régularité, avait aussi l'inconvénient de la cherté, car l'administration payait 45 francs, rendu sur place, le mètre cube de chaux que le colon eût payé 30 francs, pris au four, et transporté ensuite lui-même à peu de frais.

La population de Cheragas était active et industrieuse; elle se procura promptement des ressources, soit en portant des légumes au marché d'Alger, soit en allant faire des défrichemens pour le compte d'autrui dans les fermes et maisons de campagne des environs. Elle fut peu ou point éprouvée par les maladies, et elle dut sans doute en très grande partie son état sanitaire à l'état moral où l'entretenait sa force d'unité. En 1846, cette population était arrivée à 454 âmes dont 139 hommes, 89 femmes, 168 enfans et 58 domestiques; elle avait élevé 87 constructions en pierre, dont 7 dans la campagne et 12 aux portes du village, en dehors du fossé d'enceinte, dont elle demandait la suppression. Elle entretenait en activité cinq tuileries ou briqueteries, un four à chaux, un moulin à eau. Plus de la moitié de son territoire était défriché et en culture. 16 concessionnaires avaient déjà leurs titres de concession définitive depuis deux ans, c'est-à-dire que, depuis ce temps, ils avaient rempli toutes les obligations et conditions auxquelles ils étaient tenus envers le gouvernement.

Cheragas est un très joli village, entouré de plantations qui lui donnent un air de vie; mais, pour être complet, il lui manque un clocher. L'arbre et le clocher, deux symboles, deux signes visibles qui rattachent l'homme à la terre et à la foi de ses ancêtres! Ajoutons-y le cimetière, autre lien des générations qui manque également aux campagnes de l'Algérie. La broussaille est le tombeau commun, et le chacal vient librement paître, sur l'asile des morts, la grappe insipide du palmier nain. Il n'y a point de philosophie qui ne soit frappée d'une telle lacune dans l'aspect de cette nature d'Afrique, mais surtout quand on y retrouve la nature cultivée et civilisée. Par quelle singulière émotion, cela nous fut révélé à M. de T... et à moi le lendemain de notre passage à Cheragas! D'Alger à ce village, on se croirait en Europe. Ces versans du Bouzaréah sont couverts d'habitations, de jardins, de cultures. On monte à El-Biar, espèce de faubourg d'Alger qui touche presque aux portes de

la Casbah, et où l'on n'arrive cependant qu'après une montée d'une heure à travers les sites les plus variés, et dont quelques-uns sont certainement au nombre des beaux spectacles qu'il y ait dans l'univers. D'El-Biar on redescend vers Cheragas par une pente douce et légèrement ondulée, sur une étendue de 8 kilomètres environ; mais des deux côtés la route est encore égayée par des plantations, des habitations ou des cultures. A Cheragas, on est au pied des revers occidentaux du Bouzaréah; avec la plaine de Staouéli commence le règne de la broussaille, de la nature inculte, âpre et sauvage. Rien de triste et de désolé comme l'immense bassin de cette plaine limitée au nord par la mer, au sud par le prolongement des collines du Sahel. C'est sur la crête de ces collines qu'on a établi stratégiquement la ligne de villages que nous avions à visiter ce jour-là même ou le lendemain. Nous en avions déjà vu quelques-uns, et nous étions sur la route d'Ouled-Fayet à Saint-Ferdinand, d'où nous voulions gagner Maëlma, situé à deux lieues de là. La nuit venait. Nous cheminions sur un plateau élevé d'où nous découvrions à droite la mer, et, entre la mer et nous, la plaine de Staouéli, image de l'abandon et de la désolation. Une triste broussaille, décharnée et calcinée par l'incendie que les Arabes y allument chaque année, bordait les deux côtés de la route et semblait tendre vers nous ses bras desséchés et noircis. Pas un bruit autre que celui de nos pas dans cette morne immensité, pas un objet dont la vue rappelât le monde des vivans. Tout à coup une bouffée de vent nous apporte un petit son aigu, lointain, presque imperceptible, un son complétement oublié et encore plus inattendu. Nous nous arrêtons, nous nous retournons, l'oreille et les regards tendus. L'*Angelus!* Oui, c'est bien cela; c'est l'*Angelus* sonné au couvent des trappistes! Que d'impressions ce jour-là dans ce coup de cloche!... et il me semble que je m'émeus encore plus que je ne voudrais en le rappelant.

A Cheragas, un prêtre du dehors dit quelquefois la messe dans un des quatre blockhaus qui flanquent le fossé d'enceinte, et qui a reçu la destination de chapelle. C'est là qu'en sont, quand ils en sont là, tous les villages, à l'exception de Deli-Ibrahim, de Sainte-Amélie, de Douéra, de Kouba, de Draria et de Boufarik, qui ont chacun une église. A Saint-Ferdinand, le colonel Marengo et son gendre, M. Cappone, ont construit, pour l'usage de leur famille et pour celui des habitans, une chapelle que Mme Cappone se plaisait à orner et à entretenir. Partout j'ai entendu les colons réclamer un clocher qui, comme ils le disaient, leur rappelât qu'ils sont des hommes et qu'ils ont un Dieu, ainsi qu'un coin de terre sainte qui pût distinguer leur sépulture de celle des bêtes sauvages dont ils sont entourés. Dans ces vastes broussailles d'Afrique, l'homme se sent trop petit, trop isolé, trop séparé de ses semblables, pour ne pas chercher ailleurs la dignité et la force dont il a besoin. On verra à quelles scènes navrantes cette lacune a quelquefois donné lieu.

J'ai déjà nommé Deli-Ibrahim parmi les villages de la première génération, génération toute militaire, ou plutôt cantinière, qui se formait autour des camps pour exploiter les besoins de l'armée; on lui donnait néanmoins où elle prenait des terres, d'abord pour se loger et ensuite pour faire des foins. La fondation de Deli-Ibrahim remonte à 1832, lorsque le camp établi en ce lieu n'était qu'un poste avancé d'Alger. Les colons y vécurent, à l'origine, de leurs cabarets et des transports qu'ils effectuaient, avec des

bœufs de razzia, pour le compte de l'administration militaire. Plus tard, des besoins d'administration et de célérité firent proscrire les bœufs pour cet usage, ce qui obligea les colons de Deli-Ibrahim à vendre les leurs pour acheter des chevaux ou des mulets. Plus tard enfin, l'administration effectua par elle-même ses transports, et alors les colons furent obligés de demander leur subsistance à d'autres industries : ils se sont mis difficilement à l'agriculture. Depuis 1842, leur principale ressource consistait à faire du bois dans les broussailles de la plaine de Staouéli. De grands propriétaires et des agriculteurs très soigneux appartiennent néanmoins à ce village. L'un de ces messieurs y a établi un superbe moulin à vent. La présence d'une lieutenance de gendarmerie, d'un hôpital civil (aujourd'hui transféré à Douéra), d'une cure, d'un bureau de poste et d'autres petits états-majors entretenait à Deli-Ibrahim une certaine population commerçante en dehors de la population rurale proprement dite. Celle-ci ne se composait que de 50 concessionnaires, dont 8 à peu près étaient dans l'aisance, en ce sens du moins qu'ils ne devaient rien. L'importance actuelle de ce bourg est plus bourgeoise qu'agricole, et son importance agricole tient plus à ses grands propriétaires qu'à ses colons. C'est sur ce territoire que se trouve le premier établissement d'orphelins fondé par le père Brumauld sur des terres d'achat, non de concession. Le gouvernement n'est intervenu dans cette fondation que par des secours en nature et par une subvention de 21 francs par mois pour chaque enfant; on y comptait un certain nombre de petits Arabes rapportés d'expédition par les soldats qui les avaient trouvés au milieu des ruines de leurs douars, ou qu'on a ramassés après la mort de leurs parens dans les rues d'Alger.

Deli-Ibrahim est la tête de cette ligne de villages qui couronnent les hauteurs du Sahel à l'ouest d'Alger. Ouled-Fayet, qui vient après, se rapporte comme origine à la même famille que Cheragas : il a été fondé à la même époque et par les mêmes moyens, sauf l'homogénéité de la population. Le territoire a été divisé en 62 concessions de 8 à 10 hectares, mais elles n'ont pas été réparties entre un semblable nombre de concessionnaires. Quelques-uns d'entre eux ont retenu un certain nombre de lots. Deux propriétaires aisés du nord de la France sont établis à Ouled-Fayet, où ils luttent avec énergie contre les difficultés de la tâche. Quoique voisin de Cheragas, Ouled-Fayet est en effet dans des conditions bien moins favorables. Plus éloigné d'Alger, il a des débouchés moins faciles. Situé sur une crête, il a des terres plus arides, plus exposées à l'action furieuse des vents de mer. Les eaux y sont nulles pour la terre, rares pour les besoins domestiques, malgré une fontaine et un lavoir publics qui sont de fondation dans tous les villages. Malheureusement il est de fondation aussi que l'administration centrale, représentée par les ponts et chaussées, entretienne fort mal les conduits : ils crèvent, ils s'engorgent, et les fontaines tarissent sans que les réclamations les plus pressantes puissent triompher des lenteurs administratives. Sur ce point, de tous côtés les plaintes étaient unanimes. J'ai vu, pour ma part, Ouled-Fayet passer un été sans autre eau que celle de trois puits creusés par des concessionnaires, et l'aqueduc de Cheragas répandre pendant plusieurs mois son eau par le chemin. La conséquence de ceci, au point de vue administratif seulement, est qu'au lieu d'une dépense de 50 centimes qu'aurait

coûtés une réparation faite à temps, on finit par avoir à reprendre toute une maçonnerie pour la refaire à neuf, ce qui occasionne une brèche notable au budget. Une autre conséquence est que les colons, ne pouvant abreuver leurs bestiaux, sont obligés de les vendre à tout prix et d'interrompre leurs travaux. L'entretien de ces conduits devrait être laissé à la charge des villages, moyennant la constitution d'un budget communal formé de prestations en argent ou en nature, ou, au pis-aller, pris sur le budget de la colonisation, dont on détacherait ces dépenses. L'état et les colons y gagneraient. L'administration a par malheur toujours tenu trop étroitement les colons sous sa tutelle. En leur interdisant de rien faire, elle s'est condamnée à tout faire, ce qui est une autre façon de se condamner à ne rien faire, car tout reste à moitié fait, ou mal fait, ou fait à contre-temps, et l'argent se gaspille en pure perte. De là les inconvéniens que nous venons de signaler, de là l'obligation de devenir la mamelle des colons et de leur prodiguer ce qu'on ne leur devait pas, après leur avoir refusé ce qui leur était dû, ce qui est la première de toutes les nécessités de la vie : un peu d'air, de liberté, de spontanéité.

Au commencement de 1847, le maréchal Bugeaud a employé les troupes à des travaux de défrichement dans presque tous les villages du Sahel. C'était une satisfaction qu'il donnait à la fois à deux instincts presque opposés, quoique très réels chez lui : sa sollicitude d'agriculteur et de gouverneur pour la colonisation, qui était son œuvre; sa partialité pour l'armée, dont il voulait faire l'élément universel et le grand pivot de la colonisation. Il disait au colon avec une bonté sincère : « Je viens à ton secours parce que je vois que tu as de la peine à te tirer d'affaire, » et en même temps, se retournant vers la France, vers l'opinion, il leur disait : « Voyez où en serait votre prétendue colonisation civile sans l'armée ! »

Le travail des soldats a certainement profité aux colons; mais, tout compte fait, et quoique ce travail ne fût payé que dix sols par jour, le même résultat aurait pu être obtenu à moins de frais par d'autres moyens. C'était l'avis des colons, qui trouvaient que les soldats n'extirpaient pas complétement le palmier nain ni les racines de la broussaille. C'était aussi l'avis de M. le comte Guyot, directeur de la colonisation, depuis préfet de l'Eure, qui trouvait très cher le prix que son budget avait dû payer (25,000 fr.), comparé à la besogne faite. Le travail du défrichement, pour être bien fait, demande une habitude et une sollicitude que le soldat n'y apportait pas et que l'on ne pouvait pas en conscience exiger de lui. Ouled-Fayet eut pour sa part à loger, pendant un mois, une centaine de soldats qui lui défrichèrent 52 hectares.

Au-delà d'Ouled-Fayet, les villages de Saint-Ferdinand, du Marabout d'Aumale et de Sainte-Amélie appartiennent au système du colonel Marengo, qui a déjà été exposé. Il faut ajouter qu'à chacun de ses villages le colonel Marengo annexait une grande ferme destinée à un colon plus aisé, dont l'argent aurait pu vivifier un peu le travail du village. On comptait mettre ainsi le capital à portée des bras et les bras à portée du capital. L'idée, bonne en elle-même, n'a pas réussi, je crois, pour avoir été appliquée en des lieux trop ingrats. Il n'y a pas de sac d'écus, si gros qu'il soit, qui ne reculât d'horreur à l'aspect des palmiers nains dont il aurait à venir à bout sur les terres où sont situées les fermes de Saint-Ferdinand, de Sainte-Amélie et surtout de

Maëlma, car on a donné une ferme aussi à ce dernier village, construit par le colonel Marengo, mais dans le système de colonie militaire du maréchal.

Saint-Ferdinand, plus éloigné encore qu'Ouled-Fayet de ses débouchés, plus avancé dans la région aride et sauvage de cette crête, plus isolé de tout mouvement et de toute ressource, était aussi dans une situation plus précaire. Sa ferme (la Consulaire), un moment occupée, se trouvait abandonnée sans avoir jamais produit l'effet voulu. Des 51 concessionnaires qui avaient primitivement peuplé ce village et son hameau, le Marabout d'Aumale, 25 étaient partis, 8 nouveaux étaient survenus; mais, par suite d'autres mutations, le nombre total se trouvait, en 1847, réduit à 29. Sur ce nombre, il n'y avait, il est vrai, que deux célibataires; tous les autres avaient une famille. Les colons travaillaient avec peu de courage, rebutés sans doute par les mauvaises conditions dans lesquelles ils étaient placés, et qui avaient fait émigrer la moitié d'entre eux. Ils n'avaient encore rien ajouté aux défrichemens qu'ils trouvaient tout faits en prenant possession de leur maison de 1,500 francs, et que le maréchal fit agrandir par les soldats au mois de mars 1847. L'intention sur laquelle reposait le système du colonel Marengo, c'est-à-dire celle de former une colonisation qui, composée de gens possédant un petit capital, pût se soutenir par elle-même, était complétement trompée. Pendant les quatre premières années (de 1843 à 1847), l'administration avait fourni aux colons leurs semences, qu'ils s'empressaient de vendre au lieu de les mettre en terre. Pour arrêter ce commerce, M. Cappone, gendre du colonel Marengo et maire de Saint-Ferdinand, prit le parti de ne distribuer les semences qu'au fur et à mesure des labours exécutés. Les colons de Saint-Ferdinand n'avaient du propriétaire que la prétention de ne vouloir pas travailler pour autrui, ce qui, comme on vient de le voir, ne les rendait pas plus actifs à travailler pour eux-mêmes. M. Cappone et le colonel Marengo avaient seuls accompli sur cette terre ingrate des prodiges d'industrie et de persévérance. Les résultats obtenus n'étaient cependant pas encourageans (1); mais il faut tenir compte de la nature sauvage et dure de ces terres, calcinées depuis des siècles par un soleil dont la broussaille ne les défend pas, balayées chaque année par des pluies torrentielles qui en emportaient l'humus et ne cessaient

(1) Voici un tableau résumant les frais et les produits de diverses récoltes sur un hectare de terrain à Ouled-Fayet :

FRAIS DE CULTURE DE 1 HECTARE 6 ARES DE TERRE FORTE ENSEMENCÉE EN BLÉ LE 10 DÉCEMBRE 1847 ET RÉCOLTÉE L'ANNÉE SUIVANTE.

	fr.	c.
Deux labours	60	»
Hersage	12	»
Semence (2 hectolitres à 25 fr. 60 c. l'un)	51	20
Engrais (en pains d'huile de lin)	82	»
Sarclage	10	»
Moisson	32	»
Battage (au fléau)	56	85
Transport à Alger de dix quintaux métriques de paille longue	15	»
Total des frais	319 fr.	05 c.

de creuser que lorsqu'elles rencontraient un sous-sol lisse, glissant et compacte comme du savon. C'est ce sous-sol qui, aujourd'hui travaillé par l'homme, remué, brisé par la pioche et la charrue, imprégné d'air, de lumière, d'humidité et du sel des engrais, protégé par des terrassemens ou des rigoles contre les ravages des pluies, va reconstituer un sol nouveau auquel on ne peut pas demander dès les premiers jours les fruits de l'avenir. Malheureusement, pour opérer cette transformation, on ne trouvera que des colons pauvres, des hommes de travail et de privations, auxquels il faudra toujours plus ou moins venir en aide. Bien peu d'hommes possédant un capital petit ou grand seront tentés de le sacrifier en le confiant à une terre qui ne le rendra peut-être qu'à leurs successeurs. Combien de fois les trappistes eux-mêmes, ces hommes d'une abnégation si complète et qui ne sèment point pour le temps, mais pour l'éternité, combien de fois, malgré l'appui énergique du gouvernement, ils ont été sur le point d'abandonner la partie pour retourner à leur morceau de pain et à leurs légumes de France! Honorons le courage des colons qui ont persisté, et ne nous hâtons pas de jeter la pierre à ceux-là même qui ont faibli. Sans parler des maladies et de la mort, il y a eu là des épreuves plus fortes que la dose de constance ordinairement donnée à la nature humaine, et parmi ceux qui se sont trouvés des plus faibles là-bas, beaucoup peut-être mériteraient encore d'être comptés parmi les plus forts d'ici.

Ce qui a aidé les colons à se soutenir, c'est le foin qui vient de lui-même en Algérie partout où la broussaille et le palmier nain lui laissent un peu de place. Quelques pluies d'hiver suffisent pour créer partout des prairies sauvages plutôt encore que naturelles, où le sainfoin, la luzerne et les autres plantes fourragères se développent avec une abondance qui tient du prodige et une admirable vigueur; mais en ceci encore le Sahel est bien inférieur à la plaine. Néanmoins le foin est pour lui comme une manne qui lui tombe du ciel. Aussi nous paraît-il inutile de compter cela comme culture et d'y consacrer un tableau. Qu'il suffise de dire qu'en 1847, l'administration mi-

PRODUITS.

19 hectolitres, à 17 fr. 60 c. l'un....................	334 fr.	40 c.
10 quintaux de paille longue livrés à l'administration militaire....................................	100	»
	434 fr.	40 c.
8 quintaux de paille courte restés à la ferme, à 3 fr. l'un.	24	»
Produit brut........ .	458 fr.	40 c.
A défalquer pour frais..........	319	05
Produit net.........	139 fr.	35 c.

A Saint-Ferdinand, le produit net d'un hectare également ensemencé en blé, mais sans engrais, était encore inférieur à celui que nous tirons de l'exemple pris à Ouled-Fayet. — Pour un hectare d'orge, avec un seul labour, dans ce même village de Saint-Ferdinand, le total des frais donnait 158 fr., le produit brut 202 fr., ce qui laissait pour bénéfice net 44 fr. Cet exemple était pris sur des terres tenant au village, fumées et cultivées avec soin depuis leur défrichement, et d'une nature bonne et forte.

litaire payant 6 francs 50 centimes aux colons le quintal de foin pris sur place, l'hectare donnant 30 quintaux avait 90 francs de frais à supporter et en rapportait 195; bénéfice net, 105 francs (1).

Sainte-Amélie a la même origine que Saint-Ferdinand, appartient aussi à a formation du colonel Marengo, et se trouve à peu près dans les mêmes conditions. Seulement Sainte-Amélie est un peu mieux située; elle n'est point, comme Saint-Ferdinand, en vedette au haut d'une rampe découverte pour surveiller la plaine de Staouéli. Elle est plus en arrière, sur un plateau légèrement incliné vers le côté opposé, c'est-à-dire vers la Metidja, et entouré de vallons dont les terres fraîches sont moins rebelles à la culture. Autour de Saint-Ferdinand, il n'y a que des précipices. Sainte-Amélie n'en a pas moins éprouvé les mêmes vicissitudes que Saint-Ferdinand. Pour 54 concessions, elle ne comptait que 30 concessionnaires, dont 8 ou 9 avaient, il est vrai, des concessions doubles, ce qui portait à 38 ou 40 le nombre des concessions occupées. Les autres, ou n'avaient pas trouvé de preneurs, ou étaient redevenues vacantes par suite d'éviction ou d'expropriation. La ferme était inoccupée; la boulangerie, livrée pour le prix de 3,000 francs au concessionnaire, à cause de la construction du four, ne rapportait rien. — Si nous faisions vivre notre boulanger, me disait un colon, ce serait une preuve que nous ne pouvons pas vivre nous-mêmes. — Il voulait dire par là : Ce serait une preuve que nous n'avons pas de grains pour faire nous-mêmes notre pain. L'idée préconçue qui avait doté ce village d'une boulangerie reposait donc sur des données artificielles que l'expérience se refusait à consacrer.

(1) Une culture plus intéressante, parce qu'elle demande beaucoup de soins et qu'elle rapporte plus d'argent, est celle du tabac. En voici le tableau pour Saint-Ferdinand en 1847. Les frais d'engrais y manquent encore, ce qui indique assez à quels efforts désespérés sont réduits les courageux colons qui s'obstinent à lutter contre des conditions si ingrates. Le tabac exige, en effet, des terres très bien fumées et très ameublies, les deux conditions qui manquent le plus aux terres de Saint-Ferdinand, et dont la seconde ne s'obtient guère sans le concours prolongé de la première.

FRAIS DE CULTURE DE 1 HECTARE DE TABAC A SAINT-FERDINAND.

Deux labours et préparation de terrain	100 fr.	» c.
Plantage (25,000 pieds)	60	»
Deux binages	80	»
Écimage et ébourgeonnage	50	»
Cueillette et séchage	160	»
Mise en manoque et bottelage	40	»
Semis pour obtenir le plant	50	»
Total des frais	540 fr.	» c.

PRODUIT BRUT.

25,000 pieds, à raison de 15 feuilles par pied, donnant 375,000 feuilles, dont 500 font un kilogr., ce qui fournit au total 750 kilogr. au prix de 1 fr.	750 fr.	» c.
A déduire pour frais d'exploitation	540	»
Produit net	210 fr.	» c.

Il en était de même de la ferme, qui attendait encore son colon capitaliste. L'église seule remplissait sa destination et était desservie par son curé.

Plus on s'avance de Saint-Ferdinand vers Maëlma, à l'ouest, plus les coteaux se relèvent, plus aussi leurs pentes deviennent abruptes, leurs ravins déchirés et décharnés, leurs broussailles horribles et hérissées; mais Maëlma, à cause de cette élévation même, était un point éminemment stratégique, dominant d'une part la plaine de Staouéli, dont il est le poste avancé, et de l'autre les bords du Mazafran et les deux passages que nous y avons établis au moyen des ponts qui desservent la route d'Alger à Koleah par la Metidja et la seconde route d'Alger à Koléah par Staouéli. Aussi ce point avait-il été occupé par un camp avant de l'être par un village militaire. On a vu à Beni-Mered quelle était l'organisation de ces villages et sur quelles combinaisons le maréchal avait échafaudé son projet de colonisation par l'armée. Il n'y avait entre Beni-Mered et Maëlma d'autre différence que celle des localités; mais celle-ci était grande, Maëlma n'étant par lui-même et par le voisinage de Zeralda que la capitale de la fièvre et du palmier nain : aussi lui avait-on donné un docteur en médecine, quoique la population du village fût seulement de 29 colons militaires et de 8 civils, en tout 37. La fondation de Maëlma, un peu postérieure à celle de Beni-Mered, ne remontait qu'au mois de février 1843. Comme à Beni-Mered, la dissolution de la communauté s'y était faite avant le temps. La répartition des lots s'était faite alors au choix des hommes par droit d'ancienneté : singulier privilége de caserne quand on l'appliquait à trancher la question capitale de leur vie civile! Les lots de terre en effet étaient très inégaux, et il importait gravement de pouvoir choisir. Les premiers mariés ont reçu en outre 80 francs pour l'installation du ménage; les plus tardifs n'ont rien reçu. Cinq de ces colons militaires avaient abandonné leur concession aussitôt après leur libération du service. Il y avait deux sortes de maisons, de grand et de petit modèle, dix-neuf des premières et dix des autres. A la dissolution, elles furent aussi prises au choix par droit d'ancienneté.

Le quartier civil se composait de huit maisons semblables et construites d'avance. Le concessionnaire les devait rembourser au prix de 1,000 francs, qu'on réduisit plus tard à la moitié en considération de la pauvreté du village. Maëlma est un pays perdu et sans débouchés, car on ne peut considérer comme tels les bourgades de Koléah et de Douéra, qui produisent elles-mêmes ce qu'elles consomment de céréales et de fourrages, ou sont entourées de villages plus rapprochés. Jusqu'à ce que ces petites villes aient pris quelque importance, le seul marché de Maëlma est donc Alger, qui est à trois journées, aller et retour, pour les attelages de bœufs. On a vu ce que donnaient de produit net les blés et les orges du Sahel dans des sites meilleurs que celui de Maëlma. Trois ou quatre journées d'absence pour un homme et son attelage absorberaient le plus clair de son bénéfice. Maëlma est donc condamné à consommer ce qu'il produit, ou à ne produire que l'équivalent de sa consommation, c'est-à-dire à vivre de misère. Il n'est d'ailleurs sur aucune route de passage, celles dont il est doté du côté de Douéra et du côté du Mazafran ne servant qu'à son usage particulier.

Jamais je n'ai vu le palmier nain aussi fourré qu'autour de la ferme dont

on a doté les environs de Maëlma pour attirer une certaine circulation d'argent dans le village. Il n'y a que l'ambition du prix Monthyon ou d'une récompense céleste qui puisse déterminer un cultivateur aisé à entreprendre un défrichement semblable. Pour se créer là avec beaucoup de peine et de temps une terre médiocre, il aurait à dépenser plus d'argent que pour acquérir une excellente terre dont il lui serait permis de jouir tout de suite. Aussi la ferme reste-t-elle inviolablement tapie derrière son mur d'enceinte; mais à travers les fissures de la grande porte rouge qui donne entrée dans la cour, on voit le palmier nain s'épanouir au dedans comme au dehors et obstruer tellement les portes elles-mêmes, que l'acquéreur, s'il se présentait, ne pourrait plus pénétrer au-delà du mur d'enceinte que par une brèche ou par escalade.

Maëlma, dont le site élevé devrait être salubre, était infecté en partie par la barre du Mazafran, qui se jette ou plutôt s'infiltre dans la mer non loin de là, et par des amas d'eaux stagnantes formés dans les ravins profonds sur lesquels le village domine du côté de la plaine de Staouéli. On a ménagé un écoulement à ces eaux, et, pour n'en rien perdre, on a imaginé de les amener dans la fontaine de Zeralda, dont les eaux étaient rares. Zeralda n'avait pas besoin de ce renfort de peste. Ce pauvre petit village, assis non loin de l'embouchure du Mazafran, dans la vallée et à deux portées de fusil de la plage, sur la route d'Alger à Koléah par Staouéli, est certainement ce qu'il y a au monde de plus pauvre, de plus fiévreux, de plus cadavéreux. Une terre galeuse y nourrit à peine une chétive, mais tenace broussaille. Les eaux qui descendent des collines voisines balaient son territoire jusqu'à ce qu'elles viennent s'arrêter contre le rempart de sable que la dune leur oppose. Là, elles infectent la terre qu'elles n'amaigrissent plus, et elles la pourrissent sans la féconder. Les joncs, les sables, la fièvre, voilà, en dehors de la broussaille, le revenu le plus assuré du colon de Zeralda.

On a essayé de détruire ce foyer d'infection en l'enfermant circulairement dans un fossé profondément creusé et destiné à recevoir au passage les eaux qui s'y rendaient; mais en même temps on amenait dans la fontaine de Zeralda les eaux du marais de Maëlma, et d'ailleurs la grande cause d'insalubrité de ce canton est la barre de sable qui retient les eaux du Mazafran au moment où elles arrivent sur la plage, et qui les force à s'encaisser en détrempant par des infiltrations ou par des débordemens les terres basses et boisées qui se trouvent sur les deux rives.

Zeralda, qui mérite d'être cité comme type de l'extrême misère, appartient à la même formation que Cheragas, Ouled-Fayet et les autres villages de l'administration civile. Il se composait de 30 concessions de 15 hectares chacune : on avait cru devoir compenser la qualité par la quantité; mais après quatre années d'existence, 40 hectares à peine étaient défrichés. Tous les colons, à l'exception de deux ou trois, étaient arrivés là sans aucunes ressources. La plupart étaient Allemands, ce qui était un vice de plus ajouté à ceux du terroir et de sa configuration géographique, car en Algérie la race allemande réussit peu. Pour les faire vivre, on les employa aux terrassemens de leur grand fossé, au nivellement de leurs rues et de leur route. Le maire, homme de courage et qui avait quelques avances, les occupa aussi à ses dé-

frichemens, et c'est grâce à ses travaux surtout que le chiffre total des défrichemens du village avait pu s'élever jusqu'à 40 hectares. Un tiers des concessions était devenu désert; on ne voyait que maisons vides et fermées, les murs à moitié décrépis par les pluies, les volets descellés et pendans ou battant au vent. Que si vous vous informiez du sort de ceux qui les avaient occupées, on vous répondait : Celui-ci a abandonné, celui-ci aussi, cet autre également. Cinq familles étaient dans ce cas. Mais celle-ci? Morts. Et celle-ci? Morts. Et celle-ci encore? Orphelins; le père est mort. Quant aux vingt concessionnaires survivans, ils se mouraient, et je raconterai des funérailles.

Non loin de Zeralda, et à quelques pas de la route, on voit encore une grande baraque en bois qui a grisonné au soleil, et dont personne n'a jamais vu les portes ou les volets ouverts. La tradition du pays rapporte que cette baraque a été l'habitation de trois frères normands qui étaient venus s'établir là avant la fondation du village. Tous les trois y attrapèrent la fièvre. Le premier mourut, et les deux autres creusèrent sa fosse dans la broussaille; le second aussi mourut; celui-là encore laissait un survivant. Enfin le troisième mourut, et l'on ne sait dire par qui les portes et les volets ont été fermés. Ce n'est peut-être là qu'une légende, et je crois deviner à quelles fins administratives cette baraque aurait été dressée près de cette route (1); mais combien cette légende est sincère dans un tel pays, et comme elle en est l'histoire! Ne demandez pas aux vivans de Zeralda où sont les morts. Là chacun enterre les siens où il veut, et souvent le lendemain la mort l'emporte lui-même avec son secret.

Un matin, vers trois heures et demie, j'ouvrais ma fenêtre à Staouéli. Le jour s'annonçait à peine; l'air était frais et vif, et je contemplais, avec l'imagination plus encore qu'avec les yeux, les cimes embrumées de l'Atlas par-dessus la chaîne des coteaux d'Ouled-Fayet, de Saint-Ferdinand et de Maëlma. Bientôt les formes d'une charrette se dessinent sur la route de Koléah, qui traverse la concession des trappistes, et passe à quelque cent pas du monastère. Arrivée au bout de l'avenue, la charrette quitte la route et se dirige vers le couvent. Je me demandais ce qu'elle y pouvait venir faire à pareille heure, lorsqu'à travers les tons gris et froids du matin je crus reconnaître le maire de Zeralda. A mesure qu'il approchait, je constatais que ses traits étaient fortement contractés, son teint livide, ce que j'attribuai au froid matinal et à la fièvre, qui ne le quittait guère. Ses lèvres amincies laissaient voir ses dents serrées. Il marchait en avant, et tenait le cheval par la bride. Derrière la charrette venait un autre personnage, grand spectre osseux d'Allemand, au visage complétement décomposé par la fièvre, les yeux injectés de safran, et montrant aussi deux longues rangées de dents blanches qui se laissaient voir presque jusqu'aux deux coins des mâchoires entre ses lèvres contractées; une vraie tête de mort sur un squelette gigantesque, et, pour compléter la ressemblance, il portait, en guise de faux, une pioche sur l'épaule. La charrette était vide, à part une brassée de foin qui devait être là

(1) Elle ressemble beaucoup aux baraques que les ponts et chaussées ont construites sur bien des points pour remiser les outils et abriter les ouvriers, à l'époque où l'on faisait les tracés des routes ou les études de desséchement.

pour la provision du cheval. Le sinistre cortége s'arrêta sous ma fenêtre. Je saluai le maire de Zeralda, qui me répondit silencieusement par une inclinaison de tête, et je descendis pour causer avec lui.

— J'apporte mon fils, me dit-il d'une voix étranglée. Je n'ai pas pu me résoudre à le jeter dans la broussaille, et je viens demander aux trappistes la charité de me le laisser enterrer dans leur cimetière. J'ai d'ailleurs amené un homme pour le travail qu'il y aura à faire.

Je restai comme glacé d'horreur et de respect tout à la fois pour la situation et pour la démarche de ce père infortuné : ce voyage de trois lieues dans les sables et dans les ténèbres, cette piété furtive, cet appareil, et jusqu'à cette botte de foin, voile pieux et funèbre que la douleur du père, de la mère peut-être, avait ajouté à ceux de la nuit!

Cet enfant, âgé de neuf à dix ans, était fils unique. C'était pour lui sans doute que ses parens avaient apporté leurs petites épargnes en Afrique, alléchés par l'idée de se trouver tout d'abord propriétaires de 15 hectares de terre sans avoir eu à les payer. C'était un héritage tout fait qu'ils lui assuraient en un jour. Leur courage et le temps donneraient à cet héritage sa valeur. Pour qui maintenant vont-ils supporter les mécomptes, les fatigues, les gênes, les maladies qui ont enlevé l'héritier à l'héritage? J'avais vu plusieurs fois cet enfant. Sa mère, minée par la fièvre, l'amenait de temps en temps, tout fiévreux et le ventre ballonné, de Zeralda à Deli-Ibrahim, où il y avait un hôpital, des médecins, des secours. C'était un voyage de quatre lieues et demie que les deux malades faisaient à pied et par une route dont les sables rendent la plus grande partie très fatigante. Ils s'arrêtaient en passant à Staouéli pour respirer un peu, et s'asseyaient sur un banc de pierre près de la porte, les femmes ne pouvant pas pénétrer dans l'intérieur. Les bons pères s'empressaient, comme toujours, d'apporter aux voyageurs ce qui composait leur propre dîner : du riz, du lait, des légumes cuits à l'eau. La mère mangeait peu pour elle-même, mais elle tenait à *faire prendre des forces* à son pauvre enfant tout hâve, tout défait, tout gonflé par la fièvre. N'avait-il pas à se remettre en route après avoir déjà longtemps marché? Plus d'une fois j'avais eu occasion de lui dire : « Ne le faites point manger, madame; vous voyez qu'il n'a pas faim. Cette nourriture lui fera plus de mal que de bien. Faites-le boire seulement. Au lieu d'eau et de vin, le frère qui vous sert ira vous chercher à l'infirmerie de la tisane ou quelqu'un des rafraîchissemens qu'on tient préparés pour les malades. » La pauvre femme ne pouvait se persuader que son fils, déjà suffisamment abattu par la maladie, n'eût pas besoin de *prendre des forces* pour marcher.

Pour épargner au père des détails douloureux, j'allai trouver le révérend père abbé, et lui fis part de la demande qui lui était adressée. Il s'empressa de donner des ordres, et le cercueil de l'enfant fut apporté dans l'église et exposé à l'endroit même où l'on expose les religieux décédés pendant les vingt-quatre heures qui précèdent l'inhumation; il allait attendre là que les offices du matin fussent terminés et la fosse creusée. J'annonçai en outre au révérend père Régis que, pour lui causer moins de dérangement, le père avait amené de Zeralda un homme muni d'une pioche, mais que je doutais que cet homme, quoique charpenté en athlète, fût en état de remuer une pelletée

de terre. On lui adjoignit un religieux. Je les suivis jusqu'au cimetière. Le religieux seul en effet put travailler. Le grand Allemand s'exténuait et n'avançait point sa besogne. Un autre frère fut envoyé. Quand tout fut prêt, on récita les prières des morts sur le corps de l'enfant, et nous l'accompagnâmes jusqu'au pied de la croix qui, grâce aux trappistes, protége sa dernière demeure.

Je ne sortirai point du monastère de Staouéli sans dire un mot de cette fondation, l'une des plus intéressantes certainement qu'il y ait en Afrique, et celle où accourent tout d'abord les curieux d'Europe. Le monastère de la Trappe est assis dans la plaine de Staouéli, à environ 17 kilomètres d'Alger, et sur l'emplacement même du camp que Hussein-Dey avait formé en 1830 pour s'opposer à notre débarquement de Sidi-Ferruch. Les deux touffes de palmiers qui, dit-on, ombrageaient la tente du général en chef de l'armée du dey, ombragent aujourd'hui l'entrée du couvent. Un camp français y a été établi depuis sur la butte qu'occupe aujourd'hui le cimetière, butte dont le sol recouvre un grand amas de ruines, et sur le flanc de laquelle des travaux postérieurs ont fait découvrir les vestiges d'une ancienne église chrétienne.

La fondation de Staouéli fut provoquée en 1842 par le gouvernement, qui voulait inaugurer la colonisation sous les auspices d'un ordre religieux et agriculteur. Les négociations avec les chefs de l'ordre durèrent près d'un an. Enfin, le 20 août 1843, jour de Saint-Bernard, cette lumière et ce grand réformateur de l'ordre de Saint-Benoît, le révérend père Régis, aujourd'hui abbé mitré, alors seulement prieur de la communauté qu'il allait fonder, arrivait au pied des palmiers, après avoir bivouaqué dans la broussaille, où il s'était égaré la veille en les cherchant. Il débuta par y dire la messe en compagnie du père Brumauld, qui, plus ancien que lui en Afrique, avait voulu lui servir de guide. Toute l'installation consistait en un blockhaus resté là depuis le temps où le camp avait été évacué. On construisit une grande baraque pour recevoir provisoirement les premiers religieux qui allaient former le noyau de la communauté. Le génie militaire dressa, concurremment avec le père prieur, le plan de l'édifice permanent; le colonel Marengo amena ses condamnés militaires pour les travaux, et les constructions commencèrent.

La première pierre du couvent fut posée solennellement par le maréchal sur un lit de boulets ramassés dans la plaine de Staouéli. C'est aussi un obus qui est au couronnement de l'édifice, au haut du clocher, où il sert d'appui au pied de la croix qui surmonte le tout. Toutes les autorités d'Alger et l'élite de la société assistèrent à cette cérémonie. Bientôt les épreuves vinrent. Vingt-deux religieux, pères de chœur ou frères convers, avaient été appelés d'Aiguebelle, la maison mère. Ils logeaient dans la baraque, qui était en même temps leur réfectoire, leur dortoir, leur cloître et leur salle de chapitre. Le blockhaus avait été converti en chapelle ou plutôt en autel, car le chœur et la nef étaient la voûte des cieux. Les premiers défrichemens produisirent leur effet ordinaire. Deux religieux tombèrent malades, l'un mourut. Peu après, dix-sept furent atteints, puis tous, et avant l'expiration de la première année, dix étaient morts, dont sept en trois mois. Ce n'était pas tout. Les constructions avançaient, mais l'argent s'épuisait. Comme les murs extérieurs touchaient à leur couronnement, une violente pluie d'orage, comme on n'en voit pas en Eu-

rope, survient et abat cinquante mètres du mur de façade, malheur irréparable en ce moment, car tous les obstacles s'accumulaient. Un subside de 60,000 francs avait été promis par le gouvernement; mais des formalités de bureaux, ou je ne sais quelle autre cause, arrêtaient l'envoi des fonds. Un emprunt que s'était imposé la maison mère manquait par suite de l'intervention d'une autorité ecclésiastique qui voyait là une entreprise téméraire et d'un succès peu assuré : plus de ressources d'aucun côté; tous les religieux malades; les travaux de l'année détruits, et une caisse où il n'y avait même plus de quoi payer aux ouvriers la semaine commencée.

Alors le père prieur songea à ramener en France les débris de sa communauté, déjà à moitié renouvelée par les renforts que lui avaient envoyés diverses maisons de l'ordre. Le maréchal s'opposa à cette pensée. Il y a aux archives de Staouéli la copie d'une lettre magnifique qu'il écrivit à l'autorité qui avait empêché l'emprunt. Rien de simple, de digne et en même temps d'éloquent comme ce morceau. Les communautés ne meurent pas, et le temps viendra sans doute où l'histoire ecclésiastique de l'Algérie pourra recueillir bien des pièces intéressantes que toutes les convenances du moment retiennent dans l'ombre des archives. J'en donne dès à présent l'avis aux futurs historiens de l'Algérie, aux biographes du maréchal Bugeaud et aux chroniqueurs des maisons de l'ordre de Saint-Benoît, si jamais cet écrit doit tomber un jour à venir dans les mains des uns ou des autres. On battit monnaie comme on put, la maison royale envoya quelques dons; mais cela ne pourvoyait à rien qu'au besoin du jour, et les grandes difficultés continuaient de subsister. Le maréchal allait partir pour la France. Il dit au père prieur : « Venez avec moi; je me charge de votre affaire près du ministère, et vous vous arrangerez de votre côté avec les maisons de votre ordre. Le gouvernement vous y appuiera. »

Le révérend père, quoique malade, consentait bien à partir, mais en emmenant ses religieux; car comment les abandonner dans l'état où ils étaient tous, alités, sans ressources, et au milieu de ces difficultés de la fondation qui réclamaient à chaque instant la présence et la parole du chef? Le colonel Marengo s'en chargea. — Partez, lui dit-il, mon révérend père; ce sera moi qui vous remplacerai. Tous vos religieux sont malades, je les soignerai, et rien ne leur manquera. Je dirigerai vos travaux, et quant à l'argent, n'en ayez aucun souci : je sais où le prendre.

Il n'y avait pas à hésiter. Le révérend père partit donc avec le maréchal. Son voyage fut heureux : il ramena des religieux et de l'argent. Les travaux purent continuer et les avances du colonel être remboursées. Peu de temps après, la communauté eut enfin son installation complète, à part le cloître, qui ne fut fait qu'en 1846. Les tribulations ne touchaient pas cependant à leur terme. Les récoltes nulles de 1845 et de 1846, la récolte plus que médiocre de 1847, ne permirent pas aux trappistes de trouver leur subsistance dans les produits de leur travail. Le gouvernement, tout en leur continuant les prestations de vivres, les menaçait à chaque instant de les leur retirer, même en ne les fournissant qu'à titre d'avance. Le duc d'Aumale, pour sa bienvenue, leur accorda un répit, et la république également. Ce ne fut donc que la récolte de 1848 qui les remit à flot et les émancipa. Jusque-là ils continuèrent

à être éprouvés par les maladies. Sous ce rapport, les années 1846 et 1847 furent aussi désastreuses que les précédentes. C'est dans l'hiver commun à ces deux années que j'en ai vu pour mon compte mourir onze en peu de mois. La plupart des autres avaient une santé bien chancelante, et beaucoup ne passèrent pas l'hiver de 1847 à 1848.

Ce fut alors que moi-même je payai mon tribut. Une inflammation du foie, de l'estomac et des entrailles, contractée à Staouéli même, me mit aux portes de la mort, me retint trois mois au lit et trois mois en convalescence. Je fus admirablement soigné par deux religieux, le père et le frère hôteliers, qui, malades eux-mêmes, furent néanmoins toujours l'un ou l'autre présens à mon chevet tant qu'il y eut du danger. Ce n'était pas sans doute un des moindres prodiges de la foi religieuse que de voir deux santés ruinées user ce qui leur restait de forces à veiller de longues nuits près d'une vie agonisante. La convalescence, qui est encore une maladie, prêta une voix inaccoutumée à la reconnaissance et à l'admiration dont j'étais pénétré pour ces hommes évangéliques. Je ne leur ai point fait entendre cette voix, car ce n'est point de là qu'ils attendent leur récompense, et ces futilités mondaines ne sont pas faites pour eux; mais si, devant le monde, cette voix peut rendre témoignage, sinon à la gloire des trappistes, du moins à la gloire de la croix, qu'ils portent avec tant d'amour et qui les élève si haut au-dessus d'eux-mêmes, pourquoi ne pas dire au monde ce que je ne leur ai pas dit à eux? Voici donc comment de ma couche, que je ne quittais guère encore, je parlais au père hôtelier :

J'étais au lit, vous le quittiez à peine;
J'étais à bout, vous étiez faible encor;
Mon sang pâli tarissait dans ma veine,
La fièvre blême, hôte de cette plaine,
Avait du vôtre appauvri le trésor.

Et, près de vous, morne, en butte à la ligue
De tous les maux que puisse réunir
Ce climat d'or, — il en faut convenir, —
Je languissais plus que vous... La fatigue,
Les dégoûts, rien ne vous put prémunir
Contre une ardeur que Dieu devait bénir.
Vos soins ont mis à mon mal une digue;
Je n'en sais point qui vous pût retenir
Quand vous avez œuvre pie à fournir.
En vous voyant, de vous-même prodigue,
Suffire à tout, préparer et finir,
Porter, monter, descendre, aller, venir,
Tout deviner, prévenir tout, que sais-je?
Combien de fois tout bas j'ai souhaité
De dispenser la force et la santé!

Mais, hélas! que vous donnerais-je,
Quand vous avez la charité!

L'établissement de la Trappe à Staouéli a été la providence de cette route de Koléah par le Sahel et des villages des environs. Les mains de ces hommes,

qui manquaient de tout, étaient devenues comme le grenier de la misère. Outre les admirables travaux par lesquels ils ont transformé cette plaine si funeste, que d'autres bienfaits ne leur ont pas dus les alentours! Pendant les mauvaises années, des bandes d'enfans accouraient chaque jour de Deli-Ibrahim, qui est à une lieue et demie de Staouéli, d'Ouled-Fayet et de Saint-Ferdinand, qui sont à une lieue environ, de Sainte-Amélie et de Maëlma, qui sont à deux et à trois lieues. Ces enfans apportaient un bidon de fer-blanc qu'on leur remplissait de soupe ou de légumes cuits et qu'ils rapportaient à leurs parens. On distribuait ainsi régulièrement chaque jour jusqu'à trente soupes. Tout homme passant par la route n'avait qu'à sonner à la porte, on lui apportait à manger et à boire selon ses besoins. Les Arabes eux-mêmes profitaient parfois de cette hospitalité. Beaucoup d'ouvriers sans ouvrage s'abattaient sur la Trappe et y prenaient non-seulement un repas, mais un gîte dont ils usaient sans scrupule. Ceci amena bien vite un abus auquel on coupa court en envoyant ces hôtes, connus sous le nom de *colons familiers*, travailler aux défrichemens. On ne les gardait qu'à cette condition; mais ceci réglé, ils devenaient, comme leur nom l'indique, membres adoptifs de la *famille*. Quoiqu'on ne leur donnât pas d'argent, si ce n'est pour des ouvrages ou dans des temps extraordinaires, comme la fenaison, et qu'on se bornât à rajuster leur toilette avec des défroques provenant de l'intendance militaire, un certain nombre s'attachaient à cette vie et ne s'occupaient plus de chercher mieux ailleurs. La plupart, il est vrai, étaient des hommes faibles d'intelligence ou de courage, et qui, peu capables de gagner rigoureusement leur salaire sous l'œil d'un maître exigeant parce qu'il paie, trouvaient plus doux de se laisser aller à vivre au jour le jour et sans l'inquiétude du lendemain, moyennant un travail charitablement surveillé. Il y avait constamment à la Trappe une vingtaine de ces *colons familiers*. Staouéli devenait ainsi une véritable succursale du dépôt des ouvriers établis à Alger, et le révérend père abbé a plus d'une fois offert à l'administration de prendre ce dépôt à sa charge, si l'on voulait lui donner ce que l'on dépense pour le maintenir inutilement dans le faubourg Bab-Azoun.

Ces détails peuvent donner une idée de l'importance des services que l'établissement de Staouéli a rendus à ce coin du Sahel, de la vie qu'il lui a donnée. Ces services au reste ne s'arrêtent pas à ce qui a été dit. Les trappistes ont un moulin à eau, et pour une faible rétribution ils y admettent les grains des villages environnans; ils ont une forge et des ateliers de charronnage, et chaque jour ils sont la providence des attelages mis à mal au milieu de ces déserts par le mauvais état des chemins. Je ne sais comment sont aujourd'hui entretenues les routes; mais si dans l'origine on avait mis un grand zèle à en ouvrir de tous côtés, il est vrai de dire que, pendant les premières années, on les a complétement abandonnées à elles-mêmes, et quelques-unes avant de les avoir terminées. Ces dernières restant infréquentées, la broussaille toute seule s'est chargée de les rendre à leur état primitif en repoussant de plus belle, ainsi que cela est arrivé pour celle d'Aïn-Benian à Cheragas. On l'avait arrêtée juste à l'endroit où elle était indispensable, c'est-à-dire à la traversée de l'Oued-Beni-Messous, ravin abrupt et en précipice. Aussi jamais l'ornière d'une charrette n'a pu s'empreindre sur cette route, et au bout

de trois ou quatre ans, les broussailles l'avaient fait entièrement disparaître. On y avait dépensé 55,000 fr. pour l'amener en plaine d'Aïn-Benian jusqu'au bord du ravin.

Quant aux routes fréquentées, elles ne servaient guère, pendant l'hiver surtout, qu'à marquer la ligne où il fallait éviter de passer. En rase plaine et hors d'un pays cultivé, c'était un léger inconvénient. Les charrettes, pour éviter de s'engloutir dans les précipices bourbeux de la route, se jetaient à droite ou à gauche dans la broussaille, dont les branches formaient fascine sous les roues. Cependant il arrivait parfois que des terres labourées ou des accidens de terrain faisaient de la route l'unique passage, et il fallait bien y revenir, dût-on s'y briser ou y rester échoué jusqu'à l'été suivant, ce qui est plusieurs fois arrivé, et ce que je puis attester pour l'avoir vu. Sur la traversée du territoire de Staouéli, il y avait un de ces passages, mais là du moins il y avait du secours. Combien de fois les bons pères ont-ils eu à dételer leurs bœufs pour aller tirer de peine un équipage embourbé à une demi-lieue de là! Combien de fois ont-ils eu à envoyer des hommes munis de pioches et de crics pour le sauvetage d'un attelage coulé bas dans un océan de terre glaise délayée, ou pour le rajustement des timons rompus et des roues brisées!

Quelle page elles méritent dans l'histoire de la colonisation, ces routes dont les difficultés ont été un des plus grands obstacles qui aient éprouvé la constance des colons et qui aient achevé d'épuiser les ressources ou de surmonter les forces d'un grand nombre! Qu'on se figure des hommes perdus dans d'immenses solitudes qui les séparent de leurs semblables; ils ont jeté tout ce qu'ils possèdent dans le sein de cette terre, qui exige de longues avances et qui ne rend rien qu'à des époques déterminées. Cependant la faim arrive, sans se régler sur le mouvement des saisons et sans avoir à passer par les chemins de l'administration. La famille a recours alors à de petites industries secondaires. L'un fait des tuiles ou des briques, l'autre du charbon, l'autre du bois; l'on va porter cela à la ville prochaine, et l'on achète en retour les approvisionnemens dont la famille aura besoin pour la quinzaine ou le mois qui vient. Ici commence le procès avec la route qui vous dit : On ne passe pas! Mais la famille ne peut pas attendre. Coûte que coûte, il faut bien passer. On mettra dix jours, s'il le faut, à un voyage qui n'en demanderait que deux; mais, au risque même d'y perdre un bœuf ou d'y briser sa charrette, il faut que l'on passe, et l'on tente le voyage. Que d'exemples en ce genre on pourrait citer! J'en choisirai un. Un ancien officier de marine, démissionnaire par coup de tête collectif au temps des réactions politiques de 1822, est venu en Afrique après une longue carrière civile. On lui avait donné une concession de 800 hectares, à une demi-lieue de Zeralda, sur le bord même du Mazafran, lieu charmant, mais malsain. Autant l'autre revers de la colline est triste et désolé, autant l'étroite vallée du Mazafran en cet endroit est riche, plantureuse et enchantée. La famille de ce colon se composait de quatre enfans et de leur mère, race vigoureuse au physique, énergique et simple au moral. Deux de ces enfans moururent d'abord, une fille et un fils. Restaient deux superbes garçons, de dix-sept à vingt ans à l'époque où je les ai connus, chez qui une nature puissante dominait encore, comme

chez le père et la mère, les ravages souterrains, mais bien visibles d'ailleurs de la fièvre. L'un d'eux, à ce que j'ai appris, a depuis succombé. En attendant que sa terre domptée lui donnât des récoltes satisfaisantes et assurées, la famille vivait surtout du produit des beaux bois qui se trouvent sur la concession. Le vrai bois à brûler est très rare à Alger; on n'y brûle guère que des souches provenant des broussailles défrichées.

Un jour d'hiver, le père et l'un des fils, quoique malades, étaient allés porter à Alger la coupe de bois accoutumée; les besoins de la maison l'exigeaient impérieusement. Ils s'en revenaient par un temps affreux, rapportant les provisions attendues : deux feuillettes de vin, de l'huile, du grain pour faire le pain, mille autres denrées de ménage, une pharmacie complète dont toute la famille avait besoin, et un peu d'argent pour payer les ouvriers. Partis d'Alger avant le jour, ils étaient vers trois heures de l'après-midi en vue de l'abbaye; ils avaient fait quatre lieues. Les bœufs étaient exténués; eux-mêmes tremblaient de la fièvre sous leurs vêtemens collés à leurs os par la pluie battante. Il leur restait cinq lieues à faire pour arriver au milieu de la nuit, et à traverser un des plus mauvais passages de la route. Ils s'y engagent après en avoir évité ce qu'ils pouvaient en faisant un crochet dans la broussaille; mais à peine ont-ils fait dix pas, que le chariot s'enfonce jusqu'aux moyeux: bœufs, cheval, mule, tout s'arrête; pendant un quart d'heure, on les excite de la voix, du fouet et de l'aiguillon; rien n'y fait. Les bœufs finissent par se coucher. On se décide alors à leur donner du repos; on leur présente du foin, et pendant qu'ils mangent, on se met à déblayer comme on peut le devant des roues. Cette besogne faite, on essaie de se remettre en route. Coups de fouet recommencent; l'attelage s'épuise, mais n'avance pas. Un des bœufs crève à la peine; on le détèle et on le traîne sur le revers du chemin. Les choses en étaient là lorsque l'on apprit à la Trappe ce qui se passait. Trois paires de bœufs sont aussitôt envoyées en renfort. Des hommes emportent des pelles et des pioches pour frayer la voie des roues. On attèle les bœufs, les fouets résonnent, l'aiguillon joue dans les flancs; tout l'attelage donne un coup de collier avec ensemble et vigueur. La flèche du chariot vole en éclats. La nuit venait; il fallait bien tout remettre au lendemain, dernière contrariété, et la plus cruelle peut-être pour ces deux malades qui, après s'être dévoués pour les nécessités de la famille, envisageaient les inquiétudes et les privations que ce retard forcé allait y faire naître. Ils ne songeaient point d'ailleurs à eux-mêmes, et, dans l'état où ils étaient, il y eut lutte entre eux à qui passerait la nuit sous la charrette pour la garder des malfaiteurs. Je crois qu'ils s'accordèrent en l'y passant tous les deux, sous la pluie qui continuait, et avec la fièvre qui ne les quittait pas. Sans le voisinage de la Trappe, cette charrette était perdue, ainsi que celles que j'ai vues passer des saisons entières sur cette route même de Cheragas, et sur d'autres où elles avaient naufragé. Il est évident qu'elles appartenaient à des colons que cette perte ruinait si complétement, qu'il ne leur restait pas même les moyens d'en venir recueillir les débris.

Voilà un des faits qui portaient les colons à considérer l'administration comme cause de leur ruine. Un contraste singulier avec cette incurie à l'égard des chemins, c'est la rigueur réglementaire que les ponts et chaussées met-

taient à dresser procès-verbal contre le colon qui, pour franchir une différence de niveau entre son champ et la route, s'avisait de placer, sans autorisation préalable, quelques planches en travers. Ainsi l'administration des ponts et chaussées était absente pour entretenir ses routes, mais elle était présente pour ajouter des vexations aux fondrières et aux précipices qui les rendaient impraticables. Les colons avaient pourtant bien assez d'empêchemens et de difficultés à vaincre.

Je reviens à Maëlma, ou plutôt au récit de notre excursion, interrompu par des souvenirs qu'il m'était difficile de négliger en parlant de ce village. De Maëlma, M. de T... et moi allâmes coucher à Koléah après avoir visité le village d'Aïn-Fouka, situé au-delà de cette ville, sur le bord de la mer. Fouka est assis au haut de la côte en pente douce dont le bas est orné par ces vingt baraques si bien alignées qui devaient constituer le village maritime de Notre-Dame-de-Fouka. Aïn-Fouka est le troisième village fondé dans le système militaire du maréchal. Nous n'avons plus à y revenir. Mieux placé que Maëlma, moins bien que Beni-Mered, il était moins malheureux que le premier, mais bien éloigné de la brillante prospérité de l'autre. Nous visitâmes à Koléah le camp, le jardin des officiers, qui est un jardin délicieux, et enfin la mosquée et le tombeau des Embarek, famille sainte, puissante et illustre parmi les Arabes. Le dernier Embarek a été khalifa d'Abd-el-Kader. Des légendes pieuses et miraculeuses se rattachent à l'histoire de cette famille. Certaines reliques, telles qu'une chaîne de captif, avec son collier en fer, attestent aux yeux des indigènes la vérité de ces légendes. La mosquée et ses dépendances sont aujourd'hui en partie envahies par l'hôpital. Koléah domine de très haut la plaine dont il est séparé par le Mazafran, où l'on descend en contournant un massif de collines dont la plupart sont très boisées. Cette verdure de bon aloi, et plus élevée que la tête de l'homme, repose l'œil de la vue éternelle des broussailles. Nous quittâmes Koléah de bon matin, traversâmes le Mazafran à gué, et prîmes à travers champs la direction de Blida, la route droite qui existe actuellement entre cette ville et le gué de Koléah n'étant pas encore faite alors.

Nous avions pris un guide arabe qui nous aida beaucoup pour la traversée du Ferguen, vaste marais qui confine au Mazafran; mais une fois arrivés au fossé de l'*obstacle continu,* immense folie exécutée dans les premières années de l'occupation et qui est un plagiat de la muraille de la Chine, notre Arabe nous dit en étendant le bras : *Róah! guebala, guebala!* — Allez! tout droit, tout droit. — Après avoir longtemps suivi le parapet du fossé, nous nous aperçûmes que ce n'était point notre compte, et qu'il nous jetait beaucoup trop à droite, du côté de Boufarik. Voulant atteindre Blida par les villages de Joinville et de Montpensier, nous nous orientâmes alors, autant que nous le pouvions sans boussole, le nez de nos chevaux sur Blida, priant Dieu de nous épargner les marais qui nous barreraient le chemin et les ruisseaux encaissés dans des berges à pic. Un pli de l'Atlas, que nous prenions pour la gorge de l'Oued-el-Kebir, nous servait d'étoile polaire. Nous avions bien remarqué le matin, en descendant de Koléah, dans quelle position Blida se trouvait par rapport à certains grands enfoncemens remplis d'ombre ou à certains reliefs baignés de lumière. Malheureusement le soleil, en changeant

de place, déplaçait un peu quelques-uns de ces effets, et nous avions de la peine à reconnaître nos points de repère. Cependant plus nous avancions, plus la gorge de l'Oued-el-Kebir devenait distincte, même pour des yeux encore peu familiarisés avec le pays. A part les accidens de terrains qui nous forcèrent plus d'une fois à courir des bordées à droite, à gauche ou même en arrière, nous commençâmes donc à être sûrs de notre route, et en effet vers trois heures nous arrivâmes à Joinville. Nous avions mis une dizaine d'heures à franchir un intervalle de cinq ou six lieues.

IV.

Les villages des environs de Blida se rattachent à un système stratégique qu'on voulait établir sur la ligne du pied de l'Atlas et au débouché des principales gorges, comme on en avait établi un sur les crêtes du Sahel. De cette manière, la colonisation tenait en première ligne les clés de la Metidja, et en seconde ligne celles de la plaine de Staouéli. Les garnisons de Blida, de Boufarik, de Douéra, de Bir-Khadem, de Koléah et de la Maison-Carrée formaient au centre et sur les ailes les points d'appui de ces deux lignes. Stratégiquement cette idée était un peu préférable à celle de l'obstacle continu. Les villages du Sahel auraient pu être mieux placés sous le rapport agricole, mais au pied de l'Atlas l'intérêt des cultures s'accordait merveilleusement avec la donnée stratégique. Terres excellentes et d'alluvion, situation un peu plus élevée et par conséquent plus salubre que celle du fond de la plaine, eaux courantes et abondantes prises au sortir des gorges qui les produisent, rien ne manquait. Il est donc à regretter que ce système, inutile désormais pour la défense, ne soit pas encore complété, du moins pour la prospérité de la colonisation. Les colonies agricoles envoyées de Paris en 1848 ont fait combler quelques lacunes au fond ouest de la Metidja, mais il en reste de très regrettables dans les positions les plus centrales.

Ces villages du pied de l'Atlas ne remontent pas au-delà de 1843. Malgré ce qui vient d'être dit des avantages de leur situation, et malgré cette circonstance, presque aussi heureuse, — que les défrichemens dans la plaine n'ont pas à lutter contre le palmier nain, — il ne faut pas croire que ces villages n'aient pas eu aussi des premières années fort dures. Leurs trois premières récoltes ont été détruites comme dans le Sahel, l'une par le sirocco (vent du désert), l'autre par les sauterelles, la troisième par la sécheresse de l'hiver. L'administration vint à leur secours en leur fournissant des bœufs et des semences, en leur achetant leurs fourrages; mais c'est là plus qu'une administration ne peut faire, et ces secours même donnaient lieu à de nouvelles plaintes. Quant aux achats de fourrage, c'était presque un sujet de guerre civile. Le colon, habitué à se sentir en tutelle, regardait à peu près comme un droit pour lui d'imposer ses foins à l'administration militaire, et celle-ci, tout en se proposant de venir au secours des colons, avait aussi à régler ses achats sur ses besoins; elle fixait la quantité de quintaux métriques qu'elle aurait à prendre et le prix qu'elle y mettrait. L'administration civile avait donc ensuite à établir, par l'entremise des maires, la quantité proportionnelle que chaque colon individuellement pourrait livrer. On voit quel nid

de querelles il y avait dans cette circonstance seulement. En outre, l'intendance militaire se réservait naturellement le droit de ne pas recevoir les yeux fermés tous les foins qui lui seraient présentés: elle rejetait, et c'était son devoir comme son droit, ceux qui, par leur mauvaise qualité, n'auraient pu lui être d'aucun usage; mais le refus d'une charretée de foin, c'était souvent la ruine d'un malheureux qui n'avait pas d'autre ressource, et qui allait avoir à payer les frais d'un transport inutile. De là des scènes de désespoir, des récriminations violentes, et pour le bien qu'elle avait voulu faire, l'autorité se trouvait comblée de malédictions.

Nous retrouvâmes dans la plaine le même concert de plaintes que dans le Sahel. L'administration était *pire que le sirocco, pire que la sécheresse et les sauterelles:* c'est en ces termes que l'on s'exprimait. Et cependant le maréchal Bugeaud était plein de sollicitude pour la colonisation, qu'il aimait comme son œuvre propre; M. le comte Guyot, directeur de l'intérieur et de la colonisation, avait épousé avec une ardeur infatigable et un dévoûment sans bornes la tâche de réaliser cette œuvre; mais la donnée première, consistant à concentrer toute la vie dans le gouvernement et à ne laisser au pays qu'une vie artificielle qui lui était infusée et mesurée par voie administrative, cette donnée était fausse. Que pouvait-on contre une donnée fausse? Néanmoins l'effort de volonté fut tel que la vie finit par pénétrer dans ce spectre galvanisé, et il a été plus fait alors en trois ans pour l'installation de la colonisation en Algérie qu'il n'a été fait dans les dix années qui se sont écoulées depuis. C'est que malheureusement le maréchal a été remplacé et que ses idées ne l'ont pas été; lui seul pouvait quelque chose contre ses idées.

A Joinville, nous retrouvâmes aussi les plaintes sur les eaux: non pas qu'elles manquassent, car il y avait au contraire de belles eaux courantes; mais elles couraient à ciel ouvert et arrivaient à Joinville après avoir traversé les jardins de Blida, où elles se chargeaient de détritus végétaux et animaux qui les rendaient insalubres. Les fièvres sévissaient, et on les attribuait en partie à cette cause, ce qui fournissait un chapitre de plus aux griefs. Enfin là aussi on se plaignait d'être séparé de Dieu après avoir été abandonné des hommes. Un colon, arrivé à Joinville avec 4,800 francs et neuf enfans, dont six seulement survivaient, me disait, non sans quelque amertume: — Point d'église! point d'école! nous sommes comme des animaux. Un vicaire de Blida ne pourrait-il pas du moins venir ici? Si nous avions une chapelle, *si nous avions une clochette, on pourrait se rappeler comment on a été élevé.*

Les villages du pied de l'Atlas appartiennent tous à la fondation de l'administration civile. Les habitans ont reçu pour 800 francs de matériaux et les mêmes secours que les autres colons; mais on ne leur a pas fait de défrichemens, leur sol ne leur opposant pas les mêmes obstacles que celui du Sahel. Les broussailles de la plaine ne se composent en effet que d'arbustes, tels que le jujubier, le lentisque, le chêne vert, bien moins difficiles à extirper que le palmier nain, et donnant en outre un produit immédiat comme combustibles. Le village de Joinville se composait de 50 concessions, réparties entre 35 concessionnaires. 14 de ces concessions avaient déjà subi, en 1847, une, deux et jusqu'à trois mutations, ce qui indiquait du malaise et une grande instabilité dans près de la moitié de la population. Pendant les trois premières années en effet, ces colons n'avaient pu vivre que du produit de leurs

fourrages. Ceux du petit village de Montpensier, voisin de Joinville et plus rapproché de Blida, avaient une ressource dont ils subsistaient presque tous : c'était le laitage. Montpensier pourrait être appelé la laiterie de Blida. Il se composait de 20 concessions, réparties entre 19 concessionnaires. 4 d'entre eux avaient jusqu'à 10 vaches; 3 autres en avaient 5 ou 6, et d'autres moins. Ces vaches donnaient en moyenne par jour de 3 à 5 litres de lait, qui se vendait à Blida 50 centimes le litre; on y payait le beurre 2 francs le demi-kilogramme. Ceux qui n'avaient pas de vaches, et ils étaient cinq ou six, travaillaient pour les autres concessionnaires, ou allaient faire des fagots dans la broussaille.

Dalmatie et Souma se trouvent de l'autre côté de Blida, vers l'est. Ils étaient la tête de la ligne qui devait se prolonger jusqu'au Fondouk, et qui aujourd'hui encore, malgré la fondation de l'Arbâ en 1848-49, est inachevée. *Pendent opera interrupta.* Dalmatie était un grand village de 300 habitans, dont 54 chefs de famille ou titulaires de concession. Le nombre des concessions même était de 56. Fondé un an après Joinville (septembre 1844), Dalmatie était cependant dans un état plus satisfaisant. Il avait eu une mauvaise année de moins à traverser, ce qui avait moins usé son courage, et en outre l'expérience fâcheuse de ses voisins l'avait sans doute tenu en garde contre les fascinations du renom qu'avait la terre des environs de Blida, et qui semblaient convier l'homme à s'épargner le soin d'aider cette terre à produire. La population de Dalmatie était laborieuse et paraissait satisfaite; elle se plaignait seulement d'avoir été excitée à étendre ses cultures par le gouvernement, qui lui avait promis la quantité correspondante de semences, et qui ne lui en avait donné que 50 litres pour deux ou trois hectares de terres préparées.

Souma, plus éloigné de Blida, se trouvait plus isolé, plus réduit à lui-même; en outre, par suite de l'inachèvement de la ligne des villages et de la route qui devait les relier, il occupait le fond d'une impasse. Aussi avait-on ajouté aux 54 concessions qui composaient le gros du village deux grandes concessions de 100 hectares et quatre fermes qui formaient hameau entre Souma et Dalmatie. Malheureusement l'un des grands concessionnaires habitait Paris, et remplissait peu la mission qui lui était échue de répandre de l'argent sur ce territoire. D'autres se plaignaient beaucoup de l'administration, qui n'avait tenu aucune de ses promesses, et qui les ruinait en les paralysant. Souma était le dernier village fondé, il ne remontait qu'à 1845; mais il y avait dans sa population, comme dans celle de Dalmatie, quelques hommes d'énergie. Après des épreuves pénibles, ces hommes ont mis leurs affaires dans une voie brillante. La terre ne leur refusait rien; il ne fallait que savoir la mettre en œuvre.

Outre les villages de fondation administrative, la Metidja, dans son centre surtout, contient un grand nombre de fermes et de propriétés particulières; mais elle est bien loin cependant d'être peuplée et colonisée comme elle pourrait l'être dès à présent, comme elle le sera certainement un jour. Ce magnifique bassin s'étend en fer à cheval sur une superficie de 1,200 kilomètres carrés ou environ 120,000 hectares. Là-dessus on compte 14,503 hectares de terrains marécageux, dont 7,632 hectares de marais permanens. De grands travaux de desséchement ont été déjà exécutés, mais pas toujours avec un soin judicieux. Dans un travail d'ensemble, on évaluait la dépense

moyenne de ces travaux par hectare à 460 francs pour les marais permanens, à 250 francs pour les terrains marécageux, à 3,500,000 francs pour le tout. Déjà en 1832 on avait dépensé 2 millions pour les desséchemens de la Metidja; mais ces travaux, assez mal conçus, ne furent même pas entretenus. En 1843, on songea à systématiser le desséchement général de la Metidja, et, de cette année à 1845, 804,163 francs 75 centimes furent dépensés en travaux préparatoires seulement. A ce prix, on avait exécuté un ensemble d'opérations qui embrassaient 25,000 hectares; on avait fait des levés ou tracé des lignes de nivellement dont le développement total était de 1,200,000 mètres. On portait à 2,710,500 francs le devis des dépenses qui restaient à faire.

Ce système général avait le tort de n'être nullement *systématisé,* en ce sens que, considérant chaque marais isolément, il s'attaquait aux effets et laissait subsister les causes. Un autre plan bien plus complet a été conçu par un ingénieur d'un grand mérite, qui a longtemps dirigé les beaux travaux du port d'Alger. Ce plan consistait à dessécher les marais en arrêtant au passage les eaux qui les entretiennent, et en réservant en même temps ces eaux pour les irrigations. On les arrêterait d'abord par un canal parallèle au pied de l'Atlas, et ensuite par l'endiguement des cours d'eau qui sortent de ses gorges, et que les pluies d'hiver font déborder sur toutes les parties basses. Des barrages mobiles retiendraient au contraire à l'entrée des gorges et dans le canal les eaux rares de l'été, et rien n'empêcherait que le gouvernement, par la concession de ces eaux, même à un prix très modique, ne s'assurât un revenu proportionné à ses dépenses. Ces grandes causes maîtrisées et tournées en bienfait, le système actuel et totalement insuffisant des rigoles d'écoulement suffirait pour qu'on se rendît maître des eaux qui détrempent certaines parties basses par suite d'infiltrations souterraines. Le gouvernement retrouverait d'ailleurs l'équivalent de ses dépenses dans la valeur des terres qu'il rendrait ainsi à la culture. Le lac Alloula à lui tout seul y figurerait pour 3,000 hectares. Dans l'état de rareté où sont aujourd'hui les terres disponibles pour la colonisation, un pareil avantage n'est point à dédaigner.

En 1848, l'administration a voulu se rendre compte de ce qu'elle possédait dans la plaine; voici ce qu'elle a trouvé :

1° Sur le territoire des Beni-Khelil	910 hect.
2° Ben-Salah (contigu au précédent)	600
3° Sidi-Abed (près de Boufarik)	500
4° Ben-Hamidan (près de la Maison-Carrée).	30
5° Ben-Koula (enclavé dans les Beni-Moussa).	15
6° Le Ferguen (marais sous Koléah)	1,000
7° Rassauta.	2,320
On y ajoutait un territoire qui n'appartient pas à la plaine, mais qui y confine et qui offrait de grands avantages. On y a assis aujourd'hui le village de Castiglione. Nous l'ajouterons donc à ce recensement historique des richesses territoriales de l'administration en 1848; c'est :	
8° Bou-Ismaïl.	700
	6,075 hect.

Mais sur ces 6,075 hectares, il n'y en avait en réalité de disponibles que 1,760 ou 1,060, en retranchant la terre de Bou-Ismaïl, qui n'appartient pas à la Metidja. La terre des Beni-Khelil avait été promise au khalifa Sidi-Ali à titre de compensation. Celle de Ben-Salah était occupée par la tribu des Beni-Mered, qu'on ne jugeait pas convenable d'évincer. Celle de Sidi-Abed était réservée pour les habitans de Boufarik, à qui l'on avait promis des terres qu'on ne leur avait pas encore données. La Rassauta était occupée par les Aribs et par les bestiaux de l'administration militaire. Le Ferguen était occupé également par les bestiaux de cette administration. C'était néanmoins sur ces deux terres que l'on comptait pouvoir se faire céder les 1,000 hectares que l'on portait à l'actif de la colonisation dans la Metidja. Tel était le bilan de l'administration civile, dont le territoire embrassait la portion de la plaine comprise entre le Hamiz et la Chiffa.

A l'est du Hamiz et à l'ouest de la Chiffa, on entrait dans le domaine de l'autorité militaire. Le duc d'Aumale, quelque temps auparavant, avait voulu se faire rendre compte de ce que l'on pourrait tirer de ce domaine au profit de la colonisation. — A l'est, sur le territoire des Issers, il y avait bien 6,000 hectares qu'on aurait pu occuper sans difficulté; mais à cause du voisinage de la Kabylie, on ne jugeait pas encore prudent d'étendre la colonisation de ce côté. On se rabattit donc sur le territoire des Hadjoutes, à l'ouest de la Chiffa. Ce territoire, compris entre la Chiffa, la mer, le Sahel des Beni-Menad et les montagnes des Soumata, comprend 49,423 hectares qui se divisent ainsi :

1° Tout le territoire des Hadjoutes proprement dits	. . . . .	38,760 hect.
2° Portion du territoire des Chenoua (tribu montagnarde).		3,635
3° Portion du territoire des Beni-Menad	(id.).	236
4° Portion du territoire des Souhalia	(id.).	6,792
		49,423 hect.

Sur ce chiffre, le gouvernement n'avait à prétendre que la part qui lui revenait comme héritier de l'ancien beylik et celle provenant des confiscations prononcées contre les tribus ou les particuliers qui avaient encouru le sequestre.

La première catégorie donnait un total de.	16,518 hect.
La seconde	10,662
	27,180 hect.

C'est là une grande ressource assurément; mais ces terres ont l'inconvénient d'être trop éloignées de tout. Avant que l'on aille les peupler, il faudra avoir une colonisation compacte au centre; il faudra que les routes non encore percées d'Alger à Cherchel, de Cherchel à Miliana, de Miliana à Alger et à Koléah par la vallée de l'Oued-Djer, aient vivifié toute cette région perdue; il faudra que ces petites villes, aujourd'hui insignifiantes, aient pris graduellement une certaine importance. Trois ou quatre villages au reste ont été fondés dans ces directions à l'aide des 50 millions votés en 1848 pour les colonies parisiennes. On les a mis autant que possible sur la ligne suivie par les convois militaires ou par les voyageurs qui circulent de l'un à l'autre des points qui viennent d'être nommés, et cela les aidera à se soutenir; mais la

grande agriculture ne viendra qu'avec les grands débouchés, et ceux-ci qu'avec des routes régulièrement percées et un commerce solidement assis dans les villes. Il importerait donc avant tout de rendre à l'agriculture des terres qu'on aurait sous la main, mais qui sont aujourd'hui envahies par les eaux, et qui à ce premier dommage ajoutent celui de rendre inhabitables les terres voisines, où elles répandent le venin des maladies et de la mort. Si sur les 120,000 hectares dont se compose la Metidja on en pouvait, par ce moyen, conquérir seulement 4 ou 5,000 dans le rayon d'Alger, de Blida et de Koléah, ce serait une grande conquête dont toute la plaine se ressentirait. Et si l'on venait à bout de terminer la ligne de villages du pied de l'Atlas en commençant par ce Rovigo dont les colons, tirés de France il y a déjà huit ans, sont morts de désespoir et de misère en attendant les terres promises, on compléterait le monument du maréchal Bugeaud, on rentrerait dans la tradition de ses idées grandes et justes, et j'ai suffisamment dit qu'il les avait naturellement ainsi, quand l'essor n'en était point gêné par des préventions ou par des préoccupations étrangères. La soumission de la Kabylie va sans doute simplifier la question de la colonisation des terres situées au-delà du Hamiz. Il faudrait s'empresser de peupler ces 6,000 hectares, qui feraient une magnifique bordure à la route de Dellys dans sa traversée de la plaine. Elle leur prêterait une vie qu'ils lui rendraient avec usure.

Si, en revenant de Blida à Alger, on quitte aux Quatre-Chemins la route nouvelle qui côtoie la plaine, pour prendre l'ancienne, qui continue tout droit en pénétrant dans le massif du Sahel, on a devant soi et à droite le principal noyau de la colonisation administrative, les villages parcourus jusqu'ici n'étant que ses postes avancés ou ses vedettes. Ces villages intérieurs du Sahel sont : Douéra, Cressia, Baba-Hassen, Draria, El-Achour, par où l'on rejoint Deli-Ibrahim; Saoula, par où l'on rejoint Bir-Khadem, situé sur la nouvelle route d'Alger à Blida, et enfin Kouba, tout à fait à la pointe orientale du Sahel. Ces villages, de fondation administrative, sont, à l'exception de deux ou trois, entremêlés d'une série ininterrompue d'habitations ou d'exploitations formant, sinon des villages compactes et ramassés comme les autres, du moins de véritables communes et un vaste massif de cultures. Dans cette catégorie de formation spontanée sont : Tixeraïn, Birmandreis, Idra, El-Biar, etc. Sous cette latitude, tout change : la terre est toute civilisée, la colonisation forme un réseau continu, les villages administratifs eux-mêmes perdent jusqu'à un certain point le cachet de leur origine. Ce cachet est, quant à l'aspect extérieur, la nudité et l'uniformité. Les villages où cette transformation commence sont Draria et El-Achour. Elle est complète à Saoula, à Bir-Khadem et même aussi à Kouba. Il n'y en a pas l'ombre aux villages qui marquent l'extrémité du rayon, à Douéra, à Cressia, à Baba-Hassen.

Douéra remonte, comme Deli-Ibrahim et Boufarik, aux temps mythologiques de la colonisation. Son origine se perd dans les fumées d'un camp. Une forte garnison, des casernes, un hôpital et les nombreux états-majors militaires ou administratifs qu'entraîne une pareille réunion de grands établissemens, lui donnèrent d'abord le caractère d'une petite ville plutôt qu'un caractère rural. Douéra était la clé militaire du Sahel et la sentinelle avancée d'Alger. Peu à peu ce rôle fut dévolu à des villes qui laissaient derrière elles l'Atlas et qui enfin arrivèrent sur la lisière du désert. La splendeur de Douéra

décrut, puis s'éclipsa tout à fait. Les états-majors militaires avaient disparu. La garnison était réduite à un lieutenant de gendarmerie et à ses deux ou trois brigades. Restaient les états-majors civils : un commissaire civil, un ingénieur des ponts et chaussées, un curé, un médecin, un directeur de postes. On était encore chef-lieu, mais il fallait bien se résigner à se faire village. Ce qui restait d'habitans se plaignit amèrement de n'avoir point de terres. Ils en avaient cependant, ou on leur en donna, ce qui ne fera jamais que Douéra devienne un second Boufarik. Rien n'est désert, silencieux et vide comme les immenses solitudes qui entourent ce chef-lieu, de quelque côté qu'on y arrive.

Son voisin le plus rapproché est le pauvre village de Cressia. Cressia est la sentinelle la plus avancée du Sahel vers la plaine, on pourrait dire la sentinelle perdue. Aussi lui a-t-on donné une grande caserne de gendarmerie, d'une construction fort élevée, afin de pouvoir servir de poste d'observation. Cette caserne est aujourd'hui convertie en chapelle protestante. C'est dire assez que Cressia est un village allemand en très grande partie. Il y a pourtant quelques colons du Languedoc. Cette triste population est isolée de tout, comme celle de Douéra, et noyée dans une mer de broussailles. Au moins les villages des crêtes du Sahel, du côté de la plaine de Staouéli, sont placés de manière à pouvoir s'observer les uns les autres : c'était là une condition stratégique; mais Cressia ne s'annonce à quelque distance que par sa caserne, et lui-même n'a rien à l'horizon que l'éternelle broussaille.

Je n'ai visité qu'une fois ce triste pays, qui n'est sur le chemin de rien. Avant d'y arriver, j'éprouvais déjà un serrement de cœur qui me pressait d'en sortir. J'entrai dans la maison du maire, qui était absent, mais dont la femme tenait une petite boutique d'épicerie. Je lui demandai quelques rafraîchissemens et je la fis causer. Je voulais savoir comment on pouvait vivre sur cette terre déserte de Cressia. Voici ce que j'appris. Le village se composait de cinquante-deux concessions de 7 à 12 hectares chacune. Il possède en outre un grand communal, c'est-à-dire une grande étendue de broussailles pour le pâturage des bestiaux. Néanmoins, sur seize colons à qui l'on avait distribué la veille 84 moutons, deux avaient refusé de les prendre, parce qu'ils n'avaient personne pour les garder. Je sus encore de la femme que le mari, qui avait alors trois hectares défrichés, en avait tiré 5 ou 600 francs de revenu tant en fourrage qu'en légumes, qu'il était allé vendre à Alger. L'année précédente, il avait semé dans un lot d'un hectare 1 kilogramme de maïs qui lui en avait rendu 2 quintaux, dont il avait engraissé un porc, et ce porc lui avait rapporté un bénéfice de 60 francs. En outre, au milieu du maïs, il avait semé 4 livres de haricots qui lui en avaient rendu 50, à 30 cent. l'une : produit 15 francs. Enfin une partie de ce même hectare était restée en fourrage et en avait donné pour 100 francs, sur lesquels il y avait à défalquer 25 fr. de frais. J'admirai la constance de ces pauvres et honnêtes gens, et, par la position du maire, jugeant celle des administrés, je n'eus pas le courage de pousser plus loin mes investigations. Quelle force de volonté n'ont pas des gens qui se dépaysent, passent la mer, changent de climat, et viennent braver de terribles fléaux pour chercher une vie si pénible et si peu fructueuse!

Baba-Hassen est plus rapproché d'Alger, et s'il touche au désert par le côté de Cressia, il confine presque à la zone civilisée par le côté de Draria; toutefois cette zone n'arrive pas encore jusqu'à lui. Quoique Baba-Hassen soit placé dans

des conditions un peu plus supportables que Cressia, on y sentait de l'amertume dans les cœurs; certains colons y donnaient cependant des exemples d'une énergie qui tenait du prodige. Un nommé Porcher, quoique dénué de ressources, voulait néanmoins défricher ses terres : comment vivre sans argent pendant cet intervalle? Trois mois durant, sa femme et ses enfans allaient à la chasse aux escargots, tandis que le père arrachait le palmier nain; trois mois durant, la famille vécut de cet unique aliment et de racines. Au bout de ce temps, exténué par ce régime, il dut renoncer à ses défrichemens pour aller travailler chez autrui, dans une ferme près de Bir-Khadem. Il y était depuis trois mois, lorsque ses voisins m'apprirent son histoire.

Un autre colon, nommé Pausson, est bien plus curieux à citer encore. Cet homme assez pauvre, assez dénué pour avoir le droit de mendier, s'il l'eût voulu, avait aussi tout sacrifié pour ses défrichemens. Pendant dix mois, il avait pu soutenir cette gageure en vendant pièce à pièce son mobilier d'abord, y compris son lit, sa vaisselle, sa marmite, puis ses vêtemens jusqu'à sa dernière chemise, puis enfin la moitié de ses instrumens de culture. Il en était là lorsque, la faim le prenant et toute ressource étant épuisée, il fut réduit pour vivre à aller reprendre en terre les pommes de terre qu'il y avait semées. Ce n'est là que la moitié de son histoire, qui me fut racontée par un colon chez qui j'avais demandé à coucher, et qui m'offrit pour lit tout ce qu'il pouvait m'offrir, c'est-à-dire une table sur laquelle on étendit un matelas. Pausson lui-même avait passé avec nous une partie de la soirée. Lui sorti, on parla de la lutte étrange que cet homme soutenait contre une position insoutenable, des audacieuses entreprises d'avenir qu'il se mettait sur les bras, lui qui n'avait pas même de lendemain, et de la prodigieuse fécondité d'inventions qu'il déployait chaque jour pour vivre d'abord, puis pour avancer d'un jour dans l'une ou l'autre de ces entreprises. A vrai dire, on le trouvait un peu étrange et chimérique, mais on n'en parlait d'ailleurs que dans les termes les plus honorables et avec considération pour son caractère. Une toute jeune femme surtout, très jolie, espiègle, mariée depuis huit jours à Alger, et qui était venue ce jour-là même avec son mari pour la visite de noces à ses parens, relevait sans méchanceté, mais avec gaieté, quelques petites singularités de détail qui achevaient de peindre le tour de génie de Pausson; par malheur, celui-ci était resté à regarder les étoiles à la porte; quand il entendit prononcer son nom, il écouta et il s'affligea de ce qu'il entendait. La misère donne parfois de fausses susceptibilités. Je payai ma dépense avant de me coucher, annonçant à mes hôtes que le lendemain je partirais au petit jour. A l'heure dite, en effet, je mettais le pied dans la rue, lorsque je fus arrêté par un homme qui était déjà en sentinelle à la porte, où il m'attendait, quoiqu'il ne sût pas que je dusse sortir de si bonne heure : c'était Pausson.

— Monsieur, me dit-il, on a cherché hier soir à vous donner de mauvaises impressions sur moi... Je vous ai attendu, monsieur, pour vous faire voir si je suis aussi maladroit qu'ils le disent; et si vous voulez bien entrer dans ma maison, où tout a été fait par moi, vous pourrez vous en convaincre par vous-même. Cela d'ailleurs ne vous détournera pas, car voilà ma maison.

Je regardai et ne vis pas de maison. Cependant, à quatre pas de là, il s'arrêta devant un mur percé de fenêtres sans croisées et d'une porte sans clôture. Des solives posées à hauteur d'un premier étage annonçaient que plus

tard il y aurait un étage et un plafond. Une autre charpente, dressée au-dessus de la première, dessinait la forme d'un toit qui n'existait pas encore. Pas un meuble, pas un chiffon, rien qui pût faire soupçonner que ce fût là l'habitation d'un être quelconque, et en effet il n'y avait pas là d'habitation. On y était sous le ciel et dans la rue. Pas un mur d'ailleurs n'avait reçu son crépi. Près de l'entrée, en dehors, se trouvait un rouleau de bois de caroubier long d'un mètre environ.

— Je vous ai dit, monsieur, que je construisais un moulin à huile; voici l'arbre de mon moulin. Prenez la peine d'entrer et de passer dans la cour: voici la pierre d'assise de mon moulin.

En effet, au milieu d'une cour toute petite et étroite, il y avait une dalle bien posée d'équerre.

— Voici la chaudière pour mon moulin.

Et en disant cela, il me montrait dans l'épaisseur du mur une niche semblable à celles où l'on met les poêles des salles à manger à Paris. Le bas de cette niche était rempli par le fourneau. Sur la tablette du fourneau se trouvait une poignée de vieux clous rouillés, tordus, de toutes les espèces et de toutes les formes. — Ce sont des clous pour mon moulin. Quand j'ai occasion d'aller à Alger, si j'ai un sou, j'achète comme cela une pincée de vieux fer, c'est toujours ça de fait.

— Très bien, lui dis-je; je vois qu'il vous faudra du temps pour achever votre moulin, mais je sais que vous êtes persévérant. Ce qui m'inquiète, c'est de savoir où vous logerez d'ici-là, car tout ici est à la belle étoile.

— Ah! monsieur, dit-il en souriant de l'air d'un homme qui ne se laisse pas prendre en défaut. Et rentrant aussitôt dans ce qu'il appelait la chambre, il va au mur du fond, ouvre une trappe en fer pratiquée à hauteur d'appui, et, se rangeant de côté pour me laisser voir : —Je vous avais dit, monsieur, que j'avais aussi construit un four, voyez-le. C'est là que je couche.

Ce four n'était nullement passé au lait de chaux, comme une chambre à coucher, mais au noir de fumée, comme un vrai four qu'il était.

— Vous cuisez donc aussi dans ce four?

— Oui, monsieur.

— Mais alors vous avez du grain, de la farine.

— Non, monsieur. Ce sont les autres qui viennent cuire à mon four.

— En ce cas, maintenant que vous avez tout vendu, et que vous avez été jusqu'à déterrer vos pommes de terre pour pouvoir manger pendant que vous faisiez vos défrichemens et que vous construisiez ce four, vous devez en tirer une petite ressource en en louant l'usage aux autres colons.

— Ah! non, monsieur, ils sont si malheureux!

Cette réponse et le ton de candeur qui l'assaisonnait me coupèrent la parole. J'aurais volontiers glissé quelque argent dans la main de cet homme bienfaisant qui n'avait pas de chemise sous sa blouse. Je craignis de l'offenser; mais je lui demandai son nom, qu'il me donna : Melchior Pausson. C'est lui-même qui m'en a dicté l'orthographe.

Draria, à une lieue en avant de Baba-Hassen, et El-Achour, entre Draria et Deli-Ibrahim, sont, à proprement parler, les deux derniers villages qui appartiennent à l'histoire de la colonisation. Les autres font en quelque sorte partie des jardins d'Alger. Ils n'ont pas eu à traverser les mêmes phases ni

les mêmes épreuves. S'ils ont été fondés par les mêmes moyens, on n'a pas eu à employer les mêmes moyens pour les soutenir. Ils ont eu presque tout de suite leur vie propre, indépendante de l'action administrative, et ils ont grandi absolument comme les Batignolles à côté de Paris. Nous ne nous sommes pas astreint d'ailleurs à un aride travail de nomenclature, et il n'entrait pas dans notre plan de donner une monographie de chaque village, comme si nous avions fait un guide de l'étranger en Algérie. Il est quelques villages que nous n'avons même pas nommés, ou qui ne l'ont été qu'en passant, tels que Douaouda, près de Koléah; Sidi-Ferruch, village maritime évacué; le Fondouk, dont l'histoire n'est plus rien, quand elle cesse d'être une nécrologie. Ce qui a été dit de Boufarik suffisait pour ce dernier point. Nous avons donc essayé de fixer sur des exemples les caractères généraux; nous sommes allé d'abord aux types, puis aux faits particuliers qui pouvaient avoir un intérêt à part, et quand nous n'avons rien trouvé, nous n'avons rien relevé. Ceci n'est pas non plus un tableau de la colonisation comme ceux que publie le gouvernement. Nous ne nous sommes servi de la statistique que lorsqu'elle nous a été nécessaire pour expliquer ou compléter l'exposé d'une idée ou pour faire ressortir un fait important. Nous n'avons voulu faire qu'une simple chronique de *la conquête par la charrue*, chronique prise sur le vif, sincère comme l'amour qui nous en a fait amasser les matériaux pendant deux ans, complète autant que nous avons pu la faire sans craindre de la faire trop longue.

Nous ne nous sommes d'ailleurs adressé qu'au passé. Nous avons di ce que la colonisation a été, non ce qu'elle est. Cela nous laissait dans les régions sereines de l'histoire, au point de nous ôter presque le besoin d'être impartial, et écartait même de nos opinions particulières jusqu'à l'apparence d'un caractère polémique. Nous savons au surplus quel essor a pris la colonisation grâce aux belles récoltes qui datent de 1849, ainsi qu'à quelques mesures qui ont ouvert des débouchés, et rendu le cours des choses au jeu naturel des lois économiques, l'administration à son vrai rôle en la débarrassant de ce système égyptien qui avait fait de Méhémet-Ali l'unique acheteur, l'unique vendeur, l'unique producteur même des richesses de son pays. Tout est donc changé, tout a grandi, tout est transformé. Peut-être n'est-il pas jusqu'au moulin de Melchior Pausson qui, aujourd'hui achevé, ne le mette bientôt à même de poser enfin un toit sur sa maison. Je n'ai donc plus rien à dire de Draria, sinon que ce village a dû voir redoubler la prospérité de ses carrières de pierre, ni d'El-Achour, sinon qu'il doit aujourd'hui confondre ses cultures avec les jardins de Tixeraïn.

Les villages que nous avions visités successivement nous avaient permis d'observer la vie coloniale en Algérie sous ses principaux aspects. La colonisation militaire et la colonisation civile nous avaient révélé tour à tour leurs inconvéniens et leurs avantages. Nous ne jugeâmes point nécessaire de prolonger notre excursion au-delà des villages du pied de l'Atlas. Le départ de M. de T... pour la France ne pouvait plus d'ailleurs être différé, et deux jours après notre retour à Alger, il s'embarqua pour Philippeville. Je le laissai partir seul, mais le séjour que je fis bientôt à Staouéli, au cœur même de la colonisation, rappela plus d'une fois mon attention sur les problèmes que

nous avions étudiés ensemble. Pendant longtemps encore, la colonisation en Algérie ne sera que le développement des créations ou des projets du maréchal Bugeaud; on peut même dire que sans lui il n'y aurait pas de colonisation dans l'Afrique française. Aussi, dans cette étude, n'ai-je poussé aucune de mes observations au-delà du printemps de 1847, époque où le maréchal quitta l'Afrique après avoir ouvert à ses successeurs une dernière voie par son expédition de Kabylie. Quoique bien ralentie depuis lors, la colonisation a fait cependant quelques progrès. D'abord elle est née en quelque sorte dans la province de Constantine et dans celle d'Oran, où il n'y avait encore que des villages routiers ou cantiniers et quelques ébauches ou projets d'ébauches de villages agricoles. Dans la province d'Alger même, les soins d'un directeur général intelligent et zélé, M. Frédéric Lacroix, ont fait reparaître un phénomène interrompu depuis quatre ans : la création de quelques villages. L'hiver de 1848-49 a vu fonder les villages de l'Arbâ et du Fort-de-l'Eau sans autre dépense de la part de l'état que les études et quelques travaux d'utilité publique. Ces villages, où l'on a laissé plus de marge à la spontanéité des colons, ont eu tout de suite un aspect de vie et une vie réelle qu'un heureux mouvement de saisons a d'ailleurs favorisée. A cet avantage ils joignaient celui d'être situés dans d'excellentes terres et composés d'anciens colons non encore pourvus de concessions attendues ailleurs ou dégoûtés de concessions ingrates, ou enfin voués jusque-là à travailler pour le compte d'autrui. Cela faisait une population très forte, à l'abri des erreurs ou des tâtonnemens de l'ignorance et des mécomptes de l'illusion. L'Arbâ est situé sur le territoire des Beni-Moussa et sur la route d'Aumale, à l'entrée des gorges de l'Oued-Djemâa. Il figurait déjà comme projet dans la ligne des villages du pied de l'Atlas, interrompue à Souma en 1845. Le Fort-de-l'Eau, plus rapproché d'Alger, est sur le bord de la mer, un peu au-delà de la Maison-Carrée, à l'une des extrémités du territoire de la Rassauta: il est entièrement composé de Mahonnais, population vigoureuse, laborieuse, que le voisinage des îles Baléares fait affluer à Alger, où ils exercent généralement la profession de jardiniers et de petits fermiers.

Grâce aux 50 millions votés en 1848 pour les colonies parisiennes, les territoires militaires, jusque-là impénétrables, ont à leur tour attiré des colons. Il n'y a plus une ville de l'intérieur ou du littoral qui n'ait maintenant un, deux et jusqu'à trois villages dans sa banlieue. La population primitive a presque entièrement disparu et a été remplacée par des travailleurs sortant généralement de l'armée. C'est un excellent élément. Réussira-t-on à l'implanter par des procédés réguliers et constans qui servent les progrès de la colonisation sans grever l'état? C'est là une question qui sera résolue tôt ou tard, il faut l'espérer. Il serait dans l'intérêt même de la colonisation, dans l'intérêt de l'émancipation des colons, que l'Algérie *fit ses frais,* c'est-à-dire qu'elle couvrît au moins les dépenses de son propre peuplement; mais si jamais ce but doit être atteint, il restera toujours au maréchal Bugeaud une place considérable dans l'histoire de la colonisation africaine. Dans cette œuvre pacifique comme dans celle de la guerre, c'est encore à lui que revient l'honneur d'avoir donné l'impulsion et frayé la voie.

A. BUSSIÈRE.

VOYAGE DANS LE CIEL

***COSMOS*, par M. Alexandre de Humboldt.** [1]

Le *Cosmos* de M. Alexandre de Humboldt embrasse et résume tous les travaux qui ont valu à l'auteur une des premières renommées scientifiques de ce siècle. Nous voudrions essayer aujourd'hui de faire connaître une des plus remarquables parties de cet ouvrage; mais comment remplir dignement cette tâche sans rappeler d'abord l'ensemble d'études et de recherches que le *Cosmos* est venu couronner? Voyageur scientifique, M. de Humboldt a appris aux voyageurs à voir, à observer, à mesurer tous les phénomènes du monde physique, et pour plusieurs branches des connaissances humaines, il en a le premier révélé l'importance. Contemplateur, artiste et poète, il a senti, il a décrit la beauté des scènes de la nature, sans que le coup d'œil attentif du mathématicien et de l'astronome fît tort à la perception des merveilles des astres, des airs, des eaux et de la terre, considérée tant dans les montagnes, les rochers, les terrains qui en forment la substance que dans la végétation qui l'*habille,* comme dit Homère, et dans les animaux de toute espèce qui la peuplent. Qui ne connaît ses travaux de géographie astronomique, descriptive, politique et physique? Ses déterminations magnétiques ont ouvert la voie à tout ce que le XIXe siècle a fait pour étendre cet ordre de notions si important. On sait quelle a été sa coopération à l'établissement des observatoires magnétiques qui nous ont déjà tant appris sur le fluide qui circule comme un véritable fluide nerveux dans l'intérieur de la terre. Sa description des lignes de chaleur

(1) 4 vol. in-8°, librairie Gide, 5, rue Bonaparte.

égale, dont il a marqué la direction sur notre globe, s'est confirmée par d'innombrables applications à la connaissance des climats et à celle des productions de la terre comme aussi aux déductions théoriques et purement scientifiques de la météorologie. Voyageur ou expérimentateur sédentaire, M. de Humboldt n'a pas seulement rendu d'innombrables services à la botanique, à l'anatomie, à la zoologie : on lui doit de remarquables travaux sur la constitution physique de la terre étudiée dans sa force intérieure ou volcanique, dans ses mines et ses produits souterrains, et surtout dans l'aspect des terrains, des roches, des agglomérations qui en composent la surface et servent de base à la vie végétale et animale.

C'est encore M. de Humboldt qui nous a révélé un des faits les plus importans pour la connaissance de notre globe et de son état antérieur. — Tandis que les plantes, les animaux et toutes les organisations vivantes offrent, suivant les divers climats, les plus étonnantes variétés, il a reconnu que le sol des contrées qui les portent est le même d'un pôle à l'autre, dans le nouveau comme dans l'ancien continent, dans les îles comme dans les régions centrales, dans l'Australie comme dans l'Amérique du Nord. Au moment de ces formations terrestres, la nature était encore une, les choses n'avaient qu'un aspect :

Unus erat toto naturæ vultus in orbe.

Mais un des titres essentiels de l'auteur du *Cosmos* à la reconnaissance du monde scientifique, c'est, nous le répétons, d'avoir appris aux savans à voyager. Il a bien fait et a appris à bien faire. Le degré d'exactitude qu'il a atteint dans toutes les observations est suffisant, et c'est tout ce que comportent les difficultés du transport, les besoins du voyage lui-même et les déductions scientifiques qu'on devra tirer des observations. Appelé moi-même à donner des directions à des observateurs venus après lui, j'ai toujours été conduit, malgré le perfectionnement des instrumens de position, à leur donner ce conseil : Faites comme M. de Humboldt, et *aussi bien que lui,* si vous pouvez. — Apprendre aux autres à faire, c'est une véritable invention. L'auteur du télescope, du microscope, du sextant, l'auteur de la pile électrique n'ont-ils aucun droit sur toutes les découvertes que leurs inventions premières ont suggérées, et qui ne se seraient pas accomplies sans les *outils* qu'ils ont fournis à la science ? L'esprit humain, si puissant pour saisir les analogies, est bien faible pour la connaissance de l'absolu. Il nous serait bien facile maintenant, comme Archimède, de trouver, sans l'entamer, la quantité d'or et d'argent contenue dans la couronne du roi Hiéron fabriquée par l'infidèle orfèvre Démétrius; mais trouver le moyen de reconnaître la fraude

sans endommager un travail exquis, voilà ce qu'Archimède seul pouvait imaginer, ce qui lui faisait crier : *Eurêka!* je l'ai trouvé ! En un mot et par une seule image, il est infiniment plus aisé d'allumer mille flambeaux à un premier flambeau allumé déjà que de donner la flamme à ce premier flambeau lui-même.

En jetant ce rapide coup d'œil sur les œuvres si variées dont le *Cosmos* nous offre le résumé, laisserons-nous oublier qu'attaché à la cour du roi Frédéric-Guillaume IV, qui lui témoigne une considération, on peut dire même une affection aussi honorable pour le souverain que pour le savant, M. le baron Alexandre de Humboldt mène la vie de courtisan dans la plus stricte acception de ce mot? Ainsi nous avons vu Cuvier et Arago donner une part de leur activité à la vie publique sans cesser d'être à la tête des sciences d'observation, l'un pour les sciences naturelles, l'autre pour les sciences mathématiques. Un grand honneur pour M. de Humboldt, c'est d'avoir été également initié et, qui plus est, *praticien* dans l'une et l'autre de ces grandes divisions qui se partagent les onze sections de notre Académie des sciences. L'auteur du *Cosmos* appartient à l'Institut de France comme associé étranger, et cette distinction est justement regardée comme la plus élevée où puisse atteindre une capacité scientifique, car ces associés, en très petit nombre d'ailleurs, sont choisis entre les sommités de tous les pays : ce sont les premiers entre les premiers de la science et de la renommée, *primi inter primos.*

Si l'on en juge par les dernières publications de M. de Humboldt, l'âge n'a point de prise encore sur cette vigoureuse intelligence (1). Le *Cosmos* embrasse et résume, nous l'avons dit, tous les travaux de l'illustre savant. L'idée du *Cosmos* est développée dans les deux premiers volumes, un peu trop fortement empreints peut-être de cette métaphysique allemande qui mêle aux notions positives des sciences d'observation un reflet du raisonnement métaphysique de l'âme qui reçoit ces notions. L'homme a toujours été le même : l'ancienne dissidence entre les dogmatiques et les empiriques, entre les spéculateurs théoriques et les observateurs, entre les platoniciens et les partisans d'Aristote, subsiste toujours, et quoique dans la connaissance de la nature les progrès récens des sciences aient donné gain de cause aux observateurs sur les *théoristes,* qui osaient espérer de deviner la nature, cependant, et à juste titre, la théorie et les spéculations sont rentrées dans la science, mais, bien entendu, en ne s'écartant pas du domaine de celle-ci, limité et conquis par l'observation. Dans les premiers volumes de l'ouvrage de M. de Humboldt,

(1) M. de Humboldt est né en septembre 1769, l'année même qui avait donné à la France Napoléon et Cuvier. Il vient donc d'accomplir sa quatre-vingt-quatrième année.

l'univers est considéré non-seulement au point de vue descriptif et infaillible, mais encore il est mis en relation avec l'âme de l'homme ou plutôt de l'humanité entière dans les divers siècles. Cette admission de l'histoire et de la métaphysique sur le terrain de la science observatrice n'a pas été goûtée par tous les esprits, soit que l'on craignît un retour vers la science dogmatique, soit que l'on fût frappé de la nouveauté seule. Cependant tout ce qui, dans cette partie du livre, appartenait à la science d'exposition pure et simple était au-dessus de tout reproche.

Dans le volume récemment paru, la science descriptive règne exclusivement, et le succès de l'ouvrage a été incontesté et universel (1). Le troisième volume du *Cosmos* surpasse, à notre avis, les deux précédens par la vigueur de style, par la profondeur de vues, par la flexibilité de la pensée, enfin par la solidité de déductions analogiques, qui en font un tableau des phénomènes célestes exposés suivant la science que l'on peut hardiment appeler *française,* c'est-à-dire sans aucun mélange de la métaphysique allemande ou, si l'on veut, platonicienne. Le quatrième, non encore traduit, contient l'exposé des phénomènes du globe terrestre, comme le précédent traitait des phénomènes du ciel. On peut dire que M. de Humboldt, l'un des fondateurs de la physique terrestre, est là sur son terrain plus encore que dans le domaine de la physique céleste.

C'est la partie astronomique du livre de M. de Humboldt qui appellera surtout aujourd'hui notre attention; mais avant de suivre l'auteur du *Cosmos* dans son exploration des espaces célestes, nous avons à dire un mot des vues philosophiques qui précèdent et amènent cette partie purement descriptive de son œuvre. On aura ainsi une idée plus complète de l'imposant ensemble auquel se rattache le tableau du ciel tel que nous essaierons de le tracer d'après M. de Humboldt.

I.

Dans le petit traité sur le monde, sur le *cosmos,* que l'on trouve dans les œuvres d'Aristote, et qui contient, notamment sur l'existence du continent américain, des vues d'une portée merveilleuse, le

(1) En Angleterre, l'ouvrage a été traduit par Mme Sabine, aidée des conseils et sous la direction de son mari, le colonel Sabine, illustre savant anglais, et de l'auteur même du *Cosmos*. En France, le premier volume et la première partie du troisième ont eu pour traducteur M. Faye, l'un de nos premiers astronomes français, qui a même fourni quelques additions ou renseignemens. Au moment où commençait la publication du *Cosmos,* M. de Quatrefages en faisait l'objet d'une étude dans cette *Revue* (1er juin 1846), et M. de Humboldt avait publié ici même l'introduction de son livre (1er décembre 1845).

précepteur d'Alexandre, le grand seigneur macédonien, s'exprime ainsi : « Bien des fois, ô Alexandre ! la philosophie m'a paru quelque chose de divin et de surnaturel, surtout lorsque seule, osant s'élever à la contemplation de la nature des êtres, elle a voulu dans cette partie chercher la vérité..... Le monde (*cosmos*) est l'ensemble du ciel et de la terre, et de toutes les substances de toute nature qu'ils embrassent l'un et l'autre. Ce nom de *cosmos* est dérivé de l'ordre et de l'arrangement de tous les êtres sous l'empire de la Divinité et sous sa conservation immédiate. »

Ce qu'Aristote appelle *philosophie* est ce que nous appelons *science*, et surtout la science appliquée à la connaissance de l'univers matériel. Tel est aussi le plan du livre de M. de Humboldt : c'est la contemplation du monde physique, non-seulement dans les lois qui le régissent, mais encore dans ses rapports avec l'homme comme habitant du monde, et avec l'âme comme percevant des sensations artistiques et métaphysiques au spectacle de l'univers.

C'est principalement au début de son ouvrage que M. de Humboldt a développé la grande idée qui en constitue l'individualité. Il y montre pour ainsi dire l'âme universelle de l'humanité grandissant avec la connaissance du monde et les conquêtes des sciences depuis la navigation des Argonautes jusqu'à celles de Christophe Colomb et de ses successeurs, depuis les premières contemplations astrologiques du ciel jusqu'à la science astronomique du XIXe siècle, depuis les informes et superstitieuses notions météorologiques des premiers âges jusqu'à l'établissement des observatoires météorologiques du monde entier, qui nous révèleront un jour ce que dans chaque contrée, chaque année, chaque saison, on doit attendre de jours chauds et froids, sereins ou pluvieux, calmes ou agités par les vents, avec d'utiles prescriptions pour les cultures, les récoltes, les travaux publics, les transports de subsistances, les voyages, l'hygiène publique, enfin tout ce qui constitue les mille rapports du climat avec l'homme.

C'est donc un exposé général des lois et des faits de la nature entière que nous offre le *Cosmos* dans sa première partie. « La nature, considérée rationnellement, dit M. de Humboldt, c'est-à-dire soumise dans son ensemble au travail de la pensée, est l'unité dans la diversité des phénomènes, l'harmonie entre les choses créées dissemblables par leur forme, par leur constitution propre, par les forces qui les animent; c'est le Tout (le grand *Pan*) pénétré d'un souffle de vie. Le résultat le plus important d'une étude rationnelle de la nature est de saisir l'unité et l'harmonie dans cet immense assemblage de choses et de forces, d'embrasser avec une même ardeur ce qui est dû aux découvertes des siècles écoulés et à celles du temps où nous vivons,

d'analyser le détail des phénomènes sans succomber sous leur masse. Sur cette voie, il est donné à l'homme, en se montrant digne de sa haute destinée, de comprendre la nature, de dévoiler quelques-uns de ses secrets, de soumettre aux efforts de la pensée, aux conquêtes de l'intelligence, ce qui a été recueilli par l'observation.... Interroger les annales de l'histoire, c'est poursuivre cette trace mystérieuse par laquelle la même image du *cosmos* — qui s'est révélée primitivement au sens intérieur comme un vague pressentiment de l'harmonie et de l'ordre dans l'univers — s'offre aujourd'hui à l'esprit comme le fruit de longues et sérieuses observations. »

Telle est la tâche qu'a voulu remplir M. de Humboldt, et les premiers chapitres du *Cosmos* nous offrent successivement des tableaux abrégés de la terre, du ciel, de la vie organique, des considérations sur l'étude de la nature, et un essai historique sur le développement progressif de l'idée de l'univers. A ces tableaux viennent s'ajouter plusieurs centaines de pages de notes dans lesquelles brille peut-être encore plus que dans le texte la prodigieuse érudition de M. de Humboldt. Il a tout lu, tout compris, tout extrait depuis plus d'un demi-siècle. Plusieurs de ces notes sont d'admirables matériaux qui n'ont point trouvé place dans la contexture de l'ouvrage. On peut citer entre autres la réhabilitation de la mémoire d'Amérigo Vespucci, homme d'une haute science et d'une grande probité, qui n'a jamais cherché à donner son nom aux terres découvertes à l'occident de l'Espagne. Ces terres, jamais ni lui ni Christophe Colomb n'ont su qu'elles étaient un nouveau continent, un nouveau monde, étant morts l'un et l'autre avec la croyance, universelle alors, qu'ils avaient touché à la partie orientale de l'Asie. C'est un hasard malheureux et l'obscurité comparative de Christophe Colomb qui ont été funestes à sa gloire. A propos de ces notes, il est un désir que nous devons exprimer. Nous voudrions voir tous les auteurs consciencieux qui écrivent sur des sujets sérieux faire part au public des matériaux souvent très précieux qu'ils ont recueillis sans les employer, et qui éviteraient à d'autres travailleurs la peine d'aller les chercher dans les livres originaux. L'érudition de *seconde main*, bien plus commune qu'on ne pense, n'a rien que d'avouable quand on n'y joint pas la mauvaise foi de vouloir faire croire qu'on a soi-même puisé aux sources originales.

La partie de l'œuvre de M. de Humboldt dont nous venons d'indiquer en quelques mots les grandes lignes soulève quelques questions sur lesquelles, nous l'avons dit, nous voudrions nous arrêter avant d'arriver à la partie plus rigoureusement scientifique. « Ceux, dit Bacon, le père de l'école observatrice moderne, qui ont traité des sciences, ont été ou dogmatiques ou empiriques : les dogmatiques, semblables aux araignées, forment des toiles sans force de la sub-

stance qu'ils tirent d'eux-mêmes; les empiriques au contraire, semblables aux fourmis, amassent des matériaux et les emploient tels qu'ils les trouvent. L'abeille fait mieux, car elle recueille de la substance sur les fleurs, mais elle sait l'élaborer avec un art qui lui est particulier. » Je pense qu'on ne peut pas assez s'étonner qu'il ait fallu tant de siècles pour comprendre qu'avant d'expliquer il fallait connaître, et que jamais la théorie ne pouvait deviner les faits, pas plus qu'on ne peut arpenter un champ avant de l'avoir sous les yeux. Peut-on voir sans une surprise profonde Descartes, cet admirable génie, le grand promoteur du *doute* et de l'examen comme *principe préliminaire,* bâtir de toutes pièces un système de la constitution intime de la nature et des mondes parfaitement en contradiction avec ses propres règles de raisonnement? Encore s'il eût donné ses tourbillons et sa matière subtile pour une conception hypothétique, une espèce de type mécanique de l'organisation de l'univers et des corps; mais il y croyait, il s'était persuadé à lui-même ses incroyables hypothèses, et malheureusement il y fit croire ses contemporains. Il fut empirique comme raisonneur, mais complétement dogmatique dans ses systèmes. Aussi, à part l'histoire de la science, ne vivra-t-il que par la portion de ses travaux qu'il estimait le moins, savoir ses découvertes mathématiques et physiques.

Le mot *nature,* qui pour nous désigne l'ensemble des êtres que l'observation fait reconnaître à nos sens, signifiait chez les Romains, d'après son étymologie, non point l'existence, mais bien la *naissance* des êtres. Telle est la signification du titre du fameux ouvrage de Lucrèce sur la *nature* (la *naissance*) *des choses,* où il tend à fixer des limites à ce qui peut naître et à ce qui ne peut pas naître. Chez les Grecs, le mot *physis,* que l'on traduit toujours par le mot français *nature,* remonte plus haut que la naissance des êtres et signifie *engendrement.* Ainsi chez nous l'idée de nature se rapporte à l'existence des êtres; chez les Latins, elle se rapportait à la naissance de ces mêmes êtres, tandis que chez les Grecs, elle était l'idée même de leur génération : on voit que le langage, le sens commun s'est de plus en plus rapproché de l'empirisme. Mais au fond comment concevons-nous l'existence des êtres?

L'école métaphysique française moderne a sagement renoncé à définir les premiers principes des êtres. Si une existence est isolée des autres, si une sensation est d'une nature particulière, comment la définir par d'autres sensations d'une espèce différente? Autant vaudrait exprimer un chemin en kilogrammes ou une valeur en mètres cubes! La pensée, accoutumée à triompher dans la comparaison des idées, dans l'analogie, éprouve une grande humiliation, quand elle vient se heurter contre la connaissance intime des choses,

contre l'*absolu*. Alors il faut ou plutôt il faudrait *savoir ignorer*, mais c'est à quoi il est bien pénible de se résoudre, surtout quand on a à soutenir une position scientifique acquise. Un Persan, à qui j'avais à son gré éclairci quelques doutes sur le système du monde, me demandait, comme un léger accessoire, de lui dire ce que c'est que l'âme! Beaucoup de ceux qui consultent les organes de la science sont un peu comme ce Persan, et les philosophes, soit dans leurs livres, soit dans leurs cours, sont toujours fort peinés de dire : *je ne sais pas*. Il me semble pourtant qu'on peut hardiment convenir de son ignorance, pourvu qu'on ait la certitude qu'aucun autre n'en sait plus que soi.

Comme l'occasion s'offrira de revenir quelque jour sur la classification, sinon sur l'essence intime des êtres matériels, je me bornerai à faire remarquer que l'on trouve, en tête de tous les traités de physique, la matière, l'espace et le temps comme premiers principes des êtres. Peut-on concevoir des êtres en dehors de ces propriétés générales? Peut-on, avec Berkeley, créer par l'intelligence un univers immatériel? Puisque les êtres physiques ne sont pour nous que l'idée qui nous rend leur existence sensible, cette idée ne pourrait-elle pas naître et exister dans la pensée, dans l'intelligence, dans l'âme, sans résulter d'une action et d'une sensation matérielles? Je laisse tout cela aux habiles, et, revenant à notre monde, conçu à l'ordinaire, je me demande à quelles dernières limites s'arrêtent les notions intellectuelles que nous avons sur la matière, l'espace et le temps. Voici, je crois, ce que l'on peut dire de plus simple sur cet objet, sans cependant se flatter d'avoir défini ce qui est indéfinissable.

La première perception de notre intelligence est celle de l'identité ou de la non-identité de deux êtres. Or l'être matériel qui agit sur nos sens, d'après sa définition empirique, diffère de notre pensée; cela lui constitue une propriété particulière, une existence à part qui peut sinon le *définir*, du moins le faire reconnaître. Ainsi l'être matériel se *distingue* par sa *non-identité* avec la faculté pensante, de laquelle évidemment nous devons partir. Voilà donc l'idée la plus *primitive* que l'on puisse avoir des corps, des substances matérielles, des êtres physiques. Cette idée, c'est que ces êtres sont distincts de la faculté pensante. Voyons pour l'espace.

Peut-on concevoir un corps sans lui attribuer tacitement ou explicitement une étendue, une place dans le monde, une largeur, une longueur, une épaisseur, des dimensions sensibles, et plus vulgairement un dessus et un dessous, un avant et un arrière, une droite et une gauche? Je laisse tout cela à l'école dogmatique; mais, ramenant tout à la notion admise d'identité ou de non-identité, disons que, dès que la pensée conçoit deux corps, on a l'idée de l'espace qui les

sépare par l'idée même de leur non-identité. Plus on creuse cette pensée, plus on reconnaît que si elle n'est pas une définition absolue, elle fournit au moins tout ce qu'il y a de plus de simple dans la conception de l'idée de distance, d'espace, d'étendue. Répétons donc : la notion de l'espace est la notion de ce qui différencie l'idée de deux êtres matériels coexistans.

Enfin le temps lui-même, regardé ordinairement comme si rebelle à toute définition, se ramène facilement aux notions les plus simples d'identité et de non-identité. Concevons un seul objet et pensons-y deux fois. La notion du temps sera la notion de ce qui différencie ces deux idées d'un même objet. Il est évident que les deux idées du même objet n'ont aucune autre distinction que leur successivité. La notion du temps est donc la notion de la non-identité de deux idées du même objet.

Ces définitions ou plutôt ces quasi-définitions de la matière, de l'espace et du temps, qui cependant, au fond, sont empiriques, c'est-à-dire fondées sur l'observation, vont nous servir de type pour d'autres définitions ou limitations des êtres dans la nature. Et d'abord rien de plus célèbre que la classification des êtres en trois règnes ou divisions : le règne minéral, le règne végétal et le règne animal. Plus récemment, on avait voulu réduire ces trois règnes à deux, savoir : le règne des êtres privés de la vie, ou règne inorganique, et le règne des êtres vivans, végétaux et animaux, sous le nom de règne organique. En raisonnant d'après la stricte règle de la philosophie empirique, qui admet comme ayant une existence spéciale, comme contenant un principe distinct, tous les objets qu'on ne peut ramener expérimentalement à l'identité, nous serons conduits à quatre ordres d'êtres de natures diverses, à quatre règnes de la nature, savoir : les trois anciens règnes minéral, végétal et animal, et de plus le *règne humain*, caractérisé par l'âme, l'intelligence, la pensée définie expérimentalement, comme étant ce que possède l'homme d'une race quelconque à l'exclusion de l'animal (1).

Quelques mots encore sur cette importante question. Dans les sciences d'observation, la mécanique, la physique, la chimie nous font connaître les propriétés qui distinguent les corps purement matériels : par exemple, le mouvement, la vitesse, le choc, la dureté, le poids, l'étendue, la chaleur, la couleur, la composition élémentaire, les réactions mutuelles. Là point de vie, point de reproduction, point de spontanéité, point d'organisation, point de mouvement volontaire.

Il n'en est pas de même si nous observons une plante : nous y reconnaissons tout de suite une organisation qui déroge à toutes les

(1) M. de Humboldt admet avec raison l'unité de l'espèce humaine.

lois de la mécanique, de la physique et de la chimie des corps purement matériels. Et comme nous ne pouvons pas ramener les uns aux autres les phénomènes des êtres organisés et ceux des corps bruts, nous devons reconnaître dans la plante un principe nouveau, — la vie, l'organisme ou tel nom qu'on voudra lui donner, — pourvu qu'il soit bien admis que la plante contient deux principes distincts, la matière et la vie, et que tandis que le règne minéral ne contient qu'un seul principe, soumis aux lois physiques, la matière, — le règne végétal en contient deux, la matière et le principe vital, soumis à de tout autres lois.

Par le même raisonnement, nous reconnaîtrons que, comme il y a dans les animaux des particularités tout à fait étrangères aux végétaux, et entre autres le mouvement, la spontanéité, la volonté, qui ne permettent pas de les confondre avec les végétaux, nous devons admettre en eux un nouveau principe que j'appellerai la spontanéité, la volonté ou l'instinct. Ce principe devra faire reconnaître le règne animal comme distinct des deux autres tant qu'on n'aura pas fait un animal avec une plante ou donné les sens et la volonté à un arbre. Ainsi, dans le règne animal, trois principes élémentaires distincts, savoir : la substance matérielle, la vie, et l'instinct.

Existe-t-il un quatrième règne? Évidemment oui. En effet, l'homme, par sa pensée, son intelligence, son âme, se sépare des animaux, et ce n'est pas seulement une différence en plus ou en moins comme dans les affections, les passions, les sensations, la mémoire, le jugement, que l'homme partage avec l'animal et qu'il ressent seulement dans un degré plus élevé, dans une sphère plus étendue. Tout le monde sent et convient qu'il y a dans la faculté pensante un principe que l'homme possède seul à l'exclusion de tous les animaux, et, répétant ce que je viens de dire pour la différence entre le règne végétal et le règne animal, tant qu'on n'aura pas réussi à donner l'intelligence à la brute, on devra reconnaître un principe à part dans l'homme, principe que nous nommerons intelligence, faculté pensante, âme, et qui fera de l'humanité entière un quatrième règne de la nature contenant quatre principes distincts, savoir : la substance matérielle, la vie ou l'organisation, l'instinct, enfin l'âme.

Nous n'avons point pour aujourd'hui à insister davantage sur la partie métaphysique du livre de M. de Humboldt, à fixer par exemple les limites que doit comprendre chaque branche des sciences d'observation. Ce sont là des questions qui veulent être étudiées à part, et il nous a suffi de poser quelques-uns des principes essentiels qui dominent cette partie théorique du *Cosmos,* dont le but est nettement indiqué dans les lignes suivantes : « Je crois avoir retracé, dit M. de Humboldt, dans sept chapitres qui forment une série de ta-

bleaux distincts, l'*histoire de la contemplation physique du monde*, c'est-à-dire le développement progressif de l'idée du *Cosmos*. Ai-je réussi à dominer un si vaste amas de matériaux, à saisir le caractère des phases principales, à marquer les voies par lesquelles les peuples ont reçu des idées nouvelles et une moralité plus haute? C'est ce que je n'ose décider... »

Nous arrivons maintenant au développement purement descriptif de la partie céleste du monde. Là nous aurons de la science d'observation, et, à la grande louange de l'auteur du *Cosmos*, plus complète que dans aucun ouvrage, même spécial, sur l'astronomie.

II.

Avec une hauteur de pensée qui domine la science des résultats de l'astronomie mieux que ne l'ont fait jusqu'ici les hommes spéciaux les plus éminens, l'auteur du *Cosmos* partage son sujet en deux sections : la science des étoiles d'une part, et de l'autre, celle du système solaire, en y comprenant le cortége des planètes, des satellites, des comètes, etc. Nous allons faire avec lui cet intéressant *voyage dans le ciel.*

De la partie de l'espace où nous sommes placés, nous n'apercevons sans doute qu'une petite portion des corps qui composent l'univers entier. Cependant, lorsqu'on dirige le télescope vers le ciel, on pénètre à des distances telles que l'on sent plutôt le besoin de revenir en arrière et de se replier vers notre soleil que de s'étendre par la pensée au-delà de cette limite si lointaine que nous atteignons déjà. Tâchons d'en donner une idée. Notre terre nous paraît immense par rapport à notre stature humaine. Cependant, si tous les habitans de la France se donnaient la main, ils en feraient aisément le contour, à peu près comme les voyageurs mesurent le tronc d'un arbre gigantesque par le nombre d'hommes qu'il faut pour l'embrasser. Ce contour est de 40 millions de mètres. Or le soleil est éloigné de notre terre de douze mille fois l'épaisseur de celle-ci, en sorte que si l'on mettait en ligne douze mille globes égaux en grosseur à notre terre, on comblerait l'intervalle qui nous sépare du soleil. La longueur de cette espèce de pont idéal dépasse tout ce que nous pouvons nous figurer en kilomètres et en distances itinéraires. En partant de l'homme, la terre est immense en ses dimensions; en partant de la terre au soleil, c'est une immensité de plus; mais du soleil au soleil le plus voisin, c'est-à-dire à l'étoile la plus voisine (car personne n'ignore aujourd'hui que les étoiles sont des soleils lointains affaiblis par la distance dans leurs dimensions et dans leur éclat), la distance est au moins deux cent mille fois la distance de la terre au soleil.

Comprenons maintenant, s'il est possible, la profondeur de l'espace qu'occupent autour de notre soleil toutes les étoiles qui nous environnent, depuis la première grandeur, c'est-à-dire le plus grand éclat, jusqu'aux petites étoiles de douzième, de quinzième ou même de vingtième grandeur; mais ce n'est pas tout : au-delà des plus petites des étoiles qui nous entourent, le ciel n'est pas vide; d'autres étoiles encore plus petites sont accumulées, et finissent en une faible blancheur qui limite circulairement la voie lactée. A quelle prodigieuse distance doivent être les dernières, qui ferment la perspective par leur accumulation, et qui, dans leur ensemble, forment ce que M. de Humboldt appelle si pittoresquement une île isolée dans le ciel? L'idée de nuage de soleils serait peut-être plus appropriée à l'objet présent. Quoi qu'il en soit, l'île céleste qui forme notre voie lactée n'est pas la seule. Les deux Herschel, père et fils, sir William et sir John, en ont catalogué environ 4,000, et l'on a conjecturé que, pour nous arriver du plus éloigné de ces amas d'étoiles visibles, la lumière, qui parcourt 300,000 kilomètres par seconde, mettait au moins 10,000 siècles!

Ces distances surpassent tellement la conception ordinaire de nos distances terrestres, qu'elles ne disent plus rien à notre pensée; seulement elles nous ôtent toute curiosité métaphysique de rechercher si au-delà il n'y a point encore des corps matériels existans, mais rendus invisibles par leur éloignement, ou par leur manque de lumière. Quant à l'existence de grands corps obscurs, et par suite sans relation possible avec nous, puisque la lumière est le seul mode de communication entre les étoiles et la terre, elle ne peut plus être mise en doute depuis qu'on a vu en 1572 une immense étoile briller quelques mois d'un éclat extraordinaire pour disparaître ensuite complétement, phénomène qui s'est reproduit plusieurs fois dans diverses constellations. Or notre soleil, que des données précises ne permettent pas de placer parmi les plus brillantes des étoiles, est environ un million et demi de fois plus volumineux que notre globe terrestre. Il y a donc des corps immenses actuellement invisibles pour nous, car il n'entre sans doute dans la pensée de personne d'imaginer que ces immenses étoiles temporaires, dont l'éclat a cessé, soit par une véritable extinction, soit par l'interposition d'un corps opaque qui nous les a cachées, se soient anéanties sur place; s'il est une donnée scientifique solidement établie, c'est que rien ne périt dans la nature. Toutes les forces physiques, chimiques, mécaniques, physiologiques, sont impuissantes à détruire aussi bien qu'à créer un atome de matière, un atome de chaleur, un atome de lumière ou d'électricité; elles ne peuvent de même ni détruire ni créer la moindre quantité de mouvement. Le mouvement d'un corps qu'on arrête passe

dans l'obstacle qu'il vient choquer, et la recherche du mouvement perpétuel est aussi chimérique que la création des montagnes par les moyens dont l'homme et la nature peuvent disposer, ou leur anéantissement par l'emploi des mêmes moyens.

Mais pour sortir de ces fatigantes assertions, qui constituent cependant le vrai côté positif de la science, imaginons que l'on dirige un grand télescope sur une des belles voies lactées du ciel, lesquelles sont ordinairement désignées sous le nom de nébuleuses, qu'elles doivent à leur aspect analogue au faible éclat de la voie lactée : alors on voit avec ravissement ce petit nuage blanchâtre et pâle se transformer magiquement en un amas de points brillans d'un éclat admirable, comme si l'une des montagnes de sable qui bordent l'Océan sur les côtes de France, et qui forment des dunes de 100 mètres de hauteur vers Dunkerque, sur les côtes de Bretagne, ou autour du bassin d'Arcachon, au sud de Bordeaux, avait eu chacun de ses grains de sable transformé en un ver luisant, et rayonnait dans chacun de ces points d'un éclat fixe et pur qu'on ne pourrait se lasser de contempler !

L'auteur du *Cosmos* passe en revue, d'une manière peut-être un peu trop rapide, les progrès opérés dans la construction des télescopes à verres achromatiques et à miroirs; il arrive jusqu'aux grandes lunettes de 14 pouces français d'ouverture qui sont à Poulkova près Saint-Pétersbourg, à Cambridge près Boston aux États-Unis, à l'observatoire de Paris; il mentionne les télescopes à miroir de William Herschel de 4 pieds anglais de diamètre et de 40 pieds de longueur, ainsi que ceux de 3 pieds de M. Lassell, près Liverpool, et enfin le gigantesque télescope de lord Rosse, de 50 à 60 pieds de longueur, avec un miroir de 6 pieds d'ouverture installé dans un bâtiment formant une espèce de tour allongée dont les murs, découpés par étages, ont plus de 60 pieds de hauteur. Ici se placent plusieurs détails intéressans sur l'éclat relatif des étoiles, sur leur scintillation, sur leur visibilité en plein jour par le télescope, sur la transparence supposée imparfaite des espaces célestes, sur les différences optiques reconnues par Arago entre la lumière émanée des solides, des liquides ou des gaz, sur la lumière directe et la lumière réfléchie, sur la vitesse de la lumière, sur l'éclat comparatif du soleil et des étoiles, et particulièrement sur le rapport de la lumière du soleil à celle de la pleine lune (ce rapport est celui de 800,000 à 1, c'est-à-dire que le soleil est près de un million de fois plus brillant que la lune dans son plein). M. de Humboldt indique, d'après sir John Herschel, que Sirius, la plus brillante étoile du ciel, est, à distance égale, 63 fois plus brillant que notre soleil. Nous sommes conduits ainsi, dit-il, à ranger notre soleil parmi les étoiles d'un médiocre éclat intrinsèque. Si l'auteur du *Cosmos* veut bien prendre

la peine de refaire le calcul de sir John Herschel (*Outlines of Astronomy,* p. 553), il se confirmera encore davantage dans son assertion, car il trouvera que c'est par une erreur de calcul qu'on est arrivé au nombre 63, tandis que le véritable résultat est le nombre 146 1/2, — en sorte qu'en définitive il faudrait accumuler la lumière de plus de 146 soleils comme le nôtre pour équivaloir à l'éclat de Sirius, l'un et l'autre étant supposés éclairer à la même distance.

Combien d'étoiles peut-on discerner sur la voûte entière du ciel à l'œil nu et avec le télescope? combien en a-t-on catalogué? combien y en a-t-il dans chaque ordre de grandeur? Sans nous astreindre à transcrire tout ce qu'il y a d'intéressant sur ce sujet dans le *Cosmos,* indiquons quelques nombres. D'après Argelander, il y a dans tout le ciel de 5 à 6,000 étoiles visibles à l'œil nu, sans instrument aucun, l'incertitude provenant du plus ou moins de faculté pénétrante de la vue de l'observateur. On regarde comme de sixième classe ou *grandeur* les dernières étoiles perceptibles à la vue naturelle. A mesure que l'éclat est plus faible, le nombre des étoiles augmente rapidement; ainsi on compte 20 étoiles de première grandeur ou éclat; de second éclat, on en compte 65; de troisième, 190; de quatrième, 425; de cinquième, 1,100; de sixième, 3,200; de septième, 13,000; de huitième, 40,000; enfin de neuvième, 142,000, ce qui fait un total de 200,000 étoiles. Que serait-ce si on allait à la vingtième grandeur! Le catalogue français de Lalande contient plus de 47,000 étoiles, et il y en a plus de 32,000 dans les zones de Bessel et d'Argelander calculées par Weisse, directeur de l'observatoire de Cracovie (1). Sur ces 32,000, 20,000 étoiles sont de neuvième grandeur. Avec son télescope de 40 pieds, sir William Herschel estimait à 18 millions le nombre des étoiles qu'on pouvait distinguer dans la voie lactée seule.

Mais, dira-t-on, quelle utilité y a-t-il à marquer exactement la place de tant d'étoiles? C'est aujourd'hui le même motif qui portait Hipparque, il y a deux mille ans, à former son fameux catalogue : c'est pour mesurer le très petit déplacement qu'éprouvent ces astres appelés à tort étoiles fixes. Une autre notion bien surprenante est résultée de ces comparaisons entre les petites variations de position des étoiles, c'est que notre étoile elle-même, le soleil, est en marche assez rapide vers un point du ciel situé dans la constellation d'Hercule, tandis qu'il s'éloigne sensiblement du point du ciel situé dans la région opposée. Enfin ces catalogues servent encore à reconnaître les étoiles nouvelles et les petites planètes, dont le nombre est aujourd'hui de 26.

Un résultat moins mathématique de l'observation des étoiles, c'est

(1) Suivant M. Hind (1853), nous avons aujourd'hui plus de 130,000 étoiles cataloguées.

la couleur qui prédomine dans la lumière de plusieurs de ces astres. Ainsi Arcturus dans la constellation du Bouvier, Aldébaran dans le Taureau, Antarès dans le Scorpion, sont des étoiles rouges; mais ce qui est bien plus curieux encore, Sirius, la plus brillante étoile du ciel, que toute l'antiquité, Ptolémée en tête, cite comme une étoile rouge, est maintenant du blanc le plus pur. Je préviens ici mes lecteurs parisiens, ou ceux qui habitent les grandes villes illuminées artificiellement, que le contraste des lumières artificielles, qui sont toujours rouges à un certain degré, fait paraître bleues les étoiles blanches quand on les observe dans le voisinage de ces lumières. La lumière blanche de la lune, reflétée dans les eaux des rues, éprouve le même effet. Lalande, le célèbre astronome, donne Sirius comme une étoile bleuâtre, erreur que ne faisait point Arago. Du temps de Tycho-Brahé, Sirius était d'une blancheur parfaite. M. de Humboldt fixe approximativement l'époque de son changement de teinte. La Lyre, le Cygne, le Cœur-du-Lion, la Vierge, sont des étoiles blanches; les jaunes sont le Petit Chien, l'Aigle, la Polaire et l'étoile marquée de la lettre grecque *bêta* dans la Petite Ourse. Il ne faut jamais perdre de vue ici l'influence de la couleur bleue du ciel, qui, par contraste, rougit un peu toutes les étoiles. Ce serait donc dans les hautes montagnes, par les ciels noirs de ces lieux d'observation *optiquement* privilégiés, qu'il faudrait noter la couleur des étoiles. Il est de petites étoiles, observées par sir John Herschel au cap de Bonne-Espérance, qui sont comme de petites gouttes de sang. Dans les étoiles doubles, souvent les deux compagnes sont teintes de couleurs différentes. Dans certaines nébuleuses ou amas d'étoiles, tous les soleils sont de la même couleur, par exemple, tous bleus, tandis que dans la nébuleuse de Lacaille, près de la Croix-du-Sud, de puissans télescopes révèlent plus de cent étoiles diversement colorées, rouges, vertes, bleues, bleu-verdâtres; c'est un véritable écrin de pierres précieuses.

Nous abandonnons à regret l'auteur du *Cosmos* dans sa revue de la voie lactée, dont il trace la marche au travers des constellations célestes, avec ses embranchemens, ses rapports avec les nébuleuses distinctes et les divers sondages télescopiques exécutés dans son épaisseur. Une des plus remarquables particularités de cette immense nébuleuse, c'est un trou noir, un manque presque total d'étoiles qui signale une région située au sud de la croix australe, et précisément au milieu d'une des localités célestes où l'éclat de la voie lactée est des plus intenses. Ce trou noir, ce *sac à charbon*, fut observé dès les premières navigations d'Améric Vespuce. Lorsque l'observatoire du cap de Bonne-Espérance sera muni du puissant télescope que le gouvernement anglais doit faire construire pour l'observation du ciel

austral, nous apprendrons encore bien des choses sur ce ciel, plus pauvre en étoiles que notre ciel boréal, mais plus riche en curieux objets célestes, dont les théories attendent l'observation exacte, soit pour leur confirmation, soit pour leur abandon définitif.

On lit avec intérêt dans le tableau du ciel tracé par M. de Humboldt tout ce qui se rapporte à l'apparition des étoiles nouvelles et à leur disparition. Telle fut dans Cassiopée la célèbre étoile de 1572, *la Pélerine,* bien supérieure en éclat à Sirius et même à Jupiter et à Vénus. Elle se voyait en plein midi à l'œil nu, et souvent au travers de légers nuages. Son apparition dura dix-sept mois. En 1600, dans le Cygne, et en 1604, dans le Serpentaire, de pareilles *éclosions* d'étoiles brillantes et temporaires furent observées, comme dans l'an 134 avant notre ère parut l'étoile nouvelle qui, suivant Pline, engagea Hipparque à faire son célèbre catalogue. Les étoiles périodiquement variables d'éclat ne sont pas moins intéressantes à connaître. M. de Humboldt nous donne un précieux tableau de vingt-quatre de ces astres curieux. Mais que dire des étoiles qui, comme l'étoile Êta du Navire, varient brusquement de la quatrième à la première grandeur, et dont l'éclat est centuplé en une période assez courte d'années? Si, pour ces étoiles comme pour le soleil, la chaleur est en proportion de la lumière, que peut-il advenir des planètes qui circulent sous l'empire calorifique de ce soleil bizarre, et que doivent éprouver leurs habitans? L'auteur du *Cosmos* examine ce qu'une crise pareille survenant dans notre soleil produirait sur la terre. Il regarde cette crise comme parfaitement possible. « Pourquoi, dit-il, notre soleil serait-il différent des autres soleils? » Cela n'est pas rassurant pour l'avenir, quoique M. de Humboldt y voie avec plaisir ou plutôt y entrevoie une cause qui *suffirait amplement à expliquer les anciennes révolutions du globe.* Nous croyons que la marche de la concentration progressive de la matière terrestre, depuis son origine cosmogonique assignée par Laplace, suffit à expliquer toutes les révolutions géologiques du globe et même la force de réaction de l'intérieur à l'extérieur du globe, réaction si admirablement établie par l'auteur du *Cosmos;* mais il est agréable d'avoir l'émotion de la peur, quand le courage peut la surmonter sans trop de peine, et sans doute l'appréhension de l'extinction ou d'un centuplement de la chaleur de notre soleil ne troublera le sommeil d'aucun habitant de notre globe. Ce qui peut du reste tranquilliser le genre humain, c'est que dans les deux cent mille soleils, depuis la première jusqu'à la neuvième grandeur, il en est bien peu qui prennent ainsi *le mors aux dents...* Mais arrivons aux étoiles doubles.

Je me vois forcé ici de rappeler ce que c'est que l'attraction, cette grande loi de la nature, découverte par Newton, et qui ramène les

mouvemens célestes aux plus simples notions de la mécanique. Par exemple, la lune, cette fidèle compagne de la terre, qui la suit dans son mouvement annuel autour du soleil, en tournant autour d'elle sans jamais la quitter et sans jamais se précipiter sur elle, quelle cause peut la maintenir ainsi? Comment ne s'échappe-t-elle pas? comment ne tombe-t-elle pas? Comment aucun des pics, des rochers, des terrains que nous y voyons ne nous arrive-t-il ici-bas par la chute naturelle à tous les corps matériels et par suite pesans? (J'en excepte, avec l'antiquité, le lion de Némée, qui, d'un bond prodigieux, sauta de la lune dans le Péloponnèse.) En voici la cause très simple et intelligible à tous.

La lune, comme tout corps matériel voisin de la terre, tend à tomber sur la terre. C'est ce que pensa Newton, voyant dans un verger tomber une pomme d'un arbre élevé, arbre que dans sa pensée il grandit jusqu'à ce que la cime atteignît la région de la lune. Comme on ne peut raisonnablement assigner la limite où la pomme détachée de l'arbre cesserait de tomber, Newton en conclut que la lune avait, comme la pomme idéalement soulevée à cette hauteur, une tendance à tomber. Pourquoi donc ne tombait-elle pas?

D'autre part, la lune, au travers des étoiles, s'avance rapidement vers l'orient, quittant continuellement les étoiles occidentales et envahissant continuellement la région des étoiles orientales. Avec cette grande vitesse en avant, vitesse de un kilomètre par seconde, comment la lune ne s'élançait-elle pas dans les espaces célestes, laissant seule la terre, ou circulant sous son propre nom autour du soleil?

Tout le monde pressent l'explication. Autant le mouvement de la lune en ligne droite éloignerait la lune de la terre, autant son poids, sa chute vers la terre la ramène vers nous, en sorte qu'elle reste à la même distance. Ce simple balancement soutient notre satellite autour de nous et nous assure son éternelle société. Qu'on se figure un palefrenier, dans un manége ou sur un terrain ouvert, dressant un cheval qu'il fait tourner en le retenant à la longe. Autant, par sa marche devant lui, le cheval libre s'éloignerait à chaque pas de l'écuyer, autant à chaque pas il est ramené par l'effet de la longe, et il décrit ainsi un cercle parfait dont le centre est le point d'où part la force qui le captive. Ainsi tourne la lune autour de la terre.

Cette loi d'attraction, que Newton avait déduite des mesures françaises de la terre, expliquait non-seulement comment la lune circule sans la quitter autour de la terre, mais encore comment la terre elle-même circule sans le quitter autour du soleil, qui lui dispense la chaleur et la vie, comment aussi toutes les autres planètes et toutes les autres lunes de notre système solaire accomplissent des mouvemens analogues et suivent des routes semblables, dans des fins probable-

ment pareilles, et avec de pareils cortéges d'habitans et d'êtres sans doute vivans, sentans et pensans. Que dire maintenant de l'immensité de la nature, si chaque soleil est reconnu, par la plus naturelle de toutes les analogies, comme le centre de nombreuses planètes éclairées, échauffées, fécondées par les rayons de ces millions de millions de soleils? Que d'organisations, que de volontés, que d'âmes! Et ne peut-il même pas y avoir dans ces mondes des intelligences d'un ordre bien supérieur à la nôtre? « Près de ces êtres doués de ces facultés métaphysiques d'une autre nature, disait un naturaliste contemporain, l'homme pour l'intelligence ne serait que leur chien! »

Or, comme, même pour les planètes sœurs de la terre, nous ne pouvons jusqu'ici apercevoir leurs habitans, il est hors de doute que jamais nous n'arriverons à la connaissance des êtres habitant les planètes des soleils autres que notre soleil. Les planètes elles-mêmes de ces soleils lointains ne sont pas assez éclairées pour devenir accessibles à nos observations. Tout ce que nous apercevons dans les planètes solaires, et de même nature que notre globe, se borne à des effets de climats, de saisons, de météores analogues à ce que nous observons sur la terre.

Qui croirait que des étoiles, dont la plus voisine est deux cent mille fois plus loin que le soleil, peuvent nous fournir, comme la pomme tombant vers la terre, comme la lune circulant autour de la terre, comme les planètes circulant autour du soleil, peuvent nous fournir, dis-je, des exemples, des preuves de cette attraction universelle qui tend à précipiter l'un vers l'autre tous les corps matériels du monde, et qui les lie entre eux, de manière à les faire circuler dans des cercles éternels, en compensant, par le rapprochement dû à la chute, l'éloignement naturel que produirait le mouvement existant seul? Tel est le cas des étoiles doubles. Le télescope nous a révélé que plusieurs milliers des étoiles qu'à l'œil nu nous jugeons simples sont un assemblage de deux ou de plusieurs astres, très voisins entre eux; mais ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que plusieurs de ces groupes ne sont pas formés simplement par deux étoiles situées l'une devant l'autre. Dans un assez grand nombre de cas, les étoiles sont très rapprochées, et si elles ne se précipitent pas l'une vers l'autre, c'est qu'elles tournent circulairement de manière à compenser leur chute mutuelle par l'effet de leur mouvement progressif. Or on observe réellement ces mouvemens circulaires des étoiles doubles : on doit donc en conclure que l'attraction existe à ces limites du monde visible. Un examen plus attentif fait même conclure que la loi de ces actions est la même que dans la région voisine du soleil, à peu près comme un spectateur placé sur une colline où le vent qui le frappe fait tourner les ailes d'un moulin à vent conclut, en voyant

sur des hauteurs lointaines tourner d'autres ailes de moulin, que dans ces localités distantes il règne le même souffle de vent qui donne l'impulsion aux ailes du moulin le plus rapproché de lui.

Mais quelle curieuse chronologie que celle de ces étoiles révolutives ! Si dans tel siècle, dans telle année, la petite étoile (au méridien) est, par exemple, au-dessus de la grande, seize ans plus tard elle sera à côté et à droite; seize ans encore plus tard, la petite sera sous la grande; puis seize ans encore après, elle sera à côté, mais à gauche; enfin, au bout de soixante-quatre ans, elle aura repris sa place au-dessus de la grande étoile. C'est un véritable cadran d'horloge où la petite étoile fait fonction d'aiguille.

De pareilles périodes se montrent depuis les périodes de quelques dizaines d'années jusqu'à des périodes de plusieurs siècles; ce sont des soleils tournant autour d'autres soleils voisins, et pour la chronologie ce sont ou ce seront des cadrans d'horloges séculaires célestes, infatigables et invariables, qui des limites du monde compteront à l'humanité intelligente les ans, les siècles et les centaines de siècles. Un astronome du temps de Charles-Quint, au milieu du XVI[e] siècle, s'excuse de pousser ses calculs jusqu'en 1600, comme si 1600 eût été pour les nations une époque inabordable. Qu'aurait-il dit des périodes de dix siècles et plus que l'on observe dans les étoiles doubles ! Bien des hommes passeront, dit Bacon, et la science s'accroîtra. Dans l'état actuel de l'astronomie, l'esprit humain a déjà fait assez de progrès pour que les phénomènes qu'il observe ne lui jettent plus le reproche d'ignorance, et par ceux qu'il a expliqués, il peut légitimement espérer d'arriver à l'explication ultérieure de ceux dont la cause lui est encore inconnue. « Félicitons-nous, dit Sénèque, des découvertes que nous avons faites, et laissons la postérité apporter son contingent à la connaissance de la vérité. »

Dans le magnifique tableau que trace le *Cosmos* des richesses scientifiques de l'astronomie, tableau complet jusqu'à nos jours, j'ai beau essayer d'abréger mes indications, la matière est trop riche. Encore des étoiles; mais ce sont les amas connus sous le nom de nébuleuses. Voici à l'œuvre les télescopes des deux Herschel, de M. Lassell, du comte de Rosse; voici les lunettes de Saint-Pétersbourg, des États-Unis et de Paris qui sont aussi à l'œuvre pour distinguer une à une ces étoiles entassées par la distance comme les grains de blé dans un grenier ou les grains de sable dans le désert. Rien ne résiste à la puissance de ces moyens optiques. Tous ces petits nuages blanchâtres, même celui d'Andromède, donnent des signes de décomposition en étoiles; mais qui pourrait jamais, non pas nombrer, mais imaginer même le nombre de ces soleils? *Aussi nombreux que le sable, aussi nombreux que la poussière,* dit Homère;

mais tout le sable, toute la poussière des déserts de l'Afrique et de l'Asie centrale ne pourraient nombrer les étoiles des nébuleuses. Nous avons déjà dit que les deux Herschel en ont catalogué environ quatre mille. Que sera-ce quand on explorera le ciel des nébuleuses avec le télescope de lord Rosse, dont l'ouverture est celle de la prunelle de l'œil d'un géant dix à douze fois plus haut que la grande pyramide d'Égypte, et qui pourrait la tenir dans sa main!

Encore un exemple d'immensité; mais ici ce sont les siècles, et non les soleils, qui sont pour ainsi dire entassés. Tout indique dans le ciel que les élémens matériels ont marché progressivement vers une concentration de plus en plus prononcée. Les soleils se sont conglomérés aux dépens de la matière cosmique ou chaotique. Ces soleils se sont ensuite rapprochés en vertu de la grande loi de l'univers, l'attraction newtonienne, qui pousse incessamment l'une vers l'autre toutes les substances matérielles. N'y a-t-il donc point quelque trace de la marche de ces soleils se rapprochant entre eux jusqu'à ce que les mouvemens de circulation dont nous avons parlé plus haut viennent à balancer cette concentration progressive? Oui. Nous devons à lord Rosse lui-même le dessin de plusieurs nébuleuses en spirales, c'est-à-dire disposées par traînées lumineuses qui s'arrondissent en arrivant vers le centre à peu près comme seraient les étincelles d'une pièce tournante dans un feu d'artifice, si, au lieu d'être dirigées en dehors, ces étincelles étaient projetées vers le centre de la pièce tournante. Mais ici, au moment où se présente la question du temps nécessaire pour opérer les déplacemens qui ont donné naissance à ces dispositions d'ensembles d'étoiles, l'imagination recule effrayée. Il n'y a ni années ni siècles pour de pareilles durées. Que sont même les révolutions des étoiles doubles avec leur courte période de dix à douze siècles? Pour accomplir de tels mouvemens, il a fallu plus de milliers de siècles qu'il n'y a de soleils dans ces entassemens de soleils sans limite concevable. Beau thème pour ceux qui désirent comprendre ou peindre l'éternité!

Des métaphysiciens insatiables ont voulu dépasser encore ces limites du monde perceptible. « Nous imaginons, disent-ils, des existences de corps sans lumière, et dès lors non perceptibles à nos sens. La puissance créatrice dans la production et dans l'organisation de l'univers ayant toujours dépassé les bornes de l'intelligence de l'homme, il est évident que, puisque nous concevons d'autres existences que celles que nos sens nous révèlent, ces existences doivent être réalisées, et même qu'il doit en exister que nous ne concevons aucunement. » Je n'ai rien pour contredire à de telles théories. Passer par analogie de ce qui existe à ce qui est possible et du possible à l'inconcevable est permis en métaphysique; mais les sciences d'ob-

servation ont pour limites ce qu'on peut voir, mesurer, contempler, et ce que j'ai dit prouve suffisamment sans doute que, dans l'état actuel de la science céleste, les exigences les plus outrées doivent se trouver satisfaites pour l'espace, la matière et le temps. Alexandre trouvait la terre trop petite pour son ambition : il étouffait, dit Juvénal, dans les étroites limites du monde terrestre; mais quelle ambition scientifique pourrait trouver trop petit le monde matériel de l'astronomie?

Reposons-nous dans le système solaire, au milieu des planètes, des comètes, des satellites et de tout le domaine de notre étoile centrale. S'il y en a de plus brillantes, comme Sirius, comme la plus brillante du Centaure, et probablement comme Canopus et les autres étoiles de première grandeur, celle-ci nous suffit, et la nature terrestre, coordonnée à son éclat, à sa chaleur et à ses autres influences, péricliterait sans aucun doute, si nos rapports avec ce grand dispensateur des principes essentiels à la vie venaient à changer. M. de Humboldt a exposé amplement les curieuses particularités relatives à la constitution du soleil, à ses taches, à ses diverses enveloppes, à son noyau obscur, etc. Je n'en dirai rien, non plus que de cet anneau lumineux immense qui entoure cet astre, et qui nous reflète cette mystérieuse lueur qu'on appelle la lumière zodiacale. C'est au milieu de cet anneau matériel que Mercure, Vénus, la Terre et peut-être Mars circulent autour du Soleil. Je ne ferai pas non plus l'histoire de ces masses curieuses qui, sous le nom de *pierres tombées du ciel*, arrivent réellement des espaces célestes. Je me borne à déclarer que dans cette matière, dont j'ai fait une étude spéciale, rien n'a été écrit de plus complet, de plus positif, de plus convaincant, de plus conforme à toutes les lois physiques, chimiques et mécaniques du monde, que le chapitre du *Cosmos* sur les pierres météoriques, les globes de feu et les étoiles filantes. Voici du reste ce que je glane dans les chroniques de France après les riches moissons de M. de Humboldt; il s'agit des présages de la fin du règne de Charlemagne : «..... Il y eut plusieurs éclipses de soleil les trois dernières années de sa vie..... On vit une tache à l'œil nu dans cet astre..... A Aix-la-Chapelle, la terre trembla et le palais fut ébranlé..... A son dernier voyage en Saxe, une lumière semblable à un flambeau ardent passa auprès de lui et effraya son cheval, qui tomba et lui donna une si violente secousse, qu'on trouva son épée, son javelot et son manteau à dix pas de lui..... » On ne dit pas si l'empereur fut blessé dans sa chute, mais voilà un globe de feu bien caractérisé. Que devaient penser les contemporains de Charlemagne de pareils météores, tandis qu'à peine aujourd'hui nous sortons de l'ignorance en ce qui concerne leur origine et leur nature? Une curieuse liste de toutes les

substances que les bolides ont amenées à la surface de la terre et l'absence d'élémens chimiques nouveaux prouvent que la nature des minimes petites planètes qui nous donnent ce qu'on appelle des *étoiles filantes* est la même que celle de notre terre, qui voyage dans les mêmes régions circomsolaires.

Les planètes sont considérées dans le *Cosmos* sous de nombreux points de vue, tous très intéressans. On y trouve une liste fidèle et impartiale des découvertes de corps planétaires depuis l'invention du télescope. M. de Humboldt nous donne l'ordre chronologique de ces brillantes conquêtes de la science. Cette liste pour les petites planètes situées entre Mars et Jupiter s'arrête à Irène, qui est la quatorzième dans l'ordre de leur découverte. La liste que j'ai donnée dans cette *Revue* (1) comprend vingt-trois planètes, dont huit ont été découvertes en 1852. Pour compléter ici l'énumération de ces corps célestes, dont le nombre est aujourd'hui de vingt-six, je dirai que, malgré la saison peu favorable en 1853 aux observations du ciel, les astronomes ont encore pu cette année ajouter trois planètes aux vingt-trois autres conquises à la fin de 1852.

Voici la liste de ces trois nouvelles petites sœurs de la terre :

1853.	Phocea......	Chacornac II. Marseille.
1853.	Thémis.....	Gasparis VII. Naples.
1853.	Proserpine.	Luther II. Dusseldorf.

M. de Humboldt se montre très sobre de conjectures sur les influences météorologiques déterminées dans chaque planète par leur distance au soleil, le temps de leur rotation sur elles-mêmes, et l'inclinaison de leur équateur sur le plan de leur orbite. Il constate bien que dans la planète Mars, assez semblable à notre terre pour l'obliquité de son écliptique, on voit les neiges polaires s'accumuler et se fondre comme sur la terre, suivant que l'un ou l'autre pôle a la saison chaude ou froide; mais il ne parle pas du printemps perpétuel qui règne sur Jupiter, et de la fixité d'aspect qui doit en résulter. Cependant ce calme n'est pas complet, puisque quelques-unes des bandes de Jupiter ont disparu momentanément. La planète qui doit offrir les plus curieuses circonstances climatologiques, c'est sans contredit Vénus, qui, pour la grosseur, la masse, la distance au soleil, est presque exactement semblable à la terre. D'où vient donc que dans cette planète on n'observe point les mêmes circonstances météorologiques que dans Mars et sur notre globe? Le voici :

Vénus tourne très obliquement sur elle-même. Si nous prenons la terre pour point de comparaison, le soleil arrive l'été jusqu'au-des-

(1) Livraison du 15 janvier 1853.

sus de Syène en Égypte, ou de Cuba en Amérique. Pour Vénus, l'obliquité est telle que l'été le soleil atteint des latitudes plus élevées que celles de Belgique ou même de Hollande. Il en résulte que les deux pôles, soumis tour à tour à un soleil presque vertical et qui ne se couche pas (et cela à quatre mois de distance, puisque l'année de cette planète n'est que de huit mois), ne peuvent laisser la neige et la glace s'accumuler. Il n'y a point de zones tempérées sur cette planète : la zone torride et la zone glaciale empiètent l'une sur l'autre, et règnent tour à tour sur les régions qui chez nous composent les deux zones tempérées. De là des agitations d'atmosphère constamment entretenues et d'ailleurs tout à fait conformes à ce que l'observation nous apprend sur la difficile visibilité des continens de Vénus à travers le voile de son atmosphère, tourmentée incessamment par les variations rapides de la hauteur du soleil, de la durée des jours et des transports d'air et d'humidité que déterminent les rayons d'un soleil deux fois plus ardent que pour la terre.

Les satellites des planètes et notre lune, dont la géographie est maintenant plus avancée que celle de notre globe, fournissent au *Cosmos,* comme on peut le penser, une immense quantité de détails historiques, astronomiques et physiques.

Les comètes, qui semblent ne voyager, comme les planètes, autour du soleil que pour contredire toutes les lois et les analogies qui existent entre celles-ci, n'ont pas fourni à l'auteur du *Cosmos* un thème aussi heureux que le reste du système solaire. Ce n'est pas que le *Cosmos* ne garde encore ici, comme ailleurs, sa supériorité sur tous les ouvrages d'exposition qui l'ont précédé; mais l'ouvrage fondamental de M. Hind sur les comètes n'avait pas encore paru, et un grand nombre de curieuses notions qui y sont contenues n'ont pu trouver place dans le tableau tracé par M. de Humboldt.

Sénèque avait déjà remarqué que les comètes suivent des routes fort différentes de celles des planètes, et qu'elles abordent des parties du ciel étoilé interdites aux autres corps errans ou planètes. Un astronome n'en croirait pas ses yeux, s'il voyait la lune, Vénus ou Jupiter quitter le zodiaque pour aller éclipser les étoiles de la Grande-Ourse ou l'étoile polaire! ou bien si, au lieu de marcher annuellement vers l'orient, ces astres revenaient en arrière! C'est pourtant ce que font chaque jour les comètes. Le seul point de vue auquel je veuille les considérer ici en terminant ce tableau du système solaire, c'est de les distinguer en comètes solaires et en comètes étrangères, errantes de soleils en soleils. Et d'abord, malgré le tableau de six comètes à courtes périodes donné par M. de Humboldt, je n'en reconnais que trois définitivement acquises à notre soleil, car il n'y en a réellement que trois qui aient été vues plus d'une fois, savoir les co-

mètes de Encke, de Biela et de Faye. En y joignant la comète de Halley, dont la période est de soixante-dix-sept ans, et qui a plusieurs fois mêlé son histoire à celle de l'humanité, ce sont quatre comètes conquises et assurées par la science. La comète de M. Faye, découverte par cet astronome en 1843 à l'observatoire de Paris et revue au commencement de 1851, a présenté une obéissance si ponctuelle aux lois du calcul, que, suivant M. Hind, elle ne s'est pas écartée d'une heure du moment où son retour dans le voisinage du soleil avait été prédit par M. Le Verrier. Sans doute d'ici à peu d'années on sera fixé sur la nature de l'orbite de neuf à dix autres comètes, dont on peut voir la liste dans l'admirable ouvrage de M. Hind, et dont le retour est présumé d'une manière plus ou moins probable. De 1856 à 1860, nous saurons encore à quoi nous en tenir sur la grande comète qui hâta l'abdication de Charles-Quint, et qui met trois cents ans dans sa révolution solaire; mais, je le répète, jusqu'à nouveau progrès, les seules comètes de Halley, de Encke, de Biela et de Faye sont acquises irrévocablement au domaine du soleil. D'autres comètes de soixante-quinze ans ou environ, de trois mille ans, ou même de cent mille ans, comme la comète de M. Mauvais, calculée par M. Plantamour, sont réservées aux observateurs futurs.

Il est un grand nombre de comètes qui se meuvent dans des courbes à branches infinies, savoir des paraboles et même des hyperboles. Celles-ci, venant vers notre soleil des profondeurs de l'espace indéfini, y rentrent ensuite et arrondissent légèrement leur marche autour de tous les soleils dans la proximité desquels elles viennent à passer, jusqu'à ce qu'enfin elles arrivent si juste en face d'un de ces puissans amas de matière, qu'elles s'y incorporent en les abordant de front. Là se terminent leurs excursions vagabondes. Il va sans dire, en dépit de la cosmogonie de Buffon, que l'étoile heurtée par la comète n'est pas plus ébranlée que ne le serait la grande pyramide d'Égypte par le choc d'une sauterelle poussée par le vent du désert. Ainsi donc on peut dire que les comètes, si peu dignes d'attention par la petitesse *inimaginable* de leur masse, servent de moyen de communication entre les étoiles et notre système, et que telle comète qui vient s'imprégner des feux ardens de notre soleil dont elle rase la surface, comme l'ont fait les comètes de 1680 et de 1843, a subi *ou a pu subir* préalablement la même influence de Sirius, de Canopus ou de la brillante étoile Toliman du Centaure, ces trois rois de la voûte céleste. Ce qu'il y a d'incontestable, c'est que ces astres, pour le plus grand nombre, s'éloignent sans retour de notre soleil, d'où l'on tire la conséquence non moins sûre qu'ils arrivaient de régions situées bien au-delà de ce qu'on peut appeler le domaine de cet astre.

En résumé, la partie du *Cosmos* consacrée à la description du ciel

nous offre le tableau fidèle des résultats de l'astronomie au milieu du XIXe siècle. L'histoire des sciences nous a transmis cet acte remarquable de l'astronome Ptolémée d'Alexandrie, qui consacra, par des inscriptions gravées sur les parois intérieures d'un temple, les résultats de sa longue carrière d'observateur des mouvemens célestes. L'ouvrage de M. de Humboldt est aussi la consécration de toutes les conquêtes de la science, mais gravée dans un temple bien plus impérissable que ceux d'Égypte, dans la *typographie,* l'une de ces supériorités des peuples modernes sur ceux des siècles passés. On a reproché au *Cosmos* un peu de confusion dans sa richesse, mais des tables analytiques très détaillées facilitent les recherches, ou bien aident ceux qui ont lu l'ouvrage à le considérer au point de vue dont ils ont besoin. Ainsi le physicien, le géographe, le métaphysicien, le théologien, le philosophe, le poète même, le consulteront aisément en ce qui les intéressera. Il y aura des oracles pour tout le monde. Le *Cosmos* était un des ouvrages d'astronomie ou plutôt le seul des ouvrages d'astronomie moderne que citât M. Arago. Il rendait pleine justice aux efforts que son illustre confrère avait faits pour donner aux amis de la science des résultats positifs, exacts, clairement énoncés et tout à fait à jour pour la science la plus moderne. Nous nous bornerons à cet éloge de l'ouvrage de M. de Humboldt. Plus on feuillette cette riche collection de découvertes qui honorent l'esprit humain, plus on acquiert soi-même de notions importantes, et plus on peut atteindre d'aperçus nouveaux. Le *Cosmos,* comme tous les bons livres, vaut par ce qu'il est et par ce qu'il fera faire aux autres.

M. de Humboldt, suivant ses propres expressions, considère la France comme sa patrie adoptive. Ce n'est pas seulement en effet comme savant ou comme écrivain national (car la plupart des ouvrages de M. de Humboldt sont en notre langue) que l'illustre octogénaire a droit au titre de citoyen français. Dans des temps de calamités tristes à rappeler, on l'a vu accourir à la suite de l'invasion étrangère et protéger contre le pillage et la spoliation notre Jardin des Plantes et tous nos établissemens scientifiques, se montrant bien plus dévoué à la France que bien des Français d'alors. Espérons que l'illustre savant viendra encore une fois recueillir à Paris les témoignages de gratitude et de sympathie de la génération scientifique actuelle, à laquelle il a servi de guide et d'exemple, comme il servira de modèle aux amis des sciences d'observation. Sous ce point de vue, comme sous beaucoup d'autres, l'auteur du *Cosmos* restera, suivant l'expression de Pline, *le savant qu'on ne pourra jamais assez louer. Nunquam satis laudatus.*

BABINET, de l'Institut.

DES

INFLUENCES ROYALES

EN LITTÉRATURE.

FRÉDÉRIC II.

Histoire philosophique de l'Académie de Prusse, par M. Bartholmèss.

Lorsque Napoléon appelait Talma à Erfurt, et faisait représenter les chefs-d'œuvre de la poésie française devant un *parterre de rois*, c'était l'image visible et matérielle de ce qui s'était passé cinquante ans plus tôt dans la région des idées. Grâce à son rayonnement inépuisable, à son irrésistible attraction, le génie français au XVIIIe siècle s'était créé un auditoire de princes et de souverains. Les rois de Prusse, de Suède, de Danemark, de Pologne, les princes d'Allemagne, l'impératrice de Russie, tous subissaient ou feignaient de subir cet ascendant universel, tous semblaient épris d'amour pour les idées libérales dont la France devenait le foyer. Ils entretenaient à Paris des correspondans littéraires chargés de les tenir au courant des petits vers et des gros ouvrages, résidens de nouvelle espèce auprès de cette nouvelle royauté. Eux-mêmes correspondaient avec nos grands écrivains et se disputaient l'honneur de les recevoir à leur cour. Jamais l'intelligence humaine n'avait reçu d'aussi éclatans hommages, et c'était à notre patrie qu'il était donné d'étaler ce grand spectacle devant le monde, compensation suffisante aux hontes de notre politique. Nous étions vaincus à Rosbach, nous signions le

traité de Paris, nous souscrivions au partage de la Pologne; mais par la pensée du moins la France régnait.

Il n'y avait guère alors en Europe qu'un gouvernement qui se montrât hostile à cet éclat nouveau, à cette popularité immense qu'obtenait partout la pensée française : c'était le gouvernement français; il emprisonnait les écrivains ou proscrivait leurs livres, et en cela il n'avait pas tort. Il voyait où le menait toute cette gloire. Persécuter à outrance eût été faire preuve de sagacité; mais que pouvaient ces résistances, entremêlées de faiblesses, contre cette coupable, qui trouvait partout de pareilles complicités ? « Voltaire se brouilla avec la cour de France, dit Goethe dans ses mémoires; mais les rois étrangers devinrent ses tributaires et ses vassaux »

I.

Celui qui le premier donna aux autres princes l'exemple de cette déférence si nouvelle alors pour la pensée fut en même temps le plus grand capitaine de son temps et le vrai fondateur de la monarchie prussienne, Frédéric II. Un savant, connu par de remarquables études sur Huet et Jordano Bruno, M. Bartholmèss, vient de nous donner une *Histoire de l'Académie de Prusse* depuis Leibnitz jusqu'à Schelling, mais particulièrement sous Frédéric le Grand. Cette histoire, écrite avec une érudition ingénieuse et solide, nous fournit l'occasion d'examiner le rôle que joua Frédéric au milieu de la littérature contemporaine.

Sa passion pour les lettres en général, et en particulier pour notre littérature, s'annonce chez lui de bonne heure et paraît le posséder tout entier, pendant qu'il n'est encore que prince royal, et que, confiné à Remusberg, il passe sa vie solitaire avec les livres, la musique et quelques amis. Dès l'âge de dix-neuf ans, il écrit à Fontenelle une épître flatteuse; mais il ne semble pas avoir eu avec lui des relations bien suivies. Cinq ans plus tard, il commence avec Voltaire et Rollin un commerce de lettres qui, sauf quelques interruptions, se poursuivra jusqu'à leur mort. La partie de cette double correspondance qui s'étend depuis 1736 jusqu'à l'avénement de Frédéric est fort curieuse. Frédéric alors a vingt-quatre ans, Voltaire quarante-deux ans, Rollin soixante-seize. Le ton du prince royal est celui d'un disciple soumis, plein d'admiration et de déférence, grave et réservé avec Rollin, familier et affectueux avec Voltaire, flatteur avec tous les deux.

A ce moment du siècle, les écrivains n'étaient pas encore habitués à voir l'héritier d'un trône faire vers eux les premiers pas, leur demander leur amitié, leur prodiguer les complimens. Encore moins

s'attendaient-ils sans doute à voir un prince les encourager « à faire la leçon aux souverains, à fouetter le vice ceint du diadème sur le dos des tyrans et des monstres dont fourmillent les annales de l'univers (1). » Aussi rien n'égale la joie et l'enthousiasme de Rollin et de Voltaire; ils promettent au monde un Trajan. Tous deux, du reste, sentent également dès le début que *Trajan* a déjà des prétentions d'homme de lettres, et veut être loué pour son style. Voltaire lui écrit : « Vous parlez français comme nos meilleurs écrivains; Louis XIV ne s'exprimait pas de même. » (Ce qui n'est que trop vrai, malheureusement pour Frédéric.) Quant à Rollin, il déclare que « le comble des vœux d'un auteur est de se voir estimé et loué par un prince d'un goût si délicat, et qui écrit dans une langue étrangère avec tant d'élégance, de justesse et de dignité (2). »

Le prince royal, on peut le croire, se trouvait infiniment plus à l'aise avec Voltaire qu'avec Rollin. Aussi ses lettres à ce dernier sont-elles courtes et rares; on peut y remarquer un petit manége qui ne prouve pas une parfaite simplicité. Frédéric y parle volontiers du *ciel* auquel il demande que « le Thucydide de notre siècle puisse voir prolonger le fil de ses jours comme ceux du roi Ezéchias. » Religieux de ton, biblique au besoin, on voit qu'il s'amuse de la naïveté du bon vieillard, et quand enfin Rollin, enhardi, se hasarde à toucher quelques mots de sa conversion qu'il espère (la conversion de Frédéric!), celui-ci lui répond qu'il a trouvé dans sa lettre « les conseils d'un sage et la tendresse d'une nourrice. » On sent que Frédéric a dû rire d'une espérance si mal fondée.

Dans le même temps, en effet, Frédéric faisait parade avec Voltaire d'une incrédulité telle que celui-ci se voyait contraint de la réfuter sur quelques points. Quoi qu'on en puisse dire, cette correspondance avec le prince royal fait honneur à Voltaire : ses conseils sur les devoirs des princes, ses discussions sur Dieu, sur la liberté de l'homme, ont un accent de conviction sincère qui ne saurait tromper. Plus tard, quand il aura vu dans l'intimité Frédéric devenu roi, le ton changera, deviendra trop souvent cynique ou bouffon; mais à cette première époque Voltaire a pris au sérieux ce rôle de Mentor et de directeur de conscience que le jeune prince lui a conféré. Quant aux louanges qu'il lui prodigue et dont on lui a fait un crime, il faut observer qu'à cet égard c'est Frédéric qui lui a donné l'exemple et

(1) Lettre de Frédéric du 4 juillet 1739.

(2) Voici un passage pris au hasard dans une des lettres de Frédéric à Rollin, on verra qu'il ne justifie guère de pareils éloges : « La vertu, dépeinte avec les vives et belles couleurs dont vous composez son coloris, trouve des attraits pour un chacun, et vous assurez son triomphe en diffamant le vice jusque sous l'appareil de la grandeur et de la plus splendide magnificence. »

qui renchérit sans cesse sur les flatteries de son correspondant. Si Voltaire traite Frédéric de Trajan et de Marc-Aurèle, s'il l'appelle *son adorable prince,* celui-ci n'est pas en reste; poètes et philosophes, tout est sacrifié à Voltaire, et Frédéric termine une discussion philosophique par cette phrase scandaleuse et ridicule : « S'il y a quelque chose dont je me puisse persuader, c'est qu'il y a un Dieu adorable dans le ciel, et un Voltaire non moins estimable à Cirey. » C'est un lieu commun de platitude d'identifier la Providence avec les puissans du monde; mais l'apothéose appliquée à un simple philosophe était vraiment une innovation. Et notez, dans cet échange de flagorneries, la différence des positions, qui excuse l'un et condamne l'autre. Un prince doué de quelque bon sens sait parfaitement combien il doit rabattre des complimens qu'il reçoit et dont une bonne partie s'adresse toujours à son rang plus qu'à sa personne; mais l'écrivain qui n'est rien que par lui-même, qui n'a d'autre puissance que celle de son génie, a le droit de considérer comme sincères les adulations qu'il reçoit d'un souverain; leur exagération même est un hommage que l'on rend à sa valeur personnelle, à l'influence que son génie lui a donnée sur l'opinion; fussent-elles intéressées et destinées à provoquer un retour de louanges, c'est toujours dire à l'écrivain : Vous pouvez donner la gloire. Tout prince que je suis, j'ai besoin de vous. — Je ne connais pas de compliment plus flatteur et moins suspect que celui-là. D'ailleurs, répétons-le, c'est Frédéric qui a donné le ton à Voltaire, et dans cet échange de flatteries souvent insipides, le premier, le principal coupable, c'est le prince : le poète n'est que son complice.

Vraiment les rôles sont intervertis; les faiblesses que d'ordinaire on caresse chez les princes, Frédéric les flatte chez l'écrivain. Il faut voir les fadeurs mythologiques qu'il adresse à Mme du Châtelet, et ses complimens peu délicats sur le bonheur que Voltaire goûte *dans les bras* d'Émilie. Avec une modestie inattendue, Voltaire proteste contre les suppositions du prince; je ne suis, dit-il, que l'ami de Mme du Châtelet, et ne suis plus d'âge à être autre chose :

J'approche, hélas! de la nuit sombre
Qui nous engloutit sans retour;
D'un homme je ne suis que l'ombre,
Je n'ai que l'ombre de l'amour.

Mais Frédéric insiste, déclare gracieusement qu'il n'en croit rien, redouble de galanterie avec la marquise : en même temps il s'attendrit avec Voltaire sur toutes les tracasseries que lui suscitent ses envieux, et quand Desfontaines ou tout autre sacrilége a osé porter les mains sur les tragédies de son ami, il se montre presque aussi ému que Voltaire, ce qui pourtant n'était pas aisé.

Sans doute l'espérance de faire de Voltaire un de ses prôneurs entrait pour quelque chose dans cette prodigalité de louanges et de caresses exagérées; mais dans l'enthousiasme du prince royal pour le génie de l'écrivain il y a une sincérité profonde qu'il est impossible de méconnaître. Voltaire parle quelque part de *l'harmonie préétablie* qui existe entre leurs intelligences; il a raison. Leurs esprits étaient faits l'un pour l'autre, et cela est si vrai, qu'après l'aventure de Francfort, lorsqu'ils recommencèrent à s'écrire après une brouille de plusieurs années (et ce fut Frédéric qui fit les premiers pas), jamais ils n'ont oublié leurs rancunes, jamais ils n'ont cessé de se les rappeler avec aigreur, et jamais pourtant ils n'ont pu renoncer à s'écrire, même pour se dire des duretés. « Vous êtes bien heureux, lui disait Frédéric à cette époque, d'avoir eu affaire à un fou amoureux de votre beau génie! » Oui, *amoureux*, cela est vrai; cette passion pour le génie de Voltaire a survécu à toutes leurs querelles, à tous leurs torts réciproques; c'est que Voltaire était pour Frédéric la personnification la plus complète du génie littéraire tel qu'il le comprenait, et que son goût pour le poète se confondait avec sa passion pour les lettres, passion chez lui si vive à tout âge, et dans sa jeunesse exclusive de toutes les autres.

Quant à ses tirades philosophiques contre les oppresseurs de l'humanité, contre les conquérans, il y a quelque apparence qu'ici le futur Titus abusait un peu de la crédulité enthousiaste de son correspondant. Il trouve un moyen ingénieux de flatter les opinions de Voltaire : c'est de les exagérer. Le croirait-on? A l'égard du christianisme, il trouve Voltaire trop modéré! Quand le poète lui envoie son discours sur la loi naturelle, Frédéric lui adresse aussitôt des reproches, assurément inattendus, sur sa *condescendance pour la prêtraille*. Et pourquoi? Parce que le poète s'est servi de cette expression, *l'homme-Dieu!* Voilà une faiblesse que Frédéric ne saurait lui pardonner. — Autre méfait de Voltaire : dans son *Siècle de Louis XIV*, il a rangé Machiavel parmi les hommes illustres de la renaissance. Quel scandale! Frédéric ne se possède pas et s'écrie : « Quiconque enseigne à manquer de parole, à opprimer, à commettre des injustices, fût-il d'ailleurs l'homme le plus distingué par ses talens, ne doit jamais occuper une place due uniquement aux vertus et aux talens louables : Cartouche ne mérite pas de tenir un rang parmi les Boileau, les Colbert, les Luxembourg. Vous êtes trop honnête homme pour vouloir mettre en honneur la réputation flétrie d'un misérable coquin... » On pense si cette *vertueuse colère* arrache à Voltaire des cris d'admiration! Il se félicite d'en être l'objet, tout en faisant timidement observer qu'il n'a parlé que du *style* du Florentin; mais cette excuse ne suffit pas pour apaiser le prince royal, il revient

encore sur ce sujet : « Mon cher ami, votre plume doit regretter de s'être souillée de ce nom, » et aussitôt il prend la sienne pour protester contre les abominables doctrines du *Prince,* compose un livre bien vertueux, bien philosophique contre Machiavel, et charge Voltaire de le faire imprimer... Sur ces entrefaites, Frédéric devient roi, donne ordre d'arrêter la publication de son livre, et envahit la Silésie.

Frédéric avait alors vingt-huit ans. Rollin et Voltaire s'étaient trompés sans doute quand ils promettaient au monde un Marc-Aurèle : Frédéric fut autre chose assurément; mais ils ne se trompaient pas quand ils comptaient que les lettres trouveraient en lui un protecteur dévoué et fidèle, mieux qu'un protecteur, un ami.

C'est là en effet sa supériorité sur les autres protecteurs des lettres : il les a aimées pour elles-mêmes, indépendamment du profit qu'en espérait sa politique. Pour Auguste, le génie de Virgile et d'Horace fut surtout un instrument de domination; pour Louis XIV, la poésie n'était guère qu'un ornement de ses fêtes ou l'harmonieuse expression de ces louanges dont il ne pouvait s'assouvir. Sans doute le roi de Prusse comprenait très bien la puissance d'opinion qu'exerçaient déjà les écrivains, surtout les écrivains français, et que lui-même allait étendre en la reconnaissant. On en trouve une preuve frappante au début d'un de ses ouvrages historiques, *Histoire de mon Temps.* Dans le premier chapitre, qui est un tableau des forces de l'Europe à son avénement, l'historien consacre plusieurs pages à la littérature et aux sciences. La France y est représentée comme le vrai centre littéraire de l'Europe; ses écrivains sont pour lui une puissance avec laquelle il faut compter et dont il recherche l'alliance. Et pendant la guerre de sept ans, près de succomber sous le nombre, battu, traqué par les Autrichiens, les Russes et les Français, au moment de livrer une dernière bataille qui va décider de son sort et de celui de son royaume, se croyant perdu, c'est aux écrivains qu'il songe. Pendant une veillée remplie d'angoisses, il écrit une centaine de vers, « les meilleurs ou plutôt les seuls bons qu'il ait faits, » dit M. Villemain, et il les envoie, copiés de sa main, à Voltaire, avec lequel il est brouillé depuis plusieurs années : préoccupation étrange dans un moment pareil, mais qui suffit pour le peindre. Cette paix que dans sa fierté intrépide il s'obstine à ne pas demander à ses ennemis vainqueurs, il semble l'offrir à un écrivain (1). C'est déjà une chose remarquable que d'avoir reconnu une puissance supérieure à la force matérielle; ce respect, même intéressé, fait honneur à ce despote et à ce conquérant. Il y eut d'ailleurs autre chose chez Frédéric :

(1) La réponse de Voltaire est admirable (octobre 1757). Ce fut ainsi que se renoua entre eux une correspondance qui se poursuivit jusqu'à la mort de Voltaire.

il aima les lettres; il les aima jusqu'à la passion, jusqu'au ridicule. « Cet homme, disait de lui Voltaire dans un moment d'humeur, c'est César et l'abbé Cotin. » Mais cette passion obstinée et malheureuse pour les vers est précisément ce qui démontre sa sincérité. Cependant était-il d'une entière bonne foi quand il écrivait plus tard, en parlant de lui-même : « Je pense qu'en pesant les voix, les travaux du philosophe seront jugés supérieurs à ceux du militaire; » quand il disait à d'Alembert : « Je donnerais toutes mes victoires pour avoir fait *Athalie?* » Vraiment on serait tenté de le croire. Toujours est-il que des complimens sur ses écrits pouvaient le toucher beaucoup plus que l'admiration méritée par sa conduite politique et militaire. L'homme d'ailleurs est ainsi fait : a-t-il une supériorité constatée et reconnue; tranquille de ce côté, il se désintéresse des éloges dont il est sûr; sa vanité se déplace et se porte tout entière sur des prétentions moins justifiées et souvent assez puériles. Le prince de Ligne, dans le piquant récit qu'il nous a laissé de ses visites chez Rousseau et chez Voltaire, nous raconte que l'auteur de l'*Émile* paraissait surtout très fier de la propreté avec laquelle il copiait de la musique; quant à Voltaire, c'était son château de Ferney, c'était son jardin qu'il prétendait faire admirer : « C'est moi qui ai donné tous ces dessins, disait-il. Mon jardinier n'est qu'une bête; c'est moi qui ai tout fait! » Il était plus modeste quand il parlait de ses écrits.

Comme homme de lettres, Frédéric se montre fort chatouilleux et fort sensible à la critique. Diderot fait dans l'*Encyclopédie* un article où, après avoir versé à Frédéric auteur *ce boisseau d'éloges* dont parle Bayle, il a l'imprudence de mêler *un grain* de critique : « Ses poésies sont pleines d'idées, de chaleur, de vérités grandes et fortes. J'ose assurer que, si le monarque qui les écrivait à plus de trois cents lieues de la France s'était promené un an ou deux dans le faubourg Saint-Honoré ou dans le faubourg Saint-Germain, il serait un des premiers poètes de notre nation. Il ne fallait que le souffle le plus léger d'un homme de goût pour en chasser quelques grains de la poussière des sables de Brandebourg... Il n'a manqué à cette flûte admirable qu'une embouchure un peu plus nette. » — « De quel œil, dit M. Bartholmèss, Frédéric devait-il lire ces justes réflexions? Il les prit si mal, qu'il n'ouvrit plus aucun des volumes suivans de l'Encyclopédie, » et dans sa correspondance avec d'Alembert, toutes les fois que celui-ci lui parle avec éloge de son ami, le roi riposte par des épigrammes (1). Il avait ses *grammairiens*, auxquels il sou-

(1) Diderot ayant négligé, en revenant de Saint-Pétersbourg, d'aller rendre visite au roi de Prusse : « Pour l'invisible Diderot, écrit Frédéric à d'Alembert, je ne sais que vous en dire; il est comme ces anges célestes dont on parle toujours et qu'on ne voit

mettait ses écrits avant de les publier, et qui se chargeaient d'en chasser *les grains de sable du Brandebourg,* c'est-à-dire les fautes de langue et de style. Un de ces grammairiens, l'honnête Thiébault, nous a laissé dans ses *Souvenirs* le récit d'une scène qui prouve à quel point il savait Frédéric sensible à la critique. Un jour, dans un écrit que le roi lui montre, Thiébault veut lui faire effacer un solécisme; Frédéric résiste, se fâche, jette la plume avec colère... « Je suis persuadé, dit Thiébault, qu'il n'a pas été plus hors de lui lorsqu'il s'oublia au point de donner des coups de botte dans les jambes à un de ses ministres d'état. » Cependant Thiébault se rassure par cette pensée qu'il est Français, et que c'est avec ses sujets seulement que Frédéric se permet de ces *vivacités*. Il dissimule son émotion, raffermit sa contenance, et *l'air attristé, non abattu, avec le calme que donne la conviction que l'on fait son devoir et la voix d'un homme pénétré, mais inflexible,* il lui adresse une harangue de deux pages, dont il n'a pas voulu priver ses lecteurs, et où la fermeté inébranlable d'un académicien qui défend la grammaire est heureusement tempérée par les protestations de l'attachement le plus tendre et du respect le plus profond. Touché par tant d'éloquence, Frédéric cède enfin, renonce à son solécisme, et Thiébault, qui est encore étonné, en racontant cette scène, et de la magnanimité du roi et de sa propre audace, termine son récit par cette naïve réflexion : « Le roi fut en cette rencontre plus grand que je ne l'avais présumé, et je vis ce jour-là ce qu'il y a peut-être de plus rare dans l'histoire des rois, je vis un monarque qui sut se vaincre. »

Il est à croire que Frédéric ne sut pas toujours se vaincre, ou que ses *grammairiens,* à commencer par Voltaire, n'eurent pas toujours l'inflexibilité héroïque de Thiébault, car les fautes de français abondent dans ses ouvrages. On dit qu'il ne sut jamais bien sa langue maternelle, et il est certain qu'il n'écrivit jamais la nôtre qu'assez imparfaitement. Je ne parle pas seulement de la correction grammaticale, pas plus que de l'orthographe, qu'il a toujours ignorée; mais la propriété des mots, leur valeur exacte (1), et plus que tout cela, ce tour, cette allure, ce je ne sais quoi qui fait qu'une phrase est française, voilà ce qu'il n'a jamais bien su. Ces défauts sont frappans dans ses discours ou dans ses ouvrages historiques, où il vise au style soutenu. Sans doute ces écrits sont précieux à plusieurs égards; ils se lisent avec l'intérêt qui s'attache toujours aux pensées

jamais. Un de ses ouvrages me tomba naguère entre les mains. J'y trouvai ces paroles : « Jeune homme, prends et lis! » Sur cela, je fermai le livre, comprenant bien qu'il n'avait pas été fait pour moi, qui ai passé soixante ans. » (28 juillet 1774.)

(1) Il écrira par exemple qu'un roi doit être le *premier domestique* de son peuple. Évidemment ici l'expression a dépassé sa pensée.

d'un homme extraordinaire. Il est d'ailleurs impossible qu'un homme qui a fait de grandes choses les raconte sans communiquer à son récit quelques-unes de ses qualités. Qu'on y admire donc le grand capitaine, le politique habile, l'homme même, rien de mieux; mais Frédéric a voulu être et il est réellement autre chose : c'est un écrivain, et ce n'est pas lui faire injustice que de le traiter comme tel. Sec et écourté d'ordinaire, de temps en temps il vise au grand style et tombe dans la phrase : toute la monnaie courante du jargon philosophique alors à la mode est employée et prodiguée par lui sans scrupule; la vieille phrase ne lui répugne point. Quant aux impropriétés d'expression, elles pullulent dans ses écrits; qu'on ouvre au hasard l'un de ses ouvrages historiques, on ne trouvera pas deux pages de suite qu'on puisse supposer écrites par un Français.

Ce n'est pas qu'il reste Allemand dans ses écrits, ainsi qu'on l'a prétendu : on serait plutôt tenté de lui reprocher d'avoir en littérature le goût plus français que les Français eux-mêmes, ceux du XVIII[e] siècle s'entend. C'est par son côté mesquin qu'il prend notre littérature. La mesure, la délicatesse, la légèreté, voilà les qualités qui le charment; la sèche poésie d'alors lui suffit; il ne demande ni plus de couleur, ni plus d'émotion, ni plus d'élévation et d'élan. Les petits vers de Voltaire, voilà quel devait être en poésie son idéal, et encore en comprenait-il la délicatesse, lui qui s'avisa un jour, sans penser à mal, de lui comparer Arnaud-Baculard (1)? S'il fait dans un de ses ouvrages un tableau de notre poésie au XVII[e] siècle, il n'aura garde d'omettre ni Jean-Baptiste Rousseau, ni Chaulieu; il n'oublie que Corneille et Molière. Dans la littérature contemporaine, il ne paraît pas goûter ce qui est vraiment grand et neuf chez Rousseau, chez Montesquieu, chez Voltaire lui-même; mais il se préoccupe beaucoup des colifichets littéraires qui font l'amusement des Parisiens (2). Il est étrange qu'un homme qui a été souvent si grand par ses actions ait eu dans le goût tant de petitesse et de mesqui-

(1)
D'Arnaud, par votre beau génie,
Venez réchauffer nos cantons...
Déjà l'Apollon de la France
S'achemine à sa décadence;
Venez briller à votre tour,
Élevez-vous, s'il baisse encore.
Ainsi le couchant d'un beau jour
Promet une plus belle aurore.

(2) Quand d'Alembert lui propose Suard comme correspondant littéraire à la place de Thiriot, qui se mourait, et que, par parenthèse, Frédéric payait fort inexactement, voici ce que le roi de Prusse répond à ce sujet : « Que le correspondant que vous me proposez m'envoie une feuille de sa façon, pour voir s'il me conviendra; *mais surtout qu'il n'omette pas les historiettes de Paris, si elles sont plaisantes.* »

nerie. Louis XIV n'avait pas pour les lettres le même amour, mais au moins avait-il dans le goût plus de grandeur et d'élévation.

Heureusement pour la réputation littéraire de Frédéric II, la seule partie de ses volumineux ouvrages que tout le monde connaisse est sa correspondance avec Voltaire et avec d'Alembert. Elle est mieux écrite que ses histoires. Là du moins il écrit en général simplement et naturellement, sans viser au style brillant et aux élégances académiques. Cette correspondance n'est pas seulement curieuse et intéressante par le fond, elle est d'une lecture facile, amusante, et répond suffisamment à l'insolente question que le père Bouhours posait au XVIIe siècle, et que Frédéric rappelle souvent en s'en moquant : *si un Allemand peut avoir de l'esprit.* Même en prenant le mot *esprit* dans le sens où l'entendait le jésuite, la correspondance de Frédéric eût pu le satisfaire, et ce qui le prouve, c'est que le voisinage des lettres de Voltaire et de d'Alembert ne nuit pas trop à celles de leur royal correspondant.

Le côté triste de cette correspondance, ce sont les doctrines désolantes, ce sont les plaisanteries cyniques qui y reparaissent trop souvent. On peut faire à ce sujet une remarque : c'est que, pendant plusieurs années, le ton de Voltaire reste décent, à peine répond-il à quelques plaisanteries assez légères de Frédéric; mais aussitôt qu'il a vu le roi à Berlin, le ton change brusquement, et sa première lettre après son départ contient déjà des grossièretés qui défient toute citation. Quoique Voltaire n'eût malheureusement pas besoin d'être provoqué à cet égard, il faut noter que presque toujours c'est le roi qui lui donne l'exemple (1). Il est certain que Frédéric fut pour beaucoup dans l'achèvement du déplorable poème qui pèse toujours sur la mémoire de Voltaire. « Croyez-moi, achevez *la Pucelle :* » cette fatale exhortation revient comme un refrain dans les lettres de Frédéric, jusqu'au moment où malheureusement le poète finit par y céder. Laissons cela, aussi bien que l'histoire de leur querelle, où les torts furent réciproques. Sans doute, Frédéric ne pouvait per-

(1) Il y a par exemple des vers déplorables sur la bataille de Rosbach que les ennemis de Voltaire ont cités assez de fois :

> Nos blancs-poudrés sont convaincus
> De tout ce que vous savez faire, etc.

On ne peut que les condamner sans doute au double point de vue du patriotisme et de la décence; mais ils ne sont qu'une réponse à des vers que Frédéric lui avait envoyés, et qui sont bien autrement repoussans. Ajoutons, comme circonstances atténuantes, que cette lettre ne fut écrite qu'un an et demi après Rosbach, que les *blancs-poudrés* dont il est ici question sont, non pas nos soldats, comme on pourrait le croire, mais les généraux de cour, nommés par Frédéric dans sa pièce (*Adieu, Turpin, Broglio, Soubise*), et que tout le monde chansonnait alors en France, comme on avait chansonné jadis l'infortuné Villeroy. On connaît la plaisanterie de Louis XV sur Soubise après Rosbach, double allu-

mettre à Voltaire de bafouer aux yeux de l'Europe Maupertuis, le président de son académie; mais faire brûler par la main du bourreau le pamphlet où Voltaire châtiait justement les opinions ridicules et parfois odieuses de Maupertuis était une vengeance indigne de Frédéric. Après tout, avouons que le premier tort fut du côté de Voltaire : ce fut, après s'être refusé pendant quinze ans aux sollicitations de Frédéric, qui l'appelait à Berlin, d'avoir cédé enfin, d'avoir cru possible une liaison si disproportionnée selon les idées du monde. D'Alembert, Rousseau, Diderot, furent plus sages à cet égard, et se dérobèrent à ces hautes protections dont ils voyaient tous les dangers.

Ce qui du reste pouvait faire illusion à Voltaire, ce n'étaient pas seulement les protestations d'amitié que lui avait prodiguées Frédéric, et qui paraissent en effet avoir été sincères, c'était aussi le ton d'égalité, de déférence même, que le roi prenait avec lui dans ses lettres; c'était aussi la tolérance parfaite avec laquelle il lui laissa toujours combattre ses opinions sans jamais paraître se souvenir de la différence de leurs positions. Cette tolérance, il faut le dire à l'honneur de Frédéric, ne l'abandonna jamais : il ne la porte pas seulement dans les discussions spéculatives, où la modération est encore assez rare, même entre des particuliers; mais il écoute sans se fâcher des avis parfois un peu vifs. Ainsi en 1749, quand ils n'en sont encore qu'aux douceurs, le roi, engagé dans une guerre sanglante qu'il avait provoquée, envoie au poète une ode contre la guerre: « Je croirais volontiers, lui écrit Voltaire, que cette ode est de quelque pauvre citoyen, bon poète d'ailleurs, lassé de payer le dixième et le dixième du dixième, et de voir ravager la terre pour les querelles des rois. Point du tout : elle est du roi qui a commencé la noise; elle est de celui qui a gagné, les armes à la main, une province et cinq batailles. Sire, votre majesté fait de beaux vers, mais elle se moque du monde. » A cette sortie, Frédéric se contente de répondre : « Ne vous étonnez point de mon *Ode sur la Guerre;* ce sont, je vous assure, mes sentimens. Distinguez l'homme d'état du philosophe, et sachez qu'on peut faire la guerre par raison, qu'on peut être phi-

sion à ses malheurs comme général et comme mari : « Tiens, ce pauvre Soubise! il ne lui manque plus que d'être content! » et le mot de la duchesse d'Orléans quand on disait devant elle que de victoires en victoires Frédéric pourrait bien venir jusqu'à Paris: « Ah! tant mieux; je verrai donc enfin un roi! » On sait combien cette guerre, suscitée par Bernis et Mme de Pompadour, était impopulaire en France. Tout en blâmant Voltaire, il ne faut pas oublier ce qui diminue la portée de sa faute. D'Alembert, du reste, est plus digne quand il félicite Frédéric de ses victoires, « excepté, dit-il, celle de Rosbach, dont votre majesté elle-même me défendrait de me réjouir. » Et pourtant il écrit à Voltaire : « Pour moi, comme Français et comme philosophe, je ne puis m'affliger de ses succès. Nos Parisiens ont aujourd'hui la tête tournée du roi de Prusse. » (11 janvier 1758.)

losophe par devoir et philosophe par inclination. Les hommes ne sont presque jamais placés dans le monde selon leur choix; de là vient qu'il y a tant de cordonniers, de prêtres, de ministres, de princes mauvais. » La réplique n'est peut-être pas trop bonne, mais elle est au moins bien modérée. Plus tard, après leur brouille et leur raccommodement, Voltaire, ranimant cette querelle éteinte, s'avise de publier dans ses *Questions sur l'Encyclopédie* un morceau où Maupertuis est fort mal traité. Toute la colère de Frédéric lui revient; il écrit à d'Alembert pour se plaindre amèrement de Voltaire, il écrit à Voltaire dans le même sens. Loin de s'excuser, celui-ci répond par une lettre très ferme, où il lui reproche durement ses défauts : « Vous vous êtes toujours fait un malheureux plaisir d'humilier les autres hommes, plaisir indigne de vous, etc. » Toute la lettre est sur ce ton. On s'attendrait à une rupture. — La réponse de Frédéric commence ainsi : « Je sais très bien que j'ai des défauts, et même de grands défauts. Je vous assure que je ne me traite pas doucement, et que je ne me pardonne rien quand je me parle à moi-même. » Et il continue avec autant de calme, tant qu'il ne s'agit que de ce qui lui est personnel; il ne reprend son aigreur que quand il en vient à parler de ce qui fait le sujet de leur querelle, et enfin termine par des complimens.

Cette modération, qu'il n'oublia qu'une seule fois, il eut encore à l'exercer envers Voltaire après sa mort. Beaumarchais, qui préparait l'édition posthume des *Œuvres de Voltaire*, fit proposer à Frédéric de détruire un fragment de prose trouvé dans les papiers de Voltaire, et où le roi de Prusse était très mal traité : c'étaient les *Mémoires*. Celui-ci refusa l'offre de l'éditeur et laissa même circuler l'ouvrage dans ses états. Pour comprendre tout ce que l'action de Frédéric eut de magnanime, qu'on se rappelle les imputations scandaleuses que contiennent ces trop charmans *Mémoires*. Quelques années auparavant, le roi avait adressé à l'Académie de Berlin un éloge de Voltaire, où, sans rappeler leurs querelles, il loue avec effusion les qualités de l'homme et le génie de l'écrivain.

II.

Ce goût si vif pour les travaux de l'esprit, ce respect sérieux pour la pensée et pour son indépendance, qui éclate dans la correspondance de Frédéric avec Voltaire et d'Alembert, se retrouve dans ses rapports avec les gens de lettres dont se composait l'académie fondée ou restaurée par lui à Berlin.

L'un de ses ancêtres, l'électeur Frédéric-Guillaume, avait donné l'exemple d'une hospitalité généreuse envers les Français que la ré-

vocation de l'édit de Nantes chassait de leur pays. M. Weiss, dans son histoire des *Réfugiés protestans*, nous a montré par quels services les exilés payèrent la protection bienveillante de Frédéric-Guillaume. Sous le patronage du grand-électeur et de son successeur, cette colonie, qui ne comprenait pas moins de vingt mille hommes, prospéra rapidement : des établissemens littéraires, dirigés par des émigrés français, furent fondés à Berlin et à Halle, et répandirent l'usage de notre langue que le savant Abbadie recommandait par ses écrits. A cent ans de distance, la Prusse devait s'ouvrir à d'autres réfugiés : c'étaient les jésuites; chassés de toute l'Europe, ils ne trouvaient d'asile qu'auprès de l'incrédulité tolérante de Frédéric II.

Cette bienveillance pour les étrangers, cet esprit de tolérance universelle se retrouvent dans une conception singulière de l'électeur Frédéric-Guillaume : c'était le projet d'une cité toute littéraire, composée uniquement de savans de toutes les nations et destinée à recueillir tous ceux qui ne trouvaient pas dans leur pays une liberté suffisante pour leurs travaux. Tous les cultes y devaient être admis, toutes les opinions librement professées. On espérait que les puissances de l'Europe s'engageraient à respecter, dans les guerres à venir, cet asile commun des arts, des sciences et des lettres. C'était là sans doute un plan chimérique; mais quand on pense que c'était au sortir de la guerre de trente ans, quelques années avant la révocation de l'édit de Nantes, que Frédéric-Guillaume rêvait cette utopie généreuse, il faut avouer que cet homme devançait son siècle, et le nôtre même, soit dit sans vouloir nous déprécier.

On voit que Frédéric II trouvait dans sa famille des traditions libérales auxquelles il lui suffisait de rester fidèle; mais son père lui avait donné un tout autre exemple : dur, avare à l'excès, n'aimant que l'argent, le vin et la parade, méprisant comme inutiles les sciences et les arts, ce roi caporal détestait chez son fils aîné ces goûts littéraires, qu'il ne comprenait point, et l'on sait avec quelle brutalité il le traitait, ainsi que ses autres enfans. Sa fille même, la princesse Wilhelmine, n'échappait point à ses violences : un jour il la lança à coups de pieds par une fenêtre qui s'ouvrait jusqu'au plancher; heureusement la reine la saisit au vol, et la retint par ses jupes. Sous ce brutal, la Société des sciences, que Leibnitz venait de fonder à grand'peine, aspirait uniquement à se faire oublier : les académiciens n'osaient paraître en sa présence, « craignant, dit M. Bartholmèss, de recevoir une de ces démonstrations dont le roi était si prodigue, telles que coups de poings, coups de pieds, coups de canne. » Voilà du moins un prince dont on pouvait dire sans flatterie qu'il traitait les gens de lettres comme ses enfans. Un jour pourtant, dans une débauche, ce vandale soupçonne que son académie peut ser-

vir à quelque chose : il lui vient à l'idée de savoir d'où provient la mousse du vin de Champagne qu'il boit, et il fait consulter l'académie. Celle-ci demande soixante bouteilles pour faire consciencieusement les expériences : « Ah ! qu'ils aillent au diable, dit le roi, j'aime mieux n'en rien savoir; pour boire mon champagne, je me passerai bien d'eux. » Voilà la seule velléité scientifique qu'on ait jamais remarquée en lui.

Frédéric II, qui arrivait au trône avec des dispositions toutes contraires, se hâta de compléter l'œuvre inachevée de Leibnitz en fondant une académie nouvelle où entrèrent les membres de l'ancienne société. Cette compagnie savante avait dès l'origine été conçue sur le plan encyclopédique que la convention réalisa chez nous dans l'organisation de l'Institut. Génie universel, Leibnitz y avait réuni toutes les branches des connaissances humaines, une seule exceptée, la philosophie. Frédéric en fit une classe, dont les attributions répondaient à celles de notre Académie des sciences morales et politiques. Le roi de Prusse n'avait pas peur des *idéologues*, et il ne semble pas qu'il s'en soit mal trouvé. On peut voir dans l'ouvrage de M. Bartholmèss quelle liberté d'opinions il laissa aux académiciens : despote partout ailleurs, dans le domaine de la pensée il admettait la liberté la plus complète. On le voit souffrir de l'académie non-seulement des contradictions et un esprit différent du sien sur des matières spéculatives, mais même des remontrances politiques. Au milieu de la guerre qui faillit emporter la monarchie prussienne en 1760, l'Académie lui transmet un projet de pacification envoyé par La Condamine; on y proposait au roi des conditions inacceptables. Il le repoussa avec fermeté, mais sans s'irriter aucunement de cette démarche. C'est ainsi qu'il tolérait de la part de l'Académie, comme le remarque très bien M. Bartholmèss, ce qu'il ne supportait pas dans sa propre famille. En effet, à la même époque, son frère bien-aimé, Guillaume-Auguste, se jetait un jour à ses pieds, le conjurant avec larmes de céder à la fortune. « Monsieur, lui répond durement Frédéric, vous partirez demain pour Berlin. Allez faire des enfans, vous n'êtes bon qu'à cela. » Son frère en mourut de chagrin.

Il faut le dire, l'Académie n'abusa guère en général de la liberté que lui laissait le roi, et dans une circonstance curieuse montra une prudence peu philosophique. D'après le conseil de d'Alembert, Frédéric avait fait proposer pour sujet de concours cette étrange question : Est-il permis de tromper le peuple ? Frédéric et d'Alembert n'envisageaient cette question qu'au point de vue religieux : l'Académie modifia le programme, et fit porter la question sur tous les genres de croyances, morales, politiques et autres; mais son audace n'alla pas plus loin. Quand vint le moment de décider du mérite des concurrens, elle couronna deux mémoires, l'un qui prétendait prouver

qu'on pouvait tromper le peuple, l'autre que cela était interdit par la bonne politique tout aussi bien que par la morale. Ce jugement de Salomon fit beaucoup rire; « mais, dit M. Bartholmèss, les académiciens, en réalité, auraient pu rire des rieurs, car ils ne faisaient autre chose que rappeler au règlement Frédéric même, que signifier au public que leur sphère devait rester celle de la spéculation indépendante, scientifique à la fois et pacifique, la sphère des études impartiales et sérieuses et non pas celle d'une polémique passionnée ou stérile. » Voilà, ce me semble, une singulière assertion : quoi! des philosophes n'avaient pas le droit d'avoir une opinion sur une question de cette importance! Et approuver à la fois le pour et le contre, c'était faire preuve d'impartialité! N'était-ce point d'ailleurs se montrer bien maladroit? N'était-ce pas avouer qu'on ne prenait guère au sérieux les principes austères affichés par Frédéric dans son *Anti-Machiavel,* et qu'on voulait ainsi, par une décision équivoque, ménager à la fois les doctrines ostensibles du philosophe et les pratiques moins sévères du conquérant de la Silésie et de la Pologne? De plus habiles courtisans se seraient bien gardés au contraire de deviner sur ce point l'arrière-pensée du souverain.

Il est également difficile d'approuver, comme le fait l'historien de l'Académie de Prusse, la nécessité imposée par Frédéric à son académie de publier ses mémoires en français. Ici défendons-nous de la satisfaction d'amour-propre que nous éprouvons en voyant un grand esprit rendre un pareil hommage à notre littérature et à notre langue, et sachons reconnaître combien cette tentative singulière de substituer à l'idiome national une langue étrangère était tout à la fois contraire au patriotisme et au bon sens. Leibnitz s'était montré plus sage que Frédéric. Il invitait la société fondée sous son influence *à épurer la langue nationale, à étudier l'histoire du pays, à se pénétrer de sentimens allemands*. Quoiqu'il eût été en relation permanente avec la France, et qu'il eût écrit en français la plupart de ses ouvrages, il s'élevait avec une véhémence patriotique contre cette *manie de singer les Français,* que la mode avait propagée par toute l'Allemagne.

Frédéric, tout au contraire; élevé par des Français, sachant à peine l'allemand, il ne parle que notre langue, et exige que chacun l'imite autour de lui. « Le roi, dit Maupertuis, veut qu'une langue parlée et écrite par lui avec tant d'élégance soit la langue de son académie (1). » Permis aux académiciens allemands d'écrire, s'il leur plaît, dans leur

(1) C'est sans doute un fait très honorable pour notre littérature que cette académie ait proposé en 1782 pour sujet de prix cette question : *Des causes de l'universalité de la langue française* (ce fut un Français, Rivarol, qui remporta le prix); mais, on a beau dire, pour une académie prussienne, c'est montrer par trop de courtoisie à l'égard de l'étranger. En fait de patriotisme, un peu d'excès ne messied pas.

langue; mais leurs mémoires ne seront publiés qu'après avoir été traduits en français. C'était, dit-on, le seul moyen de les faire comprendre et connaître par toute l'Europe. Mais n'y avait-il pas, pour Frédéric, un intérêt bien plus important à donner enfin à son pays une littérature qui lui fût propre, et sans laquelle la nationalité d'un peuple est toujours incomplète? Et, en supposant que la langue allemande fût aussi informe que le prétendait Frédéric, n'était-ce pas éloigner indéfiniment le moment où elle se fixerait et prendrait rang parmi les idiomes littéraires que de lui interdire le domaine des sciences, de la philosophie et des arts? D'ailleurs, ce n'était pas à l'Académie seulement que Frédéric imposait l'usage exclusif de la langue française, il l'imposait encore aux professeurs et aux élèves de *son école civile et militaire;* l'allemand y était proscrit, on n'y pouvait parler que français, et « c'est ainsi, dit Thiébault, l'un des professeurs de cette école, c'est ainsi qu'on en usa pendant plusieurs années. » Singulière fantaisie d'un despote! Si la force des choses n'eût fini par triompher de sa volonté, l'élite de la jeunesse prussienne eût fini par ne pas savoir la langue de son pays!

C'est pourtant une chose grave que de renoncer à sa langue maternelle : une langue est le dépôt des traditions nationales, des sentimens politiques, religieux, domestiques, au milieu desquels on a été élevé; renoncer à sa langue, c'est en partie au moins oublier tout cela, c'est rompre jusqu'à un certain point avec le passé de son pays, avec les sentimens de ses concitoyens, avec le langage que notre mère nous a parlé dans notre enfance. Le génie du peuple, qui fait les langues, l'a bien senti : *langue maternelle,* ce mot dit tout; il exprime tous les sentimens pieux et tendres qu'on étouffe dans son cœur en adoptant un autre idiome. Les Romains disaient d'un homme qui parle trois langues : *il a trois âmes.* En effet, c'est changer d'âme que de quitter la langue de son pays, et je ne sais si ce changement se peut faire impunément.

Cette obstination de Frédéric est singulière chez un homme qui, à défaut d'autres sentimens tendres, aimait passionnément son pays. Il est vrai qu'à peine ce pays avait-il un passé; il ne datait que d'hier. Ses traditions et ses souvenirs appartenaient au moyen âge; or Frédéric était peu chevaleresque, et comprendre le moyen âge n'était guère dans la nature de son esprit. Français par l'intelligence, français du XVIIIe siècle, il n'avait rien de son pays, ni l'imagination rêveuse, ni la profondeur du sentiment, ni la foi; il n'avait de sa nation que cette ténacité patiente, cette force de volonté qu'il poussa jusqu'à l'héroïsme. Toute réflexion faite, on ne voit pas trop ce qui pouvait l'attacher à la langue de son pays; néanmoins son bon sens eût dû l'avertir de la folie de cette tentative, si son cœur n'y répugnait point. Pour lui démontrer combien cela était impossible, il suffisait de

son propre exemple; mais son amour-propre se fût refusé à comprendre cet argument. Les Français pourtant répétaient partout cette vérité cruelle, nous dit Goethe dans ses mémoires, et leur dédain pour cet *intrus* vengeait assez l'Allemagne, qu'il offensait par ses préférences. Son fameux discours sur la littérature allemande, composé dans ses dernières années, montre combien il était loin d'écrire notre langue aussi purement qu'il le croyait sans doute, après l'avoir pratiquée toute sa vie. « Parlons, dit-il, de la langue allemande, *laquelle je dis être diffuse, difficile à manier...* » En vérité, c'est bien la peine de renoncer à sa langue pour parler ainsi la nôtre après plus de quarante ans de prose et de vers français!

Dans ce discours, qui témoigne d'une médiocre connaissance de la littérature en général (1), et de notre langue en particulier, il veut bien, tout en déclarant que l'Allemagne n'a rien produit jusqu'alors, lui prédire de meilleurs jours. Ces jours étaient venus, la poésie allemande grandissait à côté de lui, en dépit de lui, et il ne s'en doutait pas, ou ne s'en apercevait que pour lui jeter l'insulte et le dédain (2). On lui en a fait un crime au-delà du Rhin. Ah! que c'était mal entendre les intérêts du pays, et que Schiller comprenait bien mieux ce que vaut la protection des princes, et combien on est heureux d'y échapper, quand il s'écriait avec orgueil :

« La muse allemande n'a point vu fleurir pour elle un siècle d'Auguste; les faveurs d'un Médicis ne lui ont point souri. Elle n'a point eu de glorieux patronage; ses fleurs ne se sont point épanouies aux rayons des faveurs princières.

« Éloignée du trône du plus grand des fils de l'Allemagne, du grand Frédéric, elle resta sans protection et sans honneur. C'est avec orgueil, c'est en sentant son cœur battre plus fort dans sa poitrine, que l'Allemand peut se dire : « Tout ce que je vaux, c'est à moi que je le dois. »

« Voilà pourquoi le chant des bardes de l'Allemagne s'élance d'un jet plus fier et roule plus librement ses flots. Voilà pourquoi, riche de sa propre abondance, jaillissant des profondeurs de l'âme, il se raille de la contrainte des règles. »

(1) Il prétend faire traduire *du latin* Épictète et Marc-Aurèle, lesquels, comme chacun sait, ont écrit en grec. Pour un philosophe, cette bévue vaut presque celle d'un ecclésiastique de nos jours, qui exigeait qu'on fît apprendre aux enfans le latin dans saint Paul, exigence difficile à satisfaire, puisque saint Paul a écrit en grec.

(2) On connaît sa phrase sur les débuts de Goethe : « Voilà un *Goetz de Berlichingen* qui paraît sur la scène, imitation détestable de ces mauvaises pièces anglaises, et le parterre applaudit et demande avec enthousiasme la répétition de ces dégoûtantes platitudes. » Goethe se contente d'écrire, à propos de ce jugement, qu'il ne s'en étonne nullement. « Un prince tout-puissant, qui mène avec un sceptre de fer des milliers d'hommes, doit trouver intolérables les productions d'une jeune tête libre et indépendante. D'ailleurs l'équité et la tolérance dans les jugemens ne sont pas la qualité dominante d'un roi : s'il la possédait, ce n'est pas là ce qui ferait sa gloire... Prenons-en notre parti, restons fidèles au vrai, et n'adorons que le beau et le sublime. » (Tome XXVII, p. 493, édit. de Stuttgart, 1840.)

Qu'on se figure un moment Frédéric *protégeant* la poésie allemande, y portant son goût faux et mesquin, lui imposant des *Henriade*, de sèches histoires, des tragédies décentes et régulières. Il n'eût pas fait violence sans doute au génie de la nation, mais chez quelques natures complaisantes peut-être l'eût-il faussé ét perverti. Qu'on se félicite donc qu'il ait regardé ailleurs; tout s'est passé pour le mieux. En subissant l'influence de la pensée française, il en a étendu l'empire; par son exemple, il a semé partout les germes de cette philosophie qui contenait la révolution. En cela, il a été utile, parce qu'il a été non un protecteur, mais un disciple. Quant à la littérature allemande, il l'a servie comme il pouvait le faire, en l'oubliant. Nous avons sur ce point le plus précieux des témoignages, le sien. « Un jour, dit Mirabeau, j'osai lui témoigner des regrets de l'indifférence qu'il avait montrée aux lettres allemandes. » — « Mais, répondit Frédéric, qu'aurais-je pu faire en faveur des gens de lettres allemands qui leur valût le bien que je leur ai fait en ne m'occupant pas d'eux, en ne lisant pas leurs livres? »

Rien de plus curieux que cet aveu, rien de mieux justifié par le résultat. Comparez en effet la conduite de Louis XIV et de Frédéric à l'égard de la littérature de leur pays. L'un, animé des intentions les plus bienveillantes, trouve à son avénement la poésie française pleine de vigueur et de sève; il lui prodigue ce qu'on appelle les encouragemens et les faveurs, et en quelques années elle s'énerve et dépérit. Il l'avait prise florissante avec Corneille et Molière; il la laisse à Jean-Baptiste Rousseau. — Frédéric au contraire, tout préoccupé d'une littérature étrangère, ne songe même pas à celle de son pays; il l'ignore, elle n'existe pas pour lui, et cependant sous son règne vous voyez la poésie allemande, fille du génie national, naître, grandir, et, sous les yeux mêmes du vieux roi, qui s'obstine encore à la méconnaître, constater son existence et sa glorieuse fécondité. Quel enseignement dans ces deux exemples, et combien ils confirment la vérité profonde de ce mot qui les résume, de cette réponse de Frédéric à Mirabeau! Sans doute on ne peut guère lui savoir gré de ce service involontaire qu'il a rendu à son pays; mais, pour être involontaire, il n'en est pas moins réel, et pourquoi ne ferait-on pas un jour, par un calcul patriotique, ce que Frédéric a fait sans intention? La recette est simple, il ne s'agit que de n'en point abuser; mais, comme malheureusement il y a encore beaucoup de gens attachés ou par préjugé ou par intérêt au système contraire, il se passera bien du temps sans doute avant qu'on permette aux gouvernemens de mettre en pratique la théorie si libérale du despote prussien, et le génie littéraire sera toujours moins exposé aux inconvéniens de l'indifférence qu'aux périls des hautes protections.

EUGÈNE DESPOIS.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

XII.[1]

BEAUMARCHAIS AUX APPROCHES DE LA RÉVOLUTION.

I. — LE MARIAGE DE FIGARO DEVANT LA CRITIQUE FRANÇAISE ET LA CRITIQUE ESPAGNOLE.

Un critique assez célèbre au commencement du siècle, qui a laissé quelques bonnes pages malheureusement mêlées à beaucoup d'autres d'un ton grossier et d'une extrême pauvreté d'idées, Geoffroy, après avoir gratifié Beaumarchais d'une bordée d'injures, résumait ainsi en 1802 son opinion sur *le Mariage de Figaro :* « Aujourd'hui qu'il n'y a plus ni princes, ni grands seigneurs, ni parlement Maupeou, aujourd'hui qu'on juge Figaro avec l'expérience de dix siècles, ce n'est plus qu'une méchante rapsodie, qu'un salmis de quolibets, de coq-à-l'âne, de calembours, de turlupinades, de jeux de mots. Cette débauche d'esprit, ce style dévergondé, excitent encore de temps en temps le rire de la farce, mais on les méprise après en avoir ri. » Il y avait cependant en faveur de Beaumarchais un argument qui déjà, en 1802, embarrassait un peu le dédaigneux critique. « C'est une chose plaisante, dit ailleurs Geoffroy, que la destinée des auteurs dramatiques : Beaumarchais, du côté de l'art, est assurément un des moins estimables;... cependant, *les Deux Amis* exceptés, toutes ses pièces sont restées, et, ce qui est plus heureux, elles se

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852; 1er janvier, 1er mars, 1er mai, 1er juin, 15 juillet, 15 août et 1er octobre 1853.

jouent; *le Barbier de Séville* et *Figaro* sont même courus. Combien de poètes d'un mérite fort supérieur n'ont pas joui d'un sort aussi brillant! La Chaussée a quatre pièces restées au théâtre, on n'en joue jamais une seule, et La Chaussée, pour le ton, le goût et le style, pour toutes les parties de l'art, est infiniment au-dessus de Beaumarchais; mais la fortune littéraire de l'auteur de *Figaro* a de grands rapports avec sa fortune civile et politique; l'une a beaucoup influé sur l'autre, et toutes deux sont parties de la même source. Instruire, amuser les hommes, ce n'est rien: il faut les éblouir et les tromper. »

Comment Geoffroy, si peu rétif devant le succès en politique, ne comprenait-il pas que le succès en littérature, quand il se prolonge et se maintient, a bien aussi quelque valeur, et que si le mérite de Beaumarchais consistait à *éblouir* et à *tromper* les hommes, ce qui n'est pas déjà donné à tout le monde, ce ne serait point uniquement avec de *méchantes rapsodies* qu'il les aurait éblouis et trompés jusqu'en 1802? Que dirait-il donc s'il voyait en 1853 les hommes persister à se laisser *éblouir* et *tromper* par ces *méchantes rapsodies,* qui, quand elles sont bien joués, continuent à intéresser le public, non-seulement en France, mais un peu partout (1)? Il est certain que si l'intérêt qui s'attache à une satire politique a contribué d'abord à l'immense succès du *Mariage de Figaro,* ce n'est pas là ce qui soutient aujourd'hui cette comédie. Pour s'en convaincre, il suffit d'assister à une représentation et de voir combien cette partie de la pièce produit en général peu d'effet sur le public. Que de saillies mordantes, d'allusions fines et meurtrières contre des institutions ou des abus qui n'existent plus aujourd'hui, au moins sous la même forme, après avoir excité autrefois des applaudissemens frénétiques, passent maintenant inaperçues! Ce long monologue du cinquième acte, qui épouvantait Louis XVI et qui trouvait un si vif écho dans le parterre *roturier* de 1784, n'agit presque plus sur le parterre *démocratique* de 1853. Et cela se conçoit facilement : nous avons expérimenté depuis soixante-dix ans tous les genres d'aristocratie; chaque classe de la société a eu un moment où elle a dit comme Figaro : *Et moi, morbleu!* et où elle a plus ou moins accaparé à son profit le gouvernement et le trésor public. N'avons-nous pas vu naguère un bourgeois ingénieux usurper le titre d'ouvrier comme on usurpait jadis des titres de noblesse et arriver, grâce à ce stratagème, jusqu'au seuil de l'assemblée nationale, d'où il a été exclu, n'ayant pu produire ses *quartiers de prolétariat?* Un parterre qui a vu tout cela

(1) Les journaux nous apprenaient encore tout récemment qu'on représentait *le Barbier de Séville* aux conférences d'Ollmütz.

ne peut plus guère s'émouvoir des satires de Figaro contre ceux qui ont tout pour s'être *donné la peine de naître*. Que serait aujourd'hui un Montmorency qui n'aurait pas le sou à côté du dernier des roturiers qui aurait su, pour parler poliment, *gagner* quatre ou cinq millions à la Bourse?

Cependant ce monologue du cinquième acte n'est pas encore absolument mort. Il y a quelques passages qui vivent encore, et qui, depuis soixante-dix ans, ont de temps en temps cette bonne fortune de briller par leur absence, comme autrefois les effigies de Brutus et de Cassius aux funérailles de Junie. Geoffroy nous apprend qu'en 1802 on supprimait quelques-unes des plus *insolentes clabauderies* de Figaro, et spécialement le passage du monologue du cinquième acte relatif à la liberté de la presse. Seulement il paraît qu'on permettait à l'acteur Dugazon, chargé du rôle de Figaro, de remplacer le passage supprimé par un autre de son invention qui amusait assez peu Geoffroy, car il était spécialement dirigé contre le célèbre critique du *Journal des Débats*. « J'apprends, disait Figaro-Dugazon, qu'il s'est établi dans Madrid une multitude prodigieuse de journaux, *et que l'un d'eux fait fortune en dénigrant les plus grands poètes et les plus grands talens.* » « Le trait est court, dit Geoffroy à ce propos, mais vigoureux, éloquent, et même très convenable au caractère de Figaro : ce barbier était personnellement intéressé à crier publiquement contre un méchant journal qui faisait fortune dans Madrid en se moquant des farceurs de place et des méchans bouffons. » La censure actuelle, un peu moins sévère que la censure de 1802, se borne à supprimer juste le même passage du monologue, mais aucun acteur ne se croit permis d'y suppléer, et cette lacune subsiste comme un témoignage de la vitalité d'une pièce de théâtre qui, après *soixante-neuf ans* d'existence, après avoir perdu, par la ruine même de tout ce qu'elle attaquait, le prestige de hardiesse qu'elle empruntait à des faits qui ne sont plus, touche cependant encore par quelques points à des questions délicates qui ont survécu à la révolution. Certes, quand Figaro nous dit : « Les sottises imprimées n'ont d'importance qu'aux lieux où l'on en gêne le cours, » une déplorable expérience, qui se reproduit sans cesse parmi nous, répond tout aussitôt que cela n'est pas vrai, au moins pour la France, et que, malheureusement pour notre pays, les sottises imprimées engendrent des sottises en action qui mettent l'ordre en péril, et dont la liberté finit toujours par payer les frais; mais quand Figaro ajoute : « Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur, » quel homme de bonne foi pourrait se dissimuler qu'il y a là quelque chose d'éternellement vrai, et que l'interdiction absolue du blâme porte une grave atteinte à la valeur morale de l'éloge?

C'est ainsi que la comédie de Beaumarchais, quoique fanée dans son ensemble sous le rapport politique, conserve encore, même sous ce rapport, une certaine *actualité*, en même temps qu'elle reste pour les hommes instruits un monument curieux d'une situation unique, et qui peut-être ne se reproduira jamais en France : celle d'un gouvernement offrant assez d'abus pour défrayer largement une comédie satirique, et trop confiant en lui-même ou trop faible pour empêcher un auteur audacieux et tenace de le traduire sur la scène. Ce caractère *aristophanesque* du *Mariage de Figaro*, qui contribue incontestablement à son originalité, quoiqu'il n'offre plus aujourd'hui les dangers qu'il présentait autrefois, ne laisse pas de susciter contre cette comédie beaucoup d'adversaires et parfois des adversaires assez inattendus. De ce nombre sont d'honnêtes bourgeois, qui certainement seraient furieux si, par un coup de baguette, quelque magicien leur rendait un beau matin l'ancien régime, avec ses colonels âgés de sept ans, son parlement Maupeou, ses lettres de cachet (1), ses mille priviléges et ses mille abus. Ces mêmes hommes pourtant, parce qu'ils aiment la paix, et parce que l'ancien régime n'a pu être détruit sans une secousse qui dure encore, sont disposés à ne voir dans *le Mariage de Figaro* qu'une coupable provocation au désordre et à l'anarchie. Il faudrait être conséquent : ceux qui admettent que la destruction de l'ancien ordre de choses était juste et nécessaire ne peuvent pas faire à Beaumarchais un crime d'y avoir concouru.

Une critique plus juste à mon sens est celle qui porte sur le défaut de moralité reproché au *Mariage de Figaro*. Il est certain que la comédie, destinée à fustiger le vice en riant, ne peut pas avoir l'austérité d'un sermon; il n'est pas moins certain qu'il y a dans Molière des situations aussi scabreuses et des mots aussi forts que dans *le Mariage de Figaro;* mais si Molière, avec la franche bonne foi du génie, ne recule pas devant tout ce qui lui semble nécessaire à la vérité du tableau qu'il veut peindre, on ne le voit point, comme

(1) C'est en vain qu'avec une vue superficielle du passé on essaierait de comparer le régime parfois rigoureux qu'a subi dans notre siècle la liberté individuelle avec le régime antérieur à la révolution; il n'y a pas de comparaison possible. Qu'on se souvienne seulement que sous Louis XV un ministre, le duc de La Vrillière, poussait l'impudeur jusqu'à permettre à sa maitresse de vendre à prix d'argent des ordres d'arrestation signés en blanc de la main du roi. « La marquise de Langeac, dit le comte de Tocqueville dans son *Histoire du règne de Louis XVI*, faisait commerce des lettres de cachet, et jamais ne les refusait à l'homme puissant qui avait une vengeance à exercer ou une passion à assouvir. » Il n'était pas même toujours nécessaire d'être un homme puissant. M. de Ségur raconte dans ses *Souvenirs* l'édifiante histoire d'une jeune bouquetière qui, pour se débarrasser d'un mari jaloux, avait obtenu, moyennant dix louis donnés à Mme de Langeac, une lettre de cachet contre lui. Le même jour, le mari ayant eu la même idée que sa femme et ayant de son côté donné dix louis, chacun des deux époux fit enfermer l'autre.

Beaumarchais, rechercher avec une sorte de parti-pris, multiplier sans nécessité, caresser avec complaisance tous les mots, toutes les idées, toutes les situations qui ont un sens plus ou moins licencieux et brutal. Presque tous les personnages de Beaumarchais, Almaviva, Figaro, Chérubin, Basile, Marceline, la comtesse elle-même, quoique avec un peu plus de réserve, semblent dominés, on pourrait dire presque absorbés, par le même genre de préoccupations. Cette création de Chérubin, par exemple, qui a trouvé grâce devant des critiques d'ailleurs sévères pour Beaumarchais, est-elle bien vraie? Si Beaumarchais a pu chercher dans les souvenirs de son enfance à lui, très précoce et, on s'en souvient, très effrontée même pour le XVIIIe siècle, les principaux traits de cette figure, est-ce bien là une personnification exacte de la puberté en général chez les jeunes gens, non-seulement de treize ans, mais même de quinze et de seize? Ces ardeurs fougueuses, occasionnées par l'éveil des sens, ne sont-elles pas sans cesse combattues par je ne sais quelle retenue mystérieuse et naïve, non pas factice et grimacière comme celle de Chérubin, qui *ose* très bien dire à Suzanne en style de jeune roué : « Tu sais bien, méchante, que je n'*ose* pas *oser*, » mais sincèrement craintive, inquiète et même un peu *farouche?* Ceux-là même qui seront des don Juan ne commencent-ils pas presque tous par être plus ou moins des Hippolyte? Cette nuance, qui donnerait plus de grâce en même temps que plus de vérité générale au rôle de Chérubin, me semble à peu près absente, et cependant les païens eux-mêmes l'admettaient. Daphnis, dans le petit roman de Longus, s'il n'a pas la décence extérieure de Chérubin, présente certainement une physionomie plus craintive et plus innocente. Le petit Jehan de Saintré, ce Chérubin du moyen âge, offre toutes les nuances qui manquent à celui de Beaumarchais, et même au XVIIIe siècle on comprenait assez bien tout ce qui se mêle de poésie et de tendresse de cœur aux premières ardeurs de l'adolescence, pour accueillir avec transport un autre Chérubin, qui apparut, je crois, la même année que celui de Beaumarchais, et qui en est comme la contre-partie. Quand on s'était amusé à voir le page du comte Almaviva lutiner Suzanne, mettre en péril l'innocence de Fanchette et soupirer pour la comtesse, on lisait avec délices ce dialogue charmant entre Paul et Virginie qui commence ainsi : « Lorsque je suis fatigué, ta vue me délasse; quand du haut de la montagne je t'aperçois au fond de ce vallon, tu me parais au milieu de nos vergers comme un bouton de rose. Quoique je te perde de vue à travers les arbres, je n'ai pas besoin de te voir pour te retrouver; quelque chose de toi que je ne puis dire reste pour moi dans l'air où tu passes, sur l'herbe où tu t'assieds..... »

Quoique la pudeur ne fût pas le caractère distinctif de Beaumar-

chais, il ne laissait pas d'avoir le sentiment que sa pièce dépassait un peu la dose de licence accordée à une comédie; aussi le voit-on, comme les ingénieurs qui s'inquiètent surtout du côté faible d'une place, incessamment occupé à défendre le côté vulnérable du *Mariage de Figaro*. La grande affaire de sa préface est de prouver particulièrement que *le Mariage de Figaro* est empreint d'une *moralité profonde;* sa correspondance est remplie de lettres aux acteurs de Paris ou aux directeurs des théâtres de province, recommandant surtout de jouer la pièce *noblement,* de ne l'avilir par aucune *charge indécente,* d'éviter de pousser même *la gaieté* jusqu'à *l'effronterie.* Tout cela est très bien; mais, comme dirait Beaumarchais lui-même, tout cela est bon pour le discours, et il serait assez difficile de jouer *le Mariage de Figaro* avec une parfaite candeur.

S'il est vrai que la moralité d'une comédie consiste à rendre le vice ridicule, méprisable ou odieux, on serait assez embarrassé pour déterminer la moralité du *Mariage de Figaro.* On a loué quelquefois Beaumarchais de l'impartialité courtoise avec laquelle il avait dessiné la figure d'un grand seigneur libertin. Le comte Almaviva en effet, quoique déjoué dans ses projets de séduction, reste le personnage distingué de la pièce, non-seulement par le ton et la tenue, mais même par les sentimens. Et cependant c'est lui surtout qui représente le vice, de sorte qu'il ne faut pas avoir beaucoup d'imagination, étant donné le caractère de Suzanne, pour admettre que si Almaviva a perdu la partie ce jour-là, il ne tiendra qu'à lui, pour peu que sa fantaisie persiste, de prendre bientôt sa revanche sur Figaro. De son côté, Figaro, quant aux intentions, est évidemment l'honnête homme de la pièce : il défend sa fiancée contre la corruption, et contribue à ramener le comte vers sa femme; mais pour s'apercevoir de ses bonnes qualités, le spectateur a grand besoin d'y regarder à deux fois, tant cette physionomie est mélangée.

Figaro se sent si fier de sa supériorité sur tout ce qui l'entoure, qu'il met une sorte de forfanterie à se faire beaucoup plus roué qu'il ne l'est en effet. Par exemple, quand il dit de Basile : « Fripon, mon cadet, je t'apprendrai à clocher devant les boiteux, » il ne tiendrait qu'à nous de croire qu'il revendique le droit d'aînesse en friponnerie, et cependant ce n'est pas la friponnerie, c'est seulement l'intrigue qu'il aime de passion. De même, dans la scène si grossière avec Marceline, scène pour laquelle Beaumarchais a beau jeu de recommander aux acteurs la décence et la noblesse, lorsque Figaro, en retrouvant sa mère, lui dit : « Embrassez-moi le plus maternellement que vous pourrez; j'étais loin de vous haïr, témoin l'argent; » ce cynisme artificiel et forcé produit une si fâcheuse impression, que lorsque Beaumarchais veut mettre dans le cœur de Figaro un bon sentiment, dans

sa bouche des paroles émues et dans ses yeux des larmes sincères, le public se demande si ce n'est pas encore là une plaisanterie, et tandis que Figaro pleure réellement, le parterre éclate de rire. Nous avons eu occasion de constater plusieurs fois cet effet de scène, qui ne manque jamais, et qui certainement n'était pas dans les intentions de Beaumarchais.

Ce persiflage universel, accompagné d'une assez grande indécence de mots, d'idées et de situation, est évidemment ce qui constitue, au point de vue moral, le côté faible du *Mariage de Figaro*. Néanmoins, soit que notre siècle, avec ses belles prétentions d'austérité, n'ait guère plus de vertu que le siècle précédent, soit que la gaieté spirituelle et intarissable qui assaisonne tout cela ne laisse pas au public le temps de s'arrêter sur ce qui le choquerait, il est certain que les mots équivoques et les situations scabreuses ne nuisent pas au succès de la pièce. Nous avons vu quelquefois, à des représentations du dimanche, de très honnêtes figures de mères de famille s'épanouir et rire avec délices des saillies les plus risquées de Figaro ou des jeux de scène du cinquième acte, sans paraître s'étonner beaucoup de ce qu'il y a de grivois dans les uns, de choquant et d'invraisemblable dans les autres. Le public, dans son ensemble, est peut-être après tout beaucoup plus innocent que nous tous, qui faisons de la critique et qui, pour employer une expression triviale, mais juste, *cherchons des vers dans les cerises;* il s'amuse de ce qui lui semble spirituel et amusant, et il n'en demande pas davantage.

Considéré au point de vue de l'art et dans ses rapports avec la comédie antérieure à Beaumarchais, *le Mariage de Figaro*, quoiqu'il soit moins judicieusement *intrigué* et écrit avec plus d'inégalité et d'affectation que *le Barbier de Séville,* offre plus d'ampleur et plus d'originalité, en ce sens qu'il représente plus complétement cet instinct et ce goût d'innovation qui distinguaient l'auteur.

On l'a déjà très justement remarqué, ce qui caractérise la comédie entendue à la manière de Beaumarchais, c'est la *modernité,* c'est-à-dire l'exclusion, ou du moins, en ce qui touche Figaro, la transformation absolue de toutes les traditions et de tous les types de la comédie antique; ce qui la caractérise encore, c'est la fusion de tous les genres de comédie que Molière avait jusque-là traités séparément dans *le Misanthrope*, dans *l'École des Femmes* et dans *les Fourberies de Scapin,* un mélange parfois un peu incohérent, mais brillant et original, de tons et d'effets empruntés à la comédie d'intrigue, à la comédie de mœurs et de caractère et à la haute comédie. *Le Mariage de Figaro* offre des alimens pour tous les goûts; il y a de l'analyse philosophique, même dans les parties où, comme dit Sedaine dans une lettre à Beaumarchais, la philosophie prend des allures de

Polichinelle; il y a des traits de caractère bien sentis et vivement rendus, des effets de scène très intéressans et très habilement amenés, un dialogue peu châtié parfois ou prétentieux, mais souvent attrayant pour les esprits, même les plus difficiles, par la prestesse avec laquelle les deux interlocuteurs se renvoient le volant des saillies sans jamais le laisser tomber par terre. Il y a dans l'action générale un entrain, un brio empruntés à la comédie espagnole, qui font passer par dessus les invraisemblances. Il y a enfin des parties de grosse gaieté et de charge qui ne sont pas celles qui ont le moins de succès. Beaumarchais n'avait pas le dédain de ces esprits trop délicats qui répugnent à se servir de certains moyens; tout lui était bon : il voyait dans le public assemblé un grand enfant qui ne demande qu'à rire, et il ne se trompait guère. Depuis bientôt soixante-dix ans qu'on joue *le Mariage de Figaro,* la tirade sur *goddam* n'a jamais manqué d'égayer le parterre; le bégaiement de Brid'oison, les glapissemens de l'huissier criant : *Messieurs, silence!* dans la scène de l'audience, le langage pittoresque et grotesque de l'ivrogne Antonio, contribuent largement, pour leur part, à l'effet général.

Quoique ce rire de la farce, comme le nomme Geoffroy, ne soit pas plus à dédaigner chez Beaumarchais que chez Molière, où on le rencontre également, il est certain que si *la Folle journée* ne brillait que par là, elle perdrait beaucoup de son prix; mais ce comique un peu fort, combiné avec tout le reste, contribue à donner à la pièce un avantage inappréciable et incomparable que toute l'élégance, toute la correction possibles ne donnent pas toujours, et qui s'appelle la vie. Cet avantage permet à la comédie de Beaumarchais de ne s'inquiéter pas plus de notre critique modérée que du dédain fastueux des aristarques les plus érudits.

Une question beaucoup moins souvent traitée que les précédentes, et qui cependant se présente ici tout naturellement, est celle de savoir jusqu'à quel point Beaumarchais, dans ses *comédies espagnoles,* a tiré parti du théâtre espagnol. Il me paraît incontestable que ses emprunts se réduisent à peu de chose. Les caractères sont très peu espagnols; Almaviva ne ressemble guère à un *grand d'Espagne,* surtout à l'époque du *droit du seigneur,* si tant est que le *droit du seigneur* ait jamais existé en Espagne, ce dont je doute; même en prenant Almaviva comme une figure française, il y a quelque chose de singulièrement hétéroclite dans cette coutume plus ou moins authentique du *moyen âge* qui vient ainsi se planter au beau milieu d'une comédie tout imprégnée des mœurs du XVIIIe siècle. Cependant l'ensemble de ces figures diverses offre je ne sais quelle nuance légère d'étrangeté assez difficile à définir, qui tient peut-être moins aux personnages en eux-mêmes qu'à leur nom, à leur costume, à la

guitare, aux balcons et à d'autres accessoires de même nature, mais qui ne laisse pas de contribuer à leur donner une physionomie originale. Dans sa structure, *le Mariage de Figaro,* avec ses surprises, ses scènes de nuit et ses coups de théâtre, n'est pas sans analogie avec la comédie espagnole, surtout avec les pièces d'*intermèdes,* qui, on l'a vu dans les lettres écrites d'Espagne par Beaumarchais, l'avaient particulièrement intéressé. Le personnage principal, quoiqu'il dérive plutôt du Gil Blas français que du *gracioso* espagnol, présente cependant quelques traits qui le rapprochent de ce dernier type, ne serait-ce que le goût des proverbes et du bel esprit. Dans la comédie de Moreto intitulée : *No puede ser el guardar una mujer* (garder une femme est chose impossible), comédie qui présente quelques rapports de détail avec *le Barbier de Séville,* il y a un *gracioso,* Tarugo, qui n'est pas sans offrir une certaine parenté avec Figaro. Un critique distingué, en cherchant l'étymologie de ce nom de Figaro, qui, pris en lui-même, n'est point espagnol, l'a fait dériver du mot *picaro,* qui est à peu près synonyme de vaurien, et qui a donné son nom en Espagne à toute une série de romans dits *picaresques,* dont les héros sont des aventuriers. J'ai vainement cherché dans les papiers de Beaumarchais quelque vérification de cette étymologie. Ce qui me porterait à en suspecter la justesse, c'est que dans le manuscrit du *Barbier de Séville,* l'auteur, au lieu d'écrire Figaro, écrit constamment *Figuaro.* Ce nom que Beaumarchais a rendu si fameux, se serait donc d'abord présenté à son esprit sous une forme qui n'est pas celle adoptée plus tard par lui-même dans le texte imprimé, et qui nous éloigne un peu plus de l'étymologie de *picaro;* mais *Figuaro* n'étant pas plus espagnol que Figaro, la difficulté reste entière et la question aussi douteuse que pour le Tartufe de Molière, dont l'étymologie est également un peu incertaine. Peut-être serait-il plus juste de faire dériver ce nom de fantaisie adopté par Beaumarchais du mot espagnol *figura,* qui s'applique à des personnages de comédie et qui, transformé en *figuron,* est devenu le nom commun de toute une classe de pièces qui tiennent de la caricature.

Quelque opinion qu'on ait de cette étymologie, ce qui peut sembler bizarre au premier abord, c'est que de tous les pays où les deux comédies de Beaumarchais ont été traduites (1), l'Espagne est celui

(1) Elles l'ont été à peu près partout, car en même temps que le prince de Nassau constate, dans une de ses lettres, l'existence et le succès d'une traduction *polonaise* du *Barbier de Séville,* Gudin, dans son manuscrit, nous assure que *le Mariage de Figaro,* « traduit, dit-il, dans la langue de l'*Indostan,* a été joué dans cette langue sur ces mêmes rives où les Grecs allaient chercher la sagesse. » Beaumarchais, avec son caractère essentiellement français, paraît en général se soucier assez peu de ce qui s'écrit sur lui à l'étranger. Par exemple, je ne trouve nulle mention dans ses papiers qu'il se soit

où elles paraissent avoir eu le moins de succès. Un poète dramatique espagnol assez distingué, Garcia de La Huerta, à la vérité très hostile au théâtre français en général, parlant en 1785 d'une traduction espagnole du *Barbier de Séville,* s'exprime ainsi :

« Don Manuel Fermin de Laviazo a fait une traduction du *Barbier de Séville,* et quoiqu'il ait purgé cette comédie de ses impropriétés les plus grossières, quoiqu'il lui ait donné plus de mouvement en la réduisant en trois actes et qu'il en ait amélioré le style en convertissant en vers la prose *soporifique* (*soporifera*) de Beaumarchais, la pièce n'en est pas moins restée une comédie burlesque pleine de cette *platitude française* (*platitud francesa*) qui est intolérable pour les personnes de bon goût. »

Ce critique espagnol, on le voit, n'y va pas de main morte; il peut marcher de pair avec Geoffroy, il peut même se flatter d'être le premier qui ait découvert que la prose du *Barbier de Séville* était *soporifique.* Personne, à coup sûr, ne s'était encore avisé de lui reprocher ce défaut-là. Ce même La Huerta, après avoir déclaré que les comédies de Beaumarchais ne peuvent être *envisagées qu'avec le plus profond mépris,* accuse la critique française de n'avoir pas assez insisté sur les *fautes les plus essentielles,* parce qu'elle ne connaissait pas assez, dit-il, l'invraisemblance qui y règne. Et comme il veut bien nous signaler lui-même ces fautes *énormes,* je pense qu'on ne sera peut-être pas fâché de savoir en France ce qui choque épouvantablement un Espagnol, un peu entaché de pédantisme, dans les comédies de Beaumarchais, et d'abord dans *le Barbier de Séville.*

« Cette pièce, dit La Huerta, ne mérite pas qu'on se donne la peine d'en faire un examen complet et rigoureux. Il suffira, pour convaincre les plus obstinés, de mettre en relief quelques-unes des fautes si nombreuses qu'elle renferme, fautes qui sont moins excusables chez M. de Beaumarchais que chez tout autre, non-seulement parce qu'il a résidé quelque temps en Espagne, et même assez longtemps pour pouvoir éviter les erreurs qu'il a commises, mais encore parce qu'il se vante très hautement de connaître nos mœurs. Quel homme ne rirait, par exemple, pour peu qu'il connaisse les mœurs de l'Espagne, de voir un barbier qui, ayant une boutique ouverte à Séville, se présente dans la rue à sept ou huit heures du matin, heure *précise* à laquelle il doit *faire ses barbes,* avec la tournure et le costume d'un *majo,*

inquiété du drame allemand dans lequel Goethe le faisait figurer tout vivant. Ce n'est qu'en 1784, lorsque parut en France la première traduction de ce drame par Friedel, qu'avant d'en autoriser la publication, le censeur écrit à Beaumarchais pour lui demander s'il consent à ce que la traduction paraisse avec son nom. Beaumarchais, sans doute occupé d'autre chose, fait attendre longtemps la réponse, ce qui désole l'infortuné traducteur; il répond enfin pour demander qu'on change le nom de Beaumarchais, adopté par Goethe, en celui de *Ronac,* et le nom de son beau-frère Guilbert en celui d'*Ilberto.* C'est en effet avec ce travertissement que parut en France la première traduction du drame allemand de *Clavijo.*

avec une guitare en bandoulière, écrivant une séguédille, retouchant de temps en temps sa chanson avec un crayon et faisant de son genou un pupitre. Un tel être n'a jamais existé et n'existera jamais, et s'il était possible qu'un barbier tombât dans une semblable folie, il en serait bientôt puni, car il se verrait chassé de la rue par les cris des enfans du quartier, et peut-être à coups de pierres. C'est en vain qu'on dirait, pour sauver l'absurdité de cette situation, que la maison du barbier est *à quatre pas*, car s'il en est ainsi, il pourrait, de l'endroit où il est, la montrer au comte Almaviva, sans avoir besoin de lui donner des détails sur son enseigne. En outre, la plus grande inconvenance de la situation consiste dans l'inopportunité de l'heure adoptée par l'auteur, heure à laquelle même les aveugles qui gagnent leur vie en jouant de la vielle n'ont pas coutume de faire leur charivari. Et voilà pourquoi le barbier, même à sa porte, ne pourrait ni chanter ni jouer de la guitare, attendu que les gens du voisinage qu'il incommoderait l'obligeraient à se taire et à se retirer. »

« Ce n'est pas une moindre inconvenance de faire paraître en scène le comte Almaviva, titre qui n'existe pas en Espagne, et encore moins avec la qualité de *grand* que lui donne le poète prosaïque (1), de le faire paraître vêtu à l'espagnole, ainsi que Rosine, en même temps qu'on nous offre le ridicule barbier habillé en *majo*, synchronisme fort extraordinaire pour un Espagnol et pour tous ceux qui savent que le costume et même le nom de *majo* sont si modernes en Espagne, qu'on ne trouverait ce nom dans aucun ouvrage ayant cinquante ans d'antiquité. Voilà pourquoi l'Académie espagnole, en acceptant ce mot de *majo* dans le quatrième volume de son dictionnaire imprimé en 1737, l'a accueilli sans y joindre aucune autorité qui garantit son origine, apparemment parce qu'elle n'en a point trouvé, à cause de la *modernité* de ce mot, et c'est probablement par la même raison qu'elle a omis les mots de *maja*, *majeza*, et autres dérivés dont nous nous servons aujourd'hui, et qui n'étaient pas aussi usités en 1737 que maintenant. Il y a donc ignorance grossière chez ceux qui disent et pensent que l'habit de *majo* est le costume propre et caractéristique de notre nation, tandis qu'il est certain au contraire qu'il est le plus opposé à notre caractère grave et circonspect... Et dans tous les cas, ce costume n'étant point encore en usage à l'époque où l'on portait le costume à l'espagnole, c'est une inconvenance absurde de les unir et de les faire paraître en même temps dans une pièce.

« Les noms que Beaumarchais donne à quelques-uns des acteurs de ses comédies sont également très ridicules et très impropres. Le nom de Bartholo, dont il baptise un médecin, ne s'emploie en Espagne qu'entre gens de la plus basse classe ou dans le style le plus familier, parce qu'il est une espèce de diminutif de *Bartholome*, diminutif dont on ne se sert que pour exprimer le mépris ou la tendresse, d'où il résulte qu'il y a une ignorance *très coupable* (*muy culpable*) à supposer que le billet de logement dont il est question au second acte du *Barbier* a pu être adressé au docteur *Bartholo*

(1) Cette critique de La Huerta, qui consiste à reprocher à Beaumarchais d'avoir placé dans une comédie un grand d'Espagne sous un nom imaginaire, au lieu de lui donner un nom réel, semblera un peu extraordinaire en France. L'inconvenance pour nous consisterait bien plutôt à mettre en scène un nom réel.

tout court. A cette inconvenance correspond gracieusement celle qui consiste à appeler deux valets galiciens, l'un *L'Éveillé*, c'est-à-dire *el Despierto*, et l'autre *La Jeunesse*, c'est-à-dire *La Juventud*, noms qui appartiennent à la soldatesque française, ou à des domestiques de quelque hôtel de Paris, et non point à des valets galiciens, qui d'ordinaire s'appellent *Domingo* ou *Farrucho*. Il est certain qu'un *L'Éveillé* et un *La Jeunesse* font avec un docteur *Bartholo* l'assemblage le plus réjouissant.

« Malgré tous ces défauts et beaucoup d'autres également grossiers sur lesquels je ne m'arrête pas, parce que, pour les relever, il faudrait un épais volume, cette comédie, très applaudie à Paris et dans toute la France, est une des comédies modernes qui ont eu le plus de succès et se jouent le plus fréquemment. On doit en conclure que partout il y a un public vulgaire qui approuve les choses absurdes, et se passionne pour les ouvrages qui ont le moins de mérite. »

Quel terrible homme que ce pédant espagnol! Quel fanatique amour de la vraisemblance! On ne se douterait guère que cette critique nous vient du pays qui a produit les héros de tragédie ou de comédie

Enfans au premier acte et barbons au dernier.

Il est probable que si Beaumarchais a jamais lu ce foudroyant réquisitoire de La Huerta, il se sera contenté de recopier pour lui et de lui envoyer ce passage de la préface du *Barbier de Séville :* « Des connaisseurs ont remarqué que j'étais tombé dans l'inconvénient de faire critiquer des usages français par un plaisant de Séville, à Séville, tandis que la vraisemblance exigeait qu'il s'étayât sur les mœurs espagnoles. Ils ont raison; j'y avais même tellement pensé, que, pour rendre la vraisemblance encore plus parfaite, j'avais d'abord résolu d'écrire et de faire jouer la pièce en langage espagnol; mais un homme de goût m'a fait observer qu'elle en perdrait peut-être un peu de sa gaieté pour le public de Paris, raison qui m'a déterminé à l'écrire en français. »

Après avoir ainsi écrasé *le Barbier de Séville* dans la préface d'un des volumes de son *Théâtre espagnol,* La Huerta annonçait pour un prochain volume une critique du *Mariage de Figaro;* mais, au moment d'aborder cette tâche, il y renonce parce que la pièce est, suivant lui, *trop méprisable dans toutes ses parties.*

« Cette comédie est, dit-il, une continuation de la comédie du *Barbier de Séville*, elle est conçue dans le même esprit, et nous y retrouvons tous les personnages de cette dernière, excepté les deux Galiciens si bien baptisés *La Jeunesse* et *L'Éveillé* (1); mais les défauts du *Mariage de Figaro* sont *beau-*

(1) On voit que La Huerta ne peut pas digérer les deux faux Galiciens. Cependant il y a dans *le Mariage de Figaro* le nom de *Grippe-Soleil,* jeune berger andaloux, qui

coup plus énormes (*mucho mas enormes*) que ceux du *Barbier de Séville*. Les calomnies et les satires contre notre nation, l'oubli de la décence et de la vérité et l'abandon de toute vraisemblance sont les principales qualités qui décorent cette pièce. Pour ce motif, et comme d'ailleurs j'ai lu une lettre écrite à une dame espagnole qui réside à Paris par un habitant de Madrid, dans laquelle *le Mariage de Figaro* se trouve analysé et ridiculisé avec assez de grâce, et comme cette lettre circule en manuscrit parmi tous les gens de goût, je me crois dispensé du pénible travail de relire une aussi méprisable farce, et cependant cette comédie, *avec tous ses défauts, a ses partisans, même parmi nous*. Rien n'est plus commun que de voir des gens se permettre de juger ce qu'ils n'entendent pas. Plusieurs pensent que la poésie est chose si commune, que chacun peut apprécier ses productions comme s'il s'agissait des choux et autres légumes qui se vendent au marché (1). »

Cette appréciation de La Huerta ne peut pas être prise comme l'expression exacte de l'opinion de ses compatriotes sur les comédies de Beaumarchais, d'autant plus que La Huerta nous apprend lui-même que ces ouvrages comptent des partisans en Espagne. Cependant nous avons eu l'occasion de constater qu'ils n'ont pas eu de l'autre côté des Pyrénées autant de retentissement que dans plusieurs autres pays. Des Espagnols assez instruits que nous avons consultés ne connaissaient même pas *le Mariage de Figaro*. Ce fait s'explique assez bien quand on réfléchit que c'est précisément cette teinte espagnole très légère et plus ou moins exacte, appliquée sur un fonds d'idées et de mœurs françaises, qui, en donnant pour nous Français aux comédies de Beaumarchais une physionomie plus piquante, rend ce mélange beaucoup moins intéressant pour des Espagnols, choqués surtout de ce qu'il peut offrir d'hétérogène.

Quoi qu'il en soit, malgré les anachronismes qu'un Espagnol découvre facilement dans le costume de Figaro, et malgré les défauts plus graves que la critique française a pu reprocher à ce caractère, Beaumarchais en a fait une de ces créations qui restent dans l'histoire de l'art et dans la mémoire des hommes. Figaro vivra autant que Panurge, autant que Gil Blas. Il y aurait, ce me semble, un travail instructif et nouveau à tenter sur Figaro, il y aurait à comparer ce personnage à tous les personnages de même nature, à montrer que Figaro est en même temps le roi et le dernier des valets de comédie. Beaumarchais est arrivé juste à un moment où ce type traditionnel, représenté par l'esclave dans la comédie antique, et qui s'est continué à travers les siècles jusqu'à nos jours en se modifiant, avait absolument perdu toute signification. En lui donnant sa der-

doit être encore plus difficile à traduire en espagnol que celui de *La Jeunesse* ou de *L'Éveillé*.

(1) *Theatro Hespañol, por don Vicente Garcia de La Huerta,* préfaces des t. V et XIII.

nière forme, Beaumarchais a consommé en quelque sorte l'existence de ce type. Après Figaro, il n'y a plus et il ne peut plus y avoir de *valet de comédie.*

Contrairement à l'opinion de Diderot et à celle qu'exprime le savant M. Naudet dans la préface de sa traduction de Plaute, je crois qu'on pourrait prouver que ce personnage du *valet de comédie,* quoique né de l'esclave antique, n'est pas une importation purement artificielle, restée sans aucun rapport avec nos usages et n'ayant jamais eu rien de réel. De l'esclave antique au valet de comédie tel que l'a compris Beaumarchais, on pourrait noter toute une série de transformations où l'on verrait ce type s'adapter plus ou moins aux sociétés dans lesquelles il se produit. Il faudrait prendre l'esclave de la comédie antique dans les ouvrages de Plaute surtout, où cette figure est particulièrement caractérisée, puis le comparer avec l'*esclave* de cette comédie du IVe siècle retrouvée par M. Magnin et intitulée *Querolus,* dans laquelle se rencontre une figure d'esclave des plus curieuses comme expression de la chute imminente de l'esclavage. On étudierait ensuite cette même figure d'esclave, quand elle reparaît au XVe siècle transformée en valet, dans le premier essai dramatique plus ou moins calqué sur la comédie ancienne, dans la *Célestine.* On examinerait les figures de *valets* qui se rencontrent dans la comédie du XVIe siècle, dans les pièces de Larivey par exemple, où ces figures sont également imitées de l'antique, mais considérablement modifiées. On suivrait ce type dans les comédies d'intrigue de Molière; on le verrait s'altérer de plus en plus dans les comédies de Regnard, où le valet devient exigeant, insolent, jusqu'à traiter son maître de voleur quand ce dernier ne lui paie point ses gages, et surtout dans celle de Lesage. Ici Crispin *rival de son maître* est réellement sur le point de le supplanter auprès de sa fiancée, et, lorsque sa fraude est découverte, au lieu de recevoir, suivant l'usage immémorial, des coups de bâton, il entend le beau père lui dire, ainsi qu'à son camarade La Branche : « Vous avez de l'esprit, mais il en faut faire un meilleur usage, et pour vous rendre honnêtes gens, je veux vous *mettre tous deux dans les affaires.* » Le valet fantastique de Beaumarchais représente précisément ce valet qui va passer maître et entrer *dans les affaires.* En suivant ainsi à travers les siècles ce type de l'esclave du théâtre antique transformé en valet de comédie, on pourrait, je crois, démontrer non-seulement que cette figure qui représente la protestation éternelle de l'intelligence contre la force ou le privilége a toujours offert quelque rapport avec le milieu social au sein duquel elle apparaissait, mais encore que ses altérations successives répondent assez bien au mouvement qui a fait passer les sociétés de l'esclavage au servage, du servage à la domesticité héréditaire et

jusqu'à un certain point forcée, de celle-ci enfin à la domesticité librement choisie, librement quittée, où par le fait le domestique n'est plus guère que ce qu'on appelait en style révolutionnaire un *officieux*. La conséquence de ces transformations diverses, c'est que le *valet de comédie*, n'ayant plus à représenter cette lutte de l'intelligence opprimée par la servitude comme dans le monde antique, ou gênée dans son essor comme dans les sociétés aristocratiques, ne peut plus jouer sur le théâtre le rôle qu'il y jouait autrefois. Au lieu d'y représenter l'homme habile d'une comédie d'intrigue, il y joue aujourd'hui exactement le même rôle que dans la vie réelle, c'est-à-dire qu'il annonce les gens et apporte les lettres.

Cette donnée sur le *valet de comédie* ne peut être qu'indiquée ici; nous laissons à d'autres le soin de la vérifier comme nous l'avons vérifiée nous-même. Ce qui est certain, c'est que Beaumarchais a été assez heureux pour pouvoir rattacher un personnage de théâtre à une des crises les plus importantes de l'histoire humaine. Le souvenir de Figaro est intimement lié à celui de la révolution française, et il n'en faut pas davantage pour éterniser un nom.

II. — BEAUMARCHAIS A SAINT-LAZARE. — QUERELLE AVEC MIRABEAU.

Le Mariage de Figaro avait eu soixante-huit représentations presque consécutives avec un succès jusqu'alors inouï. Le chiffre de recette de la première représentation est de 6,511 livres; celui de la soixante-huitième est de 5,483 livres. En huit mois, du 27 avril 1784 au 10 janvier 1785, cette pièce avait produit à la Comédie-Française (sans y comprendre la cinquantième représentation donnée au profit des pauvres sur la proposition de Beaumarchais) une recette brute de 346,197 livres, sur lesquelles, tous frais déduits, il restait aux comédiens en bénéfice net 293,755 livres, sauf la part d'auteur de Beaumarchais, évaluée à 41,499 livres. On voit que si *le Mariage de Figaro* pouvait être discuté comme œuvre d'art, il offrait comme élément de recette une valeur indiscutable. A la vérité, la pièce était montée avec un soin extrême et jouée avec une rare perfection.

Tous les rôles importans étaient confiés à des artistes de premier ordre : Mlle Sainval, la tragédienne alors en vogue, sur les sollicitations de Beaumarchais, avait accepté le rôle de la comtesse Almaviva, dans lequel elle déployait un talent d'autant plus attrayant, qu'il était plus inattendu; Mlle Contat enchantait le public dans le rôle de Suzanne par la grâce, la finesse de son jeu, le charme de sa physionomie et de sa voix. Une très jeune et très jolie actrice, qui fut bientôt enlevée par la mort à la fleur de ses dix-huit ans, Mlle Olivier, dont le talent, dit un contemporain, était naïf et frais comme sa figure,

prêtait cette naïveté et cette fraîcheur au rôle un peu vif de Chérubin. Molé jouait le rôle du comte Almaviva avec l'élégance et la noblesse qui le distinguaient. Dazincourt donnait au rôle de Figaro tout son esprit en le dégageant de toute vulgarité. Le vieux Préville, qui ne plaisait pas moins dans celui de Brid'oison, l'avait passé au bout de quelques jours à Dugazon, qui le rendait avec plus de force et autant d'intelligence. Desessarts, avec sa rondeur, donnait du relief au rôle ici très sacrifié de Bartholo; les rôles secondaires de Basile et d'Antonio étaient également bien joués par Vanhove et Bellemont; enfin, par un caprice original, un tragédien assez célèbre, Larive, ne voulant pas que la tragédie fût représentée dans la pièce seulement par Mlle Sainval, avait demandé le petit bout de rôle de *Grippe-Soleil*.

Cette vogue immense d'une comédie aristophanesque, en inquiétant quelques esprits ou en choquant quelques consciences sincèrement timorées, réveillait naturellement aussi la foule des envieux, qui ne manque jamais, surtout quand le triomphateur aime à afficher son triomphe, et l'on connaît le faible de Beaumarchais. C'était donc au milieu d'un feu croisé de satires en prose et en vers que l'auteur du *Mariage de Figaro* poursuivait sa carrière, versant sur ses *blasphémateurs*, non pas des torrens de lumière, mais des torrens de gaieté et de quolibets également en prose et en vers (1).

Non contens de le chansonner, ses ennemis lui tendaient des embûches. S'il écrivait une lettre mordante à un de ses amis, le président Dupaty, qui lui demandait une loge grillée pour des dames *scrupuleuses* qui voulaient bien voir sa pièce, mais qui ne voulaient pas être vues, on faisait circuler la lettre en disant qu'il avait eu l'audace de l'adresser à un duc et pair, et il était obligé d'écrire au ministre de la maison du roi pour rectifier le fait. En pleine Académie, l'*austère* Suard (2), recevant comme directeur M. de Montesquiou,

(1) On a souvent cité quelques-unes des pièces satiriques dirigées contre *le Mariage de Figaro*. On connaît moins les ripostes de Beaumarchais. Voici, par exemple, un quatrain inédit de lui en réponse à une épigramme assez plate du poète Piis : il me semble que le quatrain de Beaumarchais n'est pas dépourvu de sel :

> Ton Pégase, Piis, est tombé dans l'ornière,
> De son temple le Goût te ferme l'*ostium*.
> Au bon petit Jésus je fais cette prière,
> *Auge Piis ingenium*.

(2) Nous n'avons point à attaquer Suard, mais comme il a attaqué Beaumarchais avec un véritable acharnement, et comme nous allons voir tout à l'heure que c'est lui qui a occasionné son emprisonnement à Saint-Lazare, on ne sera pas étonné si nous nous croyons obligé de constater tout d'abord ici qu'il y a dans les lettres de Diderot à Mlle Voland des détails sur Suard qui, s'ils sont exacts, feraient peu d'honneur à son austérité, car ils tendraient à prouver qu'il était de ceux qui sont d'autant plus sévères en théorie

en présence du prince royal de Suède, depuis Gustave III, qui voyageait sous le nom de comte de Haga, avait trouvé moyen d'intercaler dans son discours une tirade très vive contre *le Mariage de Figaro*, qui fut fort applaudie par ceux-là même qui la veille avaient applaudi à outrance la pièce de Beaumarchais. Après la séance, le prince royal de Suède, complimentant M. Suard, lui dit : « Vous nous avez traités un peu sévèrement, peut-être avec raison; mais, ajouta-t-il en riant, je suis si inaccessible à la raison, que je vous quitte pour aller entendre une troisième fois *Figaro*. — Beau fruit de mon sermon, mon prince! » dit M. Suard (1).

De son côté, l'auteur du *Mariage de Figaro*, comme pour sanctifier sa pièce, en consacrait le produit à des œuvres de charité.

« Je propose, écrivait-il au *Journal de Paris* du 12 août 1784, un *institut de bienfaisance* vers lequel toute femme reconnue pauvre, inscrite à sa paroisse, puisse venir, son enfant au sein, avec l'attestation du curé, nous dire: — Je suis mère et nourrice, je gagnais 20 sols par jour, mon enfant m'en fait perdre 12. 20 sols par jour font 30 livres par mois; offrons à cette nourrice 9 francs de charité; les 9 livres que son mari ne donne plus à l'étrangère, voilà 18 livres de rentrées. La mère aura bien peu de courage si elle ne gagne pas 8 sols par jour en allaitant, voilà les 30 livres de retrouvées..... Quand je devrais être encore traité d'homme vain, j'y mettrais tout mon *Figaro* : c'est de l'argent qui m'appartient, que j'ai gagné par mon labeur, à travers des torrens d'injures imprimées ou épistolaires. Or, quand les comédiens auront 200 mille francs, mes nourrices en auront 28 mille; avec les 30 mille de mes amis, voilà un régiment de marmots empâtés du lait maternel; tout cela paie bien des outrages. »

La Comédie-Française, ne voulant pas rester au-dessous du zèle de Beaumarchais, consentait de son côté à consacrer à l'institution des *pauvres mères nourrices* le produit entier de la cinquantième représentation, et Beaumarchais remplaçait tous les couplets de la fin par des couplets de circonstance qui ne figurent point dans ses œuvres.

SUZANNE.

Pour les jeux de notre scène
Ce beau jour n'est point fêté.
Le motif qui nous ramène
C'est la douce humanité.
Mais quand notre cinquantaine
Au bienfait sert de moyen,
Le plaisir ne gâte rien.

qu'ils se mettent plus à l'aise dans la pratique. (Voir les lettres de Diderot à Mlle Voland, t. II, p. 411 et 433.)

(1) Garat, dans ses *Mémoires* sur Suard, arrange autrement cette phrase du prince de Suède. Je choisis la version publiée par Mme Suard comme plus vraisemblable.

FIGARO.

Nous, heureux cinquantenaires
D'un hymen si fortuné,
Rapprochons du sein des mères
L'enfant presque abandonné.
Faut-il un exemple aux pères?
Tout autant qu'il m'en naîtra
Ma Suzon les nourrira.

Se tournant ensuite vers Brid'oison, Figaro lui disait : « A vous, monsieur le juge! »

BRID'OISON. — E...est-ce qu'on peut chanter quand on est attendri?... D'a...illeurs on ne m'a rien fait.

FIGARO. — Vous avez tant de facilité!

BRID'OISON. — C'est...est vrai, oui, pour qu'on vienne peut-être me dire après: « Plu...us bête encore que l'auteur. »

FIGARO. — Pourquoi pas?

BRID'OISON. — Au...au bout du compte, je m'en moque, moi, et...et je m'en vais vous dire sur tout ceci ma façon de penser. (Il chante en se frottant la tête, comme s'il composait :)

Que d' plaisir on trouve à rire
Quand on n' voit du mal à rien!
Que d' bonheur on trouve à s' dire :
L'on m'amuse, et j' fais du bien!
Que d' bel' chose' on peut écrire
Contre tant d' joyeux ébats!
Nos cri...itics n'y manq'ront pas... (*Bis.*)

En effet, les critiques n'y manquaient pas, car dès le lendemain on faisait circuler ce quatrain :

De Beaumarchais admirez la souplesse,
En bien, en mal son triomphe est complet :
A l'enfance il donne du lait
Et du poison à la jeunesse.

Cet institut en faveur des *pauvres mères nourrices* rencontra des obstacles qui tenaient probablement aux inimitiés soulevées contre l'auteur du *Mariage de Figaro*, et il ne put être établi à Paris; mais comme l'idée était bonne, elle ne resta point stérile : l'archevêque de Lyon, M. de Montazet, l'adopta. Il accepta bravement le concours et l'argent de Beaumarchais, et l'*Institut de bienfaisance maternelle*, qui, si je ne me trompe, existe encore à Lyon, sortit du *Mariage de Figaro*. Beaumarchais fut un de ses protecteurs les plus constans. En 1790, il envoyait encore à cet établissement une somme de 6,000 francs, et recevait en échange la lettre suivante, signée de trois des plus considérables et des plus respectables habitans de Lyon :

« De Lyon, du 11 avril 1790.

« Monsieur,

« Vous offrir la preuve du succès de l'*Institut de bienfaisance maternelle*, c'est vous entretenir de votre ouvrage. C'est chez vous, monsieur, que nous en avons puisé l'idée; ainsi le plan de l'établissement vous appartient. Vous l'avez aidé de vos généreux dons, et plus de deux cents enfans conservés à la patrie vous doivent déjà leur existence. Nous nous estimons heureux d'y avoir contribué, et notre reconnaissance égalera toujours les sentimens respectueux avec lesquels nous sommes, monsieur, etc.,

« Les administrateurs de l'*Institut de bienfaisance maternelle*,

« PALERNE DE SACY, CHAPP et TABAREAU. »

Tandis que Beaumarchais occupait ainsi l'attention publique par les moyens les plus divers, ses ennemis, Suard en tête, le harcelaient sans cesse par des articles anonymes insérés au *Journal de Paris*. Un jour qu'on lui demandait malignement, dans ce journal, ce qu'était devenue la *petite Figaro*, dont il est question dans *le Barbier* et dont il n'est plus question dans *le Mariage*, il répondit par une histoire très plaisamment racontée, dans laquelle la petite Figaro se trouvait être une enfant adoptée autrefois par le barbier espagnol, venue en France, mariée depuis à un pauvre ouvrier du port Saint-Nicolas, nommé Lécluse, lequel venait d'être écrasé par accident, la laissant avec deux enfans sur les bras, et il terminait en invoquant la charité de l'interrogateur pour la veuve Lécluse. Ce dernier fait était vrai, mais cette manière de déjouer les malices anonymes de Suard, en lui imposant une charité, déplut apparemment à celui-ci, et soit qu'il agît de lui-même, soit qu'il fût, comme on l'a dit, excité à poursuivre cette polémique par le comte de Provence, depuis Louis XVIII, qui s'en amusait, et qui même, à ce qu'on assure, prenait sa part dans la rédaction, il continua toujours, sous l'anonyme, à poursuivre Beaumarchais d'articles qui devenaient de plus en plus outrageans. L'auteur du *Mariage de Figaro* riposta d'abord avec sa gaieté ordinaire, puis enfin, fatigué de ce commerce, il écrivit, le 6 mars 1785, une dernière lettre dans laquelle il déclarait aux rédacteurs du *Journal de Paris* qu'il ne répondrait plus aux insulteurs anonymes, et pour exprimer avec toute l'énergie possible le cas qu'il en faisait, il employait cette antithèse très colorée, mais un peu étourdiment rédigée: « Quand j'ai dû vaincre, disait-il, *lions et tigres* pour faire jouer une comédie, pensez-vous, après son succès, me réduire, ainsi qu'une servante hollandaise, à battre l'osier tous les matins sur l'*insecte vil de la nuit!* » Suard étant, je crois, très mince de sa personne, pouvait à la rigueur prendre pour lui le dernier terme de cette antithèse, d'un goût hasardé; malheureusement pour Beaumarchais, qui pensait n'avoir affaire qu'à Suard, le comte de Provence, quoique

très gros, ayant, à ce qu'il paraît, pris sa part des attaques de Suard, se jugea également atteint par la redoutable antithèse, et porta plainte au roi son frère de l'insolence de Beaumarchais. Toutefois, comme il ne voulait pas avouer qu'il s'y était exposé, il prit le parti de dissimuler ce qui le blessait particulièrement, et comme il était fort spirituel, il persuada sans peine à l'excellent Louis XVI que le crime de Beaumarchais consistait, non pas à avoir parlé de l'*insecte vil de la nuit,* mais à avoir écrit ces mots de *lions et tigres,* qui, suivant lui, désignaient *évidemment* le roi et la reine.

Accuser quelqu'un d'avoir songé à comparer Louis XVI à un tigre et même à un lion, c'était à peu près l'accuser d'avoir voulu emporter dans sa poche les tours de Notre-Dame. Beaumarchais n'avait mis en avant les *tigres* que dans l'intérêt purement littéraire de son antithèse, et pour faire ressortir l'*insecte vil de la nuit;* mais Louis XVI, le meilleur des hommes, quoique avec des accès de vivacité qui se bornaient habituellement à une brusquerie de parole, Louis XVI était déjà irrité contre Beaumarchais. Le succès immense d'une comédie jouée en quelque sorte malgré lui, succès qui l'inquiétait comme roi et le scandalisait comme chrétien, le rendait disposé à accueillir l'accusation même la plus invraisemblable. Celle-ci le mit hors de lui. Sans quitter la table de jeu à laquelle il était assis, Louis XVI écrivit, — si l'on en croit l'auteur des *Souvenirs d'un Sexagénaire,* M. Arnault, — sur un sept de pique, au crayon, l'ordre d'arrêter immédiatement Beaumarchais, et à la rigueur joignant l'insulte, ce qui n'est jamais permis à un roi, il ordonna de le conduire, non pas dans une prison ordinaire, mais dans une prison à la fois ridicule et honteuse pour ses cinquante-trois ans, à Saint-Lazare, où l'on enfermait alors les adolescens dépravés.

Traiter comme un jeune vaurien un homme de l'âge et de la célébrité de Beaumarchais, un homme à qui on avait donné des missions de confiance, qu'on avait initié à des secrets d'état, qu'on avait chargé des opérations les plus importantes, qu'on savait à la tête d'une maison de commerce considérable, et dont le talent exerçait sur le public une attraction puissante, c'était plus qu'une injustice, c'était une faute des plus graves : c'était rendre manifeste à tous les yeux la pernicieuse influence qu'un pouvoir non contrôlé par des lois exerce à un moment donné, même sur le meilleur des souverains. — Cet acte révoltant d'arbitraire est le seul de cette espèce qu'on puisse reprocher à Louis XVI.

Telle est la légèreté du public parisien, qu'en apprenant d'abord dans la matinée du 9 mars 1785 que l'auteur du *Mariage de Figaro,* au milieu de son triomphe, venait d'être emprisonné la veille, sans qu'on sût pourquoi, avec les jeunes bandits de Saint-Lazare, on trouva

l'idée si extraordinaire, si bizarre, qu'il y eut presque un éclat de rire universel. Le lendemain, on se demandait le pourquoi de cette étrange incarcération, et, comme le gouvernement ne disait rien, n'ayant rien à dire, attendu qu'il lui eût été assez difficile d'avouer qu'on enfermait Beaumarchais à Saint-Lazare parce qu'on était porté à croire qu'il avait eu l'*intention* de comparer Louis XVI à un *tigre*, le public s'inquiétait et commençait à murmurer; le surlendemain, il murmurait hautement. « Chacun, dit Arnault, se sentait menacé par là, non-seulement dans sa liberté, mais encore dans sa considération. » Le quatrième jour, il y avait, parmi les jeunes gens surtout, un *hourra* général, et telle était l'effervescence, qu'Arnault, quoiqu'il fût alors au service du comte de Provence, nous apprend qu'il n'avait pu s'empêcher de rimer contre cet acte d'arbitraire une ode des plus hardies. Enfin, le cinquième jour, on fit sortir Beaumarchais presque malgré lui, car, dans son ressentiment de l'affront qu'il avait reçu, il voulait rester en prison jusqu'à ce qu'on lui eût déclaré son crime et donné des juges. Le mémoire inédit qu'il adresse de Saint-Lazare au roi est curieux comme expression d'une situation aussi embarrassante pour Louis XVI que pour Beaumarchais. Le lieutenant de police avait sans doute dit à l'oreille du prisonnier quelle était la véritable cause de la colère du roi; mais comment entamer ce sujet? Comment discuter seulement l'*exécrable démence* (c'est le mot de Beaumarchais) de l'intention supposée? Comment se défendre devant le roi d'avoir songé à l'assimiler à un tigre? « Comparant, dit Beaumarchais, les grands obstacles que j'ai dû vaincre pour faire jouer une faible comédie aux attaques multipliées qu'on dédaigne après le succès, j'ai pris les deux extrêmes de l'échelle comparative, et de même que j'aurais dit : « *Après avoir combattu des géans,* dois-je marcher *sur des pygmées?* » ou tels autres rapprochemens figuratifs, j'ai dit : ...... Mais quand on s'obstinerait à penser qu'il peut exister en France un être assez capitalement fou pour vouloir offenser le roi dans une lettre soumise à la censure et publiée dans un journal, ai-je donné jusqu'à présent des marques d'une telle démence, que l'on puisse hasarder sans preuve une pareille accusation contre moi? »

Quelques jours de réflexion firent sans doute comprendre au roi qu'il ne pouvait pas décemment admettre l'intention qu'on avait prêtée à l'auteur du *Mariage de Figaro,* et, revenant aux sentimens de bon sens et de bonté qui lui étaient si naturels, après avoir en quelque sorte fait prier Beaumarchais de quitter sa prison, il se plut à le dédommager de toutes les manières de cette honteuse détention de cinq jours. Grimm constate que presque tous les ministres assistèrent à la représentation de *Figaro* qui suivit la sortie de prison, et qui fut des plus brillantes. Ils eurent le petit désagrément d'entendre applaudir avec énergie cette phrase du fameux monologue :

Ne pouvant avilir l'esprit, on se venge en le maltraitant. M. de Calonne écrivit à Beaumarchais que le roi le tenait pour justifié et saisirait avec plaisir les occasions de lui donner des marques de sa bienveillance. Louis XVI le fit bientôt de la façon la plus noble et la plus digne d'un roi qui sent qu'il a eu tort : « *Le Barbier de Séville,* dit Grimm, a été représenté sur le petit théâtre de Trianon dans la société intime de la reine, et l'on a daigné accorder à l'auteur la faveur très distinguée d'assister à cette représentation. C'était la reine elle-même qui jouait le rôle de Rosine, M. le comte d'Artois celui de Figaro, M. de Vaudreuil celui du comte Almaviva, etc... A coup sûr, on ne pouvait pas faire à Beaumarchais une réparation plus délicate et plus flatteuse de l'affront qu'il avait reçu. »

A ces réparations délicates vinrent s'ajouter des témoignages plus substantiels de la bienveillance du roi; mais on a commis à ce sujet une erreur, basée sur une lettre publiée pour la première fois dans la petite édition in-18 de Beaumarchais que M. Ravenel a enrichie de notes intéressantes. Dans cette lettre sans adresse et qui porte la date de juin 1785, Beaumarchais semble dire qu'il a reçu du roi, depuis sa disgrâce, *deux millions cent cinquante mille livres* sur de longues avances dont il sollicitait le remboursement. Il y a là une erreur matérielle, soit que la lettre réimprimée par M. Ravenel d'après un journal ne soit pas authentique, ou soit que Beaumarchais ait eu à ce moment quelque intérêt à paraître avoir reçu en bloc cette somme de 2 millions et plus. Ce qui est certain, c'est qu'il n'a reçu à cette époque que 800,000 livres. On se souvient que depuis 1779 il était en instance auprès du gouvernement pour obtenir une indemnité au sujet de sa flotte marchande, sacrifiée aux opérations militaires de l'amiral d'Estaing. On se souvient qu'il avait reçu successivement pour cet objet 905,000 livres d'une part, et d'autre part, trois mois avant la représentation du *Mariage de Figaro,* 570,625 livres avec une lettre de M. de Calonne lui annonçant que ses répétitions ultérieures seraient réglées par un comité d'armateurs. Ce sont ces répétitions ultérieures qui furent réglées, assez longtemps après l'emprisonnement à Saint-Lazare, par un ordre du roi en date du 12 février 1786, à la somme de 800,000 livres, laquelle, jointe aux deux sommes précédentes, forme un total de 2,275,625 livres que Beaumarchais a reçues, on le voit, non pas en bloc, mais par portions et à plusieurs années de distance. Nous avons dû donner ces détails, afin que l'on comprenne bien que la somme reçue après la détention à Saint-Lazare n'était pas un don du roi déguisé sous forme d'indemnité, mais le complément d'une réclamation sérieuse, fondée, et depuis longtemps reconnue par le gouvernement (1).

(1) Nous devons aussi faire valoir à ce sujet un argument qui nous a échappé lorsque

Malgré les dédommagemens que la bonté du roi accordait à Beaumarchais, ce témoignage public, non-seulement de rigueur, mais de mépris, donné dans un moment d'aveugle colère, eut une fâcheuse influence sur la situation morale de l'auteur du *Mariage de Figaro* vis-à-vis de l'opinion. On l'avait vu pour la première fois subissant un outrage et obligé de se taire devant la qualité de l'offenseur; ses ennemis se sentirent plus encouragés à l'attaque, et bientôt son étoile, qui commençait à pâlir, le mit aux prises avec un homme non moins audacieux, mais plus jeune et plus redoutable que lui.

Deux habiles mécaniciens, les frères Périer, avaient entrepris de faire distribuer l'eau de la Seine dans tous les quartiers de Paris, à l'instar de ce qui se pratiquait déjà depuis longtemps à Londres, en établissant sur les hauteurs de Chaillot cette pompe à feu qui existe encore. Ils s'étaient adressés à Beaumarchais, qui, toujours porté vers les entreprises utiles et pouvant devenir fructueuses, leur avait fourni des fonds, les avait aidés à fonder une société dont il était un des principaux actionnaires et un des administrateurs. Les actions, tombées d'abord au-dessous du pair, avaient éprouvé en 1785 une hausse rapide et considérable. Quelques banquiers, ayant aventuré beaucoup d'argent en jouant sur la baisse, avaient un intérêt pressant à arrêter et à faire rétrograder ce mouvement. Mirabeau se trouvait alors à Paris au sortir des prisons où il avait traîné son orageuse jeunesse, n'étant guère connu encore que par son ouvrage sur *les lettres de cachet* et par le scandale de ses procès et de ses amours. Pauvre, pressé de mille besoins de luxe, il rôdait à travers cette société en décadence, *sicut leo rugiens quærens quem devoret*, ou, si l'on aime mieux, comme un chevalier errant cherchant aventures et coups de lance. Lié avec les financiers Panchaud et Clavière, qui lui prêtaient de l'argent et que la hausse des actions des *eaux de Paris* contrariait essentiellement, muni par eux de calculs plus ou moins exacts, il entra en campagne contre la société des frères Périer par une brochure éloquente, dans laquelle il prétendait éclairer la nation sur ses véritables intérêts, et lui démontrer *patriotiquement* que la pompe à feu de Chaillot était une entreprise détestable.

En sa qualité d'actionnaire et d'administrateur, Beaumarchais avait également un intérêt patriotique à démontrer le contraire. Il faut noter cependant que sa position était bien plus nette que celle de son adversaire, puisqu'il défendait à la fois sa chose et une opération incontestablement utile. A la brochure de Mirabeau il répon-

nous avons parlé des 3 millions donnés secrètement à Beaumarchais en 1776 et 1777 pour concourir aux fournitures américaines. N'est-il pas évident que si Beaumarchais n'avait pas rendu à M. de Vergennes un compte satisfaisant de l'emploi de ces 3 millions, il n'aurait pas reçu plusieurs années après, sous le ministère de ce même M. de Vergennes, millions en plus à titre d'indemnité?

dit par une brochure dans laquelle, contre son habitude, il se montrait parfaitement calme, modéré, occupé presque uniquement de réfuter les calculs de Mirabeau. Néanmoins, comme il est difficile de chasser complétement le naturel, il laissait échapper un calembour qui n'était pas d'un goût exquis; comparant les brochures de Mirabeau aux *Philippiques*, il les appelait des *mirabelles*, et de plus sa péroraison, sous une apparente courtoisie, laissait percer des doutes sur les motifs plus ou moins désintéressés qui avaient conduit la plume de Mirabeau. Il n'en fallait pas davantage pour faire bondir un lutteur qui ne demandait que plaie et bosse. La réplique ne se fit pas attendre; Mirabeau riposta par une seconde brochure dans laquelle, laissant à peu près de côté les *eaux de Paris*, il prenait l'auteur du *Mariage de Figaro* à la gorge, défigurait toute sa vie, et le secouait rudement au nom de la morale et de l'ordre public. Mirabeau, le ravisseur de femmes, défendant les bonnes mœurs contre Beaumarchais; Mirabeau, qui, au donjon de Vincennes, écrivait et faisait vendre sous l'anonyme de véritable ordures (1), reprochant à Beaumarchais la licence de ses écrits; Mirabeau enfin, le tribun futur qui devait invoquer les Gracques et Marius, demandant compte à Beaumarchais de ses attaques contre les *ordres* de l'état, m'a toujours paru un spectacle plus réjouissant qu'émouvant. Une circonstance suffira pour donner une idée de la bonne foi de Mirabeau dans cette polémique. Parmi les griefs allégués contre Beaumarchais, un de ceux sur lesquels il appuyait très vivement, c'étaient les relations de ce dernier avec Morande; l'amitié d'un tel homme était, disait-il, *un opprobre* pour l'auteur du *Mariage de Figaro*. Qu'on juge de la fureur de Morande en recevant à Londres le pamphlet de Mirabeau, quand on saura qu'il avait dans les mains les billets les plus charmans adressés à lui, Morande, par ce même Mirabeau, qui, peu de temps auparavant, se trouvant en Angleterre et ayant besoin du rédacteur du *Courrier de l'Europe*, l'invitait à dîner, se déclarait son meilleur ami et le courtisait de son mieux ! Il faut être très éloquent pour se permettre de pareilles audaces. Ce fait, que j'ai eu occasion de vérifier moi-même, me porte à penser qu'il doit y avoir quelque chose de vrai dans un petit détail du manuscrit de Gudin, destiné à expliquer la cause primitive des attaques de Mirabeau.

« Le comte de Mirabeau, dit Gudin, ne subsistait guère que d'emprunts, il vint trouver Beaumarchais; l'un et l'autre ne se connaissaient que de réputation, la conversation fut vive, animée, spirituelle entre eux; enfin le comte,

(1) Il ne s'agit point ici de la *correspondance de Vincennes*, qui ne mériterait point cette qualification, et qui d'ailleurs ne fut pas publiée par Mirabeau, mais de plusieurs ouvrages cyniques tels que l'*Erotika Biblion*, *Ma Conversion*, etc., que Mirabeau, dans sa prison, écrivait pour se procurer de l'argent, et dont, par une tolérance assez bizarre, la police lui facilitait la vente.

avec la légèreté ordinaire aux emprunteurs de qualité, demanda à Beaumarchais de lui prêter une somme de *douze mille francs*. Beaumarchais la lui refusa avec cette gaieté originale qui le distinguait. — Mais il vous serait aisé de me prêter cette somme, lui dit le comte. — Sans doute, lui répondit Beaumarchais; mais, monsieur le comte, comme il faudrait me brouiller avec vous au jour de l'échéance de vos effets, j'aime autant que ce soit aujourd'hui; c'est douze mille francs que j'y gagne. »

Après la seconde brochure de Mirabeau, on s'attendait à une riposte de Beaumarchais. A la grande surprise du public, ce dernier garda le silence. Soit qu'il jugeât que la partie n'était pas égale et que ce joûteur était trop fort pour lui ou avait moins à perdre, soit qu'il éprouvât ce besoin du repos que l'âge fait sentir aux êtres même les plus batailleurs, il prit le parti de se taire. Agit-il prudemment? Cela est douteux, car on verra bientôt un nouvel adversaire s'autoriser de ce premier témoignage de prudence pour attaquer à son tour Beaumarchais avec une fureur sans égale.

Quatre ans avaient passé sur cette querelle entre Mirabeau et Beaumarchais, le premier était devenu le grand Mirabeau, lorsqu'un beau jour, en 1790, fatigué à son tour des orages de la vie, il écrit à Beaumarchais la lettre suivante :

« Mon écriture ne pouvant pas vous déplaire, monsieur, lorsqu'elle est accompagnée d'un procédé que vous ne désapprouverez pas, je prends le parti de m'adresser à vous-même pour un éclaircissement qui vous regarde plutôt qu'à des intermédiaires.

« Très voisin de l'âge et surtout de la disposition d'esprit où, moi aussi, je ne veux penser qu'à mes livres et à mon jardin, j'avais jeté les yeux, dans les biens nationaux, sur les *Minimes* du bois de Vincennes; j'apprends que vous y pensez, on dit même que vous avez couvert l'enchère; il n'est pas douteux que si vous désirez ce joli séjour, vous le paierez beaucoup plus cher que moi, parce que vous êtes beaucoup plus en état de le faire, et cela posé, je trouverais très désobligeant de hausser à votre désavantage le prix d'un objet auquel je ne pourrais plus atteindre. Veuillez donc me dire si l'on m'a bien instruit, si vous tenez à cette acquisition, et de ce moment je retire mes offres; si, au contraire, vous n'avez qu'une velléité légère ou seulement le désir civique de concourir à ce que les ventes s'effectuent, sauf à vous défaire ensuite d'un bien probablement trop voisin de votre belle habitation pour que vous comptiez en faire votre maison de campagne, je suis persuadé que vous aurez le même procédé pour moi que moi pour vous, et que votre concurrence n'exagérera pas le prix de cette acquisition.

« J'ai l'honneur d'être parfaitement, monsieur, etc. MIRABEAU (l'aîné). »

« Le 17 septembre 1790. »

Voici la réponse de Beaumarchais :

« Je vais répondre à votre lettre, monsieur, avec franchise et liberté. Depuis longtemps je cherchais une occasion de me venger de vous; elle m'est offerte par vous-même, et je la saisis avec joie.

« Tous les motifs que vous citez sont en effet entrés dans mon projet d'acquisition. Un autre plus puissant s'y joint, et quoiqu'il soit assez bizarre, il n'est pas moins celui qui m'a le plus déterminé. A l'âge de douze ans, prêt à faire ma première communion (vous riez?), je fus conduit chez ces minimes. Un grand tableau du *Jugement dernier* qui était dans leur sacristie me frappa tellement l'esprit, que j'y retournais très souvent. Un vieux moine fort spirituel entreprit sur cela de m'arracher au monde; il me prêchait toutes les fois sur le texte du grand tableau en accompagnant son sermon d'un goûter. J'avais pris fort en gré sa retraite et sa morale, et j'y courais tous les jours de congé. Depuis, j'ai toujours vu ce clos avec plaisir, et aussitôt qu'on a mis en vente les biens de nos pauvres tondus, j'ai donné l'ordre de couvrir les enchères de celui-là. Autant de motifs réunis me rendent cette acquisition fort chère, mais ma vengeance me l'est encore plus, car je ne suis plus aussi bon que je l'étais dans mon enfance. Vous avez envie de mon clos, je vous le cède et me départs de toutes mes prétentions sur lui, trop heureux d'avoir mis enfin *mon ennemi entre quatre murailles!* Il n'y a plus que moi qui le puisse après la chute des bastilles.

« Si dans votre colère vous êtes assez généreux pour ne pas au moins vous opposer au salut de mon âme, réservez-moi, monsieur, le grand tableau du *Jugement dernier*. Mon dernier jugement sur lui est que c'est un fort beau morceau et fait pour honorer ma chapelle. Vous vous serez vengé de moi comme je me venge de vous. Si vous avez besoin de bons renseignemens ou même de mon concours pour la facilité de votre acquisition, parlez, je ferai là-dessus tout ce que vous voudrez, car si je suis, monsieur, le plus implacable de tous vos ennemis, mes amis disent en riant que je suis le meilleur de tous les méchans hommes. BEAUMARCHAIS. »

Les remerciemens de Mirabeau ne se font pas attendre :

« Il faut que j'aie été ravi à moi-même hier, comme en effet je le fus, monsieur, pour n'avoir pas répondu aussitôt à votre aimable lettre. La candeur de l'âge que vous y rappelez ne s'y trouve pas moins que sa gaieté et sa malice, et jamais forme plus piquante n'assaisonna un meilleur procédé. Oui, certes, le tableau qui vous est resté si vivement empreint dans l'imagination dans le cours d'une vie qui vous a nécessairement distrait un peu du *Jugement dernier* est à vous, si je deviens propriétaire de ce clos, et mon ambition à cet égard s'augmente d'un vœu : c'est de vous y voir venir chercher les vestiges de la sacristie et avouer qu'il n'est point de fautes inexpiables ni de colères éternelles. MIRABEAU (l'aîné). »

« 19 septembre 1790. »

Une lettre aimable de Beaumarchais termine cette correspondance :

« Je suis plus touché, monsieur, de votre lettre que je n'ose me l'avouer. Permettez donc que je vous adresse le bonhomme que j'avais chargé de me nettoyer cette affaire. Il a été un des experts de la municipalité; il vous expliquera ce que votre emplette a d'utile et le parti que l'on peut en tirer, ce qui vous apprendra, si vous ne le savez déjà, jusqu'où vous pouvez enchérir.

« Puisque mon badinage ne vous a pas déplu, recevez l'assurance la plus

sincère d'un oubli total du passé. Faites une salle à manger de mon antique sacristie, j'y accepterai avec joie un repas civique et frugal. Grâce à la révolution, personne n'est plus humilié de n'en offrir que de ce genre, et nous sommes tous enrichis de ce qu'elle a retranché aux dépenses de vanité qui nous appauvrissaient sans véritable jouissance. Messieurs les bons faiseurs, devenez bienfaisans en mettant fin à votre ouvrage; il sera toujours excellent, pourvu que vous l'acheviez vite.

« Agréez les salutations du cultivateur, BEAUMARCHAIS. »

C'est ainsi que le temps apaise les colères les plus ardentes. Ce projet de campagne et de repos était une de ces chimères dont se berçait aux heures de lassitude l'imagination de Mirabeau; il n'eut point de suite : l'homme des combats devait mourir sur la brèche. Il nous a semblé que cette correspondance pacifique, où chacun des deux anciens ennemis apparaît avec ses véritables allures, offrait plus de sincérité et par conséquent plus d'intérêt que leur querelle.

III. — LE PROCÈS KORNMAN.

Dans ce combat avec Mirabeau à propos des *eaux de Paris,* Beaumarchais avait donné au public l'idée d'un lutteur qui commençait à faiblir. C'était encourageant pour ceux qui pouvaient éprouver le besoin de se faire un nom aux dépens du sien, et il ne tarda pas à se voir assailli par un nouvel adversaire. En février 1787, au moment où il s'occupait de la première représentation de son opéra de *Tarare,* on répandit dans Paris à un très grand nombre d'exemplaires une brochure assez volumineuse et des plus virulentes intitulée : *Mémoire sur une question d'adultère, de séduction et de diffamation* pour le sieur Kornman contre la dame Kornman son épouse, le sieur Daudet de Jossan, le sieur Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais et M. Lenoir, conseiller d'état, ancien lieutenant général de police.

Ce mémoire d'une forme inusitée, imprimé même sans nom d'imprimeur, contenant une dénonciation adressée au public et non à la justice, était tout simplement signé Kornman; mais le style annonçait une plume plus exercée que celle d'un banquier alsacien. L'affaire dont il s'agit ayant eu, en raison des circonstances et des personnes attaquées, un immense retentissement, il faut expliquer d'abord par quel tour de force un avocat alors inconnu, et désirant exploiter à son profit la célébrité de Beaumarchais, avait pu l'englober dans un procès en adultère, auquel il était parfaitement étranger et qui couvait depuis six ans. En octobre 1781, Beaumarchais, se trouvant à dîner chez le prince de Nassau-Siegen, avait été vivement sollicité par le prince et la princesse de s'intéresser au sort d'une jeune femme que son mari tenait depuis six mois enfermée dans une maison de force en vertu d'une lettre de cachet, et d'unir

ses démarches à celles qu'ils faisaient eux-mêmes en sa faveur. Rendu prudent par l'expérience, Beaumarchais, avant de se mêler d'une chose aussi délicate, demanda tous les renseignemens possibles. On lui montra une requête touchante que cette jeune femme écrivait de sa prison au président du parlement. Elle était étrangère, née en Suisse, orpheline de père et de mère, mariée depuis l'âge de quinze ans à un banquier alsacien, à qui elle avait apporté une dot de 360,000 francs. Elle avait deux enfans, et elle était enceinte d'un troisième. Les affaires de son mari étant en mauvais état, elle avait voulu préserver sa dot dans l'intérêt de ses enfans, et son mari l'avait fait enfermer comme coupable d'adultère. Elle niait faiblement la faute que lui reprochait son mari, et qui, à ce qu'il paraît, était réelle; mais elle réclamait le droit de défendre librement devant la justice sa fortune et son honneur, et demandait à ne pas être condamnée à périr de souffrance en accouchant dans un lieu où l'on enfermait des folles et des prostituées.

Pour achever de décider Beaumarchais, on lui montra de plus des lettres écrites par le mari à l'homme qu'il accusait d'avoir séduit sa femme, et on lui présenta le séducteur : c'était un jeune homme élégant, spirituel, de mœurs un peu légères, nommé Daudet de Jossan, qui était assez lié avec le prince et la princesse de Nassau, et qui était petit-fils d'Adrienne Lecouvreur et du maréchal de Saxe (1).

Daudet, par la protection du dernier ministre de la guerre, le prince de Montbarey, avait obtenu la place, alors importante, de syndic-royal adjoint de la ville de Strasbourg. Cette situation lui donnant une certaine influence en Alsace, Kornman l'avait reçu chez lui à Paris. Daudet était devenu amoureux de M[me] Kornman, le mari en avait pris son parti, avait fait son ami de l'amant de sa femme, et avait utilisé son crédit auprès du ministre Montbarey jusqu'au moment où la retraite de ce ministre ayant fait perdre à Daudet sa place et son influence, l'époux débonnaire et complaisant s'était tout à coup transformé en Othello. A l'appui de son dire, Daudet présentait des lettres à lui écrites par Kornman et exprimant une tolérance tellement ignoble, que Beaumarchais n'hésita plus. Il courut chez les ministres, et, avec cette activité persévérante qu'il mettait à tout ce qu'il entreprenait, il obtint bientôt la révocation de la lettre de cachet et un ordre du roi enjoignant au lieutenant de police, M. Lenoir, de faire conduire la prisonnière dans la maison d'un médecin-accoucheur, où elle pourrait librement recevoir ses hommes d'affaires et discuter ses intérêts avec son mari. Ce dernier, voyant

(1) Le père de Daudet, directeur des greniers à sel de la ville de Strasbourg, avait épousé Françoise-Catherine-Ursule Lecouvreur, fille naturelle de la célèbre tragédienne et du maréchal de Saxe.

que sa femme lui échappait, essaya d'entrer en accommodement avec elle; cinq ans se passèrent ainsi, remplis par des tentatives avortées de réconciliation et par des commencemens de procès en séparation de biens. Dans l'intervalle, les affaires commerciales de Kornman allaient de mal en pis; il fut obligé de suspendre ses paiemens, et sa femme, à laquelle Beaumarchais, en raison même du premier service rendu, ne pouvait plus refuser des conseils, dut entamer contre lui des procédures à l'effet de garantir sa dot.

Les choses en étaient là, lorsque Kornman eut occasion de se lier avec le jeune avocat Bergasse, encore inconnu, ou plutôt connu seulement par l'extrême exaltation qu'il avait déployée dans des brochures en faveur des expériences magnétiques de Mesmer. Soit que Bergasse ait réellement ajouté foi aux récits plus ou moins fantastiques que lui faisait Kornman, soit qu'il ait vu là une belle occasion de se produire avantageusement, soit enfin qu'il ait été conduit par ces deux motifs réunis, toujours est-il que c'est lui qui détermina ce banquier à confier au public des détails qu'on aime généralement à tenir secrets. C'est sous l'impulsion du fougueux Bergasse que Kornman se décida à donner à son affaire tout l'éclat imaginable, en comprenant dans la même accusation sa femme et son complice présumé, Daudet de Jossan; le lieutenant-général de police, que Kornman soupçonnait aussi, à tort ou à raison, d'avoir été l'amant de sa femme, et qui, venant de quitter sa place, offrait l'avantage de pouvoir être attaqué utilement et sans danger; le prince de Nassau même, que Bergasse devait attaquer dans un second mémoire; enfin, mais surtout Beaumarchais, l'*affreux*, le *scélérat* Beaumarchais, qu'on présentait comme la cheville ouvrière du plus abominable complot contre toutes les lois divines et humaines.

Tel fut l'objet du premier mémoire publié au nom de Kornman, rédigé par Bergasse, et répandu par milliers dans Paris. Ce mémoire est parfois assez bien écrit, souvent chaleureux, souvent bouffi et incorrect, et surtout pompeux d'un bout à l'autre; mais, au point de vue de la logique, de la raison et du droit, il ne supporte réellement pas l'examen. C'est un véritable galimatias. Qu'y voit-on? Un mari qui raconte ou plutôt un avocat qui fait raconter à un mari, en style emphatique, avec une épigraphe en vers latins, les torts qu'il reproche à sa femme. Ce qui tendrait du reste à indiquer une certaine bonne foi chez Bergasse, au moins au début de l'affaire, c'est que, dans son exaltation continue, il oublie à tous momens qu'il revêt d'un style imposant des faits qui sont peu à l'avantage de son client. Il pourrait, par exemple, se dispenser de nous montrer ce mari poussant pendant un an la débonnaireté jusqu'à la tolérance la plus honteuse, pour faire ensuite enfermer sa femme aussitôt qu'il est ques-

tion de séparation de biens. Il pourrait se dispenser de faire avouer tout naïvement à ce mari que, s'il a attendu six ans pour faire du scandale, c'est que le lieutenant de police, qu'il accuse aussi d'être un des amans de sa femme, lui *avait promis une place dans les Indes.* Enfin n'est-il pas singulier qu'un mari, après avoir traîné sa femme dans la boue, après l'avoir accusée, non-seulement des désordres les plus graves et les plus multipliés, mais encore d'escroquerie et même de complicité dans je ne sais quelle histoire d'assassinat qui est un véritable roman, vienne conclure en définitive à ce qu'on lui laisse la femme et la dot, la dot apparemment parce qu'elle est bonne à garder, la femme parce qu'elle est, dit cet aimable mari, *plus égarée que coupable,* et qu'*il l'aidera à vivre environnée de l'estime qu'elle peut mériter encore?* Et cela pour arriver à appeler toute la rigueur des lois, non-seulement sur le suborneur ou les suborneurs, ce qui serait assez naturel au moins de la part d'un autre mari, mais sur Beaumarchais, contre lequel on n'articule aucun autre fait précis que celui d'avoir contribué à obtenir des ministres, en faveur d'une femme près d'accoucher dans une maison de force, la révocation d'une lettre de cachet! Pour que tout soit logique d'ailleurs dans les mémoires de Bergasse, on y lit les déclamations les plus ardentes contre les lettres de cachet.

Excité par l'exemple de Mirabeau, Bergasse le laisse bien loin derrière lui en excès de langage. Tout ce que la fureur peut inspirer d'expressions outrageantes et d'imputations flétrissantes, il le prodigue à Beaumarchais. Et comme si ce n'était pas assez de le qualifier « un homme dont la *sacrilége existence* atteste avec un éclat si honteux le *degré* de dépravation *profonde* où nous sommes *parvenus*, » dans un second mémoire, cet avocat, parlant en son nom, crie à Beaumarchais qu'il ne connaît pas, qu'il n'a jamais vu : « Malheureux! *tu sues le crime!* » En temps ordinaire et pour un public impartial, la réponse de Beaumarchais à de telles invectives eût été foudroyante, car il se contenta d'opposer, comme il disait, à du *Kornman-Bergasse* du *Kornman* tout pur, c'est-à-dire qu'à ce mari si pompeux de sensibilité, d'indignation et de vertu, à ce mari qui, par la plume de Bergasse, dissertait avec tant d'abondance sur la sainteté du lien conjugal, il opposa le mari réel, le mari écrivant, — pendant cette même année où la conduite de sa femme l'avait rempli d'indignation *dans son mémoire*, — à ce même séducteur détesté *dans son mémoire*, des lettres où il fait de ce suborneur son ami, son confident, son protecteur auprès des ministres, l'artisan de sa fortune, l'ami et la compagnie habituelle de sa femme. Il montra Kornman méritant par là le dilemme fort embarrassant que lui posa plus tard à l'audience l'avocat de Daudet : « Ou vous êtes le plus

atroce calomniateur, ou vous êtes le plus vil des époux; il vous faut choisir. »

Quant à Beaumarchais, après avoir ainsi constaté la moralité du plaignant, il ne lui fut pas difficile de démontrer jusqu'à la dernière évidence qu'il n'y avait aucun motif raisonnable de l'envelopper dans cette plainte en adultère (1). Malheureusement pour lui, le public s'inquiétait fort peu de savoir qui avait tort ou raison quant au fond de l'affaire, assez insignifiante par elle-même, mais qui l'emporterait dans cette guerre à mort qu'un nouvel adversaire déclarait à Beaumarchais; car, après l'éclat du premier mémoire, Bergasse, comprenant sans doute qu'il était peu décent pour lui de se soustraire à la responsabilité de ses attaques en empruntant le nom de Kornman, lorsque d'ailleurs tout le monde savait que ce mémoire était de lui, s'en était positivement déclaré l'auteur, et Beaumarchais l'ayant assigné, ainsi que Kornman, en diffamation au parlement, Bergasse eut à continuer le combat tout à la fois au nom de Kornman et au sien. Or il avait ici plusieurs avantages sur Beaumarchais. Jeune et à peu près inconnu, il n'avait ni ennemis ni envieux; doué d'un tempérament bilieux et d'une imagination très ardente, il avait une certaine emphase naturelle de style qui déjouait l'ironie de l'auteur du *Mariage de Figaro*, et la violence de ses périodes, souvent forcées, mais toujours ronflantes, ressemblait à l'entraînement d'une conviction. — Il n'était pas moins habile que violent, car, profitant des circonstances et des querelles du ministère et du parlement, qui suspendirent l'administration de la justice et firent traîner ce procès durant près de deux ans, il sut prendre exactement le même rôle qu'avait pris autrefois Beaumarchais au temps du procès Goëzman et associer cette querelle à toutes les préoccupations du jour. Le fond de l'affaire disparut ainsi sous les accessoires, et bientôt dans les mémoires de Bergasse il ne fut presque plus question de M. et de Mme Kornman, mais de l'exil du parlement et de la scélératesse de Beaumarchais, qu'il accusait d'être vendu aux ministres; de la liberté de la presse, des états-généraux, des droits de

(1) Beaumarchais étant un peu suspect en ce qui regarde les femmes, j'ai mis le plus grand soin à chercher dans ses papiers s'il avait réellement servi Mme Korman en chevalier *désintéressé*. Il m'a été démontré d'abord qu'il ne la connaissait nullement quand il avait contribué à la faire sortir de prison, et ensuite qu'en l'aidant plus tard de ses conseils dans ses débats d'intérêt avec son mari, il avait été pour elle un ami, et rien de plus. — Elle l'appelle dans ses lettres *mon cher papa*, et il me paraît en effet jouer auprès d'elle un rôle purement paternel. Ce serait donc précisément un des actes les plus louables, les plus désintéressés de la vie de Beaumarchais, qui lui aurait valu le plus d'insultes et le plus de tracas. C'est ce qui le fait s'écrier dans ses mémoires sur cette affaire: « Grand Dieu! quelle est ma destinée! je n'ai jamais rien fait de bien qui ne m'ait causé des angoisses, et je ne dois tous mes succès, le dirai-je?... qu'à des sottises! »

la nation, et de *la scélératesse* de Beaumarchais, ennemi des droits de la nation. Tous les oisifs se mêlèrent naturellement à ce débat, qui fut une des grandes affaires du temps. Pendant les deux ans qu'il dura, il se publia près de quatre cents brochures à ce sujet, Bergasse y faisant entrer tous les noms plus ou moins impopulaires qui se rencontraient sous sa plume, et chaque personnage désigné publiant à son tour des réponses et des explications. Beaumarchais n'écrivit que trois mémoires dans l'affaire Kornman; ils sont incontestablement plus faibles que ceux qu'il écrivit contre Goëzman et autres. Il a ici tellement raison quant au fond du débat, qu'il ne sait pas se défendre sur les accessoires qu'on entasse pour l'en accabler. Vainement ses amis lui recommandent d'éviter les formes de la raillerie, qui ne prendraient pas, attendu que Bergasse a su monter l'affaire au ton d'une grande question de morale publique, dans laquelle il se pose comme défenseur de la vertu contre un *tas d'hommes pervers :* comme l'opinion incline à l'accepter dans ce rôle, il faudrait l'en dépouiller avec gravité et lui opposer une véhémence égale à la sienne; mais Beaumarchais commence à vieillir, il a des habitudes d'esprit auxquelles il ne peut plus renoncer. Non content de prouver qu'il n'y a dans tout ceci aucun reproche à lui faire, ce qui est très vrai, il se permet des quolibets sur Kornman qui gâtent sa situation, et prêtent le flanc aux philippiques austères de Bergasse.

Ce dernier d'ailleurs en prend fort à son aise sur le droit qu'aurait, suivant lui, le premier venu d'exploiter la réputation d'un homme célèbre en l'accablant d'outrages. « Je n'ai, dites-vous, écrit que des faits faux; j'ai donc encouru toutes les peines destinées à la calomnie : eh bien! dans cette supposition même (évidemment fausse), le sieur Kornmann m'aurait trompé, vous auriez le droit de l'attaquer et de demander justice de son imposture; mais moi, dont les intentions ont été si pures, la conduite si franche, le but si digne d'éloges, je serais toujours au-dessus de vos atteintes... Mais, dites-vous, nous vous poursuivons, non pas parce que vous avez rédigé les mémoires du sieur Kornman, mais parce que vous nous y avez peints sous les traits les plus odieux... C'est-à-dire, s'écrie Bergasse, que vous voulez qu'on me punisse de ce que je suis moi, et non pas un autre, de ce que je n'ai pas écrit avec vos facultés, mais avec les miennes... » Et comme les facultés de Bergasse sont essentiellement tournées à la virulence, après avoir, durant deux ans, accumulé toutes les insultes sur Beaumarchais, sur M. Lenoir, sur le prince de Nassau, etc., à la dernière audience il leur administre encore cette péroraison : « Qu'ils apprennent, ces pervers, que je ne cesserai jamais de les poursuivre; que tant qu'ils seront impunis, je ne me tairai pas; qu'il faut qu'on m'immole à leurs

pieds, ou qu'ils tombent aux miens. L'autel de la justice est dans ce moment pour moi l'autel de la vengeance, et sur cet autel, *désormais funeste,* je jure que jamais il n'y aura de paix entre nous...., que je m'attacherai à eux comme le remords à la conscience coupable. Et vous, qui présidez ce tribunal auguste, vous, l'ami des mœurs et des lois, vous dans lequel nous admirons tous, etc., etc., recevez mes sermens! » Les nombreux admirateurs de Bergasse trouvaient cela sublime.

Le parlement reçut les sermens de ce fougueux avocat pour ce qu'ils valaient, et quoiqu'il eût avec soin entremêlé sans cesse les flatteries envers ses juges aux invectives contre l'auteur du *Mariage de Figaro,* le parlement le déclara *calomniateur,* par un arrêt du 2 avril 1789; il le condamna envers Beaumarchais et chacun de ceux qu'il avait insultés à *mille livres* de dommages-intérêts avec défense de récidiver, *sous peine de punition exemplaire.* Kornman fut condamné aux mêmes peines, et de plus, vu les preuves de sa coupable tolérance, déclaré non recevable dans sa plainte en adultère contre sa femme et Daudet de Jossan.

Il fallut au parlement un certain courage pour rendre cet arrêt, car cette lutte si prolongée avait eu pour résultat de faire à Beaumarchais une impopularité effrayante. Assailli chaque jour de lettres anonymes furibondes, attaqué même une fois dans la rue, il ne pouvait plus sortir le soir qu'armé et accompagné. Bergasse, au contraire, était devenu pour un moment l'idole du public; cette foule qui encombrait la grande salle du parlement, cette foule qui, aux temps du procès Goëzman, portait Beaumarchais en triomphe, accueillit sa victoire avec des murmures, réservant pour son adversaire toutes ses sympathies et toute son admiration. Pourtant, dans cette affaire, la situation de Beaumarchais était incontestablement, en morale et en droit, plus nette que dans l'affaire Goëzman; mais, comme il avait autrefois un peu abusé peut-être de la faveur de l'opinion, la Providence voulait sans doute qu'il eût à subir toutes les amertumes de son injustice.

Le lendemain, les amis de Bergasse disaient que Beaumarchais avait acheté le parlement. Il l'avait si bien acheté, que je ne puis m'empêcher de transcrire ici un détail intéressant que je trouve dans ses papiers, et qui prouve que le vrai parlement n'avait rien de commun, sous le rapport de l'intégrité, avec le parlement Maupeou.

Dans cette cause célèbre, où figuraient les cinq ou six premiers avocats de Paris, débutait comme avocat-général un jeune magistrat de vingt-neuf ans, Dambray, qui fut depuis chancelier de France sous la restauration. Après les plaidoiries, à la dernière audience, Dambray avait eu à donner ses conclusions et à dégager la cause de

tout le fatras compliqué dont elle avait été surchargée. Obligé de parler pendant plusieurs heures et suffoqué par la chaleur, le jeune avocat-général s'était évanoui deux fois; après chaque défaillance, il reprenait son argumentation où il l'avait laissée, avec autant de présence d'esprit que si elle n'eût pas été interrompue; il la poursuivait avec une éloquence pleine de force et de lucidité. Sans s'inquiéter de la soudaine popularité de Bergasse ou de l'impopularité de Beaumarchais, il avait conclu pour la justice et dicté en quelque sorte à la conscience des magistrats l'arrêt qui venait d'être rendu.

Plusieurs jours après cet arrêt, Beaumarchais, éprouvant le besoin de satisfaire un mouvement de reconnaissance envers Dambray et ne sachant trop comment s'y prendre pour ne pas effaroucher sa délicatesse, fait remettre chez son portier une boîte contenant un superbe camée avec ce billet anonyme, et qu'il n'avait pas écrit de sa main :

DÉLIVRANCE DE LEGS.

« Ce portrait de Cicéron antique et gravé sur *péridot*, pierre fine de la première qualité après l'émeraude, était la bague chérie que portait toujours M. d'Émery, le plus célèbre antiquaire du XVIIIe siècle; en mourant, il l'a laissée en dépôt à l'un de ses amis, sous condition de la remettre à l'homme le plus éloquent qu'il rencontrerait : elle appartient sans conteste à M. Dambray.

« On a eu le respect de ne pas faire repolir la pierre, de crainte d'altérer la parfaite ressemblance de l'ancien Cicéron en la présentant au moderne. »

Le lendemain, Beaumarchais voit revenir sa boîte avec la lettre qui suit :

« On m'a remis hier au soir, monsieur, une petite boîte contenant un portrait de Cicéron fort artistement gravé sur une pierre fine *de la première qualité après l'émeraude*, à ce que m'apprend un billet beaucoup trop obligeant, dans lequel on porte la flatterie jusqu'à me comparer à l'orateur de Rome; je n'ai pu attribuer qu'à l'enthousiasme d'un plaideur qui a gagné son procès et qui ne me connaît pas un cadeau qui ne me convient sous aucun rapport. J'ai questionné mes gens pour en connaître l'auteur, et le récit de mon portier qui a reconnu votre laquais ayant confirmé mes premiers soupçons, je m'empresse, monsieur, de profiter de cette découverte pour vous prier de vouloir bien reprendre un bijou qu'une juste délicatesse ne me permet pas d'accepter.

« Sous quelque forme qu'un présent soit offert, il ne cesse pas d'être un présent, et jamais un magistrat ne doit en recevoir.

« J'ai l'honneur d'être, monsieur, etc. DAMBRAY. »

« Paris, le 25 avril 1789. »

Beaumarchais répond en protestant que le cadeau n'est pas de lui; mais le jeune avocat-général, convaincu du contraire, persiste dans son refus. Voilà comment Beaumarchais avait acheté le parlement qui

venait de condamner Bergasse. Il est vrai cependant, comme on l'a dit, que s'il gagna son procès devant la justice, il le perdit cette fois devant l'opinion et fit la fortune de Bergasse, qui, quoique déclaré calomniateur par un arrêt, dut à cette seule affaire une célébrité éclatante, et se vit du premier coup appelé à l'assemblée constituante, où sa célébrité ne se soutint pas.

La Harpe, tout en se déclarant *indigné des calomnies aussi odieuses qu'absurdes* dont Beaumarchais avait été si souvent l'objet, trouve abominable que ce dernier se soit permis de donner plus tard au personnage du traître, dans son drame de *la Mère coupable*, le nom irlandais de *Begearss*, destiné à rappeler celui de Bergasse, et qui en réalité le rappelle assez peu. La Harpe, qui portait dans les moindres querelles littéraires une rancune si âpre et si tenace, en parle ici bien à son aise. Quoi! un homme à qui vous n'avez jamais fait le moindre mal vous aura traîné pendant deux ans dans la fange et traité comme le dernier des scélérats, et on sera inexcusable de l'avoir transformé en traître de mélodrame sous un anagramme irlandais! « En vérité, dit avec raison Arnault à ce sujet, la vengeance était moins cruelle que l'outrage qui l'avait provoquée. J'ai connu, ajoute-t-il, Bergasse et Beaumarchais : rien de plus opposé que leur caractère; avides de renommée l'un et l'autre, ils l'obtinrent d'abord par des écrits publiés à l'occasion d'un procès; mais dans ses mémoires, Beaumarchais se défendait, et dans les siens Bergasse attaquait. Tourmenté par la bile, Bergasse, honnête homme sans contredit, était de l'humeur la plus morose. Rien de plus gai au contraire que Beaumarchais, qui était, quoi qu'on en ait dit, un fort galant homme et, de l'aveu de tout le monde, un des hommes les plus aimables qu'on pût rencontrer. »

Ce témoignage impartial d'Arnault écrivant quarante ans après l'événement nous permet au moins de conclure que, si en effet Bergasse était foncièrement un honnête homme, il se conduisit ici comme un homme méchant, ce qui n'est pas permis, même aux plus honnêtes gens. Sans raison et sans droit, par ambition de renommée, par violence de caractère, il poussa contre Beaumarchais la fureur jusqu'aux derniers excès de l'outrage et de la calomnie; il fit à sa réputation une blessure cruelle dont elle ne s'est jamais bien guérie, et lorsque la révolution éclata, l'auteur du *Mariage de Figaro*, qui aurait pu espérer d'être accueilli sous le régime nouveau avec quelque faveur, vit commencer pour lui la période de la décadence et de l'impopularité.

LOUIS DE LOMÉNIE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1853.

Au moment où les événemens peuvent se presser en Orient, au moment où chacun les interroge avec anxiété pour savoir s'ils vont suivre leur cours, ou s'ils vont s'arrêter tout à coup devant quelque expédient suprême tenu en réserve par l'esprit de conciliation, résumons encore une fois les faits les plus récens dans ce qu'ils ont de plus caractéristique, d'incohérent même souvent et de contradictoire. La vérité est qu'il n'est point de jour où quelque changement de décoration ne survienne dans cette terrible question. La nouvelle de la veille n'est plus déjà celle du lendemain; les bruits se succèdent pour se détruire l'un l'autre. Ceux qui se croient le mieux informés risquent fort d'être en retard d'une dépêche, et naturellement les craintes varient comme les espérances. Oscillations singulières dont on ne se rendrait pas compte, si on n'en pénétrait le secret, si on ne savait d'où elles naissent et où elles tendent! Au milieu de toutes les alternatives par lesquelles est déjà passée la question orientale depuis qu'elle est devenue la plus puissante préoccupation de l'Europe, il y a deux tendances permanentes qu'il est facile de reconnaître : il y a ce qu'on pourrait appeler la logique des choses; il y a la fatalité des passions, des antagonismes; il y a en un mot cet amas de difficultés en apparence invincibles, qui semble inévitablement conduire à une guerre entre la Russie et la Turquie, et il y a en même temps la crainte d'une conflagration universelle qui domine les conditions du différend local et ramène incessamment à la paix. L'une de ces tendances se traduit en froissemens, en manifestes, en commencemens d'hostilités; l'autre se traduit en négociations, en médiations, en combinaisons toujours inutiles jusqu'ici et toujours reprises. L'imminence des conflits rappelle la diplomatie à l'œuvre dès que les faits deviennent trop pressans, et l'impuissance de la diplomatie, quand elle devient trop patente, ne laisse plus de place qu'aux incalculables conséquences d'une lutte déclarée. C'est ainsi qu'on va depuis six mois, flottant entre la

paix et la guerre, voyant chaque jour se rétrécir le terrain des arrangemens possibles et diminuer les moyens de conciliation, jusqu'à ce qu'enfin, par un suprême effort, il faille bien en venir à un dénouement; et plus on approche de ce dénouement, plus il semble qu'on voie ces deux tendances dont nous parlons se mêler, agir à la fois et se disputer la solution de cette périlleuse crise politique dont l'issue reste encore un mystère.

En ce moment même, par exemple, est-ce la paix, est-ce la guerre, qui triomphe en Orient? C'est la guerre et la paix tout à la fois, pourrait-on dire, tant il est difficile de caractériser la situation actuelle sur la simple apparence des choses. La réalité est qu'à l'instant où la guerre était définitivement proclamée entre la Russie et l'empire ottoman, les représentans des quatre grandes puissances occidentales à Constantinople faisaient une dernière tentative et obtenaient du divan un répit d'une semaine dans l'ouverture des hostilités. Comment ces faits se sont-ils produits, et quelle en est la signification réelle? Il suffit de les indiquer en les rapprochant de leur date. Il y a peu de jours, comme on sait, après six mois d'attente, d'incertitudes et d'efforts infructueux, la question d'Orient semblait décidément sortir du domaine des négociations et passer sur un autre terrain, sur le terrain de l'action. On a pu lire le dernier manifeste où la Sublime-Porte résumait ses griefs avant d'accepter la lutte. On connaît la lettre par laquelle le prince Gortchakoff était sommé, au nom du gouvernement ottoman, d'évacuer les provinces moldo-valaques. Placée sous le coup de l'invasion d'une partie de son territoire et en présence de l'insuccès trop évident de la médiation européenne, comment la Turquie aurait-elle pu agir autrement? Elle ne le pouvait sous peine d'abdication. Que manquait-il à cette situation pour constater un pur et simple état de guerre? Était-ce un engagement effectif entre les troupes des deux pays? était-ce le sang répandu? Dans le fait, cet engagement a eu lieu, et le sang a été versé, à ce qu'il semble. Une flottille russe ayant tenté de forcer le passage du Danube a essuyé le feu de la forteresse turque d'Isactcha, entre Reni et Ismaïl. Un lieutenant-colonel russe, trois officiers et un certain nombre de matelots ont été tués, sans compter les blessés, à la suite de quoi les Russes, assure-t-on, ont brûlé la forteresse d'Isactcha. C'est le 23 octobre que cet engagement avait lieu sur le Danube, bien que sur un point assez différent de la ligne principale d'opération des deux armées. Or, qu'on le remarque, c'est le 21 que se produisait à Constantinople le fait, révélé par *le Moniteur*, d'une tentative nouvelle faite auprès du divan par les représentans des grandes puissances. C'est le 21, sinon avant, que les ministres européens obtenaient du sultan l'ordre d'ajourner le commencement des hostilités jusqu'au 1er novembre, à moins que les hostilités ne fussent déjà ouvertes, auquel cas l'ordre devait être considéré comme non avenu.

Maintenant il découle de ceci un certain nombre de questions qui ne sont point sans importance. D'abord l'engagement qui a eu lieu sur le Danube, postérieurement à cette récente tentative, est-il de ceux qui annullent virtuellement l'ordre du sultan? On ne saurait hésiter sans nul doute sur le sens à donner à cette parole, si les ministres européens étaient en mesure de proposer un moyen sérieux et efficace d'arrangement. La paix d'une por-

tion du continent, du continent tout entier peut-être, ne saurait être à la merci d'un incident qui s'est passé en dehors même de l'action immédiate des chefs des deux armées. Mais les représentans de l'Europe à Constantinople possèdent-ils effectivement par devers eux tous les élémens d'une conclusion définitive et pacifique de ce déplorable différend? N'ont-ils pas eu au contraire à en référer à leur gouvernement respectif? Et dans ce cas, à quoi pourrait servir un laps de temps si court, qui est expiré déjà ou qui va expirer? D'un autre côté, cette courte et insuffisante suspension pourrait-elle être considérée comme le préliminaire d'une trêve un peu plus longue laissée à une médiation plus décisive et plus heureuse? C'est là ce qu'on peut se demander, et ce que les événemens viendront promptement éclaircir sans doute. Aussi bien, quelque poids que doivent nécessairement avoir les circonstances nouvelles, elles ne nous semblent point changer essentiellement l'état de la question. C'est une phase de plus dans cette lutte entre les deux tendances que nous signalions, — entre la fatalité d'un différend qui, pris en lui-même, semble ne pouvoir se dénouer que par la guerre — et le besoin supérieur de la paix qui s'interpose sans cesse pour conjurer, ajourner ou faire cesser les conflits. Dans ces termes, les considérations que publiait, il y a quatre jours, *le Moniteur* ne sont point sans être encore applicables à la situation actuelle. Que disait en effet cette déclaration? Elle montrait les hostilités sur le point de s'ouvrir entre la Russie et la Turquie; elle représentait la France et l'Angleterre comme profondément intéressées à l'intégrité de l'empire ottoman et prêtes à suivre en commun les événemens par l'entrée simultanée de leurs flottes dans les Dardanelles; elle laissait voir enfin, en ce qui touche l'Autriche et la Prusse, une différence de jugement et de conduite plutôt qu'une différence d'intérêts, expliquant ainsi comment les puissances allemandes se séparent de l'Angleterre et de la France dans les démonstrations maritimes des deux gouvernemens, comment leur concours est naturel dans l'œuvre diplomatique qui peut rester à poursuivre encore : de sorte qu'en réalité, aujourd'hui comme hier et demain comme aujourd'hui, il y a toujours ce double fait, — un conflit local possible et un intérêt européen servant en quelque sorte de limite à ce conflit et le dominant à un moment donné. Il y a toujours en un mot une question turque et une question européenne. Quels que soient les incidens secondaires, c'est la considération supérieure qui est la raison et la clé de tout, plus manifestement encore dans la crise actuelle que dans les crises précédentes de l'Orient.

Ce qu'on peut dire de la Turquie au moment où la diplomatie cherche encore une fois à lui épargner les horreurs de la guerre, et quant à l'intérêt de sa préservation propre comme état souverain, c'est que lorsqu'elle s'est sentie en présence d'une lutte inévitable et imminente, elle s'y est résolue avec une certaine fermeté virile. Au milieu de toutes les causes d'impuissance et de ruine qui travaillent cette masse incohérente de l'empire des Osmanlis, il s'est retrouvé quelque chose de ce soulèvement de l'instinct national qui est l'honneur des peuples ayant beaucoup vécu par la guerre et espérant toujours se relever par elle. C'est le témoignage que rendent à la Turquie ceux qui la visitent en ce moment, et qui la voient à l'œuvre dans ses vastes préparatifs guerriers. Il ne faut point tout accepter sans doute, il ne faut pas se

prêter à toutes les illusions; mais enfin, engagée la première pour elle-même, la Turquie a cherché à se sauver par elle-même, fût-ce au risque de déranger parfois les combinaisons de l'Europe; elle a formé des armées nombreuses, les plus considérables peut-être qu'elle ait eues depuis longues années. L'une de ces armées, sous les ordres d'Omer-Pacha, occupe la ligne du Danube. Une seconde armée de réserve se forme à Andrinople pour protéger la seconde ligne de défense des Balkans, rempart de Constantinople en Europe; un troisième corps, sous les ordres d'Abdi-Pacha, est en Asie. A ceci il faut joindre les forces navales, également augmentées. Qu'on écarte toutes les exagérations, la Turquie a sans doute aujourd'hui au moins deux cent mille hommes sous les armes pour sa défense, et il n'est point certain que pour le moment la Russie puisse disposer de beaucoup plus pour soutenir la lutte.

Par malheur, quelque importante qu'elle soit, ce n'est point la plus grosse question pour la Turquie de lever des hommes et des contingens; il faut les payer et les faire vivre, ce qui est l'unique moyen de les tenir disciplinés. Le gouvernement turc y a réussi jusqu'ici, et, chose singulière même, là où les armées turques se trouvent concentrées, elles exercent, dit-on, moins de vexations que les armées russes; mais combien de temps cela durera-t-il? C'est le grand problème : aussi les finances sont-elles devenues une des plus sérieuses préoccupations du gouvernement ottoman. C'est l'explication de la rentrée au ministère de l'un des hommes d'état remarquables de la Turquie, de Safeti-Pacha, qui s'est déjà distingué par d'intelligentes opérations financières. A la rentrée de Safeti-Pacha se lie la pensée d'un emprunt à négocier en Europe, et même le ministre du commerce aurait quitté Constantinople pour se rendre en France et en Angleterre. Ainsi renaîtrait cette pensée d'un emprunt contracté en Europe, qui a si tristement avorté il y a quelque temps, et à laquelle la nécessité semble ramener les hommes d'état ottomans. Ce n'est pas seulement à titre d'expédient en vue d'une campagne que ce projet devrait être admis par le cabinet turc, c'est comme système politique, autant qu'emprunter puisse être un système. Nous n'avons point le dessein d'élever encore des hypothèses sur l'avenir de la Turquie; mais enfin il n'est point douteux que le plus sûr moyen de vivre pour elle, c'est de s'identifier le plus possible avec l'Europe, de se lier à elle par de nombreux et intimes rapports, de créer de ces solidarités d'intérêts souvent plus puissantes que les solidarités politiques et qui en sont le gage. C'est au même titre de pensée politique que les gouvernemens de l'Occident devraient aider à la réalisation du projet auquel revient le cabinet turc. Puisqu'on veut l'indépendance de l'empire ottoman, il faut bien que cette indépendance s'appuie sur quelque chose; quand elle s'appuiera sur des intérêts nombreux qui auront leurs ramifications en Europe, elle sera indubitablement une réalité plus forte et moins problématique qu'elle ne l'est actuellement. Cela n'exclut pas l'intérêt politique, cela ne fait que le corroborer au contraire. C'est ainsi que cet emprunt est un des élémens de la crise qu'il s'agit de conjurer aujourd'hui, au moment où elle semble être arrivée à son degré le plus extrême.

L'intervention toute récente des représentans des quatre cours alliées à Constantinople sera-t-elle plus heureuse que les précédentes tentatives de médiation? Rien ne serait véritablement plus désirable que le succès de cet

effort nouveau à l'heure actuelle, où les armées de la Russie et de la Turquie, bien qu'étant en présence, ne se sont point encore vues de trop près. Que peut-il arriver en effet, une fois les hostilités sérieusement engagées? Si la Russie est victorieuse, pense-t-on que le tsar, après avoir refusé jusqu'ici de modifier ses prétentions, consente à les modérer dans sa victoire? Et alors, qu'on y réfléchisse bien, quelle sera la situation de l'Angleterre et de la France, qui ont jugé les conditions du cabinet de Saint-Pétersbourg incompatibles avec l'intégrité de l'empire ottoman, c'est-à-dire avec la sécurité de l'Europe? Si ce sont les Turcs qui ont l'avantage dans une première campagne, si l'armée russe a des revers à supporter, pense-t-on qu'au point où en sont les choses, l'empereur Nicolas se résigne à une défaite? La Russie peut n'avoir point en réalité, dans ce moment, plus d'hommes prêts au combat que la Turquie; mais sa force et son avantage, c'est qu'elle peut les renouveler, et il ne faut point demander sérieusement si, rejetée dans ses frontières, elle se tiendrait pour bien condamnée par un premier combat. De toutes façons ainsi une médiation est de nature à devenir plus difficile à mesure que les événemens se développeront. Difficile aujourd'hui, elle peut devenir impossible dans la suite par la force même des choses. Ce sont là des considérations qui ne doivent pas certainement trouver indifférentes l'Autriche et la Prusse, — l'Autriche, qui doit bien attacher quelque prix à ne point voir les bouches du Danube passer exclusivement entre les mains de la Russie, la Prusse, qui est la première intéressée sans nul doute à ce qu'il ne soit point touché à la carte politique de l'Europe. En présence d'un intérêt commun si évident et si pressant, comment se fait-il donc qu'on n'ait abouti à rien jusqu'ici? C'est que chacun a eu ses vues, ses propositions, ses moyens d'arrangement; chacun a prétendu agir d'une manière distincte, et de cette différence d'action il est résulté une absence à peu près complète d'action efficace. L'Autriche et la Prusse, mues par des raisons propres, se sont tenues dans une réserve toute spéciale. L'Angleterre elle-même a quelquefois peut-être refusé de suivre la France, soit par des considérations intérieures, soit afin de ne pas trop se détacher de la Prusse et de l'Autriche et de conserver au moins l'apparence de l'union entre les quatre grands états de l'Occident : chose utile sans doute, mais à une condition, c'est que cette union se manifeste d'une manière active et décisive. Or voici incontestablement l'heure où cette action commune doit s'exercer avec autorité. Faut-il croire que l'Angleterre et la France, comme on l'a dit, ont réussi à trouver un moyen acceptable pour la Russie et pour la Turquie? Faut-il croire que la Prusse a mené à bonne fin la pensée d'une médiation nouvelle?

Le rôle de la Prusse d'ailleurs, dans ces derniers temps, n'est point sans offrir quelques particularités curieuses. Au moment où s'ouvrait la conférence d'Ollmütz, il s'était formé deux partis, à ce qu'il paraît, à la cour de Berlin : l'un, composé de la reine, du général de Gerlach, considéré comme le chef du parti féodal, et de plusieurs autres personnes influentes, poussait le roi à faire le voyage d'Ollmütz, où il avait été très pressé de se rendre par l'empereur Nicolas; l'autre, à la tête duquel se trouvait M. de Manteuffel, était formellement opposé à ce voyage. Or le roi de Prusse a une considération singulière pour son président du conseil. Qu'en résultait-il? C'est que, par

une de ces subtilités qui entrent parfois dans l'esprit si distingué du monarque prussien, Frédéric-Guillaume n'allait point à Ollmütz comme souverain, mais il allait peu après à Varsovie comme beau-frère du tsar, qui l'invitait à ce titre. Sous une forme ou sous l'autre, était-ce un moyen de compromettre la politique prussienne? Toujours est-il que le roi de Prusse ne s'engageait en rien. La preuve en est dans le voyage fait par l'empereur Nicolas à Potsdam, pour chercher à agir sur l'esprit de M. de Manteuffel; mais là encore le tsar rencontrait une résistance invincible. M. de Manteuffel s'en tenait à la politique de neutralité, et en même temps il nourrissait, dit-on, la pensée de provoquer une nouvelle conférence diplomatique en Allemagne. Ce que nous voulons noter surtout, c'est cette pensée universelle de nouveaux efforts pour empêcher la paix d'être entamée, si l'on nous permet ce terme. Quoi qu'il en soit, les gouvernemens, il nous semble, ne sauraient se faire illusion. S'ils sont décidés à n'intervenir à aucun moment d'une manière efficace entre la Russie et la Turquie, ils n'ont certes rien à faire de plus qu'ils n'ont fait. Si l'intégrité de l'empire ottoman n'est point un vain mot à leurs yeux, il faut qu'ils sachent que leur intervention est plus difficile aujourd'hui qu'hier, qu'elle sera plus difficile demain qu'aujourd'hui, si elle n'est point impossible, sans mettre en péril la paix du continent, — tandis qu'une action commune dans un moment opportun et décisif eût suffi sans nul doute pour tout sauver et tout empêcher.

Mais n'admire-t-on pas ce qu'il y a parfois d'ironie secrète dans les événemens? Tandis que ces faits se déroulent et agitent l'Europe, tandis qu'en Angleterre même il se tient une foule de *meetings* qui ne sont pas tous fort sérieux, les uns pour les Turcs, les autres contre les Turcs, voici un *meeting* beaucoup moins sérieux encore qui vient dire son mot sur les affaires d'Orient : c'est le congrès de la paix. Hélas! combien en faudrait-il de ce genre pour qu'on finît par ne se plus entendre dans le monde? Le congrès de la paix de cette année s'est tenu à Édimbourg, et M. Cobden y a figuré avec éclat. M. Cobden est un homme d'esprit gâté par une campagne heureuse contre les lois des céréales; maintenant c'est contre le bon sens qu'il s'escrime, et il y réussit parfois au-delà de ses désirs. Il veut établir la paix universelle, et il commence par demander que l'Angleterre intervienne en faveur de la Russie, si elle intervient dans un sens quelconque. Il faut tout dire cependant : M. Cobden n'est point sans voir juste quand il dit que rien de ce qui arrive n'eût été possible sans les défiances qui existent entre les gouvernemens les plus intéressés à agir en commun, de même qu'il a bien quelque droit de rappeler ses paris, tout humoristiques qu'ils fussent, engagés l'an passé contre ceux qui cherchaient sérieusement à précautionner l'Angleterre contre une descente de la France. Malheureusement M. Cobden a souvent une manière de servir les bonnes causes qui ne laisse point de les compromettre, ne fût-ce que par la compagnie dans laquelle il les place.

Ce ne serait point certainement se hasarder beaucoup, de supposer que les agitations soulevées par la crise extérieure des affaires d'Orient ont pu aller remuer plus d'une espérance dans les profondeurs des partis révolutionnaires. Toute difficulté qui s'élève dans la vie d'un pays ou de l'Europe en général semble une chance pour ces partis et une issue naturelle par où il leur sera

permis de rentrer sur la scène où ils ont régné un moment. Aussi parlait-on récemment d'une alliance nouvelle entre M. Kossuth et M. Mazzini, quelque peu refroidis l'un envers l'autre, comme on sait, par la dernière insurrection de Milan. Il n'est rien de tel que l'insuccès pour mettre la guerre civile entre les dieux de l'olympe révolutionnaire; il n'est rien de tel que la possibilité entrevue de quelque intervention nouvelle pour les réconcilier, et c'est là, il faut le dire, une manière particulière de rendre plus sensible l'intérêt qui s'attache au maintien de la paix de l'Europe. Faut-il voir un des épisodes de cette effervescence dans les arrestations qui viennent d'avoir lieu en France? Elles ne sauraient évidemment avoir toutes le même caractère, et il en est d'assez nombreuses qui ont été suivies d'une prompte mise en liberté. D'autres semblent plus sérieuses, et parmi celles-ci on compte, à ce qu'il paraît, l'arrestation d'un délégué de l'émigration de Londres, ancien commissaire de la république de 1848 dans ses premiers temps. Quoi qu'il en soit, c'est sur un certain nombre de points à la fois que des mesures de rigueur ont été prises et que des investigations ont été opérées. Si une pensée d'agitation a pu être conçue quelque part, elle contraste singulièrement à coup sûr avec l'état du pays, bien plus occupé de pourvoir à ses intérêts que de faire honneur à la mémoire de la république par la lecture clandestine de quelque brochure démagogique. Ce serait là, dans tous les cas, comme nous le disions, la conséquence d'une crise extérieure prolongée allant réveiller les passions militantes là où elles existent encore.

Veut-on voir une autre conséquence possible de cette crise dans un domaine différent? Si les complications actuelles s'aggravaient, elles auraient évidemment pour premier effet de porter un coup singulier à cet immense mouvement qui s'est fait sentir partout, dans l'industrie, dans le commerce, dans les finances. Récemment encore, le gouvernement publiait un relevé des recettes publiques depuis le commencement de 1853. Or que résulte-t-il de ce relevé? C'est que les revenus publics n'ont cessé de s'accroître, et que la présente année offre une augmentation assez notable sur l'an dernier. Le mois de septembre 1853 a produit sept millions de plus que le mois de septembre 1852. Le troisième trimestre de l'année courante a produit dix-sept millions de plus que la période identique de l'année dernière. Dans l'ensemble, les neuf premiers mois de 1853 ont donné 40 millions de plus que les neuf premiers mois de 1852, et comme les recettes dépassent les prévisions du budget, il y aura là sans doute de quoi combler le déficit qui existait. C'est là d'ailleurs un résultat suffisant. A un autre point de vue, ce n'est pas que toute augmentation dans les recettes de l'état soit d'une manière absolue le signe d'un progrès correspondant dans la richesse publique; mais c'est du moins le symptôme de cette grande activité d'affaires qui s'est manifestée depuis quelque temps.

Les questions matérielles ont en effet pris le dessus parmi nous, cela est évident. De l'agitation politique, on passe à l'agitation de l'industrie, et les spéculations les plus aventureuses ne sont pas celles qui effraient le plus souvent. Il y a bien des gens qui échangent les droits de l'homme contre des titres quelconques de chemins de fer. Il n'y a qu'une chose à laquelle on ne s'accoutume point : c'est de ne pas jouir de toute sécurité pour sa vie sur ces

chemins de fer dont on achète les actions pour son argent. Rien ne le prouve mieux que l'émotion causée par les accidens successifs qui ont eu lieu sur le chemin de Paris à Bordeaux. Ces accidens ont été assez sérieux et assez répétés pour que le gouvernement ait cru devoir intervenir, et restreindre le nombre des convois qui parcourent cette grande ligne. Que la compagnie fasse savoir qu'elle perçoit de grosses recettes chaque semaine, soit; mais il y aurait à se demander, si le gouvernement n'y veillait point, ce que deviendrait la vie des hommes livrée à un tel monopole, quand il sera partout organisé. Nous ne sommes point encore des Américains du Nord; nous n'avons point ce degré d'héroïsme des citoyens de l'Union qui se cotisent pour payer l'amende du capitaine de leur paquebot, afin qu'il parte sans subir l'inspection de police et qu'il devance un concurrent. Et, à vrai dire, cela nous rassure un peu, parce que cela prouve que nous ne sommes pas des industriels aussi enracinés qu'on le dit parfois. Nous avons le goût, l'esprit, le besoin de l'industrie, nous n'avons pas cette passion qui sacrifie tout, fût-ce la vie des hommes, à l'industrie elle-même. Nous voulons des chemins de fer, mais à la condition d'arriver. C'est bien assez d'être emporté à l'état de numéro, de colis humain, par la machine fumante. — C'est qu'après tout au-dessus de l'ardeur des choses matérielles il nous reste toujours l'intelligence, l'imagination, ce qui fait notre piége souvent, ce qui fait aussi l'éclat et le charme de notre civilisation.

C'est ce qui fait la supériorité et l'attrait toujours rajeuni des choses de l'intelligence parmi nous. Quand la vie intellectuelle est puissante et bien réglée, elle élève et elle éclaire une époque; elle n'est pas seulement une décoration brillante, elle est comme l'âme secrète et le ressort de tout. Quand elle a été altérée dans ses sources, atteinte dans son essence même, dans le fond des idées et dans la manière de les exprimer, il vient bientôt un moment où on sent le besoin de se demander la raison de ces altérations, et de retrouver un peu de cette vie juste et saine de l'intelligence dont on est sevré. Ce n'est pas seulement par l'instinct littéraire qu'on y est conduit, c'est encore parce que, dans un pays comme le nôtre, l'ascendant de l'esprit, le maintien de la civilisation intellectuelle est presque un intérêt politique. Alors on se sent pressé de secouer toutes les influences funestes; alors, par un retour salutaire, on se reprend à chercher comment pourront renaitre des doctrines saines, des notions vraies; on se remet sur la trace des philosophies qui ne commencent pas par renier Dieu et par dénaturer l'âme humaine; on aperçoit ce qu'il peut y avoir de fécondité nouvelle dans la simplicité et la rectitude de l'imagination. La lassitude de toutes les falsifications systématiques de l'histoire ramène à la véritable histoire. En un mot, on sent de nouveau tout le prix d'une littérature bien pensée, bien inspirée, bien parlée. On ne saurait le nier, il y a depuis quelque temps en France comme un vague travail de retour vers des conditions intellectuelles meilleures. Ce n'est pas que ce mouvement soit bien prononcé, qu'il ait un but avoué et très net; on cherche, on hésite, on s'interroge, on revient sur bien des choses en philosophie, en littérature. Bien des esprits sont possédés de ce besoin de se relever virilement, de se remettre dans une route plus droite et plus sûre. L'auteur d'un livre intitulé *Premières Études de philosophie* a eu une idée qui n'est point sans ca-

ractériser un certain côté de la période actuelle. Il a eu l'idée, en donnant à son étude la forme autobiographique, de prendre un esprit malade ayant goûté à tous les systèmes, ayant subi toutes les influences, ayant demandé leur secret à toutes les sectes, — de ramener pas à pas cet esprit vers des vérités plus solides, et de le faire remonter par degrés jusqu'aux sereines hauteurs d'une science qui commence par avouer Dieu et les mystères du dogme religieux, pour pouvoir se promener plus librement et plus sûrement sur le monde. Que l'auteur applique cette analyse à lui-même ou à un autre, peu importe; l'intérêt est dans ce travail méthodique pour se refaire une conscience, pour retrouver l'une après l'autre les vérités d'une philosophie spiritualiste, trésors de la raison respectueuse et virile. Dans la voie du vrai et du bien, il y a d'ailleurs une logique comme dans la voie du mal; une fois qu'on est entré dans la première, les conséquences s'enchaînent vite, une vérité amène à l'autre; à mesure qu'on avance, les choses s'éclairent d'un jour plus juste, et l'esprit sent l'aiguillon des émulations généreuses qui font de cette recherche une sorte de drame intellectuel saisissant et instructif. Ce que nous disons ici, l'auteur des *Premières Études de philosophie* l'a-t-il réalisé complétement? Nous n'affirmerions pas qu'il ait fort enrichi la science par ses dénominations nouvelles de l'*autonomie* et de l'*hétéronomie* du savoir humain pour des choses qui pourraient s'appeler d'un nom plus simple. Ce qu'on pourrait dire, c'est qu'il y a dans son livre, au milieu d'une certaine confusion, plus d'une pensée ingénieuse et juste, plus d'une page remarquable écrite dans un style visiblement inspiré des philosophes français du XVIIe siècle. C'est là en effet un style qu'il faut, non pas imiter, mais étudier, comme il faut étudier tous les secrets de cet art savant et immortel qui a fait notre langue assez puissante pour régner sur le monde, et assez malheureuse pour que des démocrates encore aujourd'hui en Amérique trouvent dans son universalité même la raison d'en faire la langue prédestinée de l'esprit révolutionnaire. On conviendra du moins que ce n'est point à cela qu'avaient songé Bossuet et Pascal.

Quand nous disons qu'il serait facile de distinguer autour de nous les symptômes d'un travail mystérieux des esprits, cela veut dire que nous sommes dans un état de transition; mais le propre des momens de transition, c'est que tout s'y mêle,—le pressentiment de quelque chose de nouveau, le reflet de l'inconnu en quelque sorte, et les traces de toutes les influences qui ont régné longtemps. Ces traces sont encore nombreuses à coup sûr; elles se font sentir dans ce qui reste du drame, du roman, de la poésie de tous les jours; la fantaisie y a sa place, comme on sait. La fantaisie même a cela de particulier qu'elle séduit naturellement les plus jeunes esprits, et c'est une illusion singulière, car il n'y a de fantaisie véritable et féconde que chez les esprits qui ont en eux-mêmes quelque chose de puissant, qui sont familiarisés avec tous les mystères, avec tous les caprices de l'âme humaine; sans cela, ce n'est tout au plus que le jeu facile et puéril d'une imagination adolescente. Qu'est-ce donc, par exemple, que cette comédie de *Murillo*, représentée il y a peu de jours au Théâtre-Français? Nous ne demanderons point certainement si c'est par des ouvrages de ce genre que le Théâtre-Français prétend vivre. L'auteur lui-même, jeune encore, à ce qu'il semble, n'a point eu sans doute la pensée

de créer une œuvre d'une originalité littéraire bien saisissante. Ce n'est point qu'il n'y ait plus d'un vers gracieux et facile; mais enfin lorsqu'on fait une comédie, la première condition apparemment, c'est qu'il y ait un sujet, et quand on la place dans un pays, quand on la rattache à une date, quand on lui donne pour héros un personnage de l'histoire, c'est bien le moins qu'on y retrouve quelque chose de tout cela. Pourquoi la comédie de M. Langlé est-elle espagnole? Pourquoi l'action, si action il y a, est-elle au XVIIe siècle? Pourquoi l'auteur fait-il de Murillo un héros dégoûté de la vie, plaisantant avec la corde de pendu, s'enivrant et faisant des dithyrambes comme un fantaisiste contemporain, bernant les tuteurs d'une jeune fille et trouvant dans l'amour de cette jeune fille comme une révélation de son génie? Quand nous y joindrions les dialogues entre la vigne de Canaan et la vigne d'Espagne, cela ne donnerait point sans doute un caractère plus frappant à la comédie de M. Langlé. C'est une tendance singulière de quelques esprits, d'aimer à mettre en scène des hommes qui ont marqué dans les lettres, dans les arts. Un jour c'est Shakspeare, une autre fois c'est Molière, voici maintenant Murillo. On n'observe pas que rien ne prête au drame chez ces hommes qui ont vécu par le cœur, par l'esprit, par l'imagination, et que la seule manière de les représenter, c'est d'analyser leur vie intellectuelle et morale, de pénétrer le mystère de leur génie. Pourquoi ne point faire comme M. Marc Monnier, auteur du *Roi Babolein, comédie de marionnettes*, qui n'a point été représentée sur le Théâtre-Français? M. Marc Monnier n'y met point tant de façons: il place son drame à Fantasie; ses personnages sont le roi Babylas, Babolein le bûcheron, Babolette. Babylas trouve que c'est un sot métier d'être roi, et qu'il vaudrait mieux être bûcheron. Babolein trouve au contraire qu'il vaut mieux être roi. De là un échange entre les deux; mais bientôt Babolein se dégoûte de la royauté, Babylas n'est pas moins las d'être bûcheron et fait des émeutes pour renverser son remplaçant, et chacun finit par redevenir comme devant. Tout cela est écrit en vers lestes, quelquefois prosaïques, souvent piquans, et avec plus d'une irrévérence pour les poètes mendians et les penseurs amphigouriques. Au fond, c'est la vieille histoire redite par Horace: « Comment se fait-il que nul n'est content de ce qu'il a, etc.? » et c'est aussi un peu l'histoire de notre temps, où chacun a horreur de rester où Dieu l'a mis, et est dévoré de l'envie de prendre la place du voisin. Comme on voit, *le Roi Babolein* n'est point sans nous ramener aux choses modernes et à quelques-uns de ces traits qui deviennent universels, tant ils s'étendent à la vie de tous les pays.

Mais c'est encore ici de la politique. Or la politique actuelle se manifeste à bien d'autres traits touchant à des intérêts contemporains. Au milieu des rudes et laborieuses années que nous avons traversées, un des plus curieux spectacles à suivre, c'est celui des pays où le régime constitutionnel s'est maintenu, non sans avoir eu parfois à traverser de périlleuses épreuves sans doute, mais enfin sans y succomber. Dans le Piémont, le régime constitutionnel s'est maintenu sans trop d'efforts, bien que son institution fût récente encore. Il a eu à passer par des crises bien autrement graves en Espagne, et ce n'est que depuis peu, comme on sait, qu'il a retrouvé en réalité un commencement d'application par la convocation des cortès. Les cortès en

effet doivent se réunir le 19 de ce mois, et c'est alors que s'ouvriront inévitablement les débats politiques qui peuvent avoir une singulière influence sur la durée du cabinet actuel. Jusque-là, c'est l'action administrative seule qui se manifeste. Le ministère espagnol se sert de son pouvoir non-seulement pour gouverner, mais pour opérer des réformes qui certes en tout temps seraient réputées des plus importantes. L'un des membres du cabinet espagnol notamment, le ministre de la justice, M. Castro y Orozco, n'a entrepris rien moins que de réformer l'administration de la justice. Il est certain que la justice en Espagne, telle qu'elle est restée comme un legs de deux ou trois siècles d'abus, était devenue un véritable chaos. Les formalités innombrables, les frais énormes de procédure, les lenteurs incalculables étaient de nature à faire reculer devant toute action judiciaire. Les réformes du ministre de la justice de Madrid, qui semblent devoir s'étendre plus loin, portent jusqu'ici sur plusieurs points principaux. Par une instruction du 30 septembre, M. Castro y Orozco fixe un délai de huit mois pour le jugement des procès civils et simplifie diverses formalités de procédure. Quant à l'instruction des causes correctionnelles, un décret du 30 septembre également supprime la prison préventive pour les peines inférieures; pour un certain nombre d'autres peines, il établit le système de la liberté sous caution et en règle les conditions. Enfin, là où la prison préventive subsiste, un nouveau décret du 10 octobre stipule que la moitié du temps passé en prison par les inculpés leur sera comptée dans l'application de la peine définitive, en cas de condamnation. Le ministre de la justice atteindra-t-il son but? Rien n'est plus délicat, on le sait, que la réforme de la justice. M. Castro y Orozco nous semble un ministre philanthrope animé des intentions les plus généreuses, mais soulevant bien des questions graves qu'il retrouvera devant lui plus d'une fois assurément, parce qu'il ne suffit pas d'un décret pour les résoudre.

Au milieu de ses préoccupations administratives, le gouvernement espagnol a eu à recevoir définitivement le nouveau représentant des États-Unis, M. Soulé. C'est récemment que le ministre américain a été admis auprès de la reine Isabelle. Que disait-on cependant que M. Soulé arrivait en Europe pour soutenir tous les opprimés, et en particulier ceux de Cuba, — la magnifique possession espagnole dont on lui prêtait même la pensée d'aller négocier l'achat? En vérité, M. Soulé n'a rien laissé percer jusqu'ici de sa mission démocratique et commerciale, et la reine Isabelle n'est point sans lui avoir répondu avec une certaine hauteur qui s'adressait moins peut-être au ministre d'aujourd'hui qu'à l'auteur des discours d'il y a quelques jours.

Le Piémont comme l'Espagne va avoir aussi dans peu de jours son parlement ouvert; mais il vient d'avoir d'ici là une petite crise, heureusement rapide et qui ne saurait avoir aucune suite sérieuse. Il y a peu de jours, quelques rassemblemens tumultueux se formaient à Turin et allaient assaillir en quelque sorte l'habitation du président du conseil, M. de Cavour. Un certain nombre de turbulens pénétraient même jusque dans l'hôtel ministériel. Là se sont arrêtées les violences, et la fermeté des autorités publiques en a empêché le renouvellement. Du reste, la tranquillité générale du pays s'est retrouvée entière après comme avant cet incident. Quel était cependant le prétexte de ces manifestations? C'était, dit-on, la cherté du pain et des denrées

alimentaires. Nous disons que c'était le prétexte; au fond, le gouvernement et ses amis ont cru apercevoir dans ce mouvement la trace d'une coalition des partis extrêmes, du parti mazzinien et de ce qu'on nomme le parti clérical, cherchant à exploiter la question alimentaire, qui a sa gravité dans le Piémont comme dans bien d'autres pays. Au surplus, le pouvoir de M. de Cavour ne s'est trouvé nullement ébranlé de cette passagère effervescence soulevée contre lui. C'est la politique du président du conseil qui règne encore aujourd'hui à Turin sans conteste, et elle vient de se manifester par quelques actes qui ne sont pas sans signification. Le gouvernement piémontais a nommé un certain nombre de sénateurs, et parmi ceux-ci se trouvent deux illustres émigrés lombards naturalisés sardes, le comte Casati et le comte Borromeo. En outre, M. Ratazzi est entré au conseil comme ministre de la justice, à la place de M. Boncompagni. Il ne serait point juste sans doute d'attacher un sens politique trop tranché à cette modification ministérielle. Cette nomination n'a d'ailleurs rien de bien surprenant après l'appui que M. de Cavour avait donné l'an dernier à M. Ratazzi pour son élection à la présidence de la chambre des députés. Si nous remarquons cette introduction d'un nouvel élément libéral dans le cabinet de Turin, c'est parce que depuis quelque temps, il nous semble, M. de Cavour a laissé percer en plusieurs circonstances son antipathie contre le parti clérical. Or il faudrait prendre garde de ne point confondre sous ce nom, à côté de quelques hommes extrêmes, la masse du parti conservateur que la politique du président du conseil peut ne pas toujours satisfaire complétement. Trop abuser d'un certain libéralisme qui ne répondrait à rien dans le pays, c'est certainement un des piéges les plus dangereux pour le Piémont. M. de Cavour est un homme d'une intelligence trop vive et trop perspicace pour ne point savoir que le meilleur moyen aujourd'hui d'être vraiment constitutionnel, c'est d'être conservateur, et quand on est conservateur, de ne point craindre de s'appeler de ce nom. Il y a incontestablement en Piémont les élémens d'un grand parti tenant avant tout à respecter toutes les traditions du pays et ne demandant pas mieux en même temps que de coopérer aux réformes justes et sages. C'est là la véritable force de tout pouvoir appelé à diriger et à assurer les destinées constitutionnelles du Piémont.

CH. DE MAZADE.

L'OCCUPATION RUSSE DANS LES PRINCIPAUTÉS DU DANUBE.

Le caractère nouveau que viennent de prendre les affaires d'Orient donne un intérêt particulier à tout ce qui peut éclairer l'opinion sur les faits qui ont précédé la récente déclaration de guerre de la Porte. Un voyageur de distinction, que le désir d'observer de près les événemens a conduit dans les principautés, a bien voulu nous communiquer les impressions qu'il a recueillies, et même, relativement à divers points d'une nature délicate, les confidences qui lui ont été faites sur les lieux mêmes. Parmi ces informations, nous choisissons celles qui nous paraissent les plus propres à donner une idée exacte de l'état présent des choses. En puisant dans ces notes abondantes et précieuses avec toute la confiance qu'elles nous inspirent, nous les repro-

duirons souvent dans leur texte même, afin d'enlever le moins possible à l'originalité piquante du récit que nous avons sous les yeux.

C'est le 2 juillet dernier que les troupes russes ont franchi le Pruth, pénétrant à la fois dans les deux principautés, mais pour se porter en presque totalité dans la Valachie, qui s'avance jusqu'au Danube sur une vaste étendue de terrain. Cette invasion des principautés par une armée russe n'était point un fait nouveau. Jamais cependant ce fait ne s'était présenté dans la même forme, avec le même caractère; jamais, ajouterons-nous, il n'avait été plus difficile de s'en rendre compte au point de vue du droit international. Sans doute, la situation légale des principautés laisse beaucoup à désirer et constitue au milieu des états de l'Europe moderne une véritable anomalie : elles sont à la fois vassales de la Porte Ottomane et protégées par la Russie; mais elles n'en sont pas moins partie intégrante de l'empire turc. Les traités les plus favorables à la puissance protectrice le reconnaissent et le proclament. Pour que les armées russes soient autorisées à franchir la frontière qui sépare la Moldo-Valachie de l'empire des tsars, il faut que des circonstances particulières se soient produites, et ces circonstances ont fait totalement défaut à l'occupation qui, en se prolongeant, vient de réveiller chez les Turcs leur vieil orgueil national.

Nous nous rappelons qu'en juillet 1848, lorsque le cabinet de Saint-Pétersbourg voulut expliquer l'entrée de ses troupes dans la Moldo-Valachie, il publia une circulaire où on lisait que « ces provinces n'ont politiquement d'existence, quant à la Russie, qu'en vertu des traités conclus entre elle et la Porte Ottomane, traités n'ayant eux-mêmes rien de commun avec l'ensemble des transactions sur la base desquelles est fondé le droit public de l'Europe. » Il est facile de reconnaître ici l'une des préoccupations constantes de la diplomatie russe, le désir de donner à toutes ses conventions avec l'empire ottoman, surtout à celles qui regardent les principautés, un caractère en quelque sorte privé, et de traiter dans ces occasions en s'isolant le plus possible du reste de l'Europe. Une portion quelconque de la Turquie peut-elle être placée ainsi en dehors du droit commun, et le bénéfice du principe de garantie générale contenu dans le traité de 1841 serait-il nul pour les principautés? Ce sont là autant de questions auxquelles la réponse ne serait point douteuse et que l'on devrait se poser, si les traités que la Russie elle-même invoque n'attestaient que le droit d'occupation est restreint à quelques cas rares et spéciaux que l'on n'a point eu à signaler dans la crise actuelle.

Les relations de la Porte Ottomane avec la Russie sont réglées par une série de traités dont les plus célèbres sont, par ordre de dates, ceux de Kaïnardji, d'Yassy, de Bucharest, d'Ackerman et d'Andrinople. Ainsi qu'on l'a fait souvent observer, chacun de ces traités marque un pas nouveau vers le but que la Russie s'est proposé dès l'origine de ses luttes avec la Porte, d'obtenir un droit de protectorat sur les principautés. Il ne s'agit d'abord à Kaïnardji que d'un droit d'intercession en faveur des deux provinces; plus tard, à Ackerman (acte séparé), le droit d'intercéder se transforme en droit de représentation, à Andrinople en droit de garantie; enfin, dans le règlement organique qui devient en 1834 la loi constitutionnelle de la Moldavie et de la Valachie, le droit de garantie s'appelle droit de protectorat.

Jusqu'à la conclusion de la paix d'Andrinople, il n'existe dans les conventions des deux pays aucune clause qui fasse allusion à un droit d'occupation armée. Le fait même de l'occupation n'est pour la première fois réglementé qu'à la suite de cette paix, sous la forme d'un acte spécial relatif au paiement des indemnités et frais de guerre, et à titre de gage jusqu'à l'entier acquittement de la dette consentie par la Porte vaincue. Aussitôt les engagemens de cette puissance remplis, conformément à diverses conventions négociées successivement à Saint-Pétersbourg, le droit d'occupation cessait, et les principautés furent évacuées.

La question ne s'est reproduite qu'en 1848, sous le prétexte de la révolution qui venait de troubler l'état intérieur des principautés. Alors, il est vrai, l'on a laissé voir l'intention de transformer le fait en usage, et l'on a obtenu de la Porte la convention ou *sened* de Balta-Liman. Cette convention, quoique révélant de la part de la Turquie un grand désir d'être agréable au cabinet de Saint-Pétersbourg, est loin cependant d'admettre qu'il puisse intervenir à toute heure et à main armée dans la Moldo-Valachie. Elle limite les seuls cas d'occupation aux bouleversemens révolutionnaires et aux abus d'autorité qui pourraient survenir dans les principautés. Encore est-il nécessaire, pour que l'occupation ait le caractère de la légalité, qu'elle soit déclarée utile d'un commun accord par la cour suzeraine comme par la cour protectrice.

L'occupation récente a donc eu lieu en dehors des stipulations des traités spéciaux conclus par la Russie avec la Porte aussi bien qu'en dehors du droit des gens européen. En effet, le cabinet de Saint-Pétersbourg n'a point caché que cette mesure avait pour objet direct de prendre une garantie contre la résistance opposée par le sultan à la revendication d'un protectorat religieux sur ses sujets de la communion grecque.

Par une curieuse rencontre de circonstances, le premier résultat de cette demande de protectorat religieux devait être de mettre aux plus rudes épreuves deux provinces de l'empire turc, et celles-là précisément qui sont déjà placées sous le régime du patronage qu'il s'agirait aujourd'hui d'étendre à la presque totalité des chrétiens de la Turquie.

A peine entré dans la Moldo-Valachie, le prince Gortchakof, général en chef de l'armée d'occupation, adressait aux habitans une proclamation destinée évidemment à les rassurer, mais qui n'atteignait qu'à demi son but. Ce général repoussait au nom de son souverain tout projet de conquête, toute intention de modifier les institutions du pays; il promettait que la présence de ses troupes n'imposerait à la Moldo-Valachie ni charges ni contributions nouvelles; il ajoutait que les fournitures en vivres seraient liquidées par les caisses militaires russes en temps opportun et à un taux fixé d'avance d'accord avec les gouvernemens des deux principautés. Malheureusement on savait, par une expérience douloureuse de situations analogues, qu'il y a dans la logique des circonstances une force supérieure aux plus belles promesses. Par les maux qu'elles avaient déjà connus en pareille occurrence, les principautés pressentaient ceux qui les attendaient encore. Avant de parler des souffrances qui devaient peser directement sur les particuliers, un mot d'abord de la pénible condition faite aux deux gouvernemens.

On sait quelles sont envers la Porte les obligations des gouverneurs placés

à la tête des deux provinces. Comment l'accomplissement de leurs devoirs de vassalité allait-il s'accorder avec les vues de la puissance protectrice campée en armes sur leur territoire? C'était là une question que s'étaient posée avec anxiété les hospodars dès le commencement de l'occupation, et que l'Europe n'envisageait point sans crainte de voir les difficultés déjà pendantes à Constantinople s'accroître encore de ce côté. Le doute ne devait pas durer longtemps. Il fut sans retard enjoint aux princes de suspendre toutes leurs relations avec la Porte et de cesser le paiement du tribut, signe presque unique du lien qui rattache les principautés à la Turquie. Les deux hospodars, en recevant de Saint-Pétersbourg cette injonction formelle, comprirent toute l'étendue de la responsabilité qui allait peser sur eux. Tous deux en furent consternés, l'un avec un mélange d'étonnement et de douleur qui marquait une plus grande droiture de sentimens, l'autre avec tout l'embarras d'un habile homme plus préoccupé des moyens de sortir de la difficulté qu'étonné de la voir surgir.

Il existe en effet une différence de caractère assez marquée entre les deux princes que les mêmes épreuves viennent de réduire ainsi aux mêmes expédiens. Élevés l'un et l'autre au pouvoir à la suite de la crise révolutionnaire de 1848, ils n'y sont point arrivés par les mêmes voies. L'un avait été mis en évidence principalement par l'honorabilité de ses antécédens et le désintéressement de ses vues, l'autre surtout par la culture et la finesse de son esprit. Tous deux en effet ont porté dans leur administration les aptitudes différentes qui avaient signalé leurs débuts. Le prince de Moldavie a travaillé avec autant d'ardeur que de conscience au bien du pays, en y sacrifiant, dit-on, sa fortune personnelle presque entière, au risque de se faire beaucoup d'ennemis dans la classe puissante qui vit des abus. Le prince de Valachie, sans méconnaître les besoins du pays, que sa perspicacité ne lui permet pas d'ignorer, n'a pas eu toujours la même énergie pour les satisfaire, croyant plus sage de ne pas lutter lorsqu'on n'est pas sûr de vaincre.

Les hospodars ont donc reçu avec des préoccupations très distinctes les ordres qui leur ont été adressés d'autorité, d'avoir à rompre toute relation directe et officielle avec la Porte Ottomane; mais, pour l'un comme pour l'autre, une pareille exigence était une véritable torture de conscience ou d'esprit. Telles sont les conséquences naturelles du protectorat, et nous doutons qu'elles soient de nature à faire envie aux autres populations chrétiennes qui auraient pu être tentées d'accepter le même régime.

Pour se convaincre que l'intention de l'autorité russe était de se substituer entièrement à la suzeraineté de la Porte, et successivement à tous les pouvoirs locaux, il eût suffi de voir l'attitude que le général en chef de l'armée d'occupation s'était hâté de prendre dans ses rapports officiels avec les hospodars. Les consuls de la cour protectrice à Yassy et à Bucharest eussent désiré que le vœu des deux gouvernemens allât au-devant de cette invasion armée, et que des députations des grands boyards fussent officiellement chargées de se porter sur le territoire russe, au quartier-général des troupes, afin de solliciter le prince Gortchakof de franchir la frontière. Si les hospodars surent résister à des insinuations aussi peu conformes à leurs sentimens et à leur dignité, ils ne purent du moins échapper à l'obligation de fêter avec solen-

nité l'entrée du général russe dans leurs capitales, et les églises d'Yassy et de Bucharest durent retentir des chants du *Te Deum* en l'honneur d'un événement si funeste au pays. A peine installé à Bucharest, le prince Gortchakof prit le pas dans toutes les occasions sur le prince Stirbey.

Une pareille situation était propre assurément à éclairer les hospodars sur la conduite qu'ils avaient à tenir pour échapper à de plus grandes humiliations. On pouvait donc s'attendre à ce qu'en faisant appel à leur loyauté, la Porte Ottomane trouverait en eux des dispositions marquées à rester fidèles à leur devoir. Ce fut en effet, on doit le croire, leur premier mouvement, en recevant la lettre de Réchid-Pacha, qui les invitait à continuer le paiement du tribut, ou à quitter le pays, en emportant avec eux la souveraineté locale qu'ils n'exerçaient plus librement.

On s'est demandé dans les principautés si ces ordres de la Porte n'ajoutaient point aux difficultés, déjà trop nombreuses, que les hospodars avaient à vaincre; mais pouvait-elle tenir honorablement une autre conduite? Conformément aux désirs de ses alliés, qui avaient foi alors dans le succès des négociations, elle s'était contentée d'une simple protestation en présence du passage du Pruth. Quand l'occupation prenait toute l'apparence d'une conquête, quand les hospodars recevaient l'ordre de se détacher d'elle, en cessant de lui payer le tribut, devait-elle accepter silencieusement cette nouvelle infraction aux traités? Les alliés de la Turquie pensaient en cette occasion comme elle, et l'on a lieu de croire que le même courrier qui transmettait aux hospodars l'invitation de Réchid-Pacha portait aux consuls de France et d'Angleterre l'ordre d'amener leur pavillon, dans le cas d'un refus d'obéissance de la part des princes, comme dans celui où, faisant passer le devoir avant l'intérêt, ils quitteraient les principautés.

Il serait impossible de retracer l'anxiété, l'agitation, les douloureuses hésitations dans lesquelles l'alternative posée aux hospodars les jetait naturellement. Sur le premier moment, le prince Stirbey, qui ne pouvait méconnaître la parfaite équité des invitations de la cour suzeraine, laissa croire que le sentiment du devoir l'emporterait. Dans cette chaleur du premier mouvement, il comprenait que telle était la conduite que lui prescrivaient l'honneur, la dignité et le respect de soi-même. Mais pouvait-il se maintenir dans de si excellentes dispositions en présence du langage que lui tenaient alternativement le commandant en chef de l'armée d'occupation et le consul-général de Russie? On assure que ni l'un ni l'autre ne voulait prendre sur lui de donner à l'hospodar l'ordre écrit de désobéir à la Porte; mais en rejetant sur le prince la responsabilité tout entière de sa décision, ils ne lui en laissaient point ignorer les conséquences possibles. Chose étrange! c'étaient les autorités russes qui invoquaient ici les traités. Dans leur opinion, la Porte n'avait point le droit de prononcer seule la déchéance des hospodars. On faisait toutefois valoir des argumens plus propres à agir sur l'esprit du prince de Valachie. On lui représentait que la Russie était forte, et qu'il n'était pas sans péril pour un prince placé sous sa protection de traverser ses desseins. Une disgrâce, en le frappant, rejaillissait dans l'avenir même sur sa famille. Au contraire, en se déclarant ouvertement pour la Russie, il n'avait que des faveurs à attendre de ce côté. Son avenir et celui des siens était assuré, car le

cabinet de Saint-Pétersbourg n'abandonne jamais ceux qui ont servi avec dévouement sa politique. — Que peut la Turquie dans les principautés? disait-on encore au prince de Valachie. Quelle récompense peut-elle offrir à la fidélité? N'est-ce pas, au contraire, en bravant son autorité, que Méhémet-Ali, Milosch Obrenovitch, George le Noir, qui n'étaient au début de leur carrière que des rebelles fameux, ont obtenu, de la puissance même dont ils avaient méconnu l'autorité, des honneurs, des dignités, le pouvoir qu'ils n'auraient jamais gardé, s'ils étaient restés fidèles? Il n'y a donc rien à espérer ni à craindre de la Porte, tandis que la Russie a en même temps le pouvoir et l'intention de récompenser ou de punir dans la mesure de ce que l'on aura fait pour ou contre elle. — Tel est le langage que l'on tenait au prince de Valachie, et que lui répétaient, avec toutes les variantes que pouvait leur inspirer leur zèle, les agens et les confidens valaques de l'influence qui dominait dans le pays.

Il eût fallu un caractère plus ferme que celui du prince Stirbey pour résister à de semblables considérations. On s'arrangea toutefois de manière à donner à la détermination de l'hospodar une couleur spécieuse. Comme les autorités russes avaient refusé de lui délivrer l'ordre écrit de désobéir à la Porte, on eut recours à de prétendues supplications du pays, ou du moins du corps qui est censé le représenter. Le divan valaque fut convoqué à l'effet de déclarer que le prince ne devait pas quitter la principauté. La résolution était prise, et la leçon faite à chacun des membres de ce conseil. Tant pis pour ceux dont la conscience y répugnait! On assure que l'adresse, qui devait être délibérée et votée après une prétendue discussion en règle dans le divan, était rédigée trois jours d'avance, par voie d'autorité supérieure, dans la forme définitive qu'il était enjoint d'y donner. On a prétendu toutefois, à l'honneur du prince Stirbey, que dans cet instant critique et décisif, saisi par un retour de conscience, il serait revenu aux premiers sentimens qu'il avait laissé éclater en recevant la lettre de Réchid-Pacha, qu'il aurait même fait connaître aux autorités russes son intention d'obéir à la Porte. Mais le vote du divan valaque était venu trancher la question; et après avoir répondu d'abord à Réchid-Pacha qu'il avait été sur le point d'obtempérer à l'invitation de la cour suzeraine, et qu'il n'était retenu que par l'émotion produite dans son conseil, le prince Stirbey écrivit à la Porte que le vœu du pays s'opposait décidément à son départ.

En Moldavie, les choses avaient suivi une marche analogue, sauf la sincérité plus grande que le prince Ghika avait apportée dans les diverses phases de l'incident. Ayant peut-être le sentiment du bien qu'il pouvait faire encore dans l'administration d'un pays auquel il paraît avoir consacré loyalement toute sa sollicitude, il ne croyait pas devoir dissimuler qu'il tenait au pouvoir, dont il était depuis trop peu de temps encore le dépositaire pour avoir accompli toutes les salutaires mesures qu'il avait projetées. Il est juste de le dire, le pays n'était pas moins sincère dans la crainte qu'il avait de voir échapper l'autorité à des mains plus pures que celles qui l'avaient depuis longtemps exercée en Moldavie. Il n'avait pas été nécessaire de travailler les boyards, le clergé et la bourgeoisie commerçante pour les décider à voter des adresses dans lesquelles ils suppliaient le prince de ne point abandonner le

pouvoir. Une autre considération devait agir encore sur les intentions du prince Ghika, c'était l'attitude de l'hospodar de Valachie et ses dispositions présumées à se conformer aux exigences de la cour protectrice. Les deux principautés sont liées non moins par la parité des situations et la communauté des intérêts que par l'unité d'origine et de langue. La plus puissante exerce naturellement sur la plus faible une influence considérable, et l'exemple de l'obéissance aux invitations de la Porte n'eût obtenu tout l'effet désirable que s'il eût été donné en même temps par les deux hospodars. Voilà du moins les argumens que font valoir les amis du prince Ghika pour justifier sa conduite. Ces explications sont loin d'être satisfaisantes, lorsqu'on se place au strict point de vue du devoir et du droit, et il serait dangereux d'encourager de semblables capitulations dans un pays où la mollesse des volontés est maintenant une plaie séculaire. Néanmoins, en voyant la plus honnête de ces volontés succomber ainsi, écrasée sous le poids des circonstances, on ne peut résister à de douloureuses réflexions sur le régime politique qui met ce pays à de si cruelles épreuves.

La Porte ne tira parti de l'attitude des hospodars que pour montrer une fois de plus sa modération. Elle était autorisée à prononcer leur déchéance; elle prit en considération la force supérieure qui pesait sur leurs résolutions. Il paraît en effet qu'elle aurait écrit en ce sens aux deux princes; elle n'a point du moins protesté ostensiblement contre leur séjour prolongé dans les principautés et leur persistance à conserver l'ombre de pouvoir qui leur reste. Cette ombre elle-même ne va-t-elle point leur échapper? L'état de guerre n'aura-t-il point pour conséquence de remplacer successivement toutes les autorités valaques par l'autorité militaire russe? Jusqu'ici, l'officier russe qui commande Bucharest pour l'armée d'occupation n'avait adressé ses communications au préfet de police valaque que sous une forme officieuse et courtoise. Depuis le jour où le prince Gortchakof a reçu la sommation d'Omer-Pacha, les invitations sont devenues des ordres, et ce n'est peut-être pas sans fondement que les feuilles publiques ont récemment parlé d'une administration russe, qui, sous un titre ou sous un autre, viendrait s'emparer du gouvernement des principautés : l'occupation ne ferait que prendre ainsi son véritable caractère.

Cette occupation, avons-nous dit, ne pèse pas moins sur les particuliers que sur le pays, et nous craindrions d'être taxés d'exagération, si nous reproduisions à ce sujet les plaintes que font entendre les Moldo-Valaques. On sait que les principautés présentent le spectacle d'une population généralement très pauvre sur un sol d'une admirable fécondité, car à peine demande-t-il quelque culture pour produire toutes les céréales en abondance; mais des circonstances constamment malheureuses, parmi lesquelles il faut compter au premier rang les nombreuses visites et les longs séjours qu'y a faits l'armée russe, n'ont jamais laissé le temps aux riches élémens de prospérité que renferme ce pays de se développer et de mûrir : on dirait un champ fertile dont la moisson serait toujours étouffée dès le printemps par une fatalité obstinée. A peine le pays délivré d'une occupation armée commence-t-il à respirer, qu'une nouvelle occupation survient et lui crée de nouvelles charges. L'occupation de 1848 avait eu lieu aux frais des principautés, et elle s'était

soldée pour la Moldavie et la Valachie par une dette considérable, qui, par l'impôt, retombait presque exclusivement sur la classe des paysans. Cette fois le prince Gortchakof avait annoncé que tout ce qui serait consommé sur le sol valaque serait payé par les caisses de l'armée russe. On avait néanmoins remarqué que la proclamation qui renfermait ces assurances était peu explicite sur deux points essentiels : d'abord les prix seraient fixés à l'avance d'un commun accord avec les gouvernemens des principautés, ensuite les fournitures seraient acquittées aux mains de ces gouvernemens « en temps opportun. »

Le prix qui a été choisi pour les approvisionnemens d'occupation est, comme on sait, celui de la fin de juin. Cette année la récolte en céréales a été admirable en Valachie, et les blés étaient, lors de l'entrée des Russes, à un taux très modéré, car les craintes que les pays de l'Occident commençaient à concevoir sur l'insuffisance de la moisson n'avaient point encore produit leur effet sur les marchés mieux approvisionnés de l'Europe orientale. Les producteurs moldo-valaques n'auraient toutefois souffert qu'indirectement de ces dispositions prises d'autorité, si l'état de l'embouchure du Danube à Soulina n'était pas venu apporter un obstacle naturel aux grandes expéditions que les propriétaires projetaient de faire pour l'Occident. On aurait pu facilement arrêter les progrès de l'encombrement de cette embouchure, si fâcheux à la fois pour le commerce des principautés et pour celui des pays de l'Europe qui avaient cette année besoin de suppléer à l'insuffisance de leur récolte. Il y a deux ans, la Russie s'était procuré en Angleterre une machine à draguer pour le curage de la barre; mais cette puissante machine, dont on était en droit de beaucoup attendre, si elle avait été employée avec toute l'activité nécessaire, a été plusieurs fois interrompue dans son travail sous divers prétextes, puis transportée à des endroits différens, sans aucune suite dans les opérations, sans la continuité qu'exige une pareille entreprise pour donner des résultats appréciables. Le commerce d'exportation pour les céréales, qui a ses principaux centres à Galatz et à Ibraïla, s'est donc trouvé cette année à peu près interdit aux navires européens. L'agriculture valaque, la grande et l'unique ressource du pays, a été ainsi paralysée par suite de circonstances que l'opinion générale se plaît à faire rentrer dans le plan d'occupation, et l'intérêt pousse aujourd'hui en Valachie des plaintes que le patriotisme n'aurait peut-être pas osé faire entendre.

En déplorant ces circonstances, les Moldo-Valaques pouvaient du moins conserver l'espoir de voir leurs avances remboursées *en temps opportun*. Mais que signifiait cette expression à double sens? Le gouvernement valaque ne devait pas tarder à l'apprendre. Déjà en avance de huit à dix millions de piastres, il s'est hasardé enfin à demander un à-compte de cinquante mille ducats au général Satler, intendant général de l'armée d'occupation. Le général Satler n'a point caché l'intention formelle où il était d'acquitter la dette réclamée, conformément aux engagemens pris avec solennité dans la proclamation du prince Gortchakof. En même temps toutefois que l'intendant de l'armée renouvelait ainsi les promesses du général en chef, le chargé d'affaires de Russie faisait auprès du gouvernement valaque une démarche ayant pour objet d'exiger le trimestre échu de la dette résultant de l'indemnité pour frais de l'occupation durant les trois annés 1848, 49 et 50. L'admi-

nistration valaque a donc pris dans la caisse centrale de Bucharest un million et demi de piastres qu'elle a versées aux mains du consul-général de Russie. C'est seulement quelques jours plus tard que le général Satler est venu à son tour faire aux autorités valaques un premier versement de trente mille ducats à valoir sur les huit millions de piastres avancés par le trésor public. Ainsi les Valaques sont et continueront d'être payés avec leur argent.

Nous ne dirons rien des avanies, qui ne pèsent pas moins directement sur les paysans et le petit commerce. On ne saurait exiger de l'administration militaire russe les manières de procéder qui sont devenues habituelles aux armées de quelques grands pays de l'Occident. Il serait injuste de demander au soldat russe, dans ses relations avec les paysans chez lesquels il est en quartier, les égards qui sont ordinaires au soldat chez les peuples où l'armée et la nation vivent en rapports sympathiques et familiers. C'est à ces causes, nous n'en doutons point, qu'il faut attribuer des actes tels que ceux qui consistent à parcourir les villes et les campagnes pour enregistrer les provisions faites sous chaque toit et en empêcher la vente, ou à emprisonner tout avocat assez courageux pour appuyer les plaintes que peuvent susciter des vexations trop fréquentes. Ce sont là des faits dont les hommes sont peut-être moins responsables que les mœurs, et nous n'en voulons point tirer de conséquences.

L'armée russe offre d'ailleurs une physionomie trop particulière pour que nous n'ayons point hâte d'en retracer les principaux traits. La guerre qui vient d'éclater comme résultat naturel de l'occupation des principautés donne aujourd'hui une importance de premier ordre aux défauts ou aux qualités de cetté armée. Personne n'ignore combien les sentimens varient sur le chiffre des troupes russes envisagées en général. La différence en effet très grande qui existe entre l'effectif officiel et l'effectif réel est la cause des jugemens si opposés dont les forces militaires de la Russie sont d'ordinaire l'objet. Tandis que les uns, prenant à la lettre les chiffres produits par l'administration centrale, exagèrent outre mesure le nombre des hommes que ce pays peut mettre sur pied, les autres, frappés surtout de ce que ces données présentent d'exagéré, tombent assez souvent dans l'excès contraire. Il n'est pas étonnant que les mêmes exagérations en sens divers aient circulé en Europe sur l'effectif de l'armée d'occupation. Ainsi, tandis que les uns l'ont porté à cent vingt-cinq mille hommes, les autres l'ont réduit jusqu'à soixante mille. Les uns et les autres étaient également éloignés du vrai, et il paraît démontré que le chiffre précis de l'armée russe entrée dans la Moldo-Valachie est de quatre-vingt-quatre mille hommes.

Il est bien entendu que ce chiffre comprend les convois militaires, la garde des magasins, les malades et même les décès qui ont eu lieu depuis le passage du Pruth. Sur ces derniers points aussi, les opinions se sont fort partagées en Europe. Il est toutefois hors de doute que le nombre des lits occupés dans les hôpitaux est au-dessus de toute proportion avec ce qui arrive généralement dans l'état normal des choses. On n'évalue pas le chiffre des malades à moins de treize mille, et celui des décès est porté à trois mille. Ces données ne paraîtront point trop éloignées de la vérité, si l'on veut bien se rendre compte du régime auquel le séjour des principautés a soumis le

soldat russe au sortir des garnisons et des cantonnemens de son pays. Malgré l'ordre venu de Saint-Pétersbourg de distribuer de la viande cinq fois la semaine, le soldat de l'armée d'occupation est fort mal nourri. En 1848, on avait eu à Bucharest l'occasion d'observer un fait contre la vraisemblance duquel on s'était d'abord vivement récrié. On avait vu, disait-on, des soldats russes demandant l'aumône le long des rues et des places publiques. On peut aujourd'hui se donner à toute heure le même spectacle dans les promenades de Bucharest. Malgré les fournitures considérables demandées au gouvernement valaque et les approvisionnemens supplémentaires que l'on tire de Russie, c'est le paysan qui est généralement obligé de nourrir le soldat. Chaque maison ou plutôt chaque case contient, à côté du paysan et de sa famille, quatre ou six soldats logés pêle-mêle avec les animaux domestiques. L'administration militaire donne 25 paras (environ 23 centimes) par jour pour chaque soldat. Il est inutile de dire que la consommation du soldat russe dépasse cette modique allocation; mais cela ne fait point qu'il ait une nourriture solide, saine et régulière : il est à charge au paysan sans profit pour lui-même.

L'état particulier du climat, extrêmement chaud et sec cette année, comme par contraste avec celui de nos contrées, a puissamment contribué à développer les conséquences fâcheuses des mauvais logemens et de la mauvaise nourriture. La dyssenterie a sévi dans beaucoup d'endroits avec la plus grande violence; ailleurs, c'est le typhus qui règne, au grand effroi des paysans, car ils se rappellent encore en Valachie que le typhus y fut apporté en 1806 par les armées russes, et qu'il y causa les plus terribles ravages. On s'explique que dans ces conditions l'état sanitaire de l'armée russe laisse beaucoup à désirer.

Ce n'est pas qu'elle ne soit commandée par des généraux très entendus, de manières aimables et d'un esprit distingué. On ne saurait cependant leur attribuer des qualités très éminentes, et l'on s'accorde à penser qu'aussitôt que la guerre prendra un caractère sérieux, de plus grandes capacités militaires viendront diriger la marche des opérations. Il ne faudrait point d'ailleurs s'attendre à trouver dans les généraux de l'armée d'occupation des hommes remplis d'enthousiasme patriotique et religieux, tel que l'aurait été assurément un Souwarow dans une guerre entreprise sous le prétexte mis aujourd'hui en avant par le cabinet russe. Un semblable mysticisme n'est point l'affaire du prince Gortchakof, et ce n'est pas de lui qu'en pourrait venir l'exemple. Le soldat lui-même, dont l'imagination ne laissait pas d'être montée au moment du passage du Pruth, s'est depuis lors beaucoup refroidi. Les récits qui le passionnaient ont déjà vieilli. Il s'était persuadé d'abord qu'il marchait à la délivrance des saints lieux vendus aux Juifs par les Turcs. En le tenant depuis quatre mois pacifiquement campé dans les principautés, on lui a laissé croire que le péril du moins n'était pas pressant. Il ne doutait pas, en s'avançant naguère à marches forcées sur Bucharest, que cette ville ne fût au pouvoir des Turcs, et déjà mise à feu et à sang. Il s'est assuré par ses yeux que le véritable état des choses était bien différent. Aujourd'hui, c'est du massacre des chrétiens de la Bulgarie qu'il faut l'entretenir pour réchauffer son zèle attiédi. Quant aux chefs qui ne peuvent se faire illusion sur les vraies causes de la guerre, on se demande si l'amour-

propre national peut suffire pour leur faire oublier que le droit n'est point de leur côté. Les uns en effet paraissent envisager les éventualités avec la seule satisfaction de braves officiers qui trouvent l'occasion de se battre sans se soucier du motif, les autres avec un parfait scepticisme, d'autres encore, assure-t-on, avec une douleur qui ne se cache point, parce qu'ils ne se sentent pas soutenus par la grandeur et l'équité de la cause, par cette ardeur naturelle qu'inspirent les encouragemens de l'opinion dans une généreuse entreprise. Ces derniers ne peuvent contenir leurs plaintes et l'expression de leurs noirs pressentimens, et il nous a été rapporté par des personnes dignes de foi que l'un de ceux-ci était allé jusqu'à verser publiquement des larmes dans un salon de Bucharest. On avait déjà vu au reste l'expression de dispositions semblables à la veille de l'expédition malheureuse qu'un corps de l'armée d'occupation tenta, lors de l'insurrection de Hongrie, contre les troupes de Bem concentrées dans la Transylvanie méridionale.

Il n'appartient aujourd'hui qu'aux événemens de dire ce qu'il y a de vrai ou de faux dans ces pressentimens, et quelle tournure pourront prendre les opérations militaires; mais il paraît dès à présent probable que le poids de la guerre va d'abord peser sur les deux principautés. C'est sur elles que s'est consommée l'infraction aux traités contre laquelle la Porte réclame à main armée. Ce sont elles qui ont subi les charges et les avanies de l'occupation. Il ne leur manquait plus, pour connaître d'un seul coup toutes les calamités du protectorat, que de devenir le théâtre de la guerre entre la cour protectrice et la cour suzeraine.

Ici s'arrêtent nos informations en ce qui regarde les principautés. Après avoir séjourné à Bucharest, le voyageur distingué auquel nous empruntons ces détails a passé sur l'autre rive du Danube et visité aussi l'armée ottomane, qui attendait alors avec impatience la déclaration de guerre. Nous pouvons dire dès à présent que l'armée turque lui a laissé une impression favorable, qu'il l'a vue, dans toutes les positions importantes où il s'est rendu, payant exactement ce qu'elle consommait, pourvue de chariots suffisans pour les transports et tenue dans une juste discipline par le zèle de sa cause. Il ne se dissimule point les imperfections des troupes turques, ni les innombrables difficultés de la tâche qui leur est assignée; mais il voit dans le seul fait de cette armée si promptement mise sur pied un témoignage non équivoque de la vitalité de l'empire ottoman, et il s'en réjouit en pensant que le principe de l'intégrité de cet empire est de toute manière digne des efforts que l'Europe pourra faire pour le sauvegarder.

V. DE MARS.

LE CARDINAL MEZZOFANTI.

Esquisse historique, par M. A. Manavit; 1 vol. in-8°, Paris, Sagnier et Bray, 1853.

En 1849, Rome, bouleversée par les passions et le tumulte d'une révolution, vit s'éteindre obscurément un homme qui a été une des gloires de l'Italie moderne, le cardinal Mezzofanti. Ce nom réveille le souvenir du plus étonnant linguiste qui fut jamais, du génie le plus admirablement doué pour s'as-

similer tous les idiomes. L'histoire cite le roi de Pont, Mithridate le Grand, qui possédait vingt-deux langues différentes; Mezzofanti était parvenu à en connaître soixante-dix-huit et les parlait presque toutes avec facilité et avec une vérité d'intonation capable de produire la plus complète illusion sur sa nationalité. « Je ne me rappelle pas, dit Byron dans ses *Pensées détachées*, un seul des littérateurs étrangers que j'eusse désiré revoir, excepté peut-être Mezzofanti, qui est un prodige de langage; Briarée des parties du discours, polyglotte ambulant, qui aurait dû vivre au temps de la tour de Babel, comme interprète universel; véritable merveille, et sans prétentions encore! Je l'ai tâté sur toutes les langues dont je savais seulement un juron ou adjuration des dieux contre postillons, sauvages, forbans, bateliers, matelots, pilotes, gondoliers, muletiers, conducteurs de chameaux, *vetturini*, maîtres de poste, chevaux de poste, maison de poste, toute chose de poste, et pardieu! il m'a confondu dans mon propre idiome. »

L'illustre cardinal repose depuis cinq ans dans la tombe, et pas une voix ne s'était élevée pour nous raconter les détails de sa vie de prêtre et de linguiste, pour nous dire ce que fut cette organisation extraordinaire, où une puissance d'analyse portée au plus haut degré s'alliait à la mémoire la plus vaste, la plus tenace qui se puisse imaginer, et qui était servie par une incroyable flexibilité de l'instrument vocal. Cette tâche vient d'être remplie avec zèle, avec soin, par un des littérateurs les plus distingués que compte aujourd'hui la ville de Toulouse, et qui a voué un culte pieux à la mémoire de Mezzofanti, M. A. Manavit, auquel sont dues plusieurs publications importantes sur l'Italie religieuse. Ce travail n'était pas sans difficultés. Le cardinal, dans sa profonde modestie, n'a rien écrit sur les événemens de sa vie, sur sa famille, les fonctions publiques qu'il a exercées, non plus que sur les études qui n'ont jamais cessé de l'occuper. Les notices qui lui furent consacrées par la presse romaine sont très courtes et insuffisantes; mais grâce aux relations que l'auteur de l'*Esquisse historique* s'est créées dans la péninsule italique, visitée par lui à différentes reprises, et où il a d'ailleurs connu personnellement Mezzofanti, il a pu faire utilement appel à ses propres souvenirs, à ceux des amis et des anciens élèves de ce dernier, et recueillir une foule de faits et d'anecdotes qu'il a sauvés de l'oubli.

Le polyglotte pour lequel l'Allemagne, cette terre classique de la philologie, avait inventé, dans l'admiration qu'elle avait conçue pour lui, l'épithète de *Sprachenbandiger*, — le dompteur de langues, et que l'Italie surnommait *Pentecôte vivante*, Mezzofanti naquit dans cette noble cité de Bologne, aux origines incertaines, tant elles sont anciennes, célèbre déjà sous la domination étrusque et romaine, et dont les Gaulois Boïens firent la conquête en lui laissant son nom primitif de *Bononia*, — Bologne la docte, amoureuse des arts et des lettres, la patrie d'un grand pape, Benoît XIV, du Guide, de l'Albane, des trois Carrache, et de tant d'hommes remarquables. Ce fut le 17 septembre 1771 qu'il vint au monde. Il dut le jour à François Mezzofanti et à Gesualda dal Olmo, qui habitaient la paroisse, aujourd'hui supprimée, de *San Tommaso del Mercato;* il reçut au baptême les prénoms de Gaspard et Joseph. La maison où il naquit, voisine de celle d'où sortit le célèbre naturaliste Camille Ranzani, le savant élève de Cuvier, l'auteur des *Élémens de*

Zoologie (1), existait encore ***strada dei Malcontenti***, au commencement de ce siècle. Sa famille, peu favorisée des biens de la fortune, jouissait de l'estime et de la considération publiques. Sous le toit paternel, tout respirait la simplicité, une piété douce, l'ordre et une économie convenable. A la fin du siècle dernier, les familles italiennes conservaient encore presque toutes ces mœurs patriarcales et cet esprit chrétien que les révolutions ont depuis profondément altérés, et qui avaient produit ces bienveillantes relations de chaque jour, que les prêtres et les moines entretenaient surtout dans les classes moyennes de la société. On se visitait, on se rendait de mutuelles prévenances; l'homme de Dieu venait s'asseoir au foyer domestique. Dans une des communautés de Bologne vivait un religieux, le père Jean-Baptiste Respighi, préfet des oratoriens, qui était dévoué à la famille Mezzofanti. Il prenait souvent dans ses bras le jeune Joseph, dont il devint plus tard le protecteur et l'ami. Son influence sur les destinées de cet enfant fut décisive et détermina son avenir. Lorsque le père Respighi, dans sa vieillesse, ferma les yeux à la lumière, il avait eu la consolation de voir son disciple élevé à la dignité de cardinal. Mezzofanti commença ses premières études de grammaire et de latin sous la direction de don Philippe Cicotti, prêtre de Bologne, et ses progrès furent si rapides, que son père, homme prudent, craignant que la carrière des lettres ne séduisît son fils et qu'elle ne fût pour lui, comme pour bien d'autres, stérile ou semée de difficultés, se montrait peu jaloux de ces progrès. Il voulut lui faire abandonner ses études pour l'engager dans une profession qui eût été bientôt lucrative; mais la Providence avait d'autres vues sur le jeune Joseph, et elle avait placé auprès de lui, au sein de sa famille, le père Respighi. En homme judicieux et dans l'abandon de l'intimité, il avait bien vite discerné la portée de cette précoce intelligence. Toutefois ce ne fut qu'après de longues instances que le père céda aux prières de l'ami, et laissa son fils sur les bancs du collége. Sans le crédit et l'intervention de l'oratorien, Mezzofanti n'eût été probablement toute sa vie qu'un modeste artisan bolonais. Rassuré sur son avenir, il se livra avec une nouvelle ardeur à l'étude. Il entra aux Écoles Pies, où ses succès et sa bonne conduite lui valurent les premiers grades et les premières récompenses. Déjà en lui perçait cette merveilleuse puissance de mémoire qui devait le rendre un jour si célèbre. A quinze ans, ses cours de rhétorique et de philosophie étaient terminés. Il avait ressenti cet attrait irrésistible qui le portait vers la science des langues, et il commença à s'y appliquer. De quinze à dix-sept ans, les excès du travail et des austérités trop rigoureuses et mal entendues compromirent gravement sa santé; les médecins appelés ordonnèrent un repos prolongé. Le jeune homme en profita pour consulter le ciel sur la carrière qu'il devait embrasser, et qu'il était aisé de prévoir. Celle du sacerdoce s'offrait tout naturellement à lui, comme réunissant les avantages de l'étude à l'habitude des pratiques religieuses, qu'il avait contractée dès l'enfance.

Sous le patronage du père Respighi, Mezzofanti fut admis au séminaire épiscopal de Bologne; sa réputation l'y avait précédé, et de nouveaux succès

(1) Les premiers volumes de cet ouvrage, qui devait en avoir dix-sept, in-8°, ont seuls paru; la mort du professeur Ranzani, arrivée en 1830, vint interrompre ses travaux.

la justifièrent en l'augmentant. Il obtint de continuer ses cours de grec sous l'habile direction du père Emmanuel da Ponte, jésuite espagnol réfugié à Bologne, et cette langue, au milieu de la variété d'idiomes et de dialectes qu'il posséda plus tard, resta toujours l'objet de sa prédilection. Le père Olivieri, dominicain, qui, à la fin du siècle dernier, était compté comme un des savans de Bologne, l'initia à la connaissance de l'hébreu. Mezzofanti y joignit celle de l'arabe et des langues vivantes les plus répandues. Un religieux de Blois, que les malheurs de notre pays avaient forcé de chercher un asile en Italie, fut son maître de français. Notre langue lui devint bientôt familière, et c'est une de celles qu'il parlait le plus volontiers et le mieux. La même supériorité qu'il apportait dans ses travaux de linguiste, il la manifestait dans ses études théologiques. Un vieil archi-prêtre de Porreta, dans le diocèse de Bologne, D. Gioachimo Monti, son ancien condisciple, se plaisait à raconter l'impression que faisaient sur les élèves du séminaire ces épreuves théologiques soutenues avec tant d'éclat par son compatriote. Le jeune et pieux savant fut promu au sacerdoce le 23 septembre 1797 par Mgr Giovanetti, alors archevêque de Bologne. Cette même année, le 15 décembre, il commença à professer un cours élémentaire d'arabe à l'université de cette ville : il était alors dans sa vingt-quatrième année. C'est la première période de son enseignement public; elle fut de courte durée. Dès sa première entrée dans les ordres sacrés, l'archevêque lui avait conféré deux bénéfices simples, dont la collation était dans ses attributions. Ces deux bénéfices réunis produisaient à peine 200 fr. de revenu. Mezzofanti, né sans fortune, trouva dans le père Antoine Magnoni un généreux appui. Ce religieux, ami de sa famille et qui avait deviné toute la valeur du jeune séminariste, lui constitua, par acte passé devant le notaire de l'archevêché, une rente annuelle à peu près équivalente au revenu de ces deux bénéfices. C'est avec ces faibles moyens pécuniaires qu'il put se soutenir jusqu'à ce qu'il eût reçu le sacerdoce. Dans la suite, il les accrut par les émolumens attachés à son enseignement, soit public soit privé.

On était à l'époque des guerres d'Italie. Les mémorables victoires de Napoléon Bonaparte dans la péninsule avaient rendu plus que jamais le nom français redoutable et glorieux. Conquise plusieurs fois, Bologne avait été successivement au pouvoir des Français et des Autrichiens, et ses hôpitaux, où affluaient les soldats étrangers blessés sur le champ de bataille, devinrent un théâtre où se déploya le zèle du jeune lévite, et où sa vocation de linguiste devint un apostolat. Rien de plus touchant que cette page de la vie de Mezzofanti sous la plume de son biographe. — Ces pauvres soldats, dit-il, qui ne savaient pas plus raconter leurs douleurs physiques au médecin chargé de les soulager que découvrir les plaies de leur âme au prêtre qui devait les guérir, et qui venaient, loin de leur patrie, mourir sans pouvoir déposer dans un cœur ami leur dernière pensée, devaient profondément attrister l'âme compatissante de Mezzofanti. Son intelligence et son cœur s'enflammèrent au chevet du lit de ces guerriers frappés dans les combats. La charité sacerdotale fit le reste; elle se montra ce qu'elle est toujours, douce, résignée, persévérante. L'ardeur qu'il mettait à remplir ses devoirs, la sollicitude qu'il témoignait à tous et sa parole entraînante lui gagnèrent bien vite la confiance des soldats et de leurs chefs. Ils se sentaient disposés à aimer celui qui leur rappelait si

bien la patrie absente, et qui leur parlait avec tant de vérité le langage de leur mère. Au milieu quelquefois d'intolérables douleurs que le cœur du prêtre savait charmer, ces braves mutilés s'abandonnaient à la résignation, au repentir, à l'espérance. La religion adoucissait l'amertume de leurs derniers momens.

Dans ce commerce de la charité et du dévouement, le linguiste acquit cette facilité de conversation et ces formes de langage simples et familières que les livres n'enseignent pas. Nommé en 1804 professeur de grec et de langues orientales à l'université de Bologne, il garda sa chaire jusqu'en 1808. A cette époque, les agitations du temps, les nouveaux orages qui vinrent fondre sur l'église et sur son chef suprême, en contristant son âme, lui firent préférer une studieuse retraite à l'enseignement public, et il devint professeur émérite; il en sortit en 1812 pour accepter la place de sous-bibliothécaire de la ville de Bologne, heureux de trouver dans ce dépôt littéraire toutes les ressources de la science, et dans le concours des étrangers qui le visitaient l'occasion de s'exercer à la pratique des langues vivantes. Deux ans plus tard, la main qui retenait la papauté captive à Fontainebleau lui rendit la liberté. Pie VII traversait en triomphe la Ligurie, le duché de Modène, et arrivait à Bologne, la seconde ville des états pontificaux. La position élevée qu'y occupait l'abbé Mezzofanti, sa fidélité à la papauté malheureuse et ses convictions politiques, sa renommée littéraire et l'auréole de vertu et de science qui ceignait son front, avaient rendu Pie VII désireux de le voir et de le connaître. Il demanda que Mezzofanti lui fût présenté, et après lui avoir fait l'accueil le plus gracieux, il lui offrit l'emploi de secrétaire du collége de la Propagande; mais le modeste bibliothécaire pria le pape d'agréer ses motifs de refus, fondés sur sa répugnance à briser les liens qui l'enchaînaient à sa ville natale, à ses amis, à ses habitudes et à ses travaux. Il obtint de Pie VII d'y rester fidèle. Vainement le pontife, rentré à Rome, insista de nouveau en lui faisant écrire par son ministre Consalvi; vainement Mgr Justiniani, délégué de la province, et Mgr Fieschi, son subdélégué, joignirent leurs efforts à ceux de Consalvi; rien ne put l'ébranler. Les raisons politiques qui lui avaient fait quitter l'enseignement public n'existant plus, il reprit le 18 avril 1814 sa chaire de langues orientales à l'université, dont il fut en même temps nommé régent (*rettore*). Le 15 août de la même année, il fut nommé bibliothécaire en titre. Il succédait dans ces dernières fonctions au père Pompilio Pozzetti, savant religieux des Écoles Pies, et l'un des littérateurs distingués de ce temps. Le père Pozzetti avait été bibliothécaire du duc de Modène et avait remplacé Tiraboschi, l'auteur de l'*Histoire de la Littérature italienne*.

Cependant la renommée du linguiste bolonais avait franchi les limites de la cité qui fut son berceau, et les honneurs et les distinctions venaient de tous côtés le surprendre dans son humble et paisible demeure. Tous les étrangers éminens par leur science ou leur rang social qui passaient par Bologne ambitionnaient de le voir et de l'entendre. Après la chute de l'empire français, lorsqu'il revenait occuper le trône qui lui avait été conservé, le roi Murat, en traversant Bologne, voulut s'entretenir avec l'illustre polyglotte, et lui offrit l'ordre royal des Deux-Siciles. En 1819, l'empereur d'Autriche, pendant son court séjour à Bologne, témoigna le même désir. Le monarque le reçut entouré des hauts dignitaires de sa cour et d'officiers supérieurs par-

lant les diverses langues et les dialectes des peuples qui composaient son vaste empire. L'abbé Mezzofanti fut l'objet de l'attention et des égards de tous; il leur répondit avec une rare présence d'esprit et une parfaite pureté de langage, dans l'idiome que chacun d'eux employait. L'empereur, pour lui témoigner son admiration, lui offrit à Vienne une noble existence. Mezzofanti refusa avec une respectueuse courtoisie. Le grand-duc de Toscane lui fit personnellement les plus vives instances pour l'attirer auprès de lui. C'est à grand'peine que ce prince, ami des lettres, put l'engager à accepter la décoration de l'ordre de Saint-Joseph, dont il devint grand-croix à sa promotion au cardinalat. Rien ne pouvait l'arracher à ses livres et à ses études favorites. En même temps, aucune occasion n'était négligée par lui pour accroître ses richesses linguistiques. Les Bolonais se rappellent que lorsque le neveu du célèbre médecin Uttini arriva dans leurs murs, du fond de la Suède, non-seulement il ignorait la langue italienne, mais encore nul ne paraissait moins propre que lui à la parler; il se trouvait privé de toute espèce de communication avec ses nouveaux compatriotes; la réputation du polyglotte lui avait fait espérer rencontrer en lui un maître habile; par malheur, Mezzofanti lui-même ne savait pas le suédois. Quelques livres que lui remit l'étranger et un exercice de quelques semaines suffirent pour lui en donner une pleine connaissance. En 1818, un Arménien de distinction vint à Bologne; il entra en rapports avec Mezzofanti, et ces relations valurent à celui-ci une conquête linguistique à ajouter à toutes celles qu'il avait faites déjà. Guidé par les conseils du docte père Mingarelli, chanoine de Saint-Sauveur, il avait étudié le copte et ses trois dialectes, pour l'intelligence desquels il trouva dans la suite de précieux documens dans les manuscrits de la bibliothèque du Vatican. Les événemens politiques avaient amené à Bologne de jeunes Hellènes; il apprit d'eux la pratique du grec moderne, qu'il déclarait ne pouvoir jamais devenir une langue classique et spéciale à cause de ses analogies multipliées avec le grec ancien, qui restera à l'égard du dialecte moderne ce qu'est la langue de Cicéron et de Virgile à l'égard du latin du moyen âge. Les révolutions des pays étrangers lui vinrent plus d'une fois en aide; des prêtres espagnols originaires de la Biscaye, réfugiés à Bologne, lui enseignèrent les élémens de la langue basque, dont la difficulté est proverbiale, et dans laquelle il se perfectionna plus tard à Rome avec l'aide d'autres ecclésiastiques de la même nation, et qu'une autre révolution condamnait à l'exil. Parmi les secours inattendus que lui fournirent ses propres compatriotes, on cite à Bologne le professeur Rosario, surnommé *il chirurgo mauro*, avec lequel il apprit le birman. On mentionne aussi une famille géorgienne qui vint s'y établir, et qui lui fut utile pour l'intelligence des dialectes du Caucase.

Mais c'est surtout dans son enseignement public à l'université que Mezzofanti déployait tous les trésors de son inépuisable érudition. Ses collègues s'inclinaient devant sa supériorité. Bologne s'honorait alors de maîtres habiles : Valeriani, Tommassini, Orioli et Schiassi, dignes de recueillir l'héritage que leur avaient légué Galvani, Monti, Zanotti et la célèbre Clotilde Tambroni. Quelques mots en passant au sujet de cette dernière, qui a clôturé l'ère des femmes professeurs à Bologne. Elle était née dans cette ville en 1758. On rapporte que dans son jeune âge elle travaillait à des ouvrages de broderie dans

un salon où son frère recevait des leçons de grec. Sans avoir l'air d'y faire attention, elle en profita mieux que lui, car un jour, comme il ne pouvait répondre à une question qui lui était adressée par son professeur, sa sœur le fit de manière à surprendre ce dernier. Ses parens chargèrent alors les deux jésuites espagnols Colomès et da Ponte de son éducation; ses progrès dans le grec lui permirent bientôt de lire des vers de sa composition dans cette langue à l'académie Degli Inestricati, dont elle devint membre. D'autres sociétés savantes de la péninsule s'empressèrent de se l'associer. En 1794, le sénat de Bologne nomma Clotilde professeur à la chaire de grec, qu'elle conserva jusqu'en 1798. Elle en fut alors privée pour refus de serment civique. Clotilde, dit-on, faisait son cours toujours voilée. Plus tard, le vainqueur d'Italie, Napoléon Bonaparte, fit réintégrer son nom sur la liste des professeurs; mais elle ne s'occupa plus que de sa vaste correspondance avec la plupart des érudits de l'Europe. L'un des plus grands hellénistes du siècle, d'Ansse de Villoison, disait d'elle : « Il y a en Europe trois hommes capables d'écrire comme la Tambroni, et quinze au plus qui puissent la comprendre. » Clotilde finit ses jours en 1817, laissant ses travaux manuscrits à son frère, qui eut, à ce qu'il paraît, l'intention de les publier; mais la mort l'en ayant empêché, ils sont restés jusqu'à présent inédits.

Parmi les hommes de mérite que formèrent les leçons de Mezzofanti et qui se sont fait un nom, il faut compter l'honorable bibliothécaire actuel de Bologne, M. le docteur Liberio Veggetti, qui succéda à son illustre maître; le chevalier Angellini, qui a fait paraître une traduction italienne de Sophocle justement estimée; Hippolyte Rosellini, le compagnon de Champollion en Égypte, auteur des *Monumenti dell' Egitto e della Nubia;* enfin le plus digne de ces élèves, le savant numismate et archéologue le père Cavedoni, aujourd'hui préfet des antiquités et du médailler de Modène, qui ne parle jamais qu'avec une profonde vénération de celui qu'il appelle encore son *ottimo ed esimio maestro.*

Le polyglotte dont nous avons suivi jusqu'ici la carrière dans la studieuse solitude de la bibliothèque de Bologne et dans la chaire de l'enseignement va nous apparaître maintenant sur un nouveau et plus vaste théâtre. Une renommée qui avait retenti jusqu'au dehors de la péninsule italique, un apostolat de charité exercé dans les temps les plus critiques et en quelque sorte au milieu du tumulte des camps, de longs et importans services rendus aux lettres et à l'instruction publique, en un mot toute une vie de savant et de prêtre dévoué frayait à Mezzofanti la route des honneurs qui s'était ouverte déjà devant lui, et d'où sa modestie l'avait détourné. Au mois d'octobre 1826, Léon XII avait institué le cardinal Capellari préfet du collége de la Propagande. Il avait voulu reconnaître les services rendus par le savant camaldule à la philologie orientale. De vives sympathies devaient entraîner Capellari vers le linguiste bolonais, et bientôt en effet commencèrent entre eux des relations directes et fréquentes. Le nouveau directeur de la Propagande l'employa dans plusieurs négociations qui avaient pour objet la prospérité du collége auquel il était préposé. A peine monté sur le trône pontifical, le 2 février 1831, Capellari (Grégoire XVI) écrivait au cardinal Oppizzoni, archevêque de Bologne, pour l'entretenir de celui qui jetait tant d'éclat sur le clergé de cette ville et sur son université.

Les agitations politiques dont la France devint le foyer en 1830 se propagèrent jusqu'en Italie. L'année suivante, Bologne se soulevait contre la domination papale. Nous n'avons point à retracer ici les phases et la péripétie de ce drame. Lorsque la paix fut rétablie, Mgr Oppizzoni rentra dans la ville, dont il était le premier pasteur, avec une mission réparatrice à remplir. Il chargea une députation de porter aux pieds du souverain pontife l'hommage de fidélité de la ville et de la province. Le plus illustre des enfans de la docte cité devait naturellement faire partie de cette députation; son nom s'était le premier présenté au cardinal-archevêque. Pendant les quelques jours que Mezzofanti passa à Rome, Grégoire XVI le nomma prélat, avec le titre de protonotaire apostolique non-assistant. Il lui déclara qu'il voulait le voir s'établir à Rome, et qu'il n'admettrait aucun refus. Il faut croire cependant que quelques résistances se produisirent encore, puisque Grégoire XVI aimait à répéter qu'il lui avait fallu soutenir un véritable siége pour décider Mezzofanti à quitter sa chère Bologne. Ce pontife disait, avec une certaine gaieté qui lui était familière, que le voyage du polyglotte à Rome était l'unique service que lui eût rendu l'insurrection bolonaise. Il l'appela successivement aux fonctions ecclésiastiques les plus honorables; en 1832, il le nomma chanoine de la basilique de Sainte-Marie-Majeure, quelque temps après premier custode de la bibliothèque Vaticane, et enfin chanoine de Saint-Pierre. Ces dignités n'étaient que le prélude de celles qui devaient les couronner toutes. Dans le consistoire du 12 février 1839, Grégoire XVI créa Mezzofanti cardinal de l'ordre des Prêtres, et lui assigna le titre de Saint-Onuphre. Le nouvel élu dut naturellement prendre sa place dans les congrégations de la Propagande, de l'Index, des Rites, des études et de l'examen des évêques *in sacra teologia e sacri canoni*, enfin dans la congrégation des affaires de la Chine; mais de tous les devoirs que ces titres divers lui imposaient, il n'en est aucun qui fût plus cher à son cœur, plus conforme à ses goûts et à sa vocation spéciale que celui de veiller sur les jeunes néophytes de la Propagande. Leurs examens, le soin de leurs études, les avis paternels à leur donner, les intérêts matériels du collége, des correspondances à entretenir avec les pays les plus éloignés, l'attiraient sans cesse dans cette académie de toutes les nations. Cependant sa présence n'y était jamais plus sollicitée, plus utile qu'aux approches de l'Épiphanie, où l'on célèbre la mémoire de l'initiation de toutes les races humaines à la révélation chrétienne. Pendant l'octave de cette solennité, la Propagande fait la *fête des langues*. Les élèves membres de cette académie, réunis de tous les points du globe, récitent leurs compositions oratoires ou poétiques en cinquante idiomes environ. Toutes ces compositions étaient remises au cardinal avant la tenue de la séance solennelle; il les corrigeait avec soin. La pensée des auteurs, la construction des phrases, les formes oratoires, le rhythme poétique, la cadence de ces vers, quelquefois sauvages, devenaient pour lui un thème d'observations lumineuses, toujours profitables à celui qui lui en fournissait l'occasion.

Au début de sa carrière sacerdotale, Mezzofanti avait recherché l'une des plus pénibles et plus obscures fonctions du ministère sacré, celle de confesseur. Prélat et cardinal, il continua de les exercer avec le même zèle, et on peut dire qu'il réunit en sa personne la charge de pénitencier de toutes les basiliques romaines. Aucun prêtre n'a dirigé la conscience d'un plus grand

nombre de personnes appartenant à plus de nations différentes; il se plaisait à accueillir les étrangers de distinction, comme ceux de condition plus modeste, qui témoignaient le désir de s'adresser à lui.

Dans le nombre des anecdotes, touchantes ou curieuses, qui donnent un vif intérêt au livre de M. A. Manavit, nous en choisirons deux ou trois, qui suffiront pour mettre en relief le talent du cardinal polyglotte.

Un jour, Grégoire XVI voulut se donner le plaisir d'une de ces conversations improvisées en divers idiomes, véritable assaut de linguistique que soutenait quelquefois Mezzofanti, et où il restait toujours vainqueur. Dans les allées tortueuses des jardins du Vatican et derrière des massifs de verdure, il fit cacher un certain nombre d'élèves de la Propagande. A l'heure de sa promenade habituelle, il amena avec lui Mezzofanti. Tout à coup, à un signal convenu, ces jeunes gens viennent en foule fléchir le genou devant le chef de l'église, et se relevant aussitôt, ils s'adressent à la fois, chacun dans sa propre langue, à Mezzofanti avec une telle abondance de paroles et une telle volubilité, que dans ce conflit de langages si dissemblables il paraissait impossible de rien discerner. Le polyglotte lutta d'habileté et de promptitude avec ses interlocuteurs; il répondit aussitôt à chacun d'eux avec élégance en autant de dialectes différens. Il laissa le pape dans l'étonnement et l'admiration d'une mémoire si vaste, si prompte, si sûre, et que la surprise la plus inattendue ne pouvait mettre en défaut.

Le second trait que nous ayons à reproduire ici est celui qui est relatif à la visite de l'empereur Nicolas dans la capitale du monde chrétien. Le monarque revenait de Naples, où la douceur du climat avait attiré l'impératrice malade. C'était dans les premiers jours de décembre 1845. On se préoccupait de l'entrevue du pape avec le tsar; on ne savait quel serait, des deux ou trois cardinaux sur lesquels se portait l'opinion publique, celui qui assisterait à cette entrevue solennelle et servirait d'interprète au souverain pontife. Grégoire XVI désigna le cardinal Acton par un choix dans lequel on crut entrevoir une sorte d'intention politique. L'empereur, qui occupait avec sa suite le palais Justiniani, visitait les monumens et les merveilles de Rome; le cardinal Mezzofanti en était une des plus rares. L'autocrate voulait le voir et converser avec lui. M. de Boutenieff l'invita par une lettre à venir présenter ses devoirs à l'empereur. Nicolas recourut encore à une démarche qui avait quelque chose de plus direct et de plus délicat. L'aide de camp de service auprès de sa personne écrivit au nom de son maître au cardinal. L'éminence se rendit auprès du puissant monarque, qui lui fit l'accueil le plus distingué et le plus bienveillant. L'entrevue fut assez longue : le tsar lui parla russe et polonais, et il avoua que le cardinal s'exprimait en russe avec autant de facilité qu'aucun de ses sujets; mais celui-ci ne pouvait rendre le même témoignage à l'empereur quant au polonais. Il disait que le tsar, malgré la grande habitude qu'il avait de cette langue, se trahissait dans quelques mots, et qu'il l'avait entendu parler par d'autres avec plus de perfection.

Le cardinal connaissait tous les dialectes en usage dans le sud-ouest de la France, ainsi que la plupart des patois de nos départemens. Les ecclésiastiques de la Basse-Bretagne conversaient avec lui en bas-breton. « Un jour, dit l'auteur des *Trois Romes*, ce cardinal demandait à un de nos amis de quelle province de France il était? — De la Bourgogne, répondit-il. — Ah!

vous avez deux patois bourguignons; lequel parlez-vous? — Je connais le patois de la Basse-Bourgogne, et le cardinal se mit à lui parler le bas-bourguignon avec une facilité capable de rendre jaloux tous les vignerons de Nuits et de Beaune. »

Une autre fois un prêtre, originaire du midi de la France, lui adressait ses hommages dans un de nos dialectes romans. « Monsieur l'abbé, lui dit Mezzofanti, vous n'êtes point de Toulouse, encore moins Provençal; mais vous n'êtes pas né bien loin de cette ville. » Effectivement cet ecclésiastique était de Montauban, et il s'adressait au cardinal dans le plus pur dialecte montalbanais. On peut concevoir tout ce qu'il fallait de sagacité pour distinguer les variétés de la langue romane, qui sont quelquefois peu tranchées, et qui devaient, ce semble, être à peine sensibles pour un Italien qui n'avait jamais quitté son pays.

Lorsque la révolution romaine vint apporter le trouble dans cette vie d'études et de calme qu'avait menée jusqu'alors le cardinal, comme sujet fidèle, comme prince de l'église, il s'associa à toutes les douleurs du pontife qui était allé demander à l'exil l'indépendance de son autorité et la sûreté de sa personne. Resté à Rome, témoin forcé des excès des révolutionnaires, de leurs attentats contre tout ce qui était pour lui l'objet d'un culte et d'un pieux dévouement, il sentit son âme se briser. Ses forces, épuisées par de longues veilles et vaincues par la douleur, allaient chaque jour s'affaiblissant. L'année 1849 s'ouvrait sous les plus tristes auspices; le cardinal ne sortait plus de ses appartemens. Au mois de février, une pleurésie aiguë se déclara; son état inspirait les plus vives inquiétudes. Des soins éclairés, que secondait avec une tendresse toute filiale sa nièce, Mlle Minarelli, conjurèrent d'abord le danger; mais le mal ne tarda pas à empirer, et il rendit le dernier soupir dans la nuit du 15 mars.

Le malheur des temps ne permit pas à sa famille et au clergé de la paroisse des Saints-Apôtres, à laquelle il appartenait, de rendre à l'illustre défunt les honneurs que comportait son rang. Son corps ne fut point exposé sur le lit funèbre, dressé dans la salle du trône des palais cardinalices, où on élève des autels pour la célébration des saints mystères. Dans la soirée du second jour qui suivit sa mort, ses restes mortels furent dirigés, au milieu d'un cortége *mezzo privato*, vers l'église de Saint-Onuphre, dont il était titulaire. La voiture qui portait le corps était précédée et suivie de domestiques à sa livrée, une torche à la main. Trois voitures de deuil suivaient, occupées par des chapelains, des camériers, le doyen et ses serviteurs, cortége bien modeste, et à Rome plus que partout ailleurs. Les religieux hiéronymites de Saint-Onuphre reçurent le précieux dépôt destiné à rester sous leur garde. Ils l'ont placé à côté des ossemens du Tasse. Le poète, après sa sortie des prisons de Ferrare, en 1595, était allé chercher un dernier abri et une suprême consolation à ses malheurs dans ce couvent, dont la position sur le mont Janicule est une des plus pittoresques de Rome. Le grand linguiste et le chantre immortel de *la Jérusalem délivrée* y reposent aujourd'hui réunis dans la mort.

Cette science des langues que posséda Mezzofanti à un degré unique, et qui semble l'effet d'une révélation surnaturelle, doit nous faire vivement regretter de ne posséder aujourd'hui aucun ouvrage de lui sur ce sujet. Quelle mé-

thode a-t-il suivie pour s'assimiler un si grand nombre d'idiomes? Comment a-t-il pu pénétrer si avant dans leur génie grammatical et littéraire, et retenir fidèlement et classer dans sa mémoire cette effrayante masse de mots, qu'il savait au besoin retrouver spontanément et coordonner sans confusion? C'est là un secret qu'il a emporté avec lui dans la tombe. Un écrivain italien qui, sous le voile de l'anonyme, a consacré quelques pages dans un recueil périodique, la *Civittà Catolica*, à apprécier le talent de Mezzofanti, après avoir dit qu'il parlait soixante-dix-huit langues, non compris une foule de dialectes, assure qu'il savait les retracer avec leurs caractères particuliers, et composer dans chacune d'elles des poésies. Or, dans tous les idiomes, la langue poétique est, comme on le sait, ce qu'il y a de plus intime, de plus artificiel, de plus difficile. Il nous apprend aussi que Mezzofanti, dans l'année qui précéda sa mort, lui avoua qu'il avait rédigé une *Esquisse des signes comparatifs des langues de Sem, Cham et Japhet*, où il indiquait la source commune d'où toutes tirent leur origine, et montrait les rapports plus ou moins rapprochés qu'elles ont entre elles pour la construction, la signification des mots ou les sons. Il lui dit qu'il avait ébauché une méthode simple pour apprendre et retenir sans difficulté un grand nombre d'idiomes. Le même écrivain ajoute qu'il ignore dans quelles mains sont tombés ces écrits. Un des élèves de Mezzofanti, que nous avons cité précédemment, le père Cavedoni, dans une communication particulière qu'il a adressée à M. A. Manavit, raconte que Mezzofanti lut en sa présence, dans une des séances de l'*Institut pontifical de Bologne*, un mémoire sur la langue des populations montagnardes qui habitent les *Sette Communi*, dans le Vicentin; cette langue, dont les origines forment une question controversée depuis le XVe siècle, serait, suivant l'opinion de quelques philologues, un reste des anciens Cimbres et Teutons. Ce mémoire n'a pu être retrouvé, quoique le procès-verbal de la séance où il fut lu en fasse mention. Suivant le même père Cavedoni, Mezzofanti avait composé un travail sur la philosophie des langues et sur la grammaire générale; mais, par une excessive délicatesse (*soverchia delicatezza*), il l'avait jeté au feu. Le polyglotte prétendait qu'il n'avait pas le temps de travailler pour lui, de parler pour les autres et d'écrire pour tous, et qu'un trop long labeur de cabinet, la plume à la main, nuisait à sa santé. La seule production qui nous reste, avouée par lui, est l'Éloge qu'il publia en 1819 de son ancien professeur de grec, le père Emmanuel da Ponte, et qui a été inséré dans le recueil des *Opuscules littéraires de Bologne*.

Le livre de M. A. Manavit est terminé par un document qui a aussi sa valeur, et qui est le complément naturel de la biographie qu'il a écrite : c'est le catalogue de la bibliothèque du cardinal. S'il est vrai, comme il le fait observer, que l'homme tout entier se révèle dans le choix de ses livres, que ses besoins intellectuels, ses principes, ses goûts particuliers se montrent à découvert sur les rayons de sa bibliothèque, on peut dire que celle de Mezzofanti est la fidèle expression de ce qu'il fut, un linguiste encyclopédique dans la plus large acception de ce mot.

ED. DULAURIER.

V. DE MARS.